Le Monde

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE — Nº 12321 — 4 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Laurens — JEUDI 6 SEPTEMBRE 1984

Le Canada change de cap

Une nouvelle cohésion

Ce n'est pas un échec, c'est une humiliation. Après une vingtaine d'années de règne que les conservateurs n'avaient réussi à briser que pendant neuf mois, de mai 1979 à février 1980, le Parti libéral canadien a subi aux élections fédérales du 4 septembre une véritable déroute. Jamais le pays n'avait connu un tel déferlement des « bleus ». Même le record établi en 1958 par John Diefenbaker, qui avait alors remporté deux cent huit sièges à la Chambre des communes, a été battu. C'est avec une majorité sans précédent de deux cent onze députés sur deux cent quatre-vingt-deux que M. Mulroney, le leader conservateur, dont la désignation comme premier ministre pourrait être effective d'ici une dizaine de jours, va désormais diriger le pays.

Nouveau venu sur la scène politique — son investiture à la tête de sa formation remonte juste à un peu plus d'un an, — M. Mulroney a, ainsi, brillamment réussi son examen de passage. Jouant avec habileté de ses qualités de conciliateur et de ses origines d'Irlandais québécois, il a su récolter les fruits de la lassitude d'un électorat désireux de changement. Aussi bien, déçus par M. Turner, le successeur de M. Trudeau, qui, après avoir annoncé une « nouvelle ère », s'était entouré de nombre de proches de son prédécesseur, les électeurs ne pouvaient qu'être sensibles aux slogans, un peu creux mais prometteurs, de son adversaire conservateur annonçant un « nouveau début », une « nouvelle philosophie de gouvernement », un « nouvel esprit ».

Si elle prive la Chambre des communes d'Ottawa d'une opposition forte, la consultation de mardi met fin à une situation malsaine et dangereuse, à terme, pour la cohésion nationale : la régionalisation des partis — les conservateurs dans l'Ouest anglophone, les libéraux dans l'Est francophone, — que les élections de 1980, remportées par M. Trudeau, avaient consacrée. Avec cinquante-huit sièges sur soixante-quinze au Québec et le maintien, voire le renforcement, de ses bastions traditionnels dans les provinces occidentales, le parti de M. Mulroney peut désormais se prévaloir d'une véritable représentativité nationale. Il le doit, pour une large part, aux partisans de M. Lévesque du Parti québécois, qui n'avaient pas caché leur désir de faire mordre la poussière aux amis de M. Trudeau, accusés de les avoir « trahis » dans l'affaire du référendum sur la souveraineté-association de la Belle Province.

Le changement de cap que va entraîner la victoire de M. Mulroney pourrait cependant, de façon quelque peu paradoxale, être davantage marqué en politique étrangère que sur le plan intérieur. L'ère des frictions entre le Canada et les Etats-Unis, qui a caractérisé le règne de M. Trudeau, devrait laisser place à plus de compréhension de la part d'Ottawa pour l'entrée d'investissements américains, de même que pour l'attitude intransigeante de M. Reagan à l'égard de l'URSS. Le futur premier ministre a déjà indiqué qu'il procéderait à une augmentation du budget de la défense et qu'il s'efforcerait de rétablir l'influence du Canada au sein de l'OTAN.

Raz de marée conservateur aux élections

De notre correspondant

Montréal. — On attendait une vague, et c'est finalement un raz-de-marée conservateur qui a déferlé sur le Canada à l'occasion des élections générales du mardi 4 septembre. Le premier ministre libéral, *M. John Turner, en fonction depuis* deux mois à peine, a été le premier à reconnaître la *« victoire absolue »* de son adversaire, M. Brian Mulroney. Contre toute attente, toutefois, M. Turner a été élu dans sa circonscription de Vancouver.

Tous les sondages prévoyaient la victoire des conservateurs, mais plusieurs points d'interrogation demeuraient. En particulier l'attitude du Québec, qui, depuis le début du siècle, vote massivement pour les libéraux. Or, les Québécois ne se sont pas bornés à suivre le mouvement. Ils l'ont amplifié en accordant 50,2 % de leurs suffrages et 58 sièges sur 75 aux conservateurs. C'est un retournement complet de situation, puisque les libéraux avaient remporté 74 des 75 sièges aux élections *de 1980. Ils n'en obtiennent cette* fois-ci que 17, et plusieurs ministres, dont la réélection semblait pourtant assurée, ont été emportés dans la tourmente.

L'ancien premier ministre, M. Pierre Elliott Trudeau, avait pourtant mis en garde les Québécois trois jours avant le scrutin contre la tentation du changement pour le changement. Les jeux étaient déjà faits et, visiblement, M. Trudeau ne croyait plus à une victoire libérale dans sa province natale. La souhaitait-il même ?

BERTRAND DE LA GRANGE.

(Lire la suite page 3.)

Les Français jugent la classe politique

Un sondage de la SOFRES pour « le Monde » :

● 82 % des personnes interrogées estiment que les hommes politiques ne disent pas la vérité

● 50 % favorables au référendum, 13 % à la dissolution

Le Monde **a demandé à la SOFRES un sondage sur le thème suivant : « Y a-t-il un rejet de la classe politique ? » Ce sondage a été réalisé en août 1984.**

Ils ne traitent pas les grands sujets qui concernent la vie des Français (62 %) ; ils ne disent pas la vérité (82 %) ; ils gagnent trop d'argent (55 %) : s'il fallait une justification à notre enquête sur le rejet de la politique, ces chiffres y suffiraient amplement. Ce rejet revêt donc une acuité particulière : l'image des hommes politiques dans l'opinion est aujourd'hui désastreuse, l'enquête de la SOFRES le montre. Ce sentiment est largement partagé; il s'appuie sur une critique *du discours et des mœurs politiques*; aucun homme politique n'y échappe complètement. Cette situation est d'autant plus dangereuse qu'il est difficile d'élaborer des antidotes.

Le rejet de la classe politique déborde ses frontières habituelles. Traditionnellement, en France, c'est un phénomène qui touche certaines catégories socio-professionnelles (commerçants, ouvriers), les personnes à faible niveau d'instruction et les jeunes. Le sondage montre que le rejet est aussi élevé chez les cadres supérieurs et les professions libérales, quel que soient le niveau d'instruction et l'âge.

La réponse la plus spectaculaire (les hommes politiques ne disent pas la vérité) sanctionne à l'évidence le fait que les hommes politiques ont, le plus souvent, sous-estimé la profondeur de la crise et la difficulté d'en sortir, qu'il s'agisse de l'actuelle opposition, qui avait maintes fois promis la « sortie du tunnel », ou du pouvoir d'aujourd'hui, dont le mot d'ordre était : *« D'abord, l'emploi ! »*

Ce mouvement d'opinion s'appuie sur une critique du discours politique, auquel on reproche d'être archaïque certes, mais aussi et surtout, de ne pas traiter les « vrais » problèmes que sont, aux yeux de l'opinion, le chômage, l'industrie et la délinquance. La défense des libertés et le fonctionnement des institutions, thèmes qui ont dominé l'un le printemps, l'autre l'été, suscitent *aujourd'hui un intérêt beaucoup* plus faible.

Ainsi, en accusant le pouvoir, lors de l'affaire du référendum sur les référendums, de faire diversion et de *vouloir masquer les véritables préoc*cupations des Français, le PCF et l'opposition jouent sur du velours, en même temps qu'ils entretiennent un discours d'hostilité à la classe politique. Celui-ci s'alimente aussi de l'idée que les hommes politiques disent tous la même chose. Cette opinion recouvre une critique de la « langue de bois », d'un langage codé destiné à des jeux de pouvoir réservés à un milieu à propos duquel resurgit une image ploutocratique que l'on croyait définitivement oubliée.

Sans aller jusqu'à la dénonciation de la ploutocratie, la conviction que les hommes politiques gagnent trop d'argent renvoie sans doute à un cumul de mandats et de fonctions jugé excessif. Il est vrai que, pour ce *jugement-là, on retrouve une confi*guration de l'opinion plus classique, puisque les catégories cadres supérieurs et professions libérales, et les Français qui ont atteint le niveau de l'enseignement supérieur ne partagent pas ce point de vue.

JEAN-MARIE COLOMBANI et JÉRÔME JAFFRÉ.

(Lire la suite page 8.)

AU JOUR LE JOUR

Vertus

Sur les estrades et les écrans, ils se parent de toutes les vertus. La main sur le cœur, ils vous chantent le grand air de la vérité (chacun à son heure). Ils exposent quand ils s'adressent à notre intelligence, explosent quand ils flattent nos passions. Ils attaquent et se défendent avec brio, concluant sur tout.

Jusqu'au jour où un sondage meurtrier leur renvoie l'idée que les Français se font d'eux : menteurs, fourbes, trop riches et incompétents !

Désormais, à la nuit tombée, si vous voyez un homme à l'air traqué raser les murs, dissimulant — honteux — son visage derrière le revers de sa gabardine, n'ayez crainte : c'est seulement un homme politique qui passe.

BRUNO FRAPPAT.

Le dollar au-dessus de 9 F

C'est fait ! Le cours du dollar à Paris, qui avait frôlé la barre des 9 F le 7 août dernier à 8,97 F pour rétrograder ensuite, a *fini* par franchir cette barre, atteignant 9,03 F, nouveau record historique, mardi 5 septembre en fin de matinée.

Certes, l'événement est un peu symbolique, mais il frappe l'esprit et constitue un point de repère pour l'économiste : 7 F, puis 8 F en 1983, 9 F maintenant et peut être 10 F l'année prochaine, qui sait ? En tout cas, la nouvelle poussée de la monnaie *américaine est générale* : près de 2,94 DM à Francfort, au plus haut depuis plus de dix ans, 244 yens à Tokyo, et, à Londres, où la livre sterling a établi un nouveau record de baisse, tombant à 1,2850 dollar, son plus bas cours jamais atteint.

A l'origine de cette poussée, on trouve les facteurs habituels et bien connu des milieux financiers : après une détente en août, les taux d'intérêt aux Etats-Unis semblent s'orienter à nouveau à la hausse, en raison des besoins de l'économie en liquidités. Outre-Atlantique, le mois de septembre et le dernier trimestre sont traditionnellement très chargés, mais cette année, ils le sont encore davantage : aux emprunts du Trésor pour combler un déficit budgétaire toujours énorme, s'ajoutent ceux des entreprises pour financer leurs investissements et s'adapter à une expansion encore forte. Dans ces conditions, estiment les milieux financiers, les taux ne peuvent que *monter et les autorités monétaires*, soucieuses de tuer dans l'œuf tout redémarrage de l'inflation, ne feront rien pour contenir ou atténuer cette hausse en fournissant des liquidités supplémentaires. On peut épiloguer à perte de vue sur ce nouvel accès de fièvre du billet vert et sur ses conséquences sur l'économie du monde occidental. Pour la France, en dépit de succès flatteurs mais limités à l'exportation sur certains produits traditionnels (vins, spiritueux), mais aussi sur des produits industriels, ces conséquences sont fortement négatives.

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 27.)

Déception à Bonn

M. Kohl assure que M. Honecker restera le bienvenu en RFA

De notre correspondant

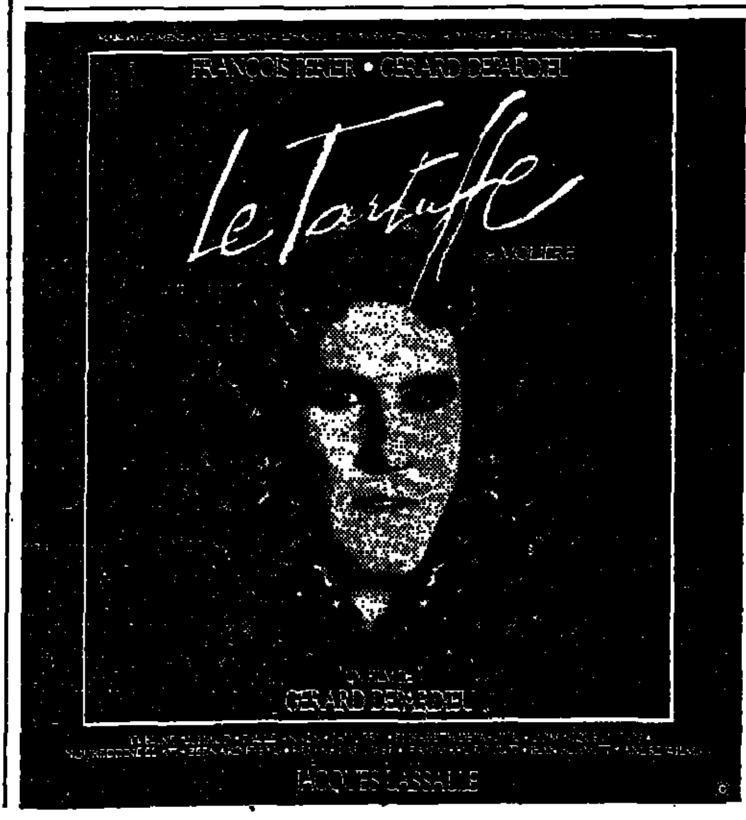
Bonn. — Ce n'est pas encore pour cette fois. Les habitants de la petite ville sarroise de Neunkirchen ne serreront pas, fin septembre, la main de leur plus célèbre ressortissant. Pourtant, *depuis bientôt trois ans que* l'on parle d'une éventuelle visite de M. Erich Honecker en RFA, jamais l'occasion n'avait paru aussi belle. La lune de miel que les relations entre les deux Etats allemands ont traversée jusqu'à l'été dernier avait suscité bien des espoirs. Les réalités internationales, mais également les malentendus de fond entre Bonn et Berlin-Est sur la nature de leurs relations, ont cette fois encore emporté la décision.

Le report de la visite du numéro un est-allemand annoncé mardi 4 septembre de façon sybilline par le représentant de la RDA à Bonn, M. Moldt, a relancé, dans les milieux politiques ouest-allemands, le débat sur les tenants et aboutissants de la politique interallemande. Deux écoles s'opposent : ceux qui craignent, comme l'écrit le *Süddeutsche Zeitung* (libéral de gauche) que *le dialogue ne soit « sérieusement perturbé »* et ceux qui, au contraire, soutiennent que le visiteur ne voulait pas faire de concessions sur les questions essentielles. *« Il y va dans l'Allemagne divisée toujours de la même chose*, estime le *Frankfurter Allgemeine Zeitung, rendre la division plus supportable, aussi longtemps qu'elle ne peut être éliminée. Pour cela, il y a des limites précises. »*

Le chancelier Kohl, qui pendant longtemps avait tenu le rendez-vous pour pratiquement acquis, a ravalé sa déception en faisant savoir que M. Honecker restait le bienvenu. Au nom du gouvernement, le secrétaire d'Etat à la chancellerie, Philipp Jenninger a jugé *« inacceptable »* la justification officielle avancée par, la RDA, qui a rejeté la responsabilité sur les déclarations faites, il y a dix jours, par le chef du groupe parlementaire chrétien-démocrate, M. Alfred Dregger. *« La République fédérale d'Allemagne*, a dit M. Jenninger, *est un pays dans lequel les opinions peuvent s'exprimer librement. »*

HENRI DE BRESSON.

(Lire la suite page 4.)



Répression au Chili

Un prêtre français a été tué à Santiago pendant la première journée de protestation

De notre correspondant

Le gouvernement chilien a ordonné le mardi 4 septembre à Santiago un couvre-feu rigoureux au lendemain de la première journée de protestation, durement réprimée par les forces de l'ordre.

Un prêtre français, le Père Garlan, a été tué à son domicile dans une banlieue pauvre de Santiago. Dans les milieux religieux autorisés, on estime que les assassins visaient le Père Dubois, curé de la paroisse où travaillait le Père Garlan depuis 1983.

Santiago-du-Chili. — *« On savait que la répression serait féroce... Depuis samedi, le quartier était encerclé par les forces de l'ordre. Les intimidations, les arrestations se sont multipliées... Puis, les carabiniers ont fait leur entrée et ont tiré sur les manifestants... »*

Il était 18 heures mardi à la Victoria, une zone pauvre située au sud de la capitale et célèbre en raison des affrontements dont elle est le théâtre depuis le début des *protestas*. Nous avions, au téléphone, le Père André Garlan, quarante-quatre ans, qui, depuis février 1983, assiste le curé de la paroisse, le Père Pierre Dubois, dans son difficile ministère. Il nous racontait alors comment était mort en milieu de matinée un manifestant de vingt-cinq ans. *« Tous les témoignages concordent*, disait-il. *Il a été tué d'une balle dans le dos tirée par un carabinier utilisant un fusil à lunette. La balle s'est logée dans un poumon. Au moment du meurtre, le calme régnait. Les autorités ont déclaré qu'il s'agissait d'un délinquant. Bien sûr. Comme la plupart des jeunes de la Victoria qui sont sans travail et sans espoir. Mais le mobile est autre : terroriser la population. »* Et d'ajouter : *« Vous pouvez m'appeler un peu plus tard. Je ne bouge pas d'ici. »*

JACQUES DESPRÉS.

(Lire la suite page 3.)

« Tango argentino » au Festival d'automne

Au mois de novembre dernier, le Festival d'automne recevait au Châtelet le *Tango argentino*, spectacle que Claudio Segovia et Hector Orezzoli, metteurs en scène et décorateurs, ont composé dans leur ville de Buenos-Aires. Sur-le-champ, c'était la fulgurance d'une révélation, et le *Tango* revient, ouvre le Festival d'automne 1984, au Châtelet toujours, du 14 septembre au 10 octobre, avant une tournée à Grenoble (17-20 octobre), à Villeurbanne (22-26 octobre) et ailleurs.

(Lire pages 14 et 15 du « Monde des arts et des spectacles » le reportage de COLETTE GODARD à Buenos-Aires.)

Le Monde

idées

Economie et pouvoirs

M. Laurent Fabius devra répondre à de nombreuses questions touchant à l'économie, ce mercredi soir, sur Antenne 2. Lionel Stoléru souhaite que le gouvernement maintienne ferme le cap de la rigueur, car aucune croissance saine n'est encore possible. L'entreprise est au cœur du rétablissement de l'économie française, et Jean-Claude Regal demande, face à l'irruption de la complexité, que le pouvoir des dirigeants soit modulé en conséquence. C'est le pouvoir des fonctionnaires que Martial Lemoine analyse, le trouvant abusif dans un monde en mutation.

Les trois tentations de la croissance

par LIONEL STOLÉRU (*)

LA situation économique et sociale est simple : la politique de Jacques Delors donne ses résultats, mais *plus lentement que prévu.* Résultats positifs pour les prix, les salaires et le déficit extérieur, qui décroissent, mais très lentement (et moins vite que chez nos concurrents), résultats négatifs inévitables sur le chômage et la stagnation du pouvoir d'achat. « *Le chômage,* disait Pierre Mauroy quelques jours avant son départ, *est le prix à payer de la politique de rigueur.* » Pour tirer parti d'une telle évolution, il faut avoir le temps d'attendre.

Or Laurent Fabius n'est pas là pour attendre.

Il est là pour entonner l'hymne à la moisson : « *Françaises, Français, vous avez semé dans l'effort durant la mauvaise saison, mais cet effort n'a pas été vain et voici les beaux épis de la moisson avec les beaux jours.* » Où sont les beaux épis ? En voici un tout doré qui s'appelle baisse de 1 % des impôts, un autre qui s'appelle relâchement du contrôle des changes, sans compter un autre qui s'appellera probablement bientôt remise en liberté des prix industriels.

Le problème est de savoir si cet hymne à la moisson que nous allons bientôt entendre sera repris par le chœur des Français. La baisse des impôts risque de ne pas enthousiasmer les foules, en particulier ceux qui achètent de l'essence, ceux qui téléphonent et ceux qui ont un livret de caisse d'épargne (cela fait du monde !). Surtout, la hausse du chômage risque de jeter un sérieux froid dans l'opinion.

Que faire ? Pierre Bérégovoy a levé un coin du voile en disant, quelques jours après sa nomination, inscrire sa politique « *dans une perspective de croissance* » comportant à la fois une relance des investissements et un maintien du pouvoir d'achat, double objectif aussi sympathique que contradictoire. Néanmoins, la tentation de la croissance est grande en année préélectorale, et elle peut revêtir trois formes bien distinctes.

1° *La relance.* — Cette panacée de mai 1981 avait été une telle catastrophe qu'on peut douter de voir les socialistes renouveler une telle politique. On se rappellera à ce sujet la phrase inoubliable de Laurent Fabius qui, au Club de la presse du printemps 1982, c'est-à-dire au moment où les effets catastrophiques de la relance nous menaient tout droit à la dévaluation, s'obstinait dans l'erreur en disant : « *Le temps est venu d'une relance de la relance...* »

2° *La modernisation.* — Derrière ce mot cher à Laurent Fabius se dessine effectivement une deuxième stratégie de croissance : ouvrir grandes les vannes de la productivité, libérer l'entrée de la robotique dans l'industrie et de la télématique dans le tertiaire. Un fantastique bond en avant de la productivité est technologiquement possible, et dans un sursaut de croissance si l'on accepte d'en payer le prix : licenciements massifs et flexibilité du droit de travail pour libérer la création d'entreprises. Cette croissance est possible, elle est à terme bonne pour la France, mais elle est, d'ici à mars 1986, destructrice d'emploi. On n'a pas mis Laurent Fabius à Matignon pour faire cela et il ne le fera pas, même si une timide approche a été tentée avec l'accord partiel des licenciements de Citroën.

La situation très fragile du franc

3° *La croissance Chevènement.* — La recette nous a été donnée en détail durant la période d'opposition de Jean-Pierre Chevènement : provoquer une dévaluation compétitive et s'engouffrer dans ce sillage pour relancer notre économie à l'abri de cette accalmie temporaire sur nos échanges extérieurs. On aurait tort de croire que Jean-Pierre Chevènement soit rentré au gouvernement uniquement pour s'occuper de l'école, ou plus exactement pour ne plus s'en occuper. Son entrée implique aussi une forte pression au sein du gouvernement vers une telle stratégie de croissance.

Et son argumentation peut se voir renforcée par la situation très fragile de notre monnaie : comme l'indique la Banque française du commerce extérieur, notre gain de compétitivité de la dévaluation de 1983 a été peu à peu érodé par notre surcroît d'inflation par rapport à l'Allemagne : pour le seul mois de juillet où nous faisons semblant de nous réjouir de notre inflation de 0,7 %, nous ajoutons un nouvel écart de 0,9 % avec l'Allemagne (où les prix ont *baissé* de 0,2 %). Dès lors, plutôt que de risquer à tout moment (et en particulier en cas de faiblesse du dollar qui ferait remonter le mark) de *subir* une dévaluation, ne vaut-il pas mieux la provoquer ? A cet égard, la décision de baisser les taux d'intérêt français (caisses d'épargne, marché monétaire, etc.) montre une bien étrange désinvolture du gouvernement vis-à-vis de la tenue du franc, comme s'il devenait plus urgent d'économiser des dépenses de l'Etat que de défendre notre monnaie.

Voilà donc de bien grandes tentations pour un gouvernement cherchant désespérément à obtenir pour l'opinion publique quelques résultats corrects avant mars 1986. Il appartiendra à l'opposition de démystifier de telles opérations, et surtout d'empêcher que la volonté de survie socialiste aille à l'encontre de l'intérêt national : *on ne brade pas le franc pour se maintenir au pouvoir !*

Disons les choses résolument et clairement : aucune croissance saine n'est encore possible en 1984-1985 dans la situation de déséquilibre que les socialistes ont provoquée. Leur devoir est, comme le leur demande l'OCDE dans son étude de cet été, de continuer à rétablir les équilibres pour rendre ensuite possible le redressement. Toute autre politique serait un leurre, un artifice tragique pour notre avenir. Car le problème essentiel n'est pas de savoir qui gouvernera la France après 1986, mais ce que sera la France après 1986.

(*) Ancien ministre.

Les beaux jours des fonctionnaires

par MARTIAL LEMOINE (*)

LA France se divise désormais en deux catégories de citoyens : ceux pourvus d'un emploi à perpétuité et d'avantages sociaux en tout genre, qui forment désormais les gros bataillons des luttes revendicatives des syndicats de « prolétaires », et ceux qui vivent dans la hantise de perdre leur gagne-pain pour aller rejoindre la cohorte des chômeurs.

Naturellement, les Français de la seconde catégorie ne revendiquent plus rien de peur de perdre leur emploi, s'ils en ont encore un, ou de créer sa perte s'ils demandent un peu plus. Jamais dans l'histoire sociale française une telle cassure ne s'était produite entre des couches sociales de même origine.

Cette révolution tranquille n'est pas encore perçue à sa juste dimension par les sociologues et les économistes attachés au mythe de l'Etat-providence mais provoquera certainement d'ici une décennie le déclin de toutes les valeurs sur lesquelles reposait notre société. Déjà, on perçoit l'« embonpoint » de plusieurs administrations étatiques sous le poids des privilèges qui engendrent une sclérose généralisée du prétendu « service public ».

L'institution judiciaire est la première « asphyxiée » par ses propres rites d'un autre âge, où le justiciable a le sentiment d'avoir été grugé par ses propres « défenseurs ». A une époque où les Français aspirent à une justice transparente et démocratique, nos palais de justice ne sont plus que des sérails de rentiers de l'Etat englués dans leur propre autosatisfaction. Evidemment, ces « grands serviteurs » de l'Etat sont inscrits en permanence sur les listes d'attente de la Légion d'honneur, et ne consacrent désormais leurs panneaux d'affichage qu'aux informations pratiques de leur propre corps.

Le chômage des Français de seconde classe a de même sécrété sa propre administration. Des ANPE aux ASSEDIC, une bureaucratie paperassière travaille davantage à sa propre organisation qu'à la recherche d'emplois pour ceux qui en sont dépourvus. Souvent anciens chômeurs eux-mêmes, ces fonctionnaires donnent le sentiment d'avoir déjà pris leur retraite si l'on en juge par leur diligence à envoyer un plombier quand on leur réclame un coiffeur !

Nos grandes administrations et nos ministères forment de même un corps social d'élite où les structures organisationnelles sont davantage consacrées à répondre aux lettres de doléances des usagers, quand ceux-ci les ont oubliées, qu'à réformer le système qui motive ces doléances. Quand la préfecture de police envoie des contraventions pour défaut de vignette auto, le Trésor public délivre des duplicata de paiement aux usagers pour ne pas payer les contraventions. Cela fait le double de fonctionnaires pour une même fonction.

Ce qui frappe dans ce système de l'Etat géant qui couve ses serviteurs au point de tarir la source de ses propres revenus, c'est que l'on accuse de sureffectifs les industries qui perdent des emplois, et de retards technologiques celles qui font faillite, alors que l'on n'accuse jamais l'administration française d'avoir conservé à l'égard des citoyens une mentalité qui date d'un siècle.

La renaissance économique ne peut venir aujourd'hui que d'une révision globale du consensus social actuel, qui aggrave la crise au lieu de la dominer.

Comment demander à une justice moyenâgeuse de comprendre qu'un chômeur peut devenir un voleur pour manger si un magistrat n'a jamais mis les pieds dans une file d'attente d'ANPE ! Pourquoi un huissier-planton à l'Assemblée nationale assuré de la sécurité de l'emploi gagne-t-il trois fois plus qu'un manœuvre chez Renault qui n'a aucune sécurité d'emploi ?

Ces quelques exemples illustrent très bien que, créant des catégories sociales protégées par le label de l'Etat, on détruit celles qui ne peuvent vivre que par la confiance des citoyens en leur propre pouvoir.

La sclérose en plaques qui frappe aujourd'hui toute notre économie ne peut aller qu'en s'aggravant s'il ne reste des beaux jours que pour les fonctionnaires. Devant l'ampleur du désastre social annonciateur d'explosion, il serait peut-être temps de rendre aux citoyens leur pouvoir de création que l'Etat ne peut leur consentir qu'en renonçant à sa domination et au monopole de sa base sociale.

(*) Economiste.

Mutation industrielle et crise du management

par JEAN-CLAUDE REGAL (*)

OBNUBILES par les vagues successives de la crise économique mondiale, interpellés par l'ampleur des changements technologiques, nous avons failli oublier une vérité élémentaire : le succès d'une entreprise dépend d'abord de la qualité de ses dirigeants.

La persistance des comportements sociaux est un phénomène bien connu des historiens qui ont retrouvé après la Révolution française les comportements de la monarchie, dans le pouvoir soviétique le comportement des anciens tsars, ou la persistance de la Chine de toujours à travers les vicissitudes de la révolution culturelle.

L'entreprise, même lorsqu'on parle de multinationale, reste toujours très fortement imprégnée de culture nationale. Malgré nos efforts depuis plus de vingt ans, les entreprises françaises ne ressemblent pas aux entreprises américaines, et elles ne ressembleront certainement pas non plus aux entreprises japonaises, quelle que soit la force du modèle. Même si les méthodes de gestion se ressemblent, si les technologies sont les mêmes pour fournir des produits analogues, les comportements des hommes restent différents.

Cette rémanence culturelle a été très peu analysée, et par voie de conséquence, il n'en a pas été tenu compte pour orienter l'action à tous les niveaux de l'entreprise. Peut-être est-ce la raison pour laquelle on découvre tout à coup dans de nombreuses entreprises françaises un écart considérable entre les comportements souhaitables (souplesse et rapidité des communications, adaptabilité, mobilisation sur des objectifs communs) et les comportements réels, qui reproduisent l'idée que nous nous faisons des structures féodales ou des hiérarchies militaires les plus traditionnelles. Nous avons là un retard à rattraper qui est probablement plus important que celui qui concerne les outils de gestion ou les technologies.

Faire comprendre le poids de l'histoire, analyser l'inefficacité de nombreux comportements hérités du passé, voilà bien une des priorités de la formation des cadres dirigeants. Voilà bien aussi, probablement, une des raisons du succès des entreprises moyennes ou petites : les très grandes organisations sont rigidifiées par un ensemble de règles implicites ou explicites de comportement, et le changement y est particulièrement difficile. La culture des petits groupes peut évoluer plus rapidement.

L'irruption de la complexité

Pris dans un carcan de comportements hérités du passé, les dirigeants ont en outre à faire face, depuis une bonne quinzaine d'années, à une complexification constante de leur environnement et du rôle de l'entreprise.

Il n'est plus seulement nécessaire à l'entreprise performante de livrer sur le marché la plus grande quantité possible de produits. On lui demande beaucoup plus : dialoguer avec le consommateur, l'informer, le former ; tenir compte de l'ensemble des impacts sur l'environnement (esthétique, pollution de l'air, de l'eau...) ; participer au développement harmonieux de la région ; contribuer au redressement de la balance commerciale ; apporter son concours à la politique nationale de l'emploi ; contribuer à l'épanouissement de son personnel, etc.

Face à cette complexité, les dirigeants ont eu un premier type de réactions : rationaliser, simplifier, augmenter le poids de l'autorité, des directives, de l'organisation. L'idée sous-jacente est que la multiplication des points de vue à prendre en compte suppose davantage de centralisation pour éviter les actions désordonnées. D'où un engorgement des directions générales et une rapide diminution de leur efficacité.

Il apparaît désormais que la reconnaissance de la complexité passe par la prise en compte réelle de l'ensemble des points de vue.

Cela implique bien entendu l'aptitude à faire travailler des équipes pluridisciplinaires à l'intérieur de l'entreprise. Mais l'importance croissante des points de vue extérieurs suppose un renouveau complet d'une instance souvent tombée en désuétude : le conseil d'administration. C'est en effet à ce niveau que peut le mieux s'exprimer la confrontation entre les orientations de l'entreprise et les contraintes externes. Les dirigeants doivent apprendre à mieux utiliser leurs conseils d'administration, et les membres des conseils apprendre un nouveau métier, dont il faudra bien reconnaître la spécificité.

Une autre préparation

Là encore, beaucoup de chemin reste à parcourir, et certaines entreprises (surtout aux Etats-Unis), désespérant de faire évoluer l'institution, créent des « *quasi-boards* » chargés d'éclairer les dirigeants sur les grandes orientations.

La préparation d'un cadre dirigeant prend une vingtaine d'années, entre la formation de base, la pratique professionnelle, le mûrissement personnel, les formations complémentaires. C'est l'ensemble qui doit être repensé, avec un accent particulier à mettre sur certains points forts traditionnels de la culture française qui sont en train de devenir des points faibles :

— La formation de base, qui a permis de sélectionner les élites (Polytechnique, l'ENA) au moment où, dans l'immédiat après-guerre, elles faisaient le plus cruellement défaut, n'est plus adaptée. Privilégiant l'abstraction, la déduction, elle ne fait pas assez place à la créativité, à la modestie devant les faits, à la connaissance du vivant, aux sciences humaines ;

— L'osmose entre le service public et l'entreprise, qui a traditionnellement permis aux dirigeants français d'avoir une approche élargie des problèmes, provoque désormais une désadaptation croissante.

Repenser la formation, la sélection, la nomination, le contrôle, l'évaluation, le remplacement des cadres dirigeants, telle apparaît la priorité du renouveau de nos entreprises. Priorité pour laquelle il faut faire courageusement table rase de nos habitudes les plus ancrées. Priorité pour laquelle il est bien difficile de copier des modèles étrangers, car les Américains et les Japonais eux-mêmes reconnaissent les limites de leur système de formation des managers. Priorité absolue car, on le sait maintenant clairement, la valeur des entreprises n'est que celle de leurs hommes ; il n'y aura de véritable mutation de notre tissu industriel que s'il y a mutation de nos dirigeants.

(*) Collectif de réflexion de cadres de l'industrie.

LU

« La Femme dans la pensée espagnole » (ouvrage collectif)

CETTE fresque colorée, présentant *la Femme dans la pensée espagnole,* a été conçue et mise au point par une équipe de chercheurs rattachés à l'université de Toulouse-le-Mirail, que dirige le professeur Alain Guy, spécialiste des questions « Amérique latine et pays ibériques ». En suivant du regard cette galerie de portraits où l'on voit se succéder tant de figures de première grandeur, telle Thérèse d'Avila partagée entre l'amour et le désir, nous constatons combien, au fil des siècles, a évolué une conception originale de la femme, liée aux particularités du sol et du climat.

Depuis Raymond Lulle, au treizième siècle, jusqu'à l'époque contemporaine, avec Ortega y Gasset, en passant par le Siècle d'Or, on relève de nombreuses incarnations pittoresques de la femme de tous âges et de toutes conditions. Une telle recension dans le temps est une plongée dans l'âme de l'Espagne : elle est d'autant plus attrayante que l'aspect religieux qu'elle revêt coexiste avec un effort de libération des mœurs qui maintenaient la femme en tutelle.

Cette émancipation est manifeste aujourd'hui. Une dernière partie du livre fait état, en effet, de la situation nouvelle que crée la montée d'une importante légion de « femmes-philosophes ». L'analyse menée par Mme Reine Guy met en évidence l'importance de la production féminine dans la philosophie espagnole contemporaine. Sur le plan intellectuel, la femme espagnole est devenue partenaire de l'homme sans rien perdre de son « aura » de madone ; elle n'aliène en rien sa personnalité dans ce mouvement qui tend à l'égalité des sexes. Hostiles au dolorisme et à un ascétisme masochiste, certaines de ces femmes réhabilitent la notion de bonheur et l'élargissent, à la vie d'ici-bas, tout en maintenant son épanouissement transcendant dans l'au-delà.

THÉODORE QUONIAM.

★ Editions du CNRS, 144 pages, 75 F.

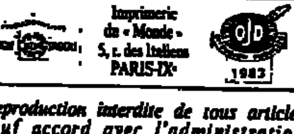
Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS — Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 $; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 500 l. ; Liban, 375 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,50 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)



Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	605 F	859 F	1089 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	661 F	1 245 F	1 819 F	2 360 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	685 F	979 F	1 240 F
II. — SUISSE, TUNISIE	454 F	830 F	1 197 F	1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

AMÉRIQUES

LA VICTOIRE DES CONSERVATEURS AU CANADA

Changement de cap

(Suite de la première page.)

M. Trudeau, c'est bien connu, n'éprouve guère de sympathie pour son successeur ni pour la plupart des libéraux qui lui doivent leur élection. Mais de là à imaginer que les Québécois pouvaient passer d'un extrême à l'autre sans crier gare, il y avait une marge que personne n'avait osé franchir. Comment imaginer, en effet, que les Québécois allaient accorder leurs suffrages à un parti qui n'a jamais réussi à s'imposer chez eux ?

L'hostilité des francophones à l'égard des conservateurs remonte à la première guerre mondiale, lorsque ces derniers obligèrent les Québécois à participer à un conflit dont ils ne voulaient rien savoir. Le refus obstiné des conservateurs de tenir compte du fait français au Canada allait permettre aux libéraux d'exercer un véritable monopole au Québec pendant plusieurs décennies.

Le scrutin de 1958 était jusqu'à aujourd'hui la seule exception à cette règle immuable. A l'époque, le premier ministre conservateur, John Diefenbaker, avait obtenu 50 sièges au Québec et avait remporté 208 sièges sur 265 à la Chambre des communes. Cette victoire était restée sans lendemain à cause de l'attitude intransigeante des conservateurs, qui n'avaient pas voulu tenir compte des revendications particulières des Québécois.

Le facteur québécois

Echaudés par l'expérience, ces derniers étaient vite revenus à leurs habitudes électorales en donnant de nouveau la part du lion aux libéraux.

Que s'est-il passé cette fois-ci ? Contrairement à John Diefenbaker qui ne parlait pas un traître mot de français, le nouveau chef conservateur, M. Mulroney, est un Québécois, le premier francophone dans l'histoire du Canada à diriger ce parti. En soi, c'est déjà toute une évolution dont M. Trudeau lui-même s'était, à l'époque, félicité.

L'élection de M. Mulroney à la tête du Parti conservateur est le résultat d'un long processus qui a commencé au début des années 70. Les conservateurs en récoltent, aujourd'hui, les fruits. Pendant toute sa campagne, M. Mulroney, qui a tenu à se présenter dans une circonscription québécoise (Manicouagan), a insisté sur son appartenance au Québec. C'est sans doute la raison principale de sa victoire dans cette province. Les Québécois ont *voté pour un* des leurs *comme* ils l'avaient fait à plusieurs reprises pour M. Trudeau.

Un deuxième facteur semble avoir également joué. Les conservateurs sont vite apparus comme des gagnants au cours de la campagne et les électeurs ont préféré voter utile en se prononçant en faveur du parti qui avait le vent en poupe. Ce facteur, qui a encore été renforcé par la publication de sondages de plus en plus favorables aux conservateurs, a eu aussi des effets dans le reste du Canada.

On a pu le constater, notamment, en Ontario, qui, avec 95 sièges sur 282 à la Chambre des communes, décide en général de la couleur du gouvernement. Cette province a élu *67 conservateurs et 14 libéraux* tandis que les sociaux-démocrates du Nouveau Parti démocratique (NPD) doublaient leur nombre de sièges (13 contre 6 en 1980). On peut faire la même remarque pour les quatre provinces de la côte atlantique, qui ont élu 25 conservateurs et 7 libéraux.

Dans les quatre provinces de l'Ouest, le Parti conservateur a encore renforcé sa position, au détriment surtout du NPD. Le Parti libéral *conserve 2 sièges sur 76 dans* cette région, grâce à l'élection inattendue à Vancouver du premier ministre actuel, M. Turner.

Beau joueur, celui-ci a déclaré : « *Dans une société libre, le peuple a toujours raison.* » Il s'est engagé auprès de ses troupes à « *reconstruire le Parti libéral* » et il a assuré M. Mulroney qu'il lui transmettrait le pouvoir « *dans l'ordre et dans les plus brefs délais* ». Quelques minutes plus tard, à l'autre bout du pays, dans la circonscription de Manicouagan, où il est né et où il a été élu, M. Mulroney a déclaré, devant un millier de partisans, qu'il allait entreprendre « *la nécessaire tâche de redressement national* ».

Il a estimé que les Canadiens avaient répondu à l'appel des conservateurs en faveur de « *l'unité, de la réconciliation et de nouveaux objectifs nationaux* ». Il s'est engagé à tenir compte des besoins « *trop longtemps ignorés* » de l'ouest du pays et des revendications du Québec, « *incomprises depuis trop longtemps* ».

Au cours de sa campagne, M. Mulroney a souvent parlé de « *réconciliation* » et de « *dialogue* » pour mettre fin aux « *affrontements* » qui ont marqué le long règne de M. Trudeau. Cela lui a valu d'obtenir l'appui plus ou moins discret des deux principales formations politiques du Québec, le Parti libéral provincial de M. Bourassa, et surtout le Parti québécois (indépendantiste) du chef du gouvernement québécois, M. René Lévesque. Celui-ci a même évoqué la possibilité de régler certains problèmes — le Québec est la seule province à ne pas avoir adhéré à la nouvelle Constitution canadienne — si le nouveau gouvernement fait preuve d'une « *certaine ouverture* ».

Dans sa première allocution après son succès, M. Mulroney a abordé le thème principal de sa campagne : la reprise économique et la création d'emplois dans un pays où le chômage touche 11 % de la population active. « *Mon gouvernement*, a-t-il dit, *veut remettre les Canadiens au travail.* » Pour cela, il estime essentiel d'attirer les investisseurs étrangers en rétablissant un climat de confiance. Les milieux d'affaires, dont il est lui-même issu, et les Etats-Unis, principal investisseur au Canada, ne se feront certainement pas tirer l'oreille.

BERTRAND DE LA GRANGE.

Un avocat accommodant

« *A vrai dire, Brian Mulroney n'est ni de gauche ni de droite : il est des deux côtés en même temps.* » Ce jugement tiré du seul ouvrage consacré au nouveau premier ministre ne saurait mieux illustrer la personnalité accommodante du vainqueur des élections. Quand on lui demande pourquoi il a choisi d'être conservateur, il répond qu'il aurait tout aussi bien pu être libéral ou social-démocrate; mais ce sont les conservateurs qui l'ont sollicité les premiers.

C'était en 1956. Le jeune Brian a dix-sept ans — il est né le 20 mars 1939 — lorsqu'il décide de s'inscrire au Parti conservateur. Il participe la même année, en tant que délégué de la jeunesse conservatrice, au congrès du parti à Ottawa. Celui qui allait devenir premier ministre l'année suivante, John Diefenbaker, se lie d'amitié avec ce jeune militant qui ne cache pas son ambition.

Etrange amitié entre un chef conservateur qui méprise ouvertement le Québec et un jeune Québécois bilingue qui souhaite vivement faire participer la province francophone aux activités de son parti. M. *Mulroney* est convaincu dès cette époque que *les conservateurs sont* condamnés à rester dans l'opposition *s'ils refusent de tenir* compte du Québec. La victoire de Diefenbaker aux élections de 1958 lui donne raison : les conservateurs prennent le pouvoir à *Ottawa grâce aux* 50 sièges obtenus au Québec à la suite de l'appui tout à fait de circonstance que leur a accordé le premier ministre de cette province.

Au grand désespoir du jeune Mulroney, son mentor ne changera pas d'attitude à l'égard du Québec, préparant ainsi un règne libéral d'une vingtaine d'années, à partir de 1963. M. Mulroney décide malgré tout de rester au sein de ce parti et de le transformer peu à peu de l'intérieur avec l'aide de quelques hommes de bonne volonté.

Dessin de SZLAKMANN.

« Le fils de la côte nord »

Comment expliquer cet entêtement de la part d'un homme qui aurait pu faire une carrière plus rapide en adhérant au Parti libéral et en acceptant le portefeuille ministériel que, dit-il lui-même, *M. Trudeau lui aurait offert à deux reprises ?* Son ascendance irlandaise n'explique sans doute pas tout. Peut-être faut-il chercher les véritables raisons de son attitude dans son enfance au sein d'une famille modeste installée dans la petite ville de Baie-Comeau, sur la rive nord du Saint-Laurent, à plusieurs centaines de kilomètres en aval du Québec ?

« Le fils de la côte nord », « le p'tit gars de Baie-Comeau » comme il aime être appelé, croit qu'il a une mission et il entend la mener à bien en prenant le temps qu'il faudra. D'autre part il s'est fait beaucoup d'amis au sein du Parti conservateur et cela va lui servir pour réussir une brillante carrière d'avocat en droit du travail *qu'il entreprend à Montréal à* partir de 1964. Son engagement n'est pas tout à fait désintéressé.

Pendant que les conservateurs se morfondent dans l'opposition, M. Mulroney met ses talents de négociateur au service des plus grosses entreprises du Québec. En 1974, il participe aux travaux d'une commission d'enquête nommée par le gouvernement québécois à la suite de graves incidents sur le chantier *hydro-électrique de la Baie-*James. A cette occasion, il se fait connaître du grand public par ses interventions à la télévision.

En 1976, il se présente pour la première fois à un congrès du Parti conservateur qui doit choisir un nouveau chef. En peu de temps il est devenu la coqueluche de certains milieux conservateurs, et un grand quotidien anglophone n'hésite pas à écrire : « *Il a les yeux bleus d'un Paul Newman, les cheveux ondulés à la Robert Redford et sa mâchoire semble avoir été sculptée à Gibraltar.* » Cela ne suffit pas à le faire gagner, et c'est un obscur député de trente-six ans, M. Joseph Clark, qui devient chef du parti.

Au cours de sa traversée du désert, qui va durer jusqu'en juin 1983, M. Mulroney va exercer de hautes fonctions à la tête de *la filiale canadienne* de la multinationale américaine Hanna Mining. M. Clark a remporté les élections de 1979, mais il ne réussit pas à se maintenir plus de neuf mois au pouvoir, et les conservateurs regardent de nouveau vers M. Mulroney. Il donne l'impression de ne pas avoir de positions bien déterminées, mais son côté pragmatique a fini par séduire les Canadiens.

B. D. L. G.

Vu de Paris

« Ça n'a presque pas de bon sens »

Les Canadiens de Paris ont accueilli avec flegme, et quelques explosions de joie, malgré tout mesurées, la victoire des conservateurs dans leur pays. Réunis dans une ambiance sympathique et chaleureuse au Centre culturel canadien pour une nuit électorale, menée de main de maître sous l'efficace férule de M. Yves Margraff, attaché de presse, plusieurs dizaines de personnes ont suivi jusqu'aux heures blêmes du petit matin l'irrésistible ascension vers le pouvoir de M. Mulroney, « *le p'tit gars de Baie-Comeau* » et la non moins impressionnante descente aux enfers de leurs adversaires libéraux.

Le suspense ne devait guère être long. Les sondages, au demeurant, avaient préparé depuis quelques jours les Canadiens à la lame de fond « bleue » — la couleur des conservateurs — qui allait bientôt déferler sur la prairie. En tout début de nuit, Terre-Neuve tenait encore bon. Mais, bien vite, les autres provinces de l'Est tombaient les unes après *les autres : au Nouveau-*Brunswick, un seul libéral était réélu sur sept sortants. « *Quelle chute,* murmurait une charmante anglophone en voyant s'inscrire les chiffres sur le tableau d'affichage. *Et c'est bien mérité !* »

A 2 h 46 du matin (heure de Paris), un journaliste de Radio-Canada, dont la retransmission des émissions était suivie en direct, annonçait avec excitation : « *La formation d'un gouvernement conservateur majoritaire.* » Les prévisions de la station de radio indiquaient, à ce moment-là, l'élection de 196 conservateurs. *Mais même cette projection* sera finalement bousculée à la fin de la nuit, lorsqu'arriveront les résultats de l'Ouest, traditionnellement acquis au parti de M. Mulroney. « *Ça n'a presque pas de bon sens* », entendit-on alors, tandis que quelqu'un lançait joyeusement : « *C'est de l'antilibéralisme primaire.* »

Lorsque Radio-Canada annonça que dans la circonscription d'Outremont au Québec, qui n'a jamais connu d'autre représentant à la Chambre des communes que libéraux, le sortant, M. Jean-Luc Pépin, ancien ministre des transports, était en difficulté, un murmure parcourut l'assistance. « *Si même Outremont tombe...* » Finalement, Outremont n'est pas tombé. M. Pépin a sauvé son siège. Maigre consolation...

M. L.

Etats-Unis

PREMIÈRE PRÉSENTATION DU NOUVEAU BOMBARDIER STRATÉGIQUE B-1

Palmdale *(AFP)*. — Le premier modèle du bombardier B-1 B destiné à remplacer le B-52 a été présenté, mardi 4 septembre à Palmdale, en Californie, six jours après qu'un prototype se fut écrasé, provoquant la mort d'un des membres de l'équipage et l'arrêt momentané des essais.

Environ 1 500 personnes ont assisté à la cérémonie de présentation *au cours de laquelle a été lu un télé*gramme du président Reagan qui a qualifié le quadriréacteur de « *magnifique nouveau bombardier stratégique* ». M. Reagan a estimé que « *le B-1 renforcera de façon significative la capacité de dissuasion de notre nation* » et qu'il « *constitue un symbole de notre détermination à laisser brûler la flamme de la liberté* ».

L'armée de l'air et la société Rockwell International qui fabrique l'appareil ont *souligné* que le *B-1* sort avec cinq mois d'avance sur la date prévue et que sa construction respecte le budget fixé. Le Congrès a donné le feu vert à la production de 100 exemplaires de cet appareil *d'ici* à 1988, pour un coût total de 28,3 milliards de dollars. Trente-quatre appareils doivent sortir d'usine au cours de l'année budgétaire 1985.

Les opposants à ce programme, et *notamment* le candidat démocrate à la Maison Blanche, M. Mondale, soutiennent que le B-1 sera rapidement périmé en raison des progrès technologiques. *D'ores et déjà*, un autre bombardier dit Furtif (Stealth), prévu pour échapper aux radars, a été mis en chantier.

Nicaragua

● *Le Nicaragua réclame une réunion urgente du Conseil de sécurité des Nations unies.* — Cette requête a été présentée le mardi 4 septembre par le représentant de Managua, qui a fait état d'une « *nouvelle escalade dans l'agression dont est victime le Nicaragua* ». Un hélicoptère de la « contra » a été abattu samedi par les forces nicaraguayennes. Deux ressortissants américains qui étaient à bord ont été tués. — *(UPI.)*

Chili

Brutale répression de la première journée de manifestation

(Suite de la première page.)

Une heure et demie après, le Père Garlan s'écroulait à son bureau sur la bible qu'il était en train de lire, mortellement blessé de deux balles dans la nuque. Qui a tiré? Un carabinier ou un civil armé? Et d'où? La trajectoire des balles indiquerait que l'assassin s'était posté sur un toit. Le ministère de l'intérieur a demandé l'ouverture d'une enquête.

L'émotion était très grande mardi soir. L'archevêque de Santiago, Mgr Juan Francisco Fresno, qui s'est rendu immédiatement sur les lieux, a déclaré : « *C'est un avertissement de Dieu pour que s'achève la violence, pour que soit écouté un peuple qui demande seulement justice et travail, pour que cesse la haine.* »

Une violence aveugle, telle a été la principale caractéristique des premières vingt-quatre heures de la *protesta* de deux jours organisée par les trois principaux groupements politiques d'opposition (Alliance démocratique, Bloc socialiste et Mouvement démocratique populaire) et par le Commandement national des travailleurs.

« *C'est le gouvernement qui provoque la violence* », déclarait la voix étranglée par la colère le président de l'Internationale démocratie-chrétienne, M. Andres Zaldivar, quelques minutes avant d'être frappé par les carabiniers et traîné sans ménagement jusqu'au poste de police. De tels propos dans la bouche d'un dirigeant aussi modéré que l'ancien ministre des finances du gouvernement Eduardo Frei donnent une idée de la brutalité des forces de l'ordre. A peine les premiers manifestants s'étaient-ils réunis devant la cathédrale de Santiago pour entonner l'hymne national que les forces spéciales de carabiniers lançaient leurs charges. Hommes, femmes, enfants, manifestants, simples passants, journalistes, leaders de l'opposition : rares furent ceux qui échappèrent aux coups de matraque, aux coups de pied, aux morsures des chiens policiers et aux canons à eau.

Parmi les victimes de la brutalité policière, le président du Commandement national des travailleurs, M. Rodolfo Seguel, frappé et hospitalisé. Au total, plusieurs dizaines de blessés, dont trois dans un état grave, et une centaine de détenus. M. Andres Zaldivar a été rapidement libéré sur ordre du ministre de l'intérieur, « *au nom de la bonne entente entre Chiliens* », en fait en raison des répercussions internationales qu'aurait eues une détention prolongée.

Violence aussi sur les campus universitaires, où les carabiniers ne se sont pas contentés de lancer des grenades lacrymogènes. Ils ont tiré en l'air. Violence surtout dans les *poblaciones* (quartiers populaires). Dès lundi soir, l'étau s'était resserré sur les secteurs les plus durs : la Victoria, la Hermida, Pudahuel, la Legua. Aux balles des carabiniers, les habitants répondirent par des barricades. La tension a atteint son comble à la Victoria après l'assassinat du Père Garlan. Dans les rues envahies par les habitants et éclairées seulement par les flammes de pneus incendiés, retentissaient les cris de « *Assassins ! Assassins* », « *Justice ! Justice !* », « *On nous a tué notre Père !* »

Ce déchaînement de violence de la part des forces de l'ordre paraît d'autant plus gratuit que, sauf dans certains quartiers périphériques, les manifestations organisées par l'opposition ont rassemblé en général peu de monde. *Trois cents personnes* à peine sur la place d'Armes de Santiago et quelques centaines dans les autres villes du Chili. Si les Chiliens ne descendent pas massivement dans la rue, c'est sans doute parce qu'ils ont peur. On les comprend. Le général Pinochet a, en effet, une nouvelle fois démontré qu'il n'hésitait devant rien pour faire régner l'ordre. Mais cette explication est insuffisante. « *Pourquoi se faire massacrer, quand ceux qui appellent à manifester ne savent pas ce qu'ils veulent* », entend-on répéter.

L'opposition donne l'impression d'appuyer en même temps sur l'accélérateur et sur le frein. Sur l'accélérateur lorsqu'elle affirme : « *Sans protestation, pas de changement.* » Sur le frein, quand elle multiplie les appels au calme et tient sur la violence à peu près le même langage que le pouvoir. Certes, les dirigeants politiques étaient présents mardi sur la place d'Armes. Mais ils sont arrivés *séparément, étalant ainsi au* grand jour leurs divisions... et nombre d'entre eux ont déguerpi dès que sont apparus les carabiniers.

La façon dont les forces de l'ordre ont réprimé cette première journée de *protesta* ne manquera pas de renforcer la position de ceux qui, à l'extrême gauche, revendiquent « *le droit à la légitime défense* ». Le Front patriotique Manuel Rodriguez et le MIR ont multiplié ces derniers jours les opérations armées. Treize bombes ont explosé dans la nuit de lundi à mardi dans la capitale et cinq autobus ont été incendiés.

JACQUES DESPRÉS.

Le Père André Garlan

Le Père André Garlan, qui était âgé de quarante-quatre ans, était originaire de Rignac, près de Rodez (Aveyron). Licencié en théologie de l'institut catholique de Toulouse, il s'était très vite orienté vers le monde ouvrier et les pauvres. Prêtre à la société du Prado de Lyon, puis vicaire de Decazeville, il était depuis 1978 aumônier de l'Action catholique ouvrière (ACO) et de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) du diocèse de Rodez.

« *Homme solide* », doté d'un « *vrai sens des pauvres* », selon les mots de son évêque, Mgr Roger Bourrat, le Père Garlan s'était porté volontaire pour partir en Amérique du Sud. Après un temps de préparation, il avait quitté Rodez comme « *prêtre* fidei donum » pour le Chili en février 1983.

Mgr Bourrat avait accepté son départ, parce que, explique-t-il, il existe « *un besoin d'Eglise à Eglise* » et qu'il avait senti « *une vraie vocation pour les plus pauvres* » chez le Père Garlan. « *Sa mort est claire,* nous a déclaré, mercredi, l'évêque de Rodez, *il était à son bureau, la Bible à la main. Il est tombé victime de la violence gratuite. Va-t-on trouver les moyens de sortir de cette violence ?* »

A TRAVERS LE MONDE

Côte-d'Ivoire

● DES TRACTS DÉNONCENT M. HOUPHOUËT-BOIGNY. — Le ministre ivoirien de la défense, M. Jean Konan Banny, a annoncé, mardi 4 septembre, au *cours d'une allocution* radio-télévisée, que des tracts attaquant le Parti démocratique de Côte-d'Ivoire (PDCI-RDA, parti unique), le président Félix Houphouët-Boigny et sa famille circulaient actuellement. M. Konan Banny, citant un communiqué du comité exécutif du bureau politique du parti, a longuement évoqué les acquis des vingt-quatre années de pouvoir de M. Houphouët-Boigny — qui effectue depuis une semaine un séjour en Suisse — et a affirmé que « *tout serait mis en œuvre* » pour que la paix continue à régner dans le pays. — *(AFP.)*

Hongkong

● VINGT-DEUXIÈME SÉANCE DE NÉGOCIATIONS. — Chinois et Britanniques se sont retrouvés, mercredi 5 septembre, à Pékin pour une vingt-deuxième séance de négociations sur l'avenir *de Hongkong. Cette rencontre* devrait être l'avant-dernière, selon des sources bien informées, avant la signature de l'accord sur le statut qui régira la colonie britannique après 1997, date à laquelle la Chine recouvrera sa souveraineté sur le territoire. Les deux parties sont tombées d'accord sur les « points essentiels » de cet accord et discutent à présent des « clauses annexes » : problèmes de nationalité, aviation civile et questions foncières. — *(AFP.)*

Indonésie

● MORT D'ADAM MALIK. — L'ancien vice-président Adam Malik est décédé, mercredi 5 septembre, d'un cancer du foie. Agé de soixante-sept ans, M. Malik, qui fut également ministre des affaires étrangères, avait présidé l'Assemblée générale des Nations unies. — *(AFP.)*

URSS

● OUVERTURE DU PROCÈS DE YOURI CHIKHANOVITCH. — Le procès du mathématicien Youri Chikhanovitch devait s'ouvrir ce mercredi 5 septembre à Moscou. Arrêté en novembre dernier et accusé d'avoir participé à la rédaction de la *Chronique des événements en cours* (qui rend compte de la répression politique), M. Chikhanovitch est poursuivi pour « *agitation antisoviétique* » au titre de l'article 70 du code pénal. Agé de cinquante et un ans, marié et père d'un enfant, il avait déjà été arrêté en 1972, enfermé dans un hôpital psychiatrique et relâché en 1974 au terme d'une campagne d'opinion en sa faveur. Depuis leur exil de Gorki, Andreï Sakharov et Elena Bonner avaient lancé, en novembre dernier, un appel au soutien du mathématicien. — *(AFP.)*

Zimbabwe

● LIBÉRATION DE L'ÉVÊQUE MUZOREWA. — Dernier premier ministre de la Rhodésie, l'évêque Abel Muzorewa, a été libéré, mardi 4 septembre, après dix mois de détention sans jugement. Il avait été arrêté sous l'inculpation de « *subversion* ». L'évêque méthodiste, qui avait été élu député en 1980, a dit avoir été bien traité. *(AFP.)*

EUROPE

L'ANNULATION DE LA VISITE DE M. HONECKER

Le nouveau « niet » de Moscou

Si, comme il est très probable, la renonciation de M. Honecker à son voyage en Allemagne fédérale résulte essentiellement d'une opposition soviétique, l'épisode s'ajoute à la liste déjà longue des « niet » proférés ces derniers mois par la direction du Kremlin : non aux Jeux olympiques, non à toute tentative de compromis en Afghanistan, non aux pressions occidentales concernant Sakharov, non aux demandes des Chinois et à la visite d'un premier vice-président du gouvernement à Pékin, non à tout dialogue avec M. Reagan et à toute rencontre avec les Américains à Vienne sur la démilitarisation de l'espace.

Il faut croire que c'est en cela que consiste l'art de gouverner pour les gérontes actuellement au pouvoir, car l'on cherche en vain ailleurs les traces d'une impulsion positive. A l'intérieur, mise à part la promesse d'augmentation des traitements des enseignants soviétiques, déjà annoncée en février en guise de cadeau d'avènement par M. Tchernenko, *mises à part* encore les rituelles listes de décorations et remises de médailles, les bulletins officiels de Moscou ne sont plus désormais qu'un recueil fastidieux de décrets et autres arrêtés visant à « serrer les vis » dans tous les domaines : renforcement des contrôles et des sanctions concernant les contacts avec les étrangers, l'usage du téléphone international et les colis en provenance de l'étranger, nouvelles règles régissant la détention d'armes à feu et la protection des bâtiments publics, « code de la RSFSR sur la violation des règlements administratifs », etc.

On peut se demander toutefois si, en matière de politique étrangère au moins, les « durs parmi les durs », et notamment M. Gromyko, n'en font pas un peu trop. Daniel Vernet citait hier le curieux comportement du ministre soviétique des affaires étrangères qui, devant M. Genscher, coupait la parole au numéro un du parti pour exclure tout voyage de ce dernier à Bonn. Plus récemment, la timide ouverture qu'avait semblé esquisser M. Tchernenko dans ses réponses à la *Pravda* à propos du lien entre négociations sur l'espace et négociations sur les armements stratégiques (*le Monde* du 4 septembre) a été promptement rejetée par un porte-parole du même M. Gromyko. Non, a dit lundi M. Lomeiko, l'URSS ne reprendra pas les négociations START (sur les armements intercontinentaux), même en cas d'accord sur l'espace ; il faut pour cela que les Etats-Unis retirent les missiles qu'ils installent en Europe depuis la fin de l'an dernier. Ce qui, soit dit en passant, n'avait jamais été formulé aussi explicitement lors de la « suspension » des START en novembre dernier : seules alors les conversations FNI sur les armes intermédiaires avaient *été jugées « impossibles »*.

Le verrou

De même, l'affaire de la rencontre manquée de Vienne soulève d'abord un problème de compétences au Kremlin, puisque c'est la direction soviétique qui avait elle-même proposé publiquement ce rendez-vous. Il faut croire, là encore, que M. Gromyko n'est pas forcément l'inspirateur de tout ce qui se passe à Moscou dans son domaine. Il en serait plutôt le verrou.

Est-ce parce que ces tiraillements n'échappent pas aux dirigeants des « partis-frères », fins kremlinologues s'il en est, que M. Honecker s'est fait tirer l'oreille si longtemps avant de s'incliner devant ce nouveau « niet » de Moscou ? Il a fallu en tout cas passer auparavant par une polémique entre les journaux des deux pays, une polémique voilée et indirecte, certes, mais tout à fait semblable à celle qui a illustré en leur temps les permières tensions entre Russes et Chinois, entre le Kremlin et le régime de Dubcek à Prague, épisodiquement entre Moscou et Bucarest. Il faut croire que, lorsque les éclats de voix à huis clos ne suffisent pas, le seul recours est, comme ailleurs, l'échange de propos publics, au risque d'alerter l'« ennemi de classe ».

Deux circonstances donnent cependant à penser que le malaise ne sera pas dissipé pour autant : d'une part, et pour une fois, le pays « sous pression » n'était pas seul dans sa volonté de défendre ses intérêts propres contre les diktats du Kremlin, puisque M. Honecker était encouragé en sous-main par la Hongrie, la Pologne et peut-être même la Bulgarie. D'autre part, le spectacle des insuffisances physiques de M. Tchernenko ne peut qu'inciter tout le monde à penser que le provisoire, à force de durer, finira bien par déboucher sur autre chose. Après tout, ce n'est pas depuis quelques mois, mais depuis une bonne demi-douzaine d'années que l'URSS est entrée, de refroidissement en décès, dans une ère de succession. Et lorsque viendra celle de l'homme qui pourrait bien être cette fois le dernier des gérontes, la question ne se posera même plus des « réformes » que pourrait entreprendre son successeur : il lui suffira de faire quelque chose.

MICHEL TATU.

Déception à Bonn

(Suite de la première page.)

Evitant d'accuser qui que ce soit, le secrétaire d'Etat s'est efforcé de défendre la bonne foi des négociateurs ouest-allemands. Il a souligné que *« les discussions sur un communiqué commun avaient montré qu'il n'y avait pas de difficultés insurmontables sur le fond et qu'une série d'importantes déclarations communes auraient été possibles »*. Bonn, a-t-il conclu, *« souhaite que la décision de la RDA ne gêne pas la poursuite du développement des relations entre les deux Etats allemands et que le dialogue et la coopération souhaités des deux côtés, dans l'intérêt de la paix en Europe et dans celui des populations de l'Allemagne divisée, se poursuivent »*.

Même si le silence observé, ces derniers jours, par Berlin-Est, n'était pas jugé à Bonn de bon augure, tout indique que l'art et la manière dont les autorités est-allemandes ont finalement annoncé leur décision ont quelque peu surpris les responsables ouest-allemands. Le matin même, alors que le bureau politique du PC est-allemand était à Berlin-Est, une délégation conduite par le représentant de RDA à Bonn s'était rendue à la chancellerie pour une nouvelle séance de négociations sur les préparatifs de la visite.

M. Jenninger avait saisi l'occasion pour un entretien en tête à tête avec le diplomate est-allemand, afin de dissiper les spéculations dues à la prolongation d'incertitudes entretenues par Berlin-Est. Puis, les deux hommes, indique-t-on, s'étaient penchés, avec leurs collaborateurs, sur le projet de communiqué commun en cours d'élaboration. Selon des indications recueillis à Bonn, M. Moldt n'aurait, à aucun moment, fait part d'une décision quelconque de son gouvernement. Peu après la rencontre, le report de la visite était cependant annoncé par la représentation est-allemande aux agences de presse étrangères. Les organes de presse ouest-allemands ont été, dans un premier temps, tenus à l'écart de la confidence, comme si Berlin-Est avait tenu par là à affirmer que sa souveraineté ne se partageait pas.

Des difficultés auraient, en effet, surgi au cours de la discussion du communiqué sur le caractère *« international »* à accorder à la visite. En raison de la Constitution ouest-allemande, qui ne connaît qu'une nation allemande, la venue du chef de l'Etat est-allemand posait, depuis le début, une question juridique délicate. M. Honecker a-t-il espéré, jusqu'au dernier moment, obtenir une concession à ce sujet ?

Si personne ne conteste l'influence négative qu'a eue l'Union soviétique, les commentaires font apparaître des nuances de taille sur son importance. Ce n'est pas par hasard si les plus durs à l'encontre de Moscou et de Berlin-Est étaient, mardi, les dirigeants démocrates-chrétiens, jusque-là les plus réticents à l'égard de la visite, M. Alfred Dregger a publié une déclaration dont la sévérité contraste avec la prudence du gouvernement : *« Le report de la visite de M. Honecker*, a-t-il dit au nom du groupe parlementaire CDU-CSU, *n'est pas surprenant. La campagne sur le revanchisme dirigée contre la République fédérale, ajoutée aux attaques personnelles contre les dirigeants de la RFA, y compris le chancelier, ont laissé, depuis déjà quelque temps, supposer que la visite de M. Honecker, en ce moment, n'était dans l'idée ni de Moscou ni de Berlin-Est »*.

Le « dilettantisme » du gouvernement

Sans méconnaître les difficultés du numéro un est-allemand avec Moscou, l'opposition, des Verts aux sociaux-démocrates, a violemment dénoncé, mardi, la responsabilité de M. Dregger, auteur d'une phrase mal reçue par la RDA, et d'une partie de l'Union chrétienne. *« Les raisons du report sont certainement multiples »*, a souligné M. Vogel, chef du groupe parlementaire SPD. Mais, a-t-il dit, *« le rôle de trouble-fête joué par M. Dregger, le comportement du chancelier à l'égard de ces manœuvres, tout au long de la préparation de la visite, ont largement contribué au fait que celle-ci n'ait pas lieu »*. M. Willy Brandt, président du Parti social-démocrate, a pour sa part mis en cause *« le dilettantisme bavard et l'opposition sournoise d'une partie de l'Union chrétienne à la poursuite de la politique allemande menée jusqu'ici »*.

L'espoir de ceux qui ont conduit les négociations avec Berlin-Est est, comme l'a indiqué le secrétaire d'Etat à la chancellerie, que l'on puisse fixer *« un nouveau rendez-vous »*. L'unanimité qui a régné en RFA, après le changement de coalition au pouvoir, sur la continuité dans la politique inter-allemande semble avoir été de façade. Le nombre de réfugiés est-allemands autorisés à se rendre, au début de l'année, en RFA, les gestes consentis, en juillet, par la RDA, dans le domaine des relations humanitaires en échange d'un nouveau crédit, l'affirmation enfin, de part et d'autre, d'une *« communauté de responsabilités pour maintenir la paix entre l'Est et l'Ouest »* avaient ouvert des horizons nouveaux. Mais ils n'ont pas retiré de la tête des partisans d'une politique musclée la conviction qu'il importait avant tout de tenir la dragée haute à Berlin-Est pour obtenir davantage de concessions sans céder sur le fond. Dès le mois de juillet dernier, le refus de la RDA d'inclure Berlin-Ouest dans les zones frontalières où la circulation était facilitée, avait fait apparaître des lézardes dans le camp gouvernemental.

Il n'est guère étonnant que l'opposition s'en prenne aujourd'hui à l'incapacité du chancelier Kohl à remettre à leur place les dirigeants de sa majorité et à véritablement trancher dans le débat. La réaction de M. Franz Josef Strauss, ministre-président de Bavière, qui a rappelé, mardi, avoir averti que trop de débats publics n'amèneraient rien de bon, va dans ce sens. En cherchant à son habitude à gommer les problèmes plutôt qu'à imposer une volonté claire, le chancelier a laissé dans le flou ses véritables intentions.

Face au vice-président du groupe parlementaire démocrate-chrétien, M. Rube plutôt embarrassé pour répondre aux attaques contre une partie de ses amis politiques, le représentant du Parti social-démocrate, M. Egon Bahr, a eu pour une fois beau jeu de se demander si une occasion rare *« n'avait pas été perdue »*.

HENRI DE BRESSON.

Le Sarrois de la Prusse rouge

« N'exigez pas de cet homme plus que son entière biographie ne peut donner », déclara un jour M. Helmut Schmidt au représentant permanent de Bonn à Berlin-Est, M. Klaus Bölling, qui se plaignait de la modicité des concessions obtenues de M. Honecker dans le domaine humanitaire. L'ancien chancelier voulait signifier ainsi que le chef de l'Etat et du parti est-allemands avait, au cours de sa vie, fort peu connu la démocratie.

L'expression vaut aussi pour l'ensemble de la carrière de cet élève modèle de la meilleure classe socialiste. Non qu'il ait jamais été, contrairement aux assertions de son père, un sujet particulièrement brillant. Ses anciens condisciples ne se souviennent pas d'une réussite particulière à l'école ni d'un don particulier pour le sport. Sa seule passion, dès son plus jeune âge, a été la politique.

Né le 25 août 1912, à Wiebelskirchen, dans la banlieue de Neunkirchen en Sarre, dans une *famille de mineurs*, le petit Erich commence très tôt, avec ses frères et sœurs, à se frotter à la théorie marxiste-léniniste que lui enseigne son père, un militant du parti social-démocrate qui rejoint le Parti communiste allemand (KPD) dès sa fondation. A huit ans, il suit déjà sa mère, qui fait du porte à porte avec l'*Arbeiter Zeitung*, organe du KPD. A dix ans, il est pionnier ; à quatorze ans, membre de la jeunesse communiste. Et c'est tout naturellement qu'en 1929 il adhère au Parti communiste. Après son certificat d'études, il s'est essayé au métier de couvreur chez un oncle artisan, mais sa vraie profession est ce qu'on appelait alors *« révolutionnaire professionnel »*.

Il ne faut attacher à ce nom aucun romantisme. L'ascension dans l'appareil du Parti et la fréquentation des écoles de cadres à Moscou forment plutôt des personnalités ternes, sans relief, aussi grises que leurs costumes. M. Honecker y ajoutera pourtant une touche spécifiquement germanique. S'il a l'air d'un permanent, il pourrait tout aussi bien être, comme le remarque encore Klaus Bölling, fonctionnaire d'un syndicat ouest-allemand, petit-bourgeois, conservateur, *« avec un penchant pour les plaisirs authentiquement allemands qui peuvent être de type intellectuel, mais qui ne le sont pas nécessairement »*. Et il promène en été un chapeau de paille comme il ne s'en trouve que dans sa Sarre natale, où habitent encore ses sœurs et où sont enterrés ses parents.

Loyauté sans faille

A dix-huit ans, le voilà à Moscou, à l'école de la Jeunesse communiste internationale. Sa fidélité à la « patrie du socialisme » ne se démentira plus. Mais dans ces années tumultueuses de la République de Weimar, grosses du III[e] Reich, le devoir l'appelle en Sarre, où il est en 1931 secrétaire de la Jeunesse communiste. Après l'arrivée de Hitler au pouvoir, il organise la clandestinité dans la Ruhr, puis dans le sud de l'Allemagne. En 1934, il est membre du comité central de la Jeunesse communiste, mais, en décembre 1935, il se fait arrêter par la Gestapo à Berlin. Il est condamné à dix ans de prison pour *« conspiration et haute trahison »*.

Incarcéré à la maison d'arrêt de Brandeburg, il a une attitude étrange. Il est très réservé, évite le contact avec ses codétenus. C'est là pourtant qu'il rencontre Robert Havemann, et ce souvenir protégera — un peu, — quarante ans plus tard, le communiste dissident des foudres du régime est-allemand. Mais il ne cherche pas le contact clandestin avec l'extérieur de la prison, et, bien que dirigeant d'une organisation du Parti, il semble coupé de toute directive. Un de ses biographes pense que cet isolement explique sa discrétion : faute de contacts avec la direction du Parti, il craint de défendre une position fausse.

Sa libération est également controversée. M. Honecker a d'abord affirmé qu'il avait été libéré le 27 avril 1945 par les troupes soviétiques ; puis qu'il *s'était évadé* le 6 mars mais avait été repris et de nouveau emprisonné. D'anciens compagnons de détention pensent au contraire qu'après avoir fui et erré pendant des jours dans Berlin en ruine, épuisé et désemparé, le « révolutionnaire professionnel » s'est rendu, ce qui lui aurait valu une réprimande du Parti. Elle ne devait pas nuire à sa carrière.

Après sa libération, il prend contact avec le « groupe Ulbricht », une fraction de communistes allemands qui a passé les années de guerre à Moscou. Il organise la Jeunesse allemande libre (communiste), dont il sera le président de 1946 à 1955. Dès la fusion du KPD et du SPD en zone soviétique et la création du SED (Parti socialiste unifié), il est élu au comité central. Sa loyauté à Ulbricht, au Parti et à l'Union soviétique est sans faille. C'est d'ailleurs le bureau politique, dont il est membre suppléant en 1950, *qui ordonne son divorce en 1952*. Quelques années plus tôt, M. Honecker avait épousé Edith Baumann, une fonctionnaire subalterne du Parti, qui lui avait donné une fille, Erika. Mais il a, entre-temps, fait la connaissance de Margot Feist, une dirigeante du mouvement de la Jeunesse communiste. Un enfant, Sonia, naît en 1951. C'est le scandale dans la nomenklatura est-allemande. Malgré son opposition, Edith Baumann est sommée de divorcer. Erich épouse Margot, qui est toujours ministre de l'éducation de la RDA.

Un « patriote »

M. Honecker soutient Ulbricht quand, peu après la mort de Staline, le chef du Parti est victime d'une tentative de purge parce qu'il refuse l'ordre venu de Moscou de suivre une politique plus modérée. Il retourne à Moscou pour deux ans en 1956, cette fois à l'école supérieure du Parti. De retour à Berlin-Est, il prend à nouveau la défense d'Ulbricht, cette fois contre les dissidents communistes qui veulent la réunification à tout prix. Il est remercié par une place à part entière au bureau politique et une charge de secrétaire du CC avec la haute main sur les affaires militaires et de sécurité, un poste qui ouvre toutes grandes les portes du pouvoir et qui lui permettra de bien connaître Andropov.

En 1953, avec ses Jeunesses communistes, à l'organisation paramilitaire, il a participé à l'écrasement de la révolte ouvrière de Berlin ; en 1961, il supervise la construction du Mur. Sa fidélité à l'URSS l'emporte-t-elle sur sa loyauté envers Ulbricht ou sent-il le vieil autocrate sur le déclin ? Toujours est-il qu'il joue la carte de Moscou et que, le 3 mai 1971, il devient premier secrétaire (secrétaire général) du SED. Ulbricht s'est retiré officiellement pour raison de santé ; en fait, il a été écarté par les Soviétiques parce qu'il s'opposait à l'accord quadripartite sur Berlin qui reconnaissait officiellement à l'URSS le droit de parler au nom de la RDA. Un Sarrois va régner sur la Prusse rouge.

Le nouveau maître du Parti est-allemand apparaît alors comme un gardien de l'orthodoxie communiste aussi méticuleux que son prédécesseur et ne laisse guère espérer d'assouplissement. Il est tenu pour un « dur » au sein du camp socialiste, et rien ne laisse présager une entente avec les émissaires de M. Willy Brandt. Il plaide pour une « séparation » (*Abgrenzung*) plus nette encore des deux États allemands, et, il récuse même l'idée d'une « nation » commune.

Et pourtant, avec Ulbricht, c'est une génération de vieux routiers du Komintern et du Kominform qui s'en va et cède la place à des hommes plus jeunes, qui, pour avoir été formés à bonne école, n'en seront pas moins davantage enclins à faire valoir auprès de l'Union soviétique les intérêts propres de la RDA.

La visite qu'il devait effectuer en République fédérale aurait été pour M. Honecker la consécration d'une politique qui lui vaut d'être fréquemment qualifié, même à l'Ouest, de *« patriote »* et qui vise à faire de la RDA un Etat à part entière, libéré de ses complexes d'infériorité à l'égard de l'« autre Allemagne ». Il a eu pour ce faire des audaces passées un peu inaperçues tant elles s'accompagnaient d'une rigidité dogmatique, de la répression des dissidences et de professions d'amitié éternelle envers l'Union soviétique. Mais ouvrir un pays socialiste aux médias occidentaux, ce n'est pas rien. Conclure avec l'Eglise évangélique une espèce de pacte de coexistance pacifique, ce n'est pas rien non plus, lorsqu'on connaît l'audience dont elle dispose en RDA et les harcèlements qu'elle avait subis pendant l'ère Ulbricht. M. Honecker a compris très vite les bénéfices qu'il pouvait tirer de l'Ostpolitik mise en œuvre à Bonn par le chancelier Brandt. Dans la mesure où elle s'accompagnait d'une aide économique et technologique *considérable*, où elle faisait accéder la RDA au rang de pays le mieux nanti de l'Europe de l'Est, en assurant à ses habitants la sécurité matérielle et en leur distribuant quelques miettes de la société de consommation occidentale, elle renforçait le régime est-allemand. Paradoxalement, le « dialogue » avec la République fédérale consolidait la coupure entre les deux Etats.

Aucune ouverture ne fut consentie si elle n'était payante. M. Honecker se trompa, au début de son règne, avec les intellectuels, et le retour du bâton fut très sévère à partir de 1976 contre les dissidents. Si la télévision pouvait être écoutée, les écrits, en revanche, jugés plus dangereux, n'ont jamais pu franchir le Mur. En même temps qu'on organisait pour les jeunes des concerts de rock, on introduisait dans les écoles l'enseignement militaire. Sur le plan étranger, la loyauté envers Moscou était sans bavure, et M. Honecker eut l'occasion d'en faire la démonstration lors de la crise polonaise.

Mais, ayant fait ses preuves en tant que bon communiste, M. Honecker devait aussi les faire en tant que bon Allemand. On ne gagne pas la légitimité historique à la tête d'un peuple de robots. Il fallait donner consistance à ce « peuple » est-allemand, une dignité, une histoire, une conscience nationale. C'est ce qu'a entrepris, ces dernières années, le chef de l'Etat, en essayant de faire de ce pays le dépositaire de la culture germanique au même titre que l'autre Etat allemand. On a opéré pour ce faire des révisions déchirantes de l'histoire de la RDA, *présentée* progressivement comme un héritage partagé avec la République fédérale, et plus seulement comme la chronologie du mouvement social allemand. On a revendiqué les personnages les plus charismatiques du passé culturel germanique, et la gigantesque célébration de l'Année Luther en 1983 fut l'exemple le plus achevé de cet effort.

Déjà le renoncement au sectarisme historique et culturel pouvait apparaître comme un acte de souveraineté de la part d'un régime fort et sûr de lui, de la part d'un homme qui, pour concentrer entre ses mains l'essentiel du pouvoir, n'a jamais été tenté par le culte de sa personnalité. L'étape suivante a été franchie ces derniers mois quand M. Honecker s'est mis à parler du *« peuple allemand »* au singulier, à évoquer une *« responsabilité commune »* des deux Etats quant à la paix et à souhaiter que *« plus jamais une guerre ne parte du sol allemand »*. C'en était trop pour Moscou : le « patriote » est-allemand n'était-il pas en train de se rêver en Willy Brandt, forgeant pour la RDA un concept de Westpolitik ? Ayant fait de son pays un véritable Etat, n'était-il pas en train d'imaginer qu'il pouvait jouer un rôle dans l'histoire de l'Allemagne tout entière ?

CLAIRE TRÉAN et DANIEL VERNET.

● *L'Espagne et l'OTAN.* — Le quotidien espagnol indépendant *El Pais* a annoncé, mardi 4 septembre, que la direction du Parti socialiste devrait se prononcer avant la fin du mois sur le maintien de l'Espagne dans l'OTAN sous sa forme actuelle.

Ce maintien sans intégration militaire devrait être la thèse « officielle » présentée par la direction du PSOE au cours de son trentième congrès, du 14 au 16 décembre.

Pour sa part, le vice-président du gouvernement espagnol, M. Alfonso Guerra, a annoncé que le référendum sur ce thème, promis par les socialistes durant la campagne électorale de 1982 *« aura bien lieu »*. Il répondait ainsi aux milieux de toutes les tendances qui, depuis un an, accusent le gouvernement de repousser régulièrement la date de ce référendum, craignant une réponse négative au vu des sondages.

Les socialistes avaient arrêté les négociations concernant la participation de l'Espagne à l'organisation militaire de l'OTAN peu après leur arrivée au pouvoir en 1982. — *(AFP.)*

EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE

Tous les chrétiens-démocrates n'ont pas pris le tournant de l'Ostpolitik

« Si un chef d'Etat occidental avait reçu Hitler à Paris, Londres ou Washington, les historiens — et pas seulement eux — vociféreraient encore, et à juste raison », écrivait récemment, à propos du projet de visite de M. Honecker, un éditorialiste du quotidien *Die Welt* qui avait la délicatesse d'ajouter que Hitler et Honecker, l'Allemagne nazie et la RDA ne sont certes *« pas identiques »*, mais qu'ils sont *« comparables »*. De tels propos expliquent que M. Honecker ait pu invoquer, à l'appui d'un refus dont les raisons réelles sont ailleurs, un *« mauvais climat »* en République fédérale. Une certaine droite ouest-allemande lui tend depuis le début de l'été cette perche, qu'il aura finalement très longtemps tardé à saisir.

C'était déjà ce *« mauvais climat »* qui avait provoqué, au printemps 1983, un précédent ajournement de cette visite. Deux ressortissants ouest-allemands étaient morts en RDA à quelques jours d'intervalle dans des circonstances identiques : accident cardiaque lors de leur interrogatoire dans des postes de police. Le gouvernement fédéral s'était efforcé de « dégonfler » ces incidents. Mais le bouillant président de la CSU bavaroise, M. Franz-Josef Strauss, criait à l'*« assassinat »* et mêlait sa voix au concert d'une partie de la presse déchaînée.

Et puis, trois mois plus tard, on apprenait que M. Strauss était à l'origine d'un important crédit octroyé à la RDA par un consortium de banques bavaroises et qu'il s'apprêtait à partir en *« visite privée »* en RDA. Certes M. Strauss n'en était pas à son premier voyage en pays communiste (*il avait été reçu à* Moscou, à Pékin), mais aller rencontrer M. Honecker dans *« l'autre Allemagne »*, tout de même, cela consternait ses amis. *Die Welt* — qui, détail significatif, n'écrit RDA qu'entre guillemets, après avoir longtemps parlé de *« la zone »* (soviétique) — commenta alors : *« Ceux qui ont donné leur voix au candidat Strauss aux dernières élections ne s'en font pas gloire aujourd'hui. »*

Le dirigeant bavarois, qui ne manque pas de finesse politique, avait assez brutalement décidé de changer de comportement à l'égard de Berlin-Est. Question de forme plutôt que de fond : il ne fallait pas laisser à d'autres tout le bénéfice de l'initiative dans le domaine de l'Ostpolitik, surtout à un moment où le pays, ébranlé par le long débat sur les euromissiles, redécouvrait ce que l'on peut appeler un « sentiment national ».

Ce tournant du chef de file d'une droite viscéralement anticommuniste a sans doute levé une hypothèque sur les rapports entre le gouvernement de Berlin-Est et celui qui s'était installé à Bonn à l'automne 1982, et encouragé M. Honecker sur la voie du « rapprochement ». D'autant que de nombreux dirigeants de la CDU-CSU emboîtèrent le pas à M. Strauss : on se pressait aux foires de Leipzig comme jamais à l'au*tomne 1983 et au printemps 1984.*

Mais les amis déçus de M. Strauss n'avaient pas renoncé. Ils ont donné toute leur mesure cet été, tandis que le dirigeant bavarois faisait preuve d'une discrétion exemplaire et que le chancelier Kohl s'efforçait sans succès à la fois de les faire taire et de les ménager. Lorsque M. Hans Apel, dirigeant social-démocrate, a commis la gaffe, il y a quelques semaines, de déclarer au détour d'une phrase : *« La question allemande n'est plus posée »*, on a vu la vieille garde conservatrice se lever comme un seul homme, crier au scandale et demander au *« traître »* de retirer ses propos. La gaffe, il est vrai, était de taille, surtout dans la bouche d'un candidat à la mairie de Berlin-Ouest. Dire que la question allemande n'est plus posée équivaut en effet à reconnaître comme définitive la division de l'Allemagne (au mépris de la loi fondamentale qui affirme que la réunification sur la base de l'autodétermination reste le but). Cela équivaut à reconnaître *de jure* l'existence de la RDA — ce qu'elle réclame et ce qu'aucun gouvernement ouest-allemand n'a jamais songé à lui accorder.

La vieille école

M. Apel voulait probablement signifier simplement que la question allemande ne sera pas à l'ordre du jour dans un avenir discernable et que les questions de principe ne doivent pas faire obstacle à un dialogue constructif avec l'Allemagne de l'Est.

Toute Ostpolitik repose sur cette reconnaissance *de facto* de l'autre Etat allemand. Lorsqu'elle fut lancée, au début des années 70, par M. Willy Brandt, elle avait contre elle toute la droite ouest-allemande. Les chrétiens-démocrates n'avaient pas encore admis que la division était le prix à payer pour la monstrueuse aventure nazie et se voilaient la face au moyen d'un antisoviétisme exacerbé. Ils voulaient la réunification ou rien, et n'envisageaient pas de négocier avec un Etat communiste dont ils ne reconnaissaient pas l'existence.

Cette droite a, dans sa majorité, profondément évolué, et s'est ralliée en ce domaine aux principes défendus par les libéraux et les sociaux-démocrates : ne pas creuser l'écart entre les deux Etats et donc aider la RDA économiquement ; tenter d'obtenir certains adoucissements du sort des Allemands de l'Est et, notamment, des facilités de contacts entre les deux populations. M. Kohl a même fait preuve d'une *générosité financière supérieure* à celle de ses prédécesseurs, pour d'assez piètres résultats sur le plan humanitaire.

Mais la vieille école de la CDU-CSU n'a pas disparu. Elle est même *représentée dans le gouvernement* par des hommes comme M. Zimmermann, le ministre de l'intérieur, qui, en diverses occasions, a prêté le flanc aux accusations de « revanchisme » — au demeurant outrancières — abondamment *proférées* par l'Union soviétique et la Pologne. Cette vieille école a tendance à ne mesurer les progrès accomplis dans le dialogue avec la RDA qu'au nombre d'Allemands de l'Est autorisés à émigrer en Occident. Elle reproche au gouvernement Kohl de trop payer sans contreparties. Elle a mis en doute cet été l'intérêt de la venue en RFA de M. Honecker. La petite phrase du chef du groupe parlementaire chrétien-démocrate, M. Dregger, selon laquelle l'avenir de la République fédérale *« ne dépendait pas de l'honneur que voudrait bien lui faire M. Honecker »*, participait du même esprit. Elle a été particulièrement mal venue à un moment où le dirigeant est-allemand, soumis à une forte pression de Moscou, semblait encore hésiter.

Cette droite-là ne représente sans *doute qu'une minorité. Mais les ménagements* de M. Kohl à son égard semblent indiquer qu'elle compte encore. Le chancelier participait dimanche dernier au congrès des associations de réfugiés des anciens territoires de l'Est, qui fournissent le gros des troupes de ce courant. Il a certes rappelé que la République fédérale était à mille lieues d'une quelconque revendication territoriale. Mais sa présence à cette réunion était maladroite sur le plan des relations interallemandes, où règnent formalisme, méfiance et susceptibilité. Elle ressemblait à une concession envers ceux qui n'ont pas encore admis que l'idée d'une seule nation peut s'accommoder dans les faits de l'existence de deux Etats.

C. T.

Pologne

UN PROJET DE « BANNISSEMENT LÉGAL » EST A L'ÉTUDE

Les autorités polonaises envisagent de se doter d'une nouvelle arme *« légale »* contre l'opposition : le bannissement. Le porte-parole du gouvernement, M. Jerzy Urban, a déclaré, mardi 4 septembre, qu'un certain nombre d'experts avaient commencé à étudier une éventuelle modification du code pénal qui permettrait d'introduire *« de nouvelles peines, comme l'expulsion temporaire de Pologne de personnes convaincues de graves délits contre l'Etat »*. Ces *« réflexions préliminaires »* ont été engagées à l'initiative du comité gouvernemental chargé du *« respect de la loi, de la discipline et de l'ordre social »*. Ce comité est présidé par le général Kiszczak, ministre de l'intérieur.

Le porte-parole officiel a ajouté que Varsovie avait déjà obtenu *l'« accord préalable de certains pays hors du continent européen »* qui seraient disposés à « accueillir » les éventuels expulsés — ce qui semble indiquer *a contrario* qu'aucun pays d'Europe ne semble disposé pour l'instant à se prêter à ce type d'opération.

Le régime du général Jaruzelski montre ainsi qu'il n'a pas renoncé à la « solution » imaginée dès la fin de l'année dernière pour se débarrasser de certains opposants politiques. C'est en effet à cette époque que le général Kiszczak avait fait savoir à quelques-uns des prisonniers politiques les plus connus qu'ils pourraient être libérés sans procès s'ils acceptaient de s'exiler, s'attirant une réponse cinglante en même temps qu'un refus catégorique, en particulier de la part de MM. Jacek Kuron et Adam Michnik, tous deux membres éminents de l'ancien KOR. Les autorités avaient poursuivi leurs efforts dans ce sens au cours des négociations menées jusqu'au mois de mai, par l'intermédiaire de l'Eglise, pour convaincre les principaux prisonniers politiques d'accepter une libération assortie de conditions, avant d'imaginer d'autres solutions, toutes également refusées par les intéressés. Ces tentatives de marchandage ayant échoué, le pouvoir s'était finalement résigné, non sans réticences et hésitations de dernière minute, à faire voter, le 21 juillet, une amnistie qui équivalait à une libération sans condition pour la quasi-totalité des six cent cinquante détenus *politiques*.

Ces derniers restent cependant sous haute surveillance, puisqu'au moindre « écart » ils risquent une nouvelle arrestation et surtout la réactivation de toutes les charges qui pesaient *sur eux avant l'amnistie*. Le projet de « bannissement légal », quel que soit son sort final (M. Urban a souligné qu'aucune décision n'avait encore été prise), apparaît donc dès maintenant comme une *nouvelle « menace » dirigée contre* les opposants qui n'ont pas renoncé au combat politique ou syndical. Aussi choquant et rétrograde qu'elle puisse paraître — elle risque de rappeler fâcheusement les peines d'exil en Sibérie fréquemment appliquées du temps de l'occupation russe, au dix-neuvième siècle, — cette solution présenterait, dans la logique du pouvoir, certains avantages. Tout d'abord, l'accord des intéressés ne serait plus nécessaire, puisque l'exil serait prononcé par un tribunal. En émigration, les opposants seraient peut-être plus facilement « marginalisés » aux yeux de l'opinion polonaise, et les réactions occidentales seraient peut-être moins vives qu'en cas d'incarcération. A ce propos, M. Urban a précisé que la récente condamnation à deux mois de prison ferme de MM. Wladyslaw Frasyniuk et Jozef Pinior, anciens responsables de Solidarité à Wroclaw, et *« coupables » d'avoir déposé des* fleurs et provoqué un rassemblement le 31 août dernier, n'aurait pas pour conséquence l'annulation de la mesure d'amnistie dont ils avaient bénéficié récemment pour leur action passée dans la *clandestinité*.

Là encore, le gouvernement tient manifestement à faire preuve de fermeté et à se montrer menaçant, sans pour autant se lancer dans une action ouvertement répressive avant même d'avoir récolté le « fruit » attendu de l'amnistie : la levée de toutes les sanctions économiques américaines et l'accession au FMI. On peut donc s'attendre que les autorités recourent largement à des mesures de type administratif et à des jugements de simple police.

JAN KRAUZE.

Suède

L'URSS « ne peut confirmer » la violation de l'espace aérien suédois par un de ses appareils

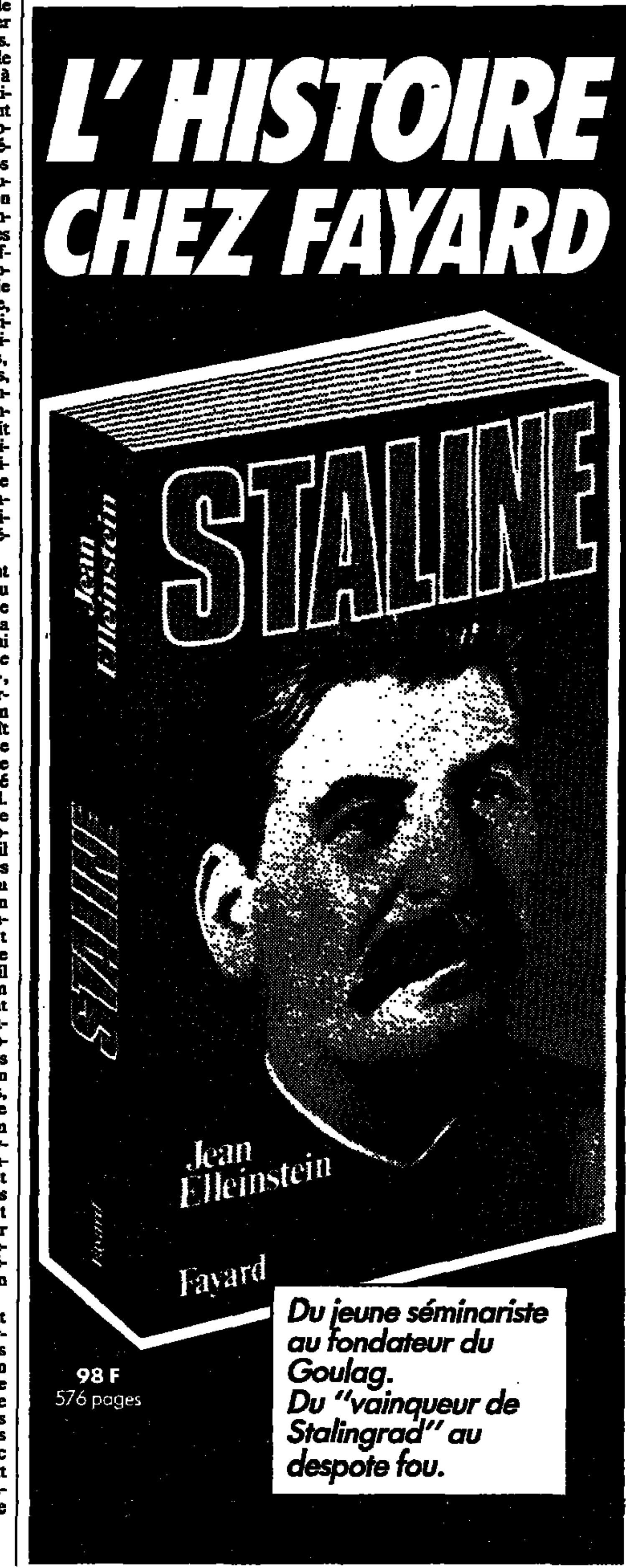
De notre correspondant

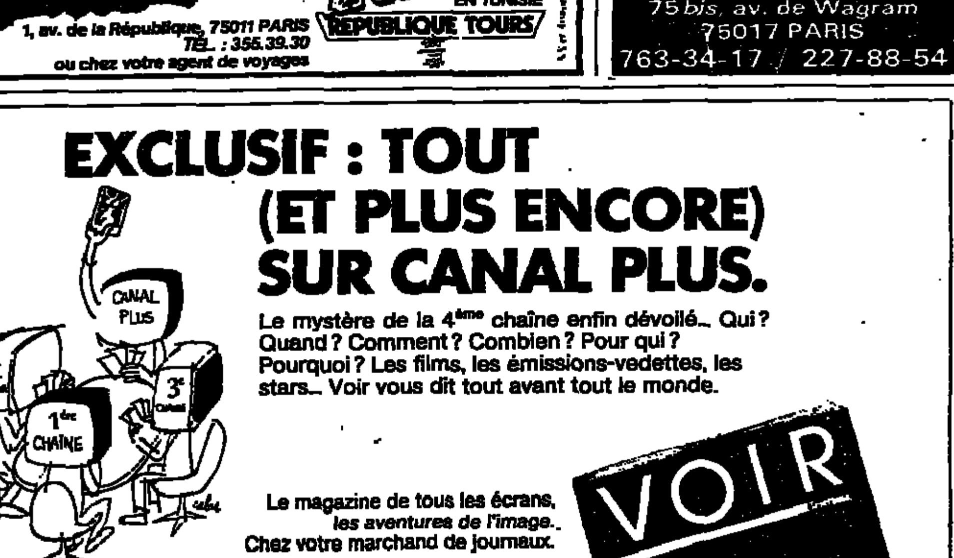
Stockholm. — L'URSS déclare *« ne pas pouvoir confirmer »* les informations selon lesquelles un appareil de la chasse soviétique de type SU-15 aurait violé l'espace aérien suédois au-dessus de l'île de Gotland, en mer Baltique, le 9 août dernier. Les militaires scandinaves avaient alors observé l'intrusion, notamment sur leurs écrans radars, et ils excluent *« toute erreur de navigation »*, étant donné que le SU-15 avait poursuivi pendant plusieurs minutes un Boeing de la compagnie de charters Scanair avec deux cent soixante-seize personnes à bord avant de regagner sa base située à quelque 200 kilomètres de l'île.

Il est peu probable, indique-t-on, que le pilote ait pu effectuer cette chasse sans l'accord de ses supérieurs ou d'un poste de commandement terrestre. Le 17 août, le ministère suédois des affaires étrangères avait convoqué le chargé d'affaires soviétique à Stockholm, M. Rymko, pour lui signaler la gravité de l'incident et obtenir déclaircissements. La réponse de l'URSS donnée verbalement, le mardi 4 septembre, est particulièrement laconique, et vient confirmer ce qu'un militaire soviétique en retraite, le général Milstein, avait confié à un diplomate suédois, à savoir que Moscou *« ne reconnaît jamais les violations délibérées d'autres territoires »*.

Cette affaire n'est pas de nature à favoriser la normalisation des relations bilatérales souhaitée par la Suède après les incursions de sous-marins de ces dernières années. Le gouvernement de M. Palme présentera sans doute, à la fin de la semaine, les preuves que le SU-15 a bel et bien survolé Gotland.

A. D.



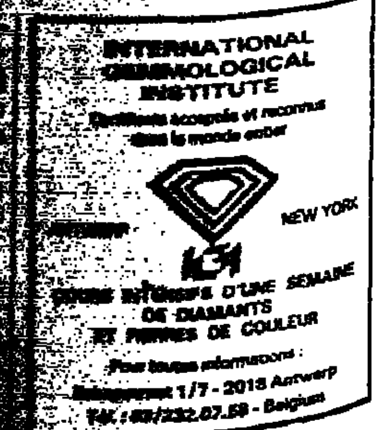




M. HONECKER

rouge

CLAIRE TRÉAN et DANIEL VERNET.



AFRIQUE

République sud-africaine

Les forces de l'ordre contrôlent les cités noires où les émeutes ont fait au moins vingt-neuf morts

De notre correspondant

Johannesburg. — *« La situation est en voie de normalisation bien que des incidents sporadiques (jets de pierres) et des pillages se poursuivent »* dans les « townships » noires du sud de Johannesburg, a affirmé, mardi 4 septembre dans la soirée, le directeur de la police, le général Johan Coetze, qui a lancé un appel au calme. Le bilan, toujours provisoire, des violentes émeutes qui ont embrasé le triangle du Vaal, large secteur industriel de la grande banlieue et se sont, à une échelle moindre, propagées dans certains faubourgs de la capitale économique de l'Afrique du Sud, était officiellement, ce mercredi matin, de vingt-neuf morts et de quarante blessés. De toute évidence, le nombre des blessés est nettement supérieur. Plusieurs hôpitaux ont reçu des consignes très fermes de la police de ne rien révéler à la presse.

Quant aux dégâts matériels, ils sont très importants. Une soixantaine de bâtiments au moins et des magasins ont été entièrement ou en partie détruits lors des affrontements. D'épais nuages de fumée s'élevaient dans le ciel au-dessus de plusieurs cités noires de ce que la presse sud-africaine appelle maintenant *« le triangle infernal »*. Trente-cinq personnes ont, de source officielle, été arrêtées.

D'importants renforts de police, assistés par des hélicoptères de l'armée, ont été envoyés sur les lieux des plus sérieux troubles qu'aient connus l'Afrique du Sud depuis les événements de Soweto en 1976. Il est maintenant établi que l'agitation est née du refus de la population de payer, à partir du 1er septembre, des augmentations de loyer d'un peu plus de 5 rands (28 F environ) et du prix de l'électricité de 10 cents (0,55 F). Le loyer mensuel est d'environ 70 rands (approximativement 400 F).

Un boycottage avait été organisé par plusieurs mouvements pour protester contre cet accroissement des charges, notamment à Lekoa. C'est à la suite d'une manifestation dans cette « township » que les violences ont commencé. Elles se sont rapidement étendues aux alentours. Des membres des conseils municipaux ont été pris à partie. Plusieurs d'entre eux auraient été tués sans qu'on puisse en connaître le nombre exact. A Bophhelong, un bâtiment municipal a été la proie des flammes. Ailleurs, des écoles ou des églises ont été incendiées. Des barricades ont été édifiées. La police est intervenue, utilisant des gaz lacrymogènes, des balles en plastique et aussi le tir réel. Les autorités se refusent maintenant à communiquer le nombre de victimes tuées par les unités anti-émeutes, le dernier chiffre annoncé, lundi soir, étant celui de dix. Plusieurs morts ont été retrouvés poignardés et deux d'entre eux au moins ont péri carbonisés dans leurs véhicules.

Les manifestants attaquaient avec des pierres les voitures et les autobus, en incendiant certains. Une quarantaine de magasins appartenant à des Indiens ont été détruits et pillés. Ces derniers, qui ont tout perdu dans la tourmente, n'ont pas compris pourquoi ils ont été la cible des émeutiers. L'activité économique de la plupart des « townships » est complètement paralysée et presque aucun service ne fonctionne.

« Montrer notre colère »

Si, au début des événements, les émeutiers étaient en majorité des jeunes, de nombreux adultes ont également participé aux bagarres avec la police. *« Nous devons agir pour montrer notre colère »*, a déclaré une femme d'une cinquantaine d'années. Le ministre de la loi et de l'ordre, M. Louis Le Grange, a indiqué au quotidien progouvernemental *The Citizen* que l'agitation avait été planifiée, accusant les adultes de se servir d'enfants *« pour faire leur sale travail »*.

Pour l'instant, nul ne peut prédire comment la situation va évoluer, même si le calme est à peu près revenu. La tension reste extrêmement vive. Contrairement à ce qui s'est passé en 1976 à Soweto, la police est aujourd'hui parfaitement entraînée pour faire face aux explosions de violence qui surviennent de plus en plus fréquemment en Afrique du Sud.

Cette dernière explosion se produit dans le prolongement des événements qui, depuis plusieurs mois déjà, agitent les écoles noires, et après les troubles survenus lors des dernières élections. Cependant, il semble bien qu'il n'y a pas de lien direct entre cette flambée de mécontentement et l'installation au Parlement du Cap des Chambres indienne et métisse, même si la coïncidence est troublante.

Cette éruption soudaine est à rapprocher de l'accroissement du nombre des attentats, même si ceux-ci ne causent le plus souvent que des dégâts matériels. Il s'agit d'autant de mises en garde pour le pouvoir à un moment où la situation économique se dégrade, accentuant les difficultés des populations noires qui fuient les *« homelands »* à la recherche d'un hypothétique travail à proximité des centres urbains.

MICHEL BOLE-RICHARD.

● *Les Etats-Unis* ont exprimé, mardi 4 septembre, leur *« profonde inquiétude »* face à la violence en Afrique du Sud. Un porte-parole du département d'Etat a ajouté que Washington suivait *« très attentivement »* la situation. De son côté, le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, a déploré la perte de vies humaines en Afrique du Sud, a indiqué mardi un porte-parole de l'organisation internationale. — *(AFP.)*

L'Elysée tente de dissiper le malaise créé par le voyage secret de M. Mitterrand au Maroc

Pour tenter de dissiper le malaise engendré par les voyages secrets de M. Mitterrand au Maroc, l'Elysée a commencé à livrer quelques confidences sur la teneur des entretiens du président de la République avec le roi Hassan II. Selon ces sources, c'est à un tour d'horizon des grandes questions qui se posent au Maghreb au lendemain de la signature du traité d'union maroco-libyen que se seraient livrés les deux chefs d'Etat. L'affaire tchadienne aurait été tout particulièrement évoquée, mais aussi la question du Sahara et les relations du Maroc avec l'Algérie, la Tunisie et la Mauritanie. Soucieuses de dédramatiser un voyage dont M. Mitterrand se serait étonné de tout le bruit qu'il a fait, ces sources élyséennes ajoutent cependant qu'il ne faut s'attendre à aucune retombée immédiate. Un délai de trois mois à un an est même cité.

Ces explications cachent mal un certain embarras de l'Elysée. On pouvait penser, en effet, que si M. Mitterrand a pris le risque de s'aliéner au moins provisoirement l'Algérie en se rendant au Maroc au moment de l'approbation par référendum d'un traité considéré par les Algériens comme étant essentiellement dirigé contre eux — et cela même si le président de la République a pris soin de ne pas être sur le territoire marocain le jour de la consultation, — c'était parce que l'enjeu en valait la peine et qu'il y avait urgence. D'autant plus que le voyage présidentiel a suivi de peu la mort de deux prisonniers politiques en grève de la faim.

Remarquons, d'autre part, que le voyage de M. Mitterrand a coïncidé avec une autre initiative française sur le Tchad : on confirme en effet aussi bien à Paris qu'à Tripoli que le représentant de la France aux cérémonies organisées la semaine dernière par le colonel Kadhafi à l'occasion du quinzième anniversaire de sa prise du pouvoir était bien porteur d'un message pour le dirigeant libyen. Il s'agit d'un vieux routier de la Libye, M. Guy Georgy, aujourd'hui à la retraite, mais qui a été en poste à Tripoli jusqu'en 1974 avant de diriger à Paris les affaires africaines et malgaches. M. Georgy, qui n'a jamais désespéré de pouvoir normaliser les relations franco-libyennes, n'a cependant pas été reçu par le colonel Kadhafi — qu'il connaît pourtant bien, — mais par le numéro deux du régime libyen, M. Jalloud.

On peut se demander si le colonel Kadhafi n'a pas voulu marquer par cette mauvaise manière l'irritation qu'il a pu ressentir à l'idée que la France pourrait tenter d'utiliser le roi du Maroc pour faire pression sur lui. Le moins qu'on puisse dire en tout cas, c'est que le colonel Kadhafi n'a guère été aimable pour la France dans son discours de samedi dernier, puisqu'il a promis *« une leçon magistrale, pire que celle subie à Dien-Bien-Phu »*, si elle ne retirait pas ses troupes du Tchad. La position du colonel Kadhafi au Tchad est pourtant considérée à Paris comme difficile : son armée vit très mal cet engagement et la coalition hostile à Hissène Habré s'entredéchire. Encore faut-il éviter de donner l'impression à Tripoli que Paris a hâte de se désengager au Tchad.

M. Mitterrand, auquel certains proches avaient recommandé de retarder son voyage « privé », n'envisagerait pas de s'expliquer officiellement sur son voyage. Il pourrait cependant y faire allusion jeudi 6 septembre au cours de la visite de « décrispation » qu'il doit faire en Savoie. Mercredi prochain 12 septembre, M. Cheysson doit, d'autre part, se rendre devant la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale pour informer les députés *« des derniers développements diplomatiques »*. Il est probable qu'à cette occasion le ministre des relations extérieures tentera, en particulier, de rassurer Alger sur la continuité de la politique française. Interrogé mardi sur Antenne 2, l'ambassadeur d'Algérie à Paris, M. Abdel Hamid Al Mahri, a qualifié le voyage de M. Mitterrand au Maroc d'*« épisode regrettable »*, mais qui pourrait être dépassé. Reste à savoir comment.

JACQUES AMALRIC.

Maroc

Les grévistes de la faim annoncent l'arrêt de leur mouvement

Les détenus marocains qui observaient depuis deux mois une grève de la faim pour obtenir un statut de prisonnier politique ont annoncé, mardi 4 septembre, qu'ils mettaient fin à leur mouvement (*le Monde* du 5 septembre). Condamnés de un à quinze ans de prison pour participation aux émeutes de janvier, trois grévistes étaient morts en juillet et août.

A Marrakech, c'est par la fenêtre de l'hôpital Avenzoar, où les grévistes sont étroitement gardés par des militaires, dans le pavillon de réanimation, que l'un d'entre eux a annoncé à un membre de sa famille — en présence de l'envoyé spécial de l'AFP — que le mouvement avait pris fin. *« Nous avons vu le procureur de Marrakech la nuit dernière. Il s'est engagé à donner satisfaction à nos revendication »*, a-t-il notamment précisé.

A Safi et Essaouira, où se trouvent seize autres grévistes, le mouvement a également cessé, ont annoncé, mardi matin, des familles de détenus. Depuis plusieurs jours, les grévistes de la faim étaient nourris par perfusions et contre leur gré, avaient indiqué lundi des familles de Marrakech.

Aucune confirmation n'a pu être obtenue de source officielle marocaine concernant l'acceptation des revendications des grévistes qui avaient entamé leur grève de la faim le 4 juillet. Ils demandaient, notamment, le droit de poursuivre leurs études, de passer leurs examens et de recevoir des journaux et des visites familiales plus longues. Un communiqué émanant de *« milieux compétents »* marocains avait, au contraire, indiqué, lundi soir, que ces *« détenus de droit commun ne pouvaient prétendre à un régime spécial »*. — *(AFP.)*

PROCHE-ORIENT

Liban

L'ancien président du conseil sunnite, M. Selim Hoss, a échappé à un attentat

De notre correspondant

Beyrouth. — Le ministre de l'éducation, M. Selim Hoss, ancien président du conseil et représentant l'islam sunnite de Beyrouth au sein du gouvernement d'union nationale, a échappé, mercredi 5 septembre à l'aube, à un attentat dans le secteur ouest (musulman) de la capitale. Une voiture piégée a explosé au passage de son cortège alors qu'il se rendait au domicile du mufti sunnite, Cheikh Hassan Khaled, afin d'accompagner le dignitaire à la mosquée pour les prières de la fête d'Al-Adha, la plus grande célébration religieuse de l'islam. M. Hoss a été légèrement blessé à la tête et deux motocyclistes de son escorte ont été tués.

L'attentat est perçu à Beyrouth comme une provocation de source israélienne. L'objectif en serait d'empêcher la consolidation de la sécurité pour maintenir la présence d'Israël sur la scène libanaise et éviter que le succès de la Syrie y soit total en attendant la définition d'une nouvelle politique par Jérusalem après la difficile constitution du gouvernement. Selon cette interprétation, il s'agirait aussi d'exacerber les contradictions sunnites-chiites déjà perceptibles. On craint en tout cas ici que le cycle des voitures piégées ne reprenne, après avoir cessé au début de l'année puis atteint son paroxysme avec les camions-suicides contre les contingents américain et français de la force multinationale à l'automne 1983.

Dans son prêche d'Al-Adha, le mufti a insisté sur l'*« unité »* des musulmans, tout en soulignant que celle-ci n'était pas dirigée contre les chrétiens, mais destinée à bâtir avec eux *« un Liban démocratique et uni (...), non le Liban des cantons et des régions autonomes »*.

Les messages d'Al-Adha ont été l'occasion d'une idée nouvelle lancée par le mufti Jaafari (chiite) aux fidèles musulmans à qui il a proposé d'entreprendre un pèlerinage au Liban du Sud, au lieu de La Mecque. Al-Adha clôturait le mois du pèlerinage à LaMecque. Les musulmans libanais, particulièrement les chiites, faisant montre d'opiniâtreté et de persévérance dans leur résistance à l'occupation israélienne, on imagine ce que pourrait être le flot de plusieurs centaines de milliers de pèlerins prenant la route du Sud et se heurtant aux barrières israéliennes. Dans l'état d'esprit où se trouvent les chiites libanais et compte tenu de leur volonté de récupérer leur principal territoire dans un Liban morcelé en zones, rien n'est exclu de leur part, et l'idée pourrait faire son chemin.

A la veille de ces événements, il avait été procédé en conseil des ministres à trois importantes nominations de nature à éviter un blocage des institutions. M. Joseph Hachem, phalangiste, originaire du Chouf (la région contrôlée par le leader druze, M. Walid Joumblatt), a succédé à M. Pierre Gemayel aux ministères de la santé et des PTT. M. Malek Salam a été nommé président du conseil du développement et de la reconstruction, maître d'œuvre des rares financements de travaux en projet ou en chantier. Enfin, M. Michel El-Koury, dont le mandat venait à expiration le 7 septembre, a été maintenu dans ses fonctions de gouverneur de la Banque du Liban, l'entente n'ayant pu se faire sur le nom de son successeur (nos dernières éditions du 5 septembre). Plusieurs personnalités sont nommées pour ce poste particulièrement important en des temps difficiles où la livre libanaise est pour la première fois sérieusement malade, notamment MM. Joseph Faddoul, Khattar Chebli et Henri Tyan.

LUCIEN GEORGE.

LES MASSACRES DE SABRA ET DE CHATILA

Le représentant des Forces libanaises en Israël admet la responsabilité de la milice chrétienne

De notre correspondant

Jérusalem. — Le représentant des Forces libanaises (milices chrétiennes) à Jérusalem, M. Pierre Yazbek, ne cesse d'étonner les Israéliens depuis quelques semaines. Au cours d'une interview diffusée par la télévision à l'occasion de la mort de Pierre Gemayel, M. Yazbek a évoqué les massacres de Sabra et de Chatila de septembre 1982, massacres qui, selon l'enquête officielle israélienne de la commission Kahane, ont été perpétrés par les Forces libanaises. Pour la première fois, M. Pierre Yazbek a reconnu la responsabilité des Forces libanaises, mais *« c'était une erreur*, a-t-il dit, *cette bataille a tourné en tragédie »*, tout en ajoutant qu'au Liban il y avait eu d'autres cas de massacres avant et après Sabra et Chatila.

M. Yazbek a également révélé qu'une commission d'enquête interne des Forces libanaises avait été mise sur pied pour faire la lumière sur ce qui s'était passé à Sabra et à Chatila, mais que ses conclusions ne pouvaient être rendues publiques *« car le Liban n'est pas une démocratie comme Israël »*.

Cet aveu, un peu tardif, de M. Yazbek ne pouvait bien sûr que plaire aux Israéliens, qui depuis ce massacre, s'emploient à essayer de faire admettre que la responsabilité directe des événements de Sabra et de Chatila ne saurait être rejetée sur l'armée israélienne,

Il ne peut, en tout cas, qu'améliorer les rapports de M. Yazbek avec les autorités israéliennes, rapports quelque peu ternis par une autre prise de position étonnante qui date d'il y a deux semaines. Dans son bulletin d'information, M. Yazbek avait alors expliqué le retour de l'OLP à Beyrouth *« par l'incapacité des hommes qui prennent les décisions en Israël, ainsi que de nombreux dirigeants occidentaux, de comprendre ce qui se passe dans cette région »*. Et il avait attaqué directement la politique menée par le ministre israélien de la défense, M. Moshé Arens, qui *« cherche à établir également de bons rapports avec les chiites et les druzes au Liban »*. M. Yazbek avait affirmé, en effet, que *« malgré nos multiples mises en garde aux Israéliens, les chiites et les druzes ont exploité Israël pour renforcer leur position d'alliés de la Syrie au Liban au détriment des chrétiens »*.

Cette prise de position de M. Yazbek avait d'autant plus étonné que le représentant des Forces libanaises à Jérusalem bénéficie du « patronage » du ministère israélien des affaires étrangères. Les officiels israéliens ont toutefois voulu réaffirmer leurs liens privilégiés avec les chrétiens du Liban en envoyant une importante délégation à la messe qui a été célébrée à l'église maronite de Jérusalem à la mémoire de Pierre Gemayel.

(Intérim.)

● *M. Joseph El Hachem, 47 ans, directeur de la station Radio Phalangiste « La voix du Liban »*, a été nommé, mardi 4 septembre, ministre des PTT, de la santé et des affaires sociales, en remplacement de M. Pierre Gemayel, décédé mercredi. Par ailleurs, le gouverneur de la banque centrale, M. Michel El Khoury, 58 ans, a été confirmé dans ses fonctions par le cabinet, qui a enfin nommé un nouveau président du Conseil du développement et de la reconstruction (CDR), M. Malek Salam, 67 ans, conseiller du premier ministre, M. Rachid Karamé.

M. Salam, remplace M. Mohamed Atallah, qui avait démissionné de son poste il y a quelques mois. — *(AFP.)*

هكذا من الاصل

REJET DE LA POLITIQUE ET DÉCRISPATION

C'est la faute à la crise !

Rejet de la politique ? Oui, où,en tout cas, désintérêt. Pourquoi ? La faute à la crise et à la gauche, répond l'opposition. La faute à la droite, et à la crise, rétorque la majorité.

Voilà, grossièrement résumés, les termes du débat. Reprenons, dans l'ordre : pour l'opposition, la majorité est coupable, à la fois de son comportement dans l'opposition et de sa manière de gouverner. Coupable pour tout ce qu'elle a promis avant d'arriver au pouvoir, et pour tout ce qu'elle n'a pas tenu après. Pour la gauche, l'opposition de droite, par son comportement d'apprenti sorcier, fait le lit de l'extrême droite. De la boîte de Pandore dont elle a soulevé le couvercle risque de surgir un antiparlementarisme au développement incontrôlable.

Encore qu'il faille, là aussi, apporter des nuances. A gauche, certains reconnaissent les responsabilités de la majorité : *« Nos partisans sont irrésolus parce qu'ils ne savent pas ce que nous voulons »* (M. Alain Billon, député PS de Paris). *« Nous donnons de nous-mêmes une mauvaise image. Je ne parlerais pas de déçus du socialisme, mais de déçus des socialistes »* (Mme Marie-Noëlle Lienemann, député socialiste européen, conseiller général de l'Essonne). A droite, l'obstruction parlementaire a ses chauds partisans. Elle a, aussi, des supporters beaucoup plus tièdes et des adversaires résolus.

Hormis ces correctifs, opposition et majorité se livrent à un dialogue de sourds, dont on citera seulement quelques exemples. Pour l'opposition : *« Dans la dévalorisation du visage de la classe politique, je ne crois pas que l'opposition ait le moindre rôle, parce que le ton est donné par le gouvernement et la majorité en place. Or c'est le contraire de la morale élémentaire qui prévaut au pouvoir »* (M. Didier Julia, député RPR de Seine-et-Marne). *« La gauche a abusé du mensonge ou des promesses. Les gens tendent à penser que le discours politique est forcément imposture, même si la gauche n'en a pas le monopole »* (M. Bernard Stasi, député UDF-CDS de la Marne). Pour la majorité : *« Aujourd'hui, il y a une quinzaine de parlementaires qui s'amusent, qui jouent avec la démocratie. Demain, ceux qui auront permis cela auront une lourde responsabilité. On ne joue pas impunément avec les sentiments des gens. Le principe de la démocratie, c'est de fixer un cadre aux citoyens, pour qu'ils ne se laissent pas emporter par leurs passions. Et, aujourd'hui, on a une classe politique qui dit : allez-y, faites n'importe quoi, parce que vous êtes dans l'opposition, et que ce gouvernement n'est pas légitime »* (M. Christian Laurissergues, député socialiste de Lot-et-Garonne).

Au-delà de cet échange d'arguments pour le coup purement politicien, tous reconnaissent que le malaise s'ancre plus profondément dans les réalités d'une époque troublée. Et, tout particulièrement, dans la réalité qui a dominé la décennie achevée en 1983 : la crise.

« Les gens éprouvent le sentiment que tout a échoué : l'ancienne majorité a échoué, l'actuelle majorité échoue à lutter contre la crise, à faire reculer le chômage. Le pouvoir politique est considéré comme responsable de la situation. Il est condamné pour son incapacité à régler les problèmes » (M. Stasi). Tout est dit, ou presque. La crise, en même temps qu'elle faisait voler en éclats quelques certitudes, a craquelé le vernis social qui permettait à la France d'offrir un visage relativement avenant. Résultat : rien n'est plus sûr, tout est faillible : *« L'époque des recettes toutes faites, de l'idéologie clé en main est révolue. Or le langage politique séduit parce qu'il est simple et qu'il a l'air efficace. Quand on constate l'inefficacité de ce qu'on croyait juste, cela provoque un certain désarroi »* (M. François d'Aubert, député UDF-PR de la Mayenne). *« Il faut changer de registre. L'idéologie en a pris un bon coup »* (M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, député de la Haute-Loire).

Le bonheur personnel

En outre, cette déchirure s'est produite sur un tissu social déjà marqué, depuis l'après-68, par la tendance lourde de *« la montée de la revendication de l'autonomie de l'individu »* (Mme Lienemann) et du déclin des valeurs collectives. *« Sauf, peut-être, à la fin des années 30, il n'est guère de période où les valeurs collectives aient été aussi dépréciées qu'aujourd'hui » (1)* (M. Jean-Pierre Chevènement). *« Les gens ont de moins en moins l'impression que c'est par une action collective centralisée que l'on peut agir sur le cours des choses »* (Mme Lienemann). *« Il est vrai qu'un homme politique qui veut apparaître comme fort cherche aujourd'hui à se départir de l'idée qu'il est partisan et mû par une action collective »* (M. Michel Sapin, député PS de l'Indre). *« Après 1968, on a assisté au déclin de la valorisation du type social du militant, de la figure du militant telle qu'on la trouve chez Roger Vaillant, comme achèvement d'un accomplissement social »* (M. Billon). *« Chaque fois que je discute avec des jeunes, je les trouve davantage soucieux de trouver du travail que de bouleverser la société. Ils ont une conception plus intimiste du bonheur personnel, ne dépendant pas forcément du bonheur collectif »* (M. Stasi).

La gauche, qui voit s'effriter ses fondements historiques, est, évidemment, la première à s'alarmer : *« La cohésion sociale passe par une certaine valorisation de l'engagement collectif. C'est un front sur lequel il ne faut pas céder, mais s'adapter »* (M. Billon). *« Certaines valeurs traditionnelles de la gauche sont contestées par les jeunes, par exemple, l'assistanat, avec le quel la gauche est identifiée. Les gens refusent le « goulag rampant » ; or une partie des jeunes nous ressentent comme ça »* (Mme Lienemann). *« Il faut tourner le dos à une politique d'assistanat, pour mener une politique de solidarité nationale, proportionnelle à la situation sociale de chacun. Le « chacun pour soi », en période de crise et de guerre économique, est une catastrophe individuelle et une catastrophe collective »* (M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du PS, sénateur de Seine-Saint-Denis, maire du Pré-Saint-Gervais).

De telles réflexions trouvent un écho chez les centristes du CDS : *« Ces nouvelles valeurs peuvent, en effet, être contraires à l'unité et là la solidarité nationale. Elles peuvent conduire à une société du chacun pour soi. Le retour de l'individualisme est intéressant, mais il peut être négatif. C'est pourquoi je suis très prévenu contre les théoriciens de l'individualisme. Il y a un risque que l'opposition ne représente plus un projet de société qui donne le sentiment aux gens que leurs efforts convergent avec ceux des autres pour un dessein national. Nous savons ce que disaient les orléanistes : « Enrichissez-vous, enrichissez-vous ! » Ça ne donne pas un but à une société. L'individualisme est un dissolvant de la société s'il n'y a pas, derrière, une dimension spirituelle. Le succès de Le Pen se nourrit un peu de ces « nouvelles valeurs », qui, déjà, parce qu'elles sont exacerbées, deviennent des contre-valeurs »* (M. Barrot). *« Il y a une double aspiration, qui paraît contradictoire, à l'ouverture et à l'enracinement. Il ne faudrait pas que les valeurs d'enracinement deviennent une volonté de repli sur soi, que la régionalisation, par exemple, se change en un repli égoïste et passéiste sur sa petite collectivité »* (M. Stasi).

Faut-il une illustration des effets *« dissolvants »* de cette exaspération de l'individu ? Presque tous soulignent la montée des égoïsmes sociaux et des revendications catégorielles, décrite dans des termes voisins à droite et à gauche, même si majorité et opposition se renvoient la balle quant à leurs responsabilités respectives.

Seul M. Sapin est en retrait : *« Les corporatismes du type routiers ou petits commerçants ne sont pas très nouveaux. Ils s'expriment sous la droite comme sous la gauche. Il y a aussi un « corporatisme syndical », mais qui, par tradition, s'implique plus dans une vision collective. »* Les autres élus s'expriment à peu près tous d'une manière comparable : *« Il y a un phénomène incontournable, la crise, qui, dans la mesure où elle commence à atteindre véritablement les gens, les pousse à se tourner vers leurs « problèmes de bifteack » et à se détacher des problèmes collectifs. Je crois que c'est inévitable, quel que soit le pouvoir en place »* (M. Jacques Toubon, député RPR de Paris). *« Chaque catégorie sociale tend à pratiquer pour son compte le thatchérisme : I want my money back ! »* (M. Philippe Séguin, député RPR des Vosges, maire d'Epinal). *« Ce qu'on appelle rejet n'est qu'une forme de l'exacerbation des corporatismes, de l'égoïsme, de la défense des privilèges, du sauve-qui-peut généralisé »* (M. Chevènement).

A chacun son bout de gras

« On sent bien que chacun défend son bout de gras, son quant-à-soi. Les hommes politiques rament à contre-courant. Là, il n'y a pas de coupure gauche-droite. Nous sommes amenés par la nature de nos fonctions à avoir des propos d'ordre collectif, sauf à dire : « Je suis leur chef, donc je les suis. » Dans les réunions, nous ne pouvons pas laisser aller les discours. Nous devons réaffirmer nos valeurs. Si on laissait les réunions filer, au bout d'une heure, on risquerait de contribuer à l'émiettement du discours et des valeurs » (M. Bernard Poignant, député socialiste du Finistère). *« L'exaspération des corporatismes sera l'un des problèmes politiques majeurs auxquels le prochain gouvernement — celui de 1986 — aura à faire face. Tout le monde a sa part de responsabilité, et les hommes politiques les premiers. De toutes tendances. La première qualité d'un homme politique, c'est de savoir dire non. Si la gauche a gagné en 1981, c'est parce qu'elle a promis à chacun successivement que les problèmes de son bord seraient résolus, sans que ce choix, d'ailleurs, soit ou la conséquence ou la volonté politique que les problèmes d'ensemble du pays soient réglés »* (M. Bruno Bourg-Broc, député RPR de la Marne). *« On a longtemps encouragé, dans ce pays, un esprit de corporatisme, et on s'est bien installé là-dedans. Or la crise ne permet plus de répondre à ces revendications catégorielles. La gauche a commis la même erreur que la droite en continuant à vouloir répondre, elle aussi, à ces revendications catégorielles, et elle n'a pas su les insérer dans un projet global »* (M. Laurissergues).

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

(1) M. Chevènement a répondu à nos questions avant d'être nommé ministre de l'éducation nationale.

II. — Changer l'opposition ?

L'effort de « décrispation » entrepris par le président de la République et par le premier ministe a trouvé de nombreux échos parmi des opposants plus jeunes, souvent, que les dirigeants des partis, qui avaient peu la parole depuis 1981 et qui ne se reconnaissaient pas dans la radicalisation de l'opposition depuis les élections européennes (*le Monde* du 5 septembre). Ceux-là estiment que l'opposition doit changer de visage — et de visages — si elle veut retrouver la confiance de la majorité des électeurs, qui ne lui serait pas encore, en dépit des apparences, acquise.

Changement de style et changement de génération vont de pair ; du moins est-ce l'équation qui semble s'imposer depuis l'arrivée de M. Laurent Fabius à l'hôtel Matignon. M. François Léotard, qui avait été, lors des élections européennes, le champion malheureux d'un rajeunissement au sein de l'opposition, a observé, dès la nomination de M. Fabius, que le pouvoir paraissait l'avoir mieux compris que ses amis. C'est *« un avertissement sérieux pour l'opposition »*, déclarait le secrétaire général du Parti républicain. *« Pour remporter la victoire en 1986, qui est loin d'être acquise,* ajoutait-il, *nous devons permettre à une génération nouvelle de construire une démocratie libérale. »*

Effet Fabius ? Ce n'est pas seulement affaire d'âge, évidemment, et les propositions de M. Jean-Pierre Chevènement sont venues montrer à ceux qui en doutaient que ce n'est pas, non plus, une simple question de style. L'âge et le style, toutefois, ont fait de l'effet. Il n'est pas sûr que les caciques de l'opposition se soient sentis, d'un coup, plus vieux, mais il est certain que d'autres se sont rappelé qu'ils étaient jeunes, par l'âge ou par vocation.

Les élections cantonales de mars 1982 et, de façon plus visible, les élections municipales de mars 1983, avaient permis la promotion d'hommes nouveaux, souvent engagés tôt dans la politique, mais qui attendaient que des places se libèrent. Observés avec plus ou moins de scepticisme par leurs aînés, ils se sont imposés : M. Alain Carignon à Grenoble, M. Jacques Berthelot à Brest, M. Dominique Baudis à Toulouse. D'autres, déjà titrés, ont confirmé leur implantation : M. Michel Barnier, député de la Savoie, en prenant la présidence du conseil général : M. Philippe Séguin, député des Vosges, en devenant maire d'Epinal. Porteurs, ou non, d'éléments de renouvellement de la vie politique, ces nouveaux venus ont su, en tout cas, bénéficier du désir de rajeunissement des élus, ressenti par les électeurs.

Les dirigeants de l'opposition ont réagi diversement à ce phénomène, mais la tendance dominante a été un réflexe d'autodéfense, symbolisé par la composition de la liste UDF-RPR aux élections européennes. Il en est résulté, outre la mauvaise humeur de M. Léotard, les tentatives « socioprofessionnelles », comme celle de Mme Francine Gomez (et, aussi, un vieillissement de l'image de Mme Simone Veil). Au RPR, dont la stratégie, pour ces élections, l'avaient emporté, tout le monde n'était pas, non plus, ravi. Le phénomène Le Pen, auquel le scrutin du 17 juin avait donné une ampleur nouvelle, a encore creusé l'écart entre ces sensibilités, mais la radicalisation des dirigeants — M. Jean Lecanuet réclamant, comme M. Jacques Chirac, la dissolution de l'Assemblée nationale, semblait créer à chacun une obligation de discipline et de silence.

Le projet de référendum dans l'impasse et tacitement abandonné, les partisans d'un changement, dans l'opposition, ont retrouvé la parole. Pas question, pour eux, naturellement, de toucher aux « présidentiables », mais ils pouvaient secouer un peu les apparatchiks. Ceux qui semblent jouir d'une jeunesse inusable (un peu comme, à gauche, M. Michel Rocard), se sont jugés tout désignés pour donner la réplique au nouveau premier ministre et pour exprimer les attentes de leurs cadets. MM. Bernard Stasi et Jacques Barrot, au CDS, MM. Léotard et Jean-Pierre Soisson, au PR, se *sentent* plus à l'aise. La percée de M. Raymond Barre avait déjà introduit, dans les rouages des partis, un peu de jeu, dont ils avaient profité (M. Léotard demeurant, en même temps, fidèle à M. Valéry Giscard d'Estaing). La nomination de M. Fabius, la levée de l'hypothèque scolaire, l'appel à la modernisation et au rassemblement, justifiaient l'emploi par eux et par les plus jeunes d'un ton différent.

« Ce n'est pas, pour moi ni chez moi, quelque chose de nouveau ni de circonstanciel », affirme pourtant M. Barnier. Aucun doute là-dessus:

par PATRICK JARREAU

Celui qui était, en 1978, le plus jeune député de France, après avoir été le plus jeune conseiller général, peut faire valoir que le bureau de l'assemblée départementale, qu'il préside, compte trois socialistes sur huit vice-présidents, deux socialistes sur six présidents de commission, un communiste sur trois représentants au conseil régional. Il est vrai, aussi, que la Savoie est un département un peu particulier, où M. Barnier avait remporté la présidence, en 1982, grâce aux voix de quatre conseillers généraux qui votaient, auparavant, pour le président socialiste. Le centre de gravité étant au centre gauche (le Front national a obtenu, le 17 juin, un peu moins que sa moyenne nationale), la personnalité du candidat et l'intérêt du département comptent autant que l'engagement politique. Inviter M. Mitterrand, c'était, pour M. Barnier, confirmer sa réputation de président efficace et ouvert.

De la même façon, des données locales viennent aussi à l'appui du comportement de M. Séguin, vainqueur, en 1978, dans une circonscription qui penchait à gauche et que frappait la crise du textile, et dans un département où la tradition gaulliste prétendait se démarquer de la droite classique.

L'atout de M. Barre

Le langage n'est pas toujours, pour autant, le reflet d'une implantation. M. Stasi aurait peut-être pu expliquer à ses électeurs de la Marne qu'il fallait, comme il le proposait, *« noyer sous les oui »* le référendum annoncé par M. Mitterrand, mais M. Barrot affirme que les siens, en Haute-Loire, ne l'auraient pas compris. L'un et l'autre sont pourtant, tout aussi attentifs aux possibilités qu'offre la « décrispation ». Leur itinéraire l'explique davantage. Candidats malheureux à la présidence du CDS, en 1982, ils avaient dû s'incliner devant M. Pierre Méhaignerie, qui rassurait les parlementaires, particulièrement les sénateurs (mais paraît, aujourd'hui, émancipé de ce parrainage et sur la même *« longueur d'onde »* que ses rivaux d'hier). La manière qui caractérise, par exemple, M. Lecanuet ne leur convient pas plus, d'ailleurs, que le giscardisme obstiné du président de l'UDF.

Auréolé de pragmatisme et d'indépendance par rapport aux appareils des partis, M. Barre séduit bien des candidats à la rénovation de l'opposition. Aussi M. Léotard veille-t-il à ne pas laisser au barrisme le privilège de la jeunesse et de la modernité. Le giscardisme doit lui-aussi — et plus encore, peut-être — occuper ce terrain-là, en faisant oublier l'immobilisme des dernières années du septennat.

Désavoué par les barons giscardiens et par l'ancien chef de l'Etat lui-même, lorsqu'il avait voulu former, pour les élections européennes, une liste témoignant d'un rajeunissement, M. Léotard n'en continue pas moins à tenter d'occuper le créneau d'une opposition « nouveau style ».

Des blocages similaires irritent, au RPR, ceux qui, pour une raison ou pour une autre, ne s'étaient pas inscrits pleinement dans l'aventure chiraquienne. Faut-il opposer, comme certains d'entre eux le suggèrent, d'un côté ceux qu'inspire la leçon gaulliste, de l'autre les opportunistes, qui ont fait un pari sur l'avenir de M. Chirac ? La distinction, flatteuse pour ceux qui la formulent, traduit la répugnance de la hiérarchie chiraquienne à faire leur place aux personnalités dont l'éclosion lui doit peu, ou rien.

Changer l'opposition, pour ces mal-aimés des appareils et des élus frileux, c'est *« acquérir un ascendant »*, comme dit M. Barrot, dans leurs formations respectives. C'est obtenir des dirigeants qu'ils prennent en compte l'existence d'une génération moins directement impliquée dans l'expérience passée du pouvoir, dans les frontières qu'elle avait tracées, dans les alliances qu'elle avait soudées. C'est conquérir le droit de parler autrement à des électeurs qui, en 1981, avaient exprimé leur lassitude à la majorité d'alors et qui ne lui pardonneraient peut-être pas de n'avoir pas changé cinq ans après. Mais, comme l'observe l'un de ces opposants rénovateurs, ce sont des choses qu'il est plus facile de dire en été, dans les journaux, qu'en période de pleine activité politique, dans un congrès ou une réunion de parlementaires.

FIN

● *M. Dassault et la « futilité » des discours politiques.* — Devant le comité exécutif du Parti libéral, réuni mardi 4 septembre à Paris, dont il est le président, M. Serge Dassault s'est déclaré *« choqué par la futilité des discours et débats qui ont marqué la rentrée politique, dont le thème principal était de clamer qu'on était le plus beau »*. Selon lui, *« il est urgent de proposer des solutions concrètes au lieu de disserter sur des référendums aléatoires ou des discussions hypothétiques de l'Assemblée nationale »*.

POLITIQUE

Les Français jugent la classe politique

(Suite de la première page.)

Les Français, qui ont atteint le niveau de l'enseignement supérieur, n'ont sans doute pas oublié que l'instauration d'indemnités parlementaires décentes – qui avait pourtant alimenté l'antiparlementarisme – a été un moyen essentiel de démocratiser la représentation nationale.

Faire partie de celle-ci, c'est désormais s'exposer à une sanction : le sondage de la SOFRES montre que, dès lors que l'on fait de la politique, on fait partie de la « classe politique ». Ce constat mérite toutefois d'être nuancé. L'appartenance à ladite classe politique est liée à l'exercice des fonctions, ce qui explique au moins pour partie le haut niveau auquel se situent le président et le premier ministre ; en outre, si nous calculons l'écart entre les réponses positives et les réponses négatives, certains leaders parviennent malgré tout à tirer leur épingle du jeu, à savoir MM. Le Pen, Delors et Barre. Le premier ne peut qu'être encouragé à persévérer dans son rôle de fustigeur de la « bande des quatre » ; le second, étant désormais éloigné de la scène intérieure, pourra cultiver à loisir sa différence ; le troisième jouit et joue déjà de cette situation privilégiée : celle-ci, compte tenu de l'image globalement négative de l'ensemble de la classe politique, représente un réel atout.

A ce stade, certaines précautions doivent être prises : le risque serait en effet de croire que le sondage traduit un phénomène nouveau pour la simple raison qu'une telle enquête n'a pas de précédent.

Il y a en France une culture antiparlementaire, antipartisane, qui va du bonapartisme au poujadisme, en passant par le boulangisme. Sans oublier, plus récemment la façon dont le gaullisme s'est installé au pouvoir, contre la classe politique de la IVe République.

Quant à l'ampleur du rejet, telle que nous la mesurons, elle doit être corrigée par des considérations plus subjectives. C'est la classe politique au pouvoir qui est critiquée ; plus précisément, le phénomène de rejet est amplifié par le refus de la gauche. Certaines catégories (les personnes âgées, les catégories cultivées ou nanties) qui, traditionnellement, sont réputées mieux accepter la politique la rejettent à leur tour en raison de leur radicalisation à l'égard de la gauche. *A contrario,* cette subjectivité se marque dans le fait que les sympathisants socialistes sont les plus nombreux à penser que les hommes politiques traitent les grands sujets.

Enfin, il faut prendre garde au fait que la condamnation collective de la classe politique est souvent corrigée par des appréciations plus positives sur les personnalités qui la composent, et selon les fonctions qu'elles exercent. Ainsi la fonction de maire est-elle très populaire.

Il n'empêche. Le rejet, tel qu'il est mesuré par la SOFRES, doit retenir l'attention, car il est dangereux. C'est à l'évidence un signe de fragilité pour la démocratie française, qui explique (en partie) à la fois le risque d'extrêmisme (que traduit le vote Le Pen) et la crise du militantisme et de la représentativité qui affecte les partis et les syndicats. Face à un tel danger, les antidotes sont peu nombreux.

Faut-il déprofessionnaliser la politique, comme l'a longtemps souhaité la « deuxième gauche » ? La réponse est négative. La politique est considérée comme un métier, de nature à pervertir celui qui l'exerce, certes, mais un métier tout de même. Ainsi s'explique sans doute, l'échec quasi-constant des candidats ou des listes dits socioprofessionnels ; l'exemple de Mme Gomez, PDG de Waterman, est d'ailleurs significatif puisqu'elle n'a eu d'autre ressource après les européennes que d'adhérer à un parti (le PR).

Faut-il dépolitiser la classe politique ? La réponse est positive. Les Français souhaitent que les ministres – qui ont prise sur la réalité – soient choisis parmi les techniciens spécialisés (60 %) plutôt que parmi les élus (20 %). Tous les électorats en conviennent, y compris les sympathisants des partis de gauche (PC : 50 % ; PS : 58 % ; UDF : 67 % ; RPR : 68 %). Il y a-là une double contradiction : l'opinion condamne traditionnellement le poids de la technocratie et plébiscite les techniciens ministres ; elle considère que les hommes politiques ne parlent pas des vrais problèmes et refuse de confier les tâches concrètes à ceux qui lui sont les plus proches, les élus. C'est là, sans doute, une donnée inquiétante. Tout se passe, aux yeux des Français, comme si l'acte électoral lui-même était perverti. A la limite, les hommes politiques sont soupçonnés de dire n'importe quoi pour se faire élire.

Dans ces conditions, est-il opportun de consulter davantage les électeurs, voire de développer la démocratie directe via le référendum ? Ils sont 63 % à choisir l'un des deux modes de consultation qui leur étaient proposés (référendum ou dissolution), et seulement 26 % à considérer qu'ils n'ont pas à être davantage consultés. Incontestablement, la procédure référendaire – qui n'a pas fonctionné depuis douze ans – garde aux yeux des Français un attrait réel. A l'inverse, la dissolution prônée par l'opposition est récusée. La première a, il est vrai, l'avantage de s'inscrire dans le jeu normal des institutions, tandis que la seconde l'interrompt et peut déboucher sur une crise grave. Il est d'ailleurs intéressant de noter que les électorats RPR et UDF sont, eux aussi, bien que dans une moindre proportion, majoritairement favorables au référendum et hostiles à la dissolution. Au fond, la première procédure permet d'échapper à la classe politique, la seconde en rapproche.

La réduction de la durée du mandat présidentiel correspond au souhait de décider plus souvent des orientations fondamentales. Le souhait d'un tel raccourcissement et l'attrait du référendum sont de nature à relancer les spéculations sur une éventuelle ratification de cette réforme, à la demande de M. Mitterrand, par le suffrage universel (1).

JEAN-MARIE COLOMBANI et JÉROME JAFFRÉ.

(1) Une telle réforme (la réduction à cinq ans du mandat présidentiel) a été votée par le Parlement en 1973, mais n'a pas été ratifiée.

Le sondage, effectué pour *le Monde* par la SOFRES, a été réalisé du 22 au 29 août 1984 sur un échantillon national de mille personnes représentatif de l'ensemble de la population française âgée de dix-huit ans et plus.

Surprises

Les enquêtes d'opinion nous enseignent depuis longtemps que les réponses aux questions posées varient selon l'âge, le sexe ou la préférence partisane. Les différences qui apparaissent dans ce sondage sur le rejet de la politique ont parfois de quoi surprendre.

Ainsi les Français âgés de 65 ans et plus sont-ils plus nombreux (72 %) que les jeunes de 18 à 24 ans (58 %) à considérer le chômage comme un sujet auquel les hommes politiques devraient accorder plus d'importance. Ainsi ces mêmes jeunes ne sont-ils que 14 % (– 6 points par rapport à l'ensemble des Français) à souhaiter que l'éducation nationale retienne davantage l'attention des hommes politiques alors que leurs aînés âgés de 65 ans et plus, moins directement concernés par ce problème, sont 22 %.

On pouvait penser que les plus jeunes seraient aussi plus nombreux à juger *« archaïque »* le langage politique. Il n'en est rien : ils ne sont que 39 %, à peine plus nombreux que les plus âgés (37 %), à émettre cette opinion contre 44 % pour l'ensemble des personnes interrogées.

Dans la mesure où l'avenir de l'industrie peut être considéré comme une des solutions au problème de l'emploi, pourquoi les femmes sont-elles moins nombreuses que les hommes (37 % contre 48 %) à vouloir que les responsables politiques se préoccupent davantage de l'avenir industriel ? Et pourquoi les sympathisants communistes ne sont-ils que 37 % à formuler ce même vœu alors qu'ils sont très nombreux (74 %), plus nombreux que l'ensemble des Français (63 %), à souhaiter que les hommes politiques s'intéressent plus qu'ils ne le font au chômage ? Il est vrai que pour le P, la modernisation industrielle telle que la conçoivent actuellement les socialistes est synonyme de licenciements...

N. A.

I. – Le discours politique

QUESTION : Dans l'ensemble, trouvez-vous que les hommes politiques traitent les grands sujets qui concernent la vie des Français ?

	Oui, plutôt	Non, plutôt pas	Sans opinion
TOTAL 100 %	26	62	12
Sexe			
– Homme ... 100 %	28	63	9
– Femme ... 100 %	24	62	14
Age			
– 18 à 24 ans ... 100 %	29	63	8
– 25 à 34 ans ... 100 %	30	63	7
– 35 à 49 ans ... 100 %	26	62	12
– 50 à 64 ans ... 100 %	24	60	16
– 65 ans et plus ... 100 %	21	63	16
Profession du chef de famille			
– Agriculteur, salarié agricole 100 %	23	65	12
– Petit commerçant, artisan .. 100 %	16	74	10
– Cadre supérieur, profession libérale, industriel, gros commerçant ... 100 %	27	63	10
– Cadre moyen, employé ... 100 %	33	58	9
– Ouvrier ... 100 %	26	63	11
– Inactif, retraité ... 100 %	22	62	16
Préférence partisane			
– Parti communiste ... 100 %	24	69	7
– Parti socialiste ... 100 %	36	54	10
– UDF ... 100 %	18	70	12
– RPR ... 100 %	25	66	9
Niveau d'instruction			
– Primaire ... 100 %	23	62	15
– Secondaire ... 100 %	29	61	10
– Technique ou commercial .. 100 %	22	67	11
– Supérieur ... 100 %	35	56	9

QUESTION : Y a-t-il dans cette liste des sujets auxquels les hommes politiques devraient consacrer plus d'importance ?

– L'avenir de l'industrie ...	42
– La délinquance ...	45
– Le fonctionnement des institutions ...	5
– Les droits de l'homme ...	19
– La faim dans le monde ...	29
– Le chômage ...	63
– L'immigration ...	25
– Les mœurs ...	8
– L'éducation nationale ...	20
– La défense des libertés ...	19
– La natalité ...	8
– Le pouvoir d'achat ...	37
– La protection de l'environnement ...	17
– Les risques de guerre ...	30
– Aucun en particulier ...	1
– Sans opinion ...	2
	% (1)

(1) Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

QUESTION : D'une façon générale, estimez-vous que les hommes politiques disent la vérité ?

Oui, plutôt ...	10 %
Non, plutôt pas ...	82 %
Sans opinion ...	8 %
	100 %

QUESTION : Estimez-vous que le langage politique est...

	... plutôt archaïque	... ou plutôt moderne	Sans opinion
TOTAL 100 %	44	33	23
Préférence partisane			
Parti communiste ...	39	47	14
Parti socialiste ...	45	36	19
UDF ...	42	35	23
RPR ...	51	30	19

II. – Unité et divisions du monde politique

QUESTION : A propos du discours politique, avec laquelle de ces deux opinions êtes-vous le plus d'accord ?

	Les hommes politiques disent tous à peu près la même chose	Les hommes politiques disent des choses très différentes selon le parti auquel ils appartiennent	Sans opinion
TOTAL 100 %	54	41	5
Préférence partisane			
Parti communiste ...	47	50	3
Parti socialiste ...	50	46	4
UDF ...	56	41	3
RPR ...	53	44	3

QUESTION : On range parfois les leaders politiques en deux catégories : d'une part ceux qui font partie de la « classe politique » et sont solidaires entre eux, d'autre part ceux qui se tiennent à l'écart de la « classe politique ». Comment classeriez-vous les personnalités suivantes ?

	Dans la « classe politique »	En dehors de la « classe politique »	Sans opinion
– Georges Marchais ... 100 %	73	14	13
– Valéry Giscard d'Estaing ... 100 %	65	21	14
– François Mitterrand ... 100 %	81	6	13
– Jacques Chirac ... 100 %	79	9	12
– Jean-Marie Le Pen ... 100 %	58	22	20
– Pierre Mauroy ... 100 %	65	20	15
– Jacques Delors ... 100 %	57	25	18
– Laurent Fabius ... 100 %	72	10	18
– Simone Veil ... 100 %	68	18	14
– Raymond Barre ... 100 %	58	28	14
– Lionel Jospin ... 100 %	73	11	16
– Michel Rocard ... 100 %	67	17	16

QUESTION : D'une manière générale, estimez-vous que les hommes politiques...

	...gagnent normalement leur vie	...gagnent trop d'argent	...ou ne sont pas assez bien payés	Sans opinion
Total 100 %	29	55	1	15
Niveau d'instruction				
Primaire ...	20	66	–	14
Secondaire ...	38	48	1	13
Technique ou commercial ...	28	58	1	13
Supérieur ...	45	34	–	21

III. – La politique professionnelle est-elle une bonne chose ?

QUESTION : On peut choisir les ministres plutôt parmi les élus du suffrage universel ou plutôt parmi les techniciens spécialisés. Quelle vous semble être la meilleure solution ?

	Choisir les ministres plutôt parmi les élus	Choisir les ministres plutôt parmi les techniciens spécialisés	Sans opinion
Total (100 %) ...	26	60	14
Préférence partisane :			
Parti communiste ...	39	50	11
Parti socialiste ...	30	58	12
UDF ...	20	67	13
RPR ...	24	68	8

QUESTION : En ce qui concerne les hommes politiques, quelle est parmi ces deux opinions la plus proche de la vôtre ?

Il faut mieux avoir des hommes politiques professionnels car c'est un métier particulier où des compétences sont nécessaires ...	69
Tout le monde devrait pouvoir exercer une fonction politique quelque temps car ce n'est pas un métier spécialisé ...	22
Sans opinion ...	9
	100 %

IV. – La consultation des Français et la réduction du mandat présidentiel

QUESTION : On parle beaucoup actuellement de la possibilité de consulter les Français. Quelle serait selon vous la meilleure formule ?

	Ensemble des Français	Préférence partisane			
		Parti communiste	Parti socialiste	UDF	RPR
La dissolution de l'Assemblée nationale	13	6	2	20	28
Un référendum ...	50	65	61	47	42
Ni l'une ni l'autre : il n'est pas nécessaire de consulter les Français avant les échéances normales ...	26	26	30	22	21
Sans opinion ...	11	3	7	11	9
	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

QUESTION : A votre avis, la durée du mandat présidentiel doit-elle être de sept ans comme actuellement ou de cinq ans ?

	Sept ans comme actuellement	Cinq ans	Sans opinion
Total : 100 %	29	64	7
Rappel enquête Figaro-SOFRES, septembre 1983 ...	35	60	5
Préférence partisane :			
Parti communiste ...	37	61	2
Parti socialiste ...	39	55	6
UDF ...	23	71	6
RPR ...	21	73	6

M. MERMAZ : IL FAUT « OUVRIR L'UNION DE LA GAUCHE »

A l'occasion d'un voyage d'études du conseil général de l'Isère en Autriche, M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, a estimé, mardi soir 4 septembre à Vienne, qu'il faut *« passer d'une majorité d'union de la gauche à une majorité présidentielle ».* Il a expliqué que *« l'union de la gauche est nécessaire mais pas suffisante »* et qu'il faut *« ouvrir eette union » :* c'est *« une coalition qu'il faut construire »,* a-t-il dit.

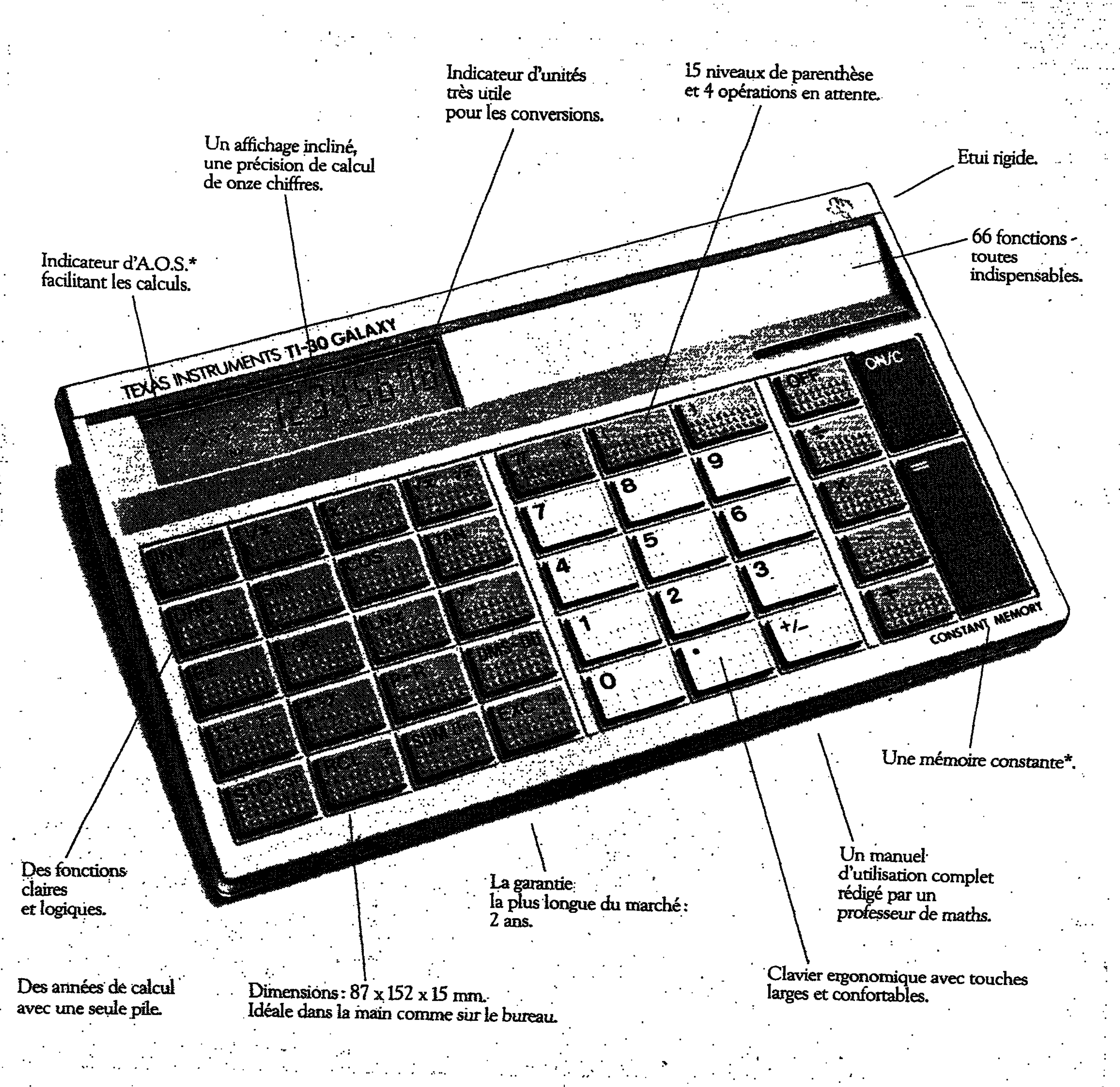
A propos du changement de gouvernement, M. Mermaz a considéré qu'il s'agit plutôt d'un *« recadrage »* que d'un *« recentrage ».*

Interrogé sur la poussé de l'extrême droite, le président de l'Assemblée nationale a souligné que le *« phénomène Le Pen est préoccupant »* et *« dDangereux pour la démocratie ».* Ce *« problème,* a-t-il ajouté, *est redoutable »* pour les partis de droite qui ne pourront plus construire de majorité sans le Front national si ce dernier maintient ses résultats électoraux. Cependant, a' jugé M. Mermaz, des hommes politiques de droite, comme MM. Pons, Labbé, Poniatowski, ont le même *« tempérament extrême droitier »* que M. Le Pen.

● *Après la mort de Gaston Palewski.* – M. Jacques Chirac, dans un message à la veuve de Gaston Palewski, évoque *« l'autorité, la fidélité et le dévouement »* de l'ancien collaborateur du général de Gaulle et *« la rectitude sans faille avec laquelle il assura la présidence du Conseil constitutionnel ».*

● *M. Rossinot et l'alternance « raisonnable ».* – Clôturant les travaux de l'université d'été du parti radical dont il est le président, M. André Rossinot a fixé, mardi 4 septembre, à Canet-Plage (Pyrénées-Orientales), un double objectif à son mouvement : *« Etre nous-mêmes et parler clair sur les problèmes des Français »* pour *« préparer avec sérénité et détermination l'alternance raisonnable de 1986 ».* Après avoir expliqué que *« les Français aspirent à la différence, et rejettent l'uniformité contraignante »,* le maire de Nancy a affirmé que *« le pluralisme sert l'opposition au contraire du dogmatisme ».*

Tout en reconnaissant que le courant *« barriste »* est largement majoritaire au sein du Parti radical, M. Rossinot a affirmé : *« L'heure n'est pas au choix d'un présidentiable. On ne télescopera pas les étapes. Nous sommes solidaires du bureau de l'UDF. Il faut que chacun trouve sa place. la France est faite de tempéraments différents ; cela doit se faire sans se précipiter et sans nier les réalités, ni le poids de tel ou tel. »*



*Marque déposée Texas Instruments.

McCANN-ERICKSON

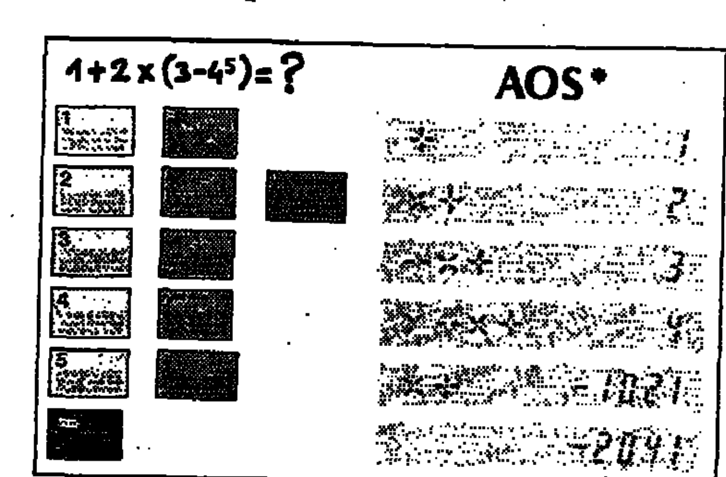
Professeurs, nous avons fait notre devoir : voici la TI-30 Galaxy.

Chers professeurs, combien de fois nous avez-vous dit qu'une calculatrice pouvait être améliorée ?

Et comme nous aimons trouver des solutions aux problèmes que vous nous posez, nous y avons réfléchi.

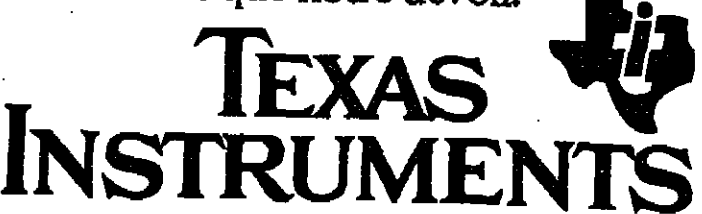
Tant et si bien qu'aujourd'hui nous avons la sensation d'avoir fait notre devoir : notre nouvelle TI-30 Galaxy est si différente des autres que vos étudiants l'appellent déjà la Math-Machine.

Conçue pour leur simplifier les maths telles qu'on les enseigne aujourd'hui, la TI-30 Galaxy a toutes les qualités pour durer.



Si vous ne l'avez pas encore interrogée, dépêchez-vous de le faire. Vous constaterez qu'elle possède toutes les fonctions que vous nous avez demandé de lui donner.

Et vous aurez la satisfaction de penser qu'en concevant la nouvelle TI-30 Galaxy sur vos conseils, nous n'avons fait que notre devoir.



Le Monde

société

LA RENTRÉE SCOLAIRE

Votre tâche principale, c'est la transmission des savoirs
écrit M. Chevènement aux enseignants

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, a adressé la lettre suivante aux « personnels enseignants de l'éducation nationale » :

« A l'occasion de la entrée scolaire, je tiens à m'adresser à vous personnellement.

» Je sais ce qu'est le métier d'enseignant. J'en connais les servitudes, mais j'en mesure aussi l'importance, capitale aujourd'hui, pour l'avenir du pays.

» Dans l'immense compétition qui brasse les puissances, bouleverse les rôles et les hiérarchies, la France ne restera un pays libre que si elle fait et gagne le « pari de l'intelligence ».

» La mutation technologique accélérée à laquelle l'avance des Etats-Unis et du Japon nous contraint sous peine d'être vassalisés, nous pouvons la réussir. En effet, la « ressource humaine » en France n'est pas tarie, pour peu qu'ensemble nous sachions la cultiver.

» Qu'est-ce qui fait en dernier ressort la force du Japon, sinon, depuis longtemps déjà, le haut niveau de formation et de qualification ateint par son peuple, son appétit de savoir et sa capacité à se mettre à l'école des autres ?

» Et que serait la puissance des Etats-Unis sans leur réseau d'universités drainant les meilleurs cerveaux et conférant à la recherche américaine, dans presque tous les domaines, un exceptionnel éclat ?

» Nous avons les moyens d'une telle ambition.

» Si la science, à notre époque, bouleverse et renouvelle tous les domaines de l'activité humaine, il n'est pas de bonne recherche ni de bonne économie qui ne procèdent, en définitive, d'une bonne éducation, et cela, dès l'âge le plus tendre. De ce point de vue, nos atouts restent considérables : notre système éducatif a, certes, besoin d'être amélioré, rénové et dynamisé, mais il reste la grande force de notre pays. Il est encore un des meilleurs du monde.

» La France n'a pas d'avenir si elle ne porte pas toujours plus haut le savoir et la capacité de ses enfants.

» C'est la seule réponse au défi du chômage.

» La modernisation qui nous permettra de retrouver la croissance et les emplois, par la diffusion du progrès scientifique et technique dans toute la société, requiert un niveau de formation générale plus élevé et davantage de qualifications. Plus que jamais, nous avons besoin de travailleurs compétents, ouvriers, techniciens, ingénieurs, dans l'industrie comme dans les services.

» Mais nous n'avons pas seulement besoin de producteurs qualifiés. Parce que les défis du monde moderne ne peuvent être relevés que collectivement, nous devons aussi former des citoyens, des femmes et des hommes dotés d'un sens aigu de leurs droits et de leurs devoirs dans la cité, soucieux du destin de la communauté nationale.

» C'est pourquoi, à côté des technologies modernes, il importe également que les jeunes Français apprennent à connaître et à aimer leur langue, leur histoire et leur culture. Les grandes nations d'aujourd'hui, Etats-Unis, Japon, URSS, Allemagne, ne négligent pas d'affirmer leur identité nationale.

» Cette tâche commande notre avenir. Il n'en est pas de plus noble ni de plus difficile. Elle est la vôtre. Vous avez entre vos mains notre principale ressource : l'intelligence de notre jeunesse. A vous de la mettre en valeur.

» La tradition de notre école est l'une des plus belles qui soient, car l'école a toujours été l'ambition de la République.

» Appuyez-vous sur la tradition, mais soyez ouverts à la modernité.

» N'oubliez pas que votre tâche principale, n'est l'instruction des enfants qui vous sont confiés, la transmission des savoirs qu'ils doivent apprendre à maîtriser.

» Mais apprenez-leur aussi à vivre ensemble, et soyez accueillants aux expériences pédagogiques nouvelles, qui permettront à l'école de mieux remplir cette mission.

» Le gouvernement accorde à l'école une priorité qui se marquera dans les choix budgétaires, malgré la rigueur des temps. Mais tout n'est pas dans l'argent. Beaucoup dépend de la motivation, de l'initiative et de l'enthousiasme des hommes.

» Je sais combien vous êtes attachés à la qualité du service public de l'éducation nationale. Je mesure les compétences et les efforts qu'exige ce service éminent.

» Il faut qu'une plus juste place soit faite aux enseignants dans la nation, à la hauteur de leur responsabilité et de la difficulté grandissante de leur métier.

» Cette revalorisation du rôle des enseignants, c'est ensemble que nous l'accomplirons. Comme je compte sur vous pour rénover notre système éducatif et restaurer l'école de la République, vous pouvez compter sur moi pour que vous soit témoignée la considération qui vous est due. »

Un ministre simple et pratique

« L'éducation nationale a besoin de retrouver la confiance du pays. Pour cela, je prendrai des mesures simples et pratiques. » M. Jean-Pierre Chevènement, qui présentait la rentrée scolaire, mardi 4 septembre à la presse, est bien décidé à récidiver : la formule magique qui a permis de débloquer la querelle scolaire autour de l'école privée — des dispositions *« simples et pratiques »* — est sa devise ; il ne s'en débarrassera pas de sitôt.

Reprenant les thèmes qu'il avait énoncés et analysés dans son interview au *Monde* (daté du 28 août), le ministre de l'éducation nationale a rappelé *ses priorités : développer la formation des maîtres, refaire de l'école élémentaire le lieu de l'apprentissage des « savoirs fondamentaux »,* réhabiliter la culture technique, participer *davantage à l'éducation permanente* des Français. Pour atteindre ces objectifs, M. Chevènement compte sur les enseignants, *« sans qui rien n'est possible »*. Il leur adresse d'ailleurs *« personnellement »* une lettre afin de les convaincre de *« restaurer l'école de la République »*.

Dans ce texte comme dans tous ses propos, le langage qu'il tient ne sera pas pour déplaire au grand nombre d'entre eux. Simple, à défaut d'être d'ores et déjà très pratique, le ministre exalte l'autorité du maître, le sens de l'effort, la récompense des bons résultats...

Alerte, visiblement intéressé, presque amusé par ses nouvelles fonctions, M. Chevènement se moque bien de donner des habits neufs à ces notions qu'on aurait pu trouver un peu rétro. Ses convictions n'ont aucune peine à nourrir la nécessité politique du recentrage. Il a trouvé le mot propre à rassembler *tous ceux, enseignants et* parents, qui se lamentaient d'un mouvement de balancier parti trop loin à leur gré depuis quinze ans : qualité. L'enseignement, car c'est de cela qu'il s'agit à *l'école beaucoup plus que* d'éducation, doit redevenir *« un enseignement de qualité »*.

Certains syndicats ne s'y sont pas trompés. M. Chevènement *« a sifflé la fin de la grande récréation commencée à la rentrée de 1968 avec M. Edgar Faure »,* écrit le président de la Société des agrégés, qui traduit un état d'esprit répandu bien au-delà du canton étroit de ses adhérents formels. Le SNES, syndicat le plus implanté au sein des enseignants du secondaire, et celui où militent les communistes, est ravi. Seul le SGEN-CFDT ose battre à contretemps : il ne cache pas sa *« grande inquiétude »,* car, pour lui, éducation et instruction ne peuvent être opposées.

Rien ne dit que les choses resteront *aussi simples* que M. Chevènement fait mine de le croire. Mais, pour l'heure, il est un ministre bien pratique dans sa simplicité. Après la querelle scolaire et le départ des ministres communistes, il assure une triple mission : redonner confiance aux enseignants ; laver l'école publique des accusations de laxisme et de médiocrité qui l'ont atteinte ; enfin, calmer les revendications sur les moyens au moment du vote du budget en gagnant la neutralité des communistes.

CHARLES VIAL.

● PRÉCISION. — La FEN a suspendu son mot d'ordre d'une Journée nationale d'action en septembre, écrivions-nous dans *le Monde* du 5 septembre. En fait, c'est une réunion des instances dirigeantes, le 6 septembre, qui décidera si les syndicats se lancent dans une action d'envergure.

BIBLIOGRAPHIE

« TANT QU'IL Y AURA DES PROFS » d'Hervé Hamon et Patrick Rotman

Un profond découragement

Il est paru, ces *temps* derniers, des livres si outrés et fantaisistes sur l'enseignement en France qu'il est réconfortant d'en voir surgir un qui se propose — enfin — de parler de la réalité. Fidèle, à la méthode d'enquête approfondie mise au point dans leurs ouvrages précédents — *les Porteurs de valises, les Intellocrates, la Deuxième Gauche...,* — Hervé Hamon et Patrick Rotman ont plongé, avec *Tant qu'il y aura des profs,* dans l'univers protéiforme de l'enseignement secondaire. Ils se sont promenés dans des collèges et des lycées, ont suivi des cours et musardé dans des salles de professeurs, arpenté les couloirs du ministère et visité les institutions mutualistes, *épluché les statistiques* et les rapports — souvent confidentiels — des experts.

L'intérêt essentiel de leur travail est d'avoir resitue cette description d'une communauté professionnelle *dans son véritable contexte, à la fois* historique, politique, administratif, social et économique. Ce qui fait la particularité paradoxale de l'enseignant du secondaire est en effet son extrême autonomie, qui l'apparente aux *professions libérales,* et son appartenance à une *organisation* monumentale, soigneusement codifiée et hiérarchisée, qui le prend en charge depuis la fin de ses études jusqu'à l'âge de la retraite.

Maître à bord dans sa classe, travaillant beaucoup chez lui, ayant peu de relations avec ses collègues et ses supérieurs, son indépendance est très grande. Mais il a peu de prise sur sa carrière, il applique des programmes et des méthodes minutieusement fixés par les circulaires ministérielles, n'a aucune initiative dans son établissement. Il est l'instrument de réformes successives qui bouleversent son cadre professionnel et doit accueillir passivement une population scolaire dont la composition s'est complètement modifiée. Cet hyper-individualiste est en fait un pion dans un univers administratif massif et opaque. Hamon et Rotman mettent fort bien en évidence ce mélange d'isolement et d'irresponsabilité, de solitude et de surprotection qui conduisent à un découragement profond.

Les difficultés nouvelles du métier sont bien connues et les auteurs en donnent à leur tour des indices accablants, puisés dans les témoignages personnels et les rapports officiels. Des élèves instables, déboussolés, dont une bonne part — 15 à 20 % selon un expert du ministère — sont en état d'échec scolaire définitif à la sortie de l'école primaire. Un climat fortement dégradé dans un grand nombre d'établissements (vols, agressions, drogue, indiscipline généralisée en classe...). Un flottement grandissant *dans les* objectifs à atteindre et les méthodes à utiliser. Une formation largement inadaptée aux situations rencontrées sur le terrain... Non ! La tâche des professeurs n'est pas rose et ces difficultés se manifestent dans une pathologie particulière (la *« dépression névrotique »*), dont les enquêteurs ont pu observer les effets dans leur visite à la maison de repos des enseignants de La Verrière.

Et malgré cela, rares sont ceux qui abandonnent, ce qui permet au ministère de soutenir que leur situation n'est pas si noire qu'on veut bien le dire. Cette « résistance » est due à deux facteurs bien analysés par Ha*mon et Rotman. Le premier tient* évidemment à ces fameux « privilèges » si souvent dénoncés — et bien réels : la sécurité de l'emploi, les vacances et les horaires (avantageux si on les compare à d'autres professions), et aussi l'*extraordinaire* système d'aide sociale mis en place par la Fédération de l'éducation nationale, à travers un réseau remarquablement organisé de mutuelles et de coopératives.

Si les salaires nets des enseignants sont modestes par rapport à la qualification requise (ils se situent entre 7 000 francs et 11 000 francs par mois), la conjonction des « primes » diverses (heures supplémentaires, indemnité de professeur principal, cours de formation permanente...) et des avantages fournis par les mutuelles (assurances peu chères, achats à crédit, prêts à des conditions très favorables...) font que leur niveau de vie est nettement supérieur à celui de la moyenne des Français. Ainsi, 70 % des professeurs sont propriétaires, contre 54 % des cadres supérieurs et professions libérales et 43 % des cadres moyens.

Installés dans ce confortable cocon, fortement endettés et peu préparés par leur formation à affronter une conversion professionnelle, il ne reste plus aux enseignants qu'à prendre leur mal en patience, en essayant de limiter les dégâts. D'où cette tendance massive et inquiétante au « désinvestissement » professionnel, notée par Hamon et Rotman, qui conduit les plus dynamiques à reporter leur énergie sur des activités extérieures (vie associative, politique)... et les plus « pantouflards » à profiter au maximum des bienfaits de la société de consommation (1). Ce faisant, ces derniers tendent à s'aligner sur les *valeurs de la classe moyenne et* à s'éloigner progressivement du statut d'« intellectuel » auquel leur formation les avait préparés. L'une des observations qui a le plus surpris nos enquêteurs a été de constater que beaucoup de professeurs — hormis les « littéraires » — consacraient peu de temps aux activités culturelles, et en particulier à la lecture. La plupart se contentent, comme tout bon Français moyen, d'aller (un peu) au cinéma et de regarder (beaucoup) la télévision.

Certes, ce « profil » n'est pas généralisable : il existe des professeurs dont la fibre pédagogique ne se laisse pas émousser par les difficultés, et qui n'hésitent pas à innover. Mais, outre qu'ils sont très minoritaires, leurs efforts se heurtent à une hostilité sourde de l'administration et des collègues, qui empêche tout espoir de développement. Car telle semble bien la caractéristique du système : la conjonction de l'inertie administrative et de la crainte du milieu devant les risques du changement bloquent définitivement toute possibilité d'innovation.

Cet immobilisme serait de peu d'importance si l'école ne se trouvait confrontée à un profond changement technique et culturel qui met en jeu l'avenir même de la société française. Hamon et Rotman développent à ce propos l'exemple dramatique de l'enseignement technique court, dont d'inadaptation aux nouvelles réalités industrielles prend des allures de catastrophe. Pourra-t-on continuer longtemps à former des dizaines de milliers de jeunes à des spécialités professionnelles qui n'existent plus ou sur du matériel déjà périmé ? De même, l'enseignement secondaire pourra-t-il ignorer *la révolution informatique, comme il* a ignoré celle de l'audiovisuel ? Au train où vont les choses, les réponses à ces questions sont connues d'avance.

Peut-on espérer sortir cette vaste *machinerie* de l'enlisement où elle s'enfonce, au vu et, au su de tout le monde ? Au *terme* de leur enquête, les auteurs ne cachent pas leur scepticisme. Ils en retirent toutefois une conviction : les choses ne pourront changer que lorsque ceux qui prennent les décisions auront aussi la responsabilité de les appliquer — *et si* ces décisions répondent à une vue claire des besoins sociaux et économiques. Constatant que l'actuelle uniformité du système éducatif est une fiction, tant les situations locales sont diverses, ils plaident pour une vaste décentralisation et reprennent les propositions du rapport Prost en faveur de l'autonomie des établissements (ou plutôt d'ensembles d'établissements complémentaires). Réintroduire le goût du risque, de la responsabilité, de l'innovation, de la concertation avec les utilisateurs. Redonner du jeu dans un système bloqué. C'est la seule façon, estiment les auteurs — et on ne peut que les suivre dans leurs conclusions, — de sauver le service public, si l'on ne veut pas ou qu'il *« pourrisse sur pied »*, ou qu'il soit démantelé un jour par les *« ultra libéraux »*.

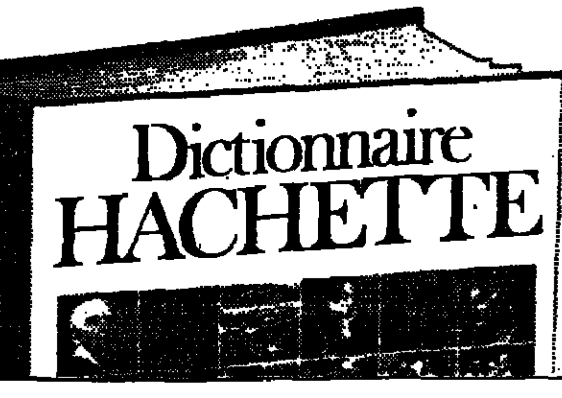
FRÉDÉRIC GAUSSEN.

(1) Voir à ce sujet l'enquête « Profs : l'ère du doute » dans le numéro de septembre du *Monde de l'éducation.*

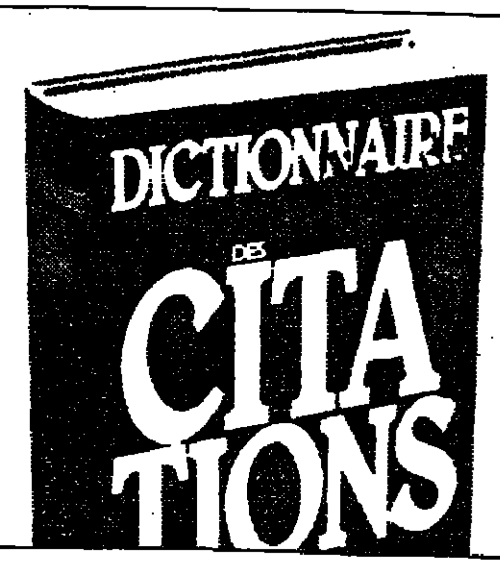
★ TANT QU'IL Y AURA DES PROFS, d'Hervé Hamon et Patrick Rotman. Le Seuil. 368 pages, 79 F.

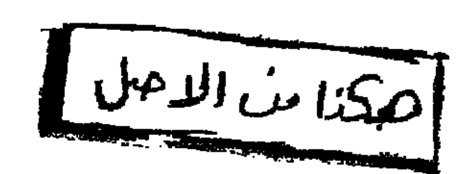












LA RENTRÉE SCOLAIRE

Les transports relèvent désormais des collectivités locales

Depuis le 1er septembre 1984, les transports scolaires relèvent de la compétence quasi exclusive des collectivités locales. Cette mesure concerne deux millions deux cent mille enfants, soit 20 % des élèves.

La loi de décentralisation s'applique donc désormais aux transports. Sur une période de transition évaluée à quatre ans, les départements en zone rurale et les communes en zone urbaine se chargent de la gestion du ramassage scolaire, qu'ils peuvent d'ailleurs déléguer à d'autres organismes (établissements scolaires, associations, syndicats mixtes), et de son organisation.

Les collectivités locales auront ainsi entière liberté pour pratiquer la politique tarifaire de leur choix, l'Etat se réservant toutefois le droit, en période d'encadrement des prix,de soumettre les tarifs aux règles qu'il fixera. Les autorités locales peuvent décider de la gratuité des transports. C'est déjà le cas dans quarante départements,où l'Etat assure 65 % des frais. La politique tarifaire doit s'appliquer sans discrimination à l'enseignement public comme à l'enseignement privé sous contrat.

Ouvert au public

Pour en finir avec le cloisonnement entre les différents types de transport, les autorités locales prennent globalement en compte les besoins en transport et la répartition des moyens. Donc, suppression de la distinction entre lignes régulièreset services spéciaux. Tous les services relèveront d'un même ensemble appartenant au département. Ainsi, dans certaines zones peu denses ou avec un habitat dispersé, les transports scolaires peuvent être ouverts au public.

Cependant l'ANATEEP (Association nationale pour le transport des élèves de l'enseignement public) s'inscrit contre ce qu'elle appelle la *« banalisation »* du rammassage. Cette association pense que le transport des élèves doit garder son caractère spécifique, avec ses circuits aménagés variables selon les années. L'ANATEEP souhaite donc la présence d'un responsable qui serait chargé d'établir une concertation avec les chefs d'établissement et les élus locaux pour l'organisation du trajet et pourrait assurer le contrôle des services, toutes tâches qu'il est en effet difficile de demander à un transporteur chargé d'assurer des lignes régulières.

Afin d'éviter aux enfants des trajets et une attente souvent pénibles, deux mesures ont été prises. D'une part, les chefs d'établissement peuvent modifier leurs horaires en accord avec le département. D'autre part, l'obligation de distance ne sera plus fixée au niveau national. Auparavant, il fallait habiter à 3 kilomètres de l'école en zone urbaine et à 5 kilomètres en zone rurale pour bénéficier du ramassage. Ce sont les collectivités locales qui, désormais, décideront des nouvelles distances. Mais l'Etat refuse le désengagement total. Il continue d'assurer la réglementation sur la sécurité et le contrôle technique des véhicules. Tout moyen de transport de plus de quinze ans doit être retiré de la circulation. Le renouvellement du parc est facilité par l'Etat, qui accorde des prêts à faible taux et attribue une prime de 40 000 mille francs pour chaque véhicule neuf. Nouvelles règles de sécurité instaurées : les enfants de plus de douze ans ne peuvent plus être assis à trois sur des sièges pour deux personnes, tous les élèves doivent voyager assis dans la mesure du possible, avec des exceptions dans les zones urbaines. Mais surtout le déverrouillage de la porte arrière devra se faire à partir du poste de conduite afin d'éviter les chutes.

BEATRIX GRÉGOIRE.

AUX OBSÈQUES DU SOUS-BRIGADIER SCHAEFFER

M. Pierre Joxe annonce un renforcement de la législation sur les armes

La législation sur les armes va être retouchée. M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, qui assistait, mardi 4 septembre, aux obsèques à Auxerre du sous-brigadier Claude Schaeffer, tué le 31 août, l'a assuré : *« J'ai déjà prescrit l'examen approfondi de la législation et de la réglementation sur les armes*, a précisé le ministre. *Je requiers dès à présent son application rigoureuse. »*

M. Joxe n'a pas donné beaucoup de détails sur son projet. De simples retouches ? Une refonte ? La réflexion du ministère de l'intérieur n'a pas encore abouti. M. Joxe a cependant indiqué qu'il comptait bien obtenir un renforcement de la législation *« par des dispositions plus sévères, qu'il s'agisse de la détention illégale des armes, de leur commerce ou de leur usage »*, nous signale notre correspondant Jean-Claude Charlet. En l'état, le ministère semble surtout s'orienter vers une proposition d'un nouveau « tarif » des peines destinées aux détenteurs d'armes en infraction avec la loi et, bien sûr, envers ceux qui vivent du trafic de ces mêmes armes.

Si les intentions du ministre se concrétisent, ce serait la deuxième modification apportée à la législation sur les armes en un peu plus d'un an. Durant l'été 1983, le conseil des ministres, notamment sur proposition de M. Gaston Defferre, avait déjà réglementé plus sévèrement la vente et la détention de nombreuses armes à feu : une grande partie des armes de poing et certaines armes d'épaule. Ce durcissement de la réglementation était intervenu après une série de tirs à la 22 long rifle sur des enfants et des adolescents dans les grands ensembles.

La volonté de M. Joxe de modifier la législation sur les armes et les quelques indications qu'il a rendues publiques sont probablement la conséquence des demandes des syndicats de policiers toujours réitérées après la mort en mission d'un de leurs collègues. M. Bernard Deleplace, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), proche de la gauche, avait déclaré sur Europe 1, après le décès du sous-brigadier Schaeffer, qu'il y a *« urgence à renforcer la répression contre tous ceux qui s'attaquent aux policiers »*.

« Je ne vais pas jusqu'à la peine de mort, notre Fédération ne voulant pas opposer partisans et opposants de la peine capitale, a précisé M. Deleplace. *Je pense au refus d'accorder des remises de peine. Il faudrait que l'ensemble des truands sachent que les pouvoirs publics frapperont dur ceux qui s'attaqueront demain aux forces de l'ordre. Il faut une justice particulière pour ceux qui tirent sur les uniformes. »* Au mois de juillet, après la mort d'un autre policier à Marseille, le syndicat des commissaires interrogeait : *« Les peines prévues pour tous ceux qui, délibérément, tirent sur les représentants des forces de l'ordre ne devraient-elles pas avoir un caractère incompressible ? »* Une retouche ou une réforme de la législation sur les armes ne répond donc pas à la demande des syndicats de policiers. Mais le gouvernement n'estime pas nécessaire, ni même envisageable, d'instaurer une *« justice particulière pour ceux qui tirent sur les uniformes »*. M. Robert Badinter, garde des sceaux, a néanmoins souvent eu l'occasion de rappeler, pour contrer les accusations de laxisme, qu'il n'a jamais signé une seule libération conditionnelle en faveur d'un meurtrier d'un membre des forces de l'ordre.

Faits divers

La comtesse de fer

De notre correspondant

Le Mans. — Le château de la Roche à Sceaux-sur-Huisne (Sarthe) est situé non loin de la N 23 et de l'autoroute Paris-Le Mans, la porte de l'Océan pour des milliers de vacanciers, qui, en passant, ne pouvaient pas savoir que derrière cette bâtisse un peu massive on vivait encore au temps de Zola.

Lorsqu'il y a huit ans la Direction de l'action sanitaire et sociale (DASS) de la Sarthe avait choisi la famille de Montesson pour placer un garçon de seize ans, Jean-Claude Barbé, pupille de la nation et déficient mental, le comte et la comtesse promettaient de le traiter comme s'il avait été leur cinquième enfant. Mme de Montesson n'avait pas précisé à l'époque, comme elle le fait à présent : *« Il y a une discipline à respecter à la maison, mes enfants, je veux que ce soit des hommes, pas des mauviettes. »*

La discipline par le travail. Seize heures par jour, Jean-Claude prépare la traite des vaches, nettoie les étables, le poulailler, les écuries... Au moindre manquement, il doit recopier des centaines de fois : *« J'ai désobéi à Mme de Montesson. »* Lorsque la « faute » est plus grave, on le fait coucher à l'écurie, ou on le déshabille et on le plonge dans un bain d'eau froide, *« tiède l'hiver »*, rassure la comtesse. Parfois, il est roué de coups... *« C'était la seule solution quand il était énervé. »*

Jean-Claude devient de plus en plus nerveux, de moins en moins docile, il comprend qu'à vingt-quatre ans il est anormal de n'avoir pas un centime d'argent de poche. En janvier 1984, il fugue. La famille qui le recueille s'émeut — il est en guenilles, le visage couvert de pustules. La DASS et l'Association des pupilles de la Sarthe sont alertées. Jean-Claude est hospitalisé et raconte ses mésaventures. Encore ne sait-il pas tout. Depuis, l'enquête a permis de découvrir que Mme de Montesson puisait dans le compte bancaire de son « cinquième enfant », qui avait obtenu, il y a quelques années, 40 000 francs de dommages et intérêts à la suite d'un accident de la circulation.

« Quand on considère quelqu'un comme son propre fils, on ne comptabilise pas tout ce qu'on fait les uns pour les autres, dit Mme de Montesson. *D'autant que Jean-Claude a failli nous mettre en faillite après avoir oublié d'ouvrir la fenêtre du poulailler : 10 000 poulets sont morts étouffés. »* Le juge d'instruction du Mans n'a toutefois pas hésité à inculper, vendredi 31 août, Mme de Montesson pour « détournement de fonds et escroquerie » et à la placer sous contrôle judiciaire en attendant les résultats de l'enquête sur les mauvais traitements ordonnée par le parquet.

ALAIN MACHEFER.



RELIGION

LA THÉOLOGIE DE LA LIBÉRATION

Un texte de soutien

Un texte de soutien aux théologiens de la libération, rédigé fin juillet par des théologiens catholiques et protestants réunis à Sao-Paulo (Brésil), a été rendu public à Paris mardi 4 septembre. Parmi les signataires français figurent MM. Jacques Chatagner, directeur de la Lettre, *Georges Montaron, directeur de* Témoignage chrétien, *et Alain Ruellan, président de la CIMADE, ainsi que les Pères (dominicains) François Biot, Jean Cardonnel et Jean-Pierre Jossua.*

Les signataires affirment : « Dans le tiers-monde appauvri est née une pensée théologique qui prend conscience de cette misère et cherche à donner aux masses populaires l'espérance d'atteindre un jour leur libération.

» Cette théologie est un témoignage de lutte pour la justice et pour la dignité humaine dans un monde injuste et de plus en plus proche d'une guerre totale. (...)

Les masses de chômeurs et d'appauvris

» Devant l'avancée des intérêts liés aux armements et des groupes de banquiers qui n'hésitent pas à exploiter les peuples pour augmenter leurs profits, devant les tensions croissantes dans le monde actuel, nous craignons que l'Eglise, par ce document *[De la Congrégation pour la doctrine de la foi]*, ne provoque de nouvelles fractures, divisions et contradictions ; nous craignons qu'elle ne scandalise les ouvriers, les paysans et les masses de chômeurs et d'appauvris des pays riches et surtout du tiers-monde, en les frustrant dans leurs justes aspirations au lieu d'être solidaire d'eux. »

Plusieurs épiscopats latino-américains appuient la position de Rome

De notre correspondant

Cité du Vatican. — Le document du Saint-Siège sur la «théologie de la libération», rendu public lundi 3 septembre, suscite, comme on pouvait s'y attendre, de nombreuses réactions. *L'Osservatore romano* a publié mardi une première série de commentaires des épiscopats allemand, brésilien, équatorien, français, guatémaltèque et indien, tandis que Radio Vatican diffusait ceux venant d'Autriche, de Bolivie, des Etats-Unis et du Mexique. Tous se prononcent en faveur du document.

L'Osservatore romano publie en outre les commentaires du général des jésuites, le Père Kolvenbach. Celui-ci reprend en substance la distinction établie par le Saint-Siège entre une «théologie de la libération» modérée et, aux yeux de Rome, «authentique» ayant pour source les thèses de Puebla (adoptées à la conférence épiscopale latino-américaine de 1979) et celle qui s'inspirerait des concepts marxistes. Le supérieur des jésuites écrit notamment : *« Purifiant avec une clarté apostolique le discours de certains théologiens de la libération, le document contribue de manière positive à l'élaboration d'une véritable théologie de la libération humaine authentique qu'il s'agit de concrétiser sur les bases d'expériences socio-pastorales et de recherche dogmatique. »* Les commentaires du Père Kolvenbach revêtent une importance particulière car beaucoup de théologiens de la libération sont des jésuites.

Une bonne partie des sympathisants des thèses « théologie de la libération » sont également brésiliens. L'épiscopat de ce pays semble divisé, en particulier sur le cas du Père Boff qui doit comparaître le 7 septembre devant l'ex Saint-Office. Le conseil permanent de la conférence épiscopale des évêques du Brésil a adopté à l'unanimité un texte par lequel il déclare *« accueillir avec respect le document du Saint-Siège, non seulement pour son contenu doctrinal, mais parce qu'il a été approuvé par le Saint-Père »*, tout en soulignant qu'*« il convient d'éviter de sombrer dans l'alarmisme qui entoure la publication de ce document et qui pourrait en altérer l'interprétation correcte »*. L'épiscopat brésilien ajoute qu'il convient de *« continuer à chercher à révéler tout le vaste problème de la liberté chrétienne »*.

PH. P.

UNE DÉLÉGATION SANDINISTE AU VATICAN

Rome *(AFP)*. — Le secrétaire de la junte sandiniste de gouvernement, M. Rodrigo Reyes, est arrivé mardi 4 septembre à Rome où il aura des entretiens avec les responsables du Vatican pour tenter d'améliorer les rapports entre Managua et le Saint-Siège. M. Reyes, qui est accompagné du ministre de l'industrie, M. Emilio Baltodano, ainsi que du ministre des services sociaux, M. Reynardo Tefel, doit rencontrer jeudi le secrétaire d'Etat du Vatican, le cardinal Agostino Casaroli, indique-t-on de source nicaraguayenne.

Les différends sur la participation au gouvernement sandiniste de quatre prêtres — trois ministres et un ambassadeur — ainsi que sur l'expulsion, le 9 juillet dernier, de dix prêtres étrangers, accusés de subversion contre l'Etat, seront au centre des discussions.

SPORTS

LES INTERNATIONAUX DE TENNIS A FLUSHING MEADOW

Les confidences de Noar

De notre envoyé spécial

New-York. — Du tennis de qualité, enfin — en dépit des interruptions provoquées par la pluie, — pour les victoires au quatrième tour des Internationaux des Etats-Unis de Mayer, Lloyd, Wilander et Connors, respectivement aux dépens de Smid, Sundstrom, Mayotte et Nystrom, le 4 septembre à Flushing Meadow. Les quarts de finale mettront en présence, dans l'ordre du tableau, McEnroe et Mayer, Connors et Lloyd, Cash et Wilander, Gomez et Lendl. Dans le tournoi féminin, les quarts de finale devaient opposer, le 5 septembre, dans l'ordre du tableau, Navratilova et Sukova, Shriver et Turnbull, Bassett et Mandlikova, Hanika et Evert-Lloyd.

Entre deux averses, John McEnroe venait de remettre Robert Green à sa place, celle d'un cent trente-deuxième joueur mondial, qui s'était glissé par effraction en huitièmes de finale d'un tournoi du grand chelem. Sur la lancée de sa dernière victoire face au néo-Américain Johan Kriek, John Lloyd était en train de réaliser une fort belle partie contre le Suédois Henrik Sundstrom. En attendant la reprise du match Mayotte-Wilander, qui avait été interrompu la veille par l'orage, nous sommes allés du côté du court numéro 3, où était programmé un match de juniors. Et là, nous tombons en arrêt devant Noar. Non, ce n'est pas une coquille typographique. Nous vous parlons bien de Noar. Mais, à une consonne près, celui-ci valait bien le numéro un français, qui s'est réfugié à Manhattan pour fuir les journalistes. D'autant que vous ne connaissez sûrement rien de ce Noar, alors que vous êtes capable d'écrire une biographie complète du Français depuis qu'on vous rebat les oreilles avec ses exploits, et ses échecs, depuis sa « découverte » par Arthur Ashe.

Or ce Noar ne manque pas d'intérêt. C'est un bon petit joueur de terre battue qui a un coup droit dont on dit : *« C'est une patate. »* Il ne raffole pas de la montée au filet, et ce n'est pas son moindre défaut. Mais, à dix-sept ans, on est perfectible. Il est conscient qu'il a des progrès à faire pour prendre rang parmi les meilleurs mondiaux. Il n'y a pas beaucoup de joueurs israéliens sur le circuit, et Amit (c'est son prénom) aimerait bien se faire un nom. Malheureusement, Noar n'ira pas ici plus loin que le deuxième tour de l'épreuve junior.

Sur cette défaite, il nous a tout dit en exclusivité : *« Je pense qu'il va falloir prochainement modifier les règlements internationaux. Il est inadmissible qu'on laisse le jeu à deux mains se développer de la sorte. Sinon, dans quelque temps, on ne rencontrera plus que des joueurs qui servent tantôt d'une main, tantôt de l'autre, et* idem *pour le smash. Le tennis est déjà bien assez dur comme ça. Quand on se trouve face à un ambidextre intégral, on doit en fait se battre contre deux adversaires. C'est trop fort pour moi. Mais les officiels devraient y prendre garde. Cela pourrait avoir autant de conséquences sur le jeu que la raquette spaghetti de naguère. »*

Un ambidextre

Ainsi a parlé Amit Noar, après avoir été sévèrement battu en deux sets par l'Américain Luke Jensen. Celui-ci est plus taillé comme un joueur de football américain que comme un tennisman. C'est d'ailleurs à ce sport de contacts violents qu'il se destinait, à l'instar de son père, qui a fait les beaux jours des Giants de New-York, quand une série de blessures l'ont contraint à trouver un passe-temps moins rude. Comme il y a beaucoup de dollars à ramasser dans le tennis, son père lui a mis une raquette dans les mains.

Naturellement droitier, il aurait dû se contenter de cette prise, mais il avait pris l'habitude de lancer le ballon avec les deux mains en jouant au football, et il a continué sur le court, d'autant qu'il n'était pas maladroit et que cela perturbait passablement ses adversaires.

Vainqueur du tournoi junior des internationaux d'Italie en simple et, en double, du tournoi des internationaux de France, associé au frère de John McEnroe, Jensen est actuellement en tête du classement mondial junior. Amit Noar nous a confié ce qu'il pensait de sa manière de jouer : *« Je ne savais jamais comment la balle allait revenir. »*

ALAIN GIRAUDO.

LES RÉSULTATS DU MARDI 4 SEPTEMBRE

SIMPLE MESSIEURS
(Huitièmes de finale)

McEnroe (E-U, nº 1) bat Robert Green (E-U), 6-3, 6-2, 6-2 ; Lloyd (G-B) bat Sundstrom (Suè, nº 9), 4-6, 6-4, 6-4, 6-2 ; Wilander (Suè, nº 4) bat Mayotte (E-U), 6-4, 6-4, 7-6 (7-2) ; Mayer (E-U) bat Smid (Tch., nº 13), 6-3, 6-2, 6-3 ; Connors (E-U, nº 3) bat Nystrom (Suè., nº 16), 7-6 (7-4), 6-0, 6-3.

SIMPLE DAMES
(Huitièmes de finale)

S. Hanika (RFA) bat P. Huber (Aut.), 6-4, 7-5.

ATHLÉTISME

La réunion de Paris contrariée par la pluie

L'éclaircie qui avait incité près de huit mille spectateurs à se rendre, mardi 4 septembre, au stade Jean-Bouin n'a pas été suffisante pour permettre la réussite de la réunion d'athlétisme de Paris. Trop livrés à eux-mêmes de surcroît, le Marocain Saïd Aouita, vainqueur du 1 500 m en 3 mn 34 s 13, tout comme le Français Joseph Mahmoud sur 3 000 m steeple en 8 mn 16 s 68 et le Portugais Fernando Mamede sur 10 000 m en 27 mn 47 s 19, n'ont pu, malgré leur évidente bonne volonté, approcher les records qu'ils convoitaient.

Avec le 110 m haies gagné par l'Américain Campbell (13 s 45) devant le Canadien McKoy (13 s 46) et le 400 m où le Français Aldo Canti (45 s 91) a devancé le pré-retraité cubain Juantorena, les meilleurs temps en course ont été réalisés dans les épreuves féminines avec la Polonaise Lucina Kalek sur 100 m haies (12 s 54) et la Tchécoslovaque Tatiana Kocembova qui a devancé sa compatriote Jarmila Kratochvilova sur 400 m.

Plus handicapés encore par les conditions météorologiques que les coureurs, les sauteurs, qui devaient prendre leur appel sur un sol glissant, ont néanmoins réussi quelques performances de premier plan. C'est le cas du Cubain Bettancourt (17,39 m) au triple saut et, au saut en hauteur, de la Bulgare Ludmila Andonova (1,98 m) et du Suédois Sjoeberg (2,30 m) qui a devancé le champion olympique, l'Allemand de l'Ouest Moegenburg (2,27 m). Devenu trop dangereux, le concours de saut à la perche a été stoppé alors que seuls le Bulgare Yantchev et le Soviétique Bogatirov avaient pu franchir 5,50 m.

EN BREF

La fin de la mission Discovery

Les petits ennuis auront continué jusqu'au dernier jour à bord de la navette spatiale Discovery, qui devait revenir sur terre ce mercredi 5 septembre dans l'après-midi. Après l'obturation de l'issue des toilettes par un glaçon, que les astronautes ont finalement réussi à « satelliser », une minime fuite d'oxygène aura préoccupé les responsables du vol. Elle a valu aux astronautes d'être réveillés un heure et demie plus tôt que prévu le 5 septembre, car il fallait prendre quelques précautions. La fuite était sans gravité : elle affectait un groupe de réservoirs d'alimentation, et l'équipage s'est contenté de mettre en service les réservoirs de secours, avant de parvenir à la colmater.

Mardi, le commandant de bord, Henry Hartsfield, avait pu détacher le glaçon gênant *(notre dernière édition du 5 septembre)*. Guidé par Judy Resnick, il s'est servi du bras télémanipulateur pour frapper le bloc de glace. Pendant ce temps, Charles Walker achevait l'électrophorèse d'une hormone. Il semble que le travail en apesanteur ait permis de séparer une quantité sept cents fois supérieure d'hormone par rapport à ce qui est fait sur Terre, et de diviser par quatre le taux d'impuretés résiduelles.

La société Mc Donnell Douglas a entrepris la fabrication d'un appareil qui pourrait travailler sans intervention humaine, dont la capacité serait vingt-quatre fois supérieure à celle de l'instrument qu'utilise Walker. Placé dans la soute de la navette, cet appareil devrait voler en juillet et en décembre 1985, et conduire en 1987 à la commercialisation d'un premier médicament « spatial ».

● *Un étranger blessé à Montargis par des militants du Front national.* — Un militant du Front national était encore placé en garde à vue, ce mercredi matin 5 août, au commissariat de police de Montargis (Loiret), après avoir blessé un jeune homme de nationalité étrangère, durant la nuit du lundi 3 au mardi 4 août. Une bagarre avait opposé deux militants du Front national, venus de Paris pour coller des affiches annonçant la fête que le parti, animé par M. Jean-Marie Le Pen, organisera prochainement à Paris, à un groupe de cinq jeunes gens, dont quatre sont étrangers. Le blessé et ses agresseurs ont, chacun de leur côté, porté plainte pour coups et blessures.

Manifestations de détenues à Fleury-Mérogis

Une cinquantaine de détenues de la prison de femmes du centre pénitentiaire de Fleury-Mérogis (Essonne) ont refusé, mardi 4 septembre, de réintégrer leurs cellules après la promenade du soir. Elles voulaient protester contre la surpopulation de leur quartier et contre leurs conditions de détention. Des négociations se sont engagées avec la direction et, vers 20 heures, les prisonnières ont regagné les locaux sans que les gendarmes mis en place autour de l'enceinte aient eu à intervenir.

● *Les suites du procès de Gaétan Zampa.* — La sixième chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Marseille a rejeté, le 4 septembre, les demandes de mise en liberté déposées par quatre co-inculpés de Gaétan Zampa, restant seuls détenus au terme du procès qui s'est achevé le 30 août.

Il s'agit de l'avocat suspendu Philippe Duteil, de Raphaël Di Nonno, PDG du Kripton, une boîte de nuit aixoise, et de deux « lieutenants » de « Tany » Zampa : Gérard Vigier et Sauveur Caronia.

● *Un avion s'écrase à Farnborough.* — Un avion de transport de la firme canadienne De Havilland s'est écrasé, mardi 4 septembre, sur l'aéroport de Farnborough (Grande-Bretagne) où a lieu, actuellement, un salon aéronautique international. L'accident n'a pas fait de victime. L'appareil, un DHC-5 D Buffalo, effectuait un atterrissage lorsque, selon des témoins, une aile a touché la piste.

ARTS ET SPECTACLES

VENISE
LA MOSTRA

« Kaos » : quatre contes italiens des frères Taviani

« En réalité, je suis bien fils du chaos. Il ne s'agit pas d'une allégorie, car je suis né dans une de nos campagnes situées à proximité d'un bois touffu appelé Cavasu par les habitants de Girgenti : il s'agit d'une déformation dialectale de l'ancien et authentique vocable grec kaos. »
LUIGI PIRANDELLO.

IL était une fois des paysans qui avaient capturé un corbeau et se préparaient à le lapider. L'un d'eux empêcha pourtant le massacre. Il attacha une clochette au cou de l'oiseau qui partit au ciel, survolant les paysages et les hommes, les plaines, les montagnes, *la vie, la douleur et la mort.* Son passage tintinnabulant devint un signal.

Les frères Taviani l'ont inventé pour introduire des histoires siciliennes qu'ils ont écrites en compagnie de Tonino Guerra, d'après des nouvelles de Pirandello. Elles sont au nombre de quatre : *l'Autre Fils, le Mal de la Lune, la Jarre, Requiem.* Celles qu'on retient le mieux, c'est évidemment celles qu'on préfère. En voici deux.

L'AUTRE FILS

Une vieille femme parle. Elle dicte une lettre destinée à ses fils qui sont partis pour l'Amérique voici quatorze ans. C'est vraiment une belle lettre. Elle ne se rend pas compte que la jeune fille qui tient le crayon dessine des gribouillis. Munie de l'enveloppe que nous savons cruellement vide, la mère va retrouver les gens qui s'apprêtent à émigrer.

Les voyageurs arrivent, vivent l'instant des derniers pleurs, de l'arrachement, épiés par la vieille, fière, magnifique. Une fois qu'elle a trouvé la personne digne d'emporter la missive, le drame éclate. On se moque de cette folle qui envoie des gribouillis en les prenant pour des mots. La vieille est heureuse : elle sait enfin pourquoi ses fils ne lui ont jamais répondu. En fait, sur les cinquante lettres prises sous la dictée, la jeune fille explique qu'elle n'a pas toujours inscrit n'importe quoi, et que les fils sont des bons à rien.

Trois heures de sursis avant l'embarquement. On bavarde. On raconte que la vieille, si elle le voulait, pourrait habiter chez le fils qui lui reste, où elle serait bien traitée. Elle refuse. Le médecin qui se trouve là, *et qui s'est proposé pour recopier la* lettre, s'enquiert de ce refus. Il est malgré tout attentionné, ce fils, et même, il suit sa mère partout, silencieux et inquiet. Alors, pourquoi ?

Il y a de cela longtemps, un homme apppelé Garibaldi est arrivé en Sicile. Il a distribué du grain. Il a *ouvert les prisons,* libérant les innocents, mais aussi les crapules. Elle était alors une jeune épouse et mère de deux enfants. Son mari, qui dut partir, revint les yeux noyés d'horreur, se remit au travail et disparut. Partie à sa recherche, sa femme tomba sur un repaire de bandits.

De haut, nous voyons les brigands jouer avec de grosses boules blanches. Nous les voyons de près lancer les projectiles,mais le plan est coupé de façon à nous cacher la nature de ces projectiles qui roulent avec un drôle de bruit. De nouveau, vues de haut, les boules nous apparaissent à présent telles que la jeune femme les découvre : ce sont des têtes, et il y a celle de son mari.

Enlevée par le chef des brigands, la jeune femme est enceinte quand elle recouvre la liberté. L'enfant devenu adulte est le portait vivant de son père, un cauchemar perpétué. Le fils, lui, écoute le récit en pleurant. Il s'en va, non sans avoir posé des fruits sur un muret; il y en a un qui nous semble de la taille d'une orange. La vieille, dont le regard s'attendrit de voir ce géant désespéré,prend le fruit et le lâche avec dégoût. Il nous paraît, à présent, très gros ; il roule dans le chemin avec cet atroce drôle de bruit.

Maintenant, les voyageurs pour l'Amérique sont partis. La vieille se désole mais le médecin la rassure. Elle lui dictera une autre lettre qui partira la semaine prochaine.

LE MAL DE LA LUNE

Deux jeunes mariés vivent tranquillement dans une ferme isolée. Mais voilà l'homme qui pousse des grognements inquiétants. D'abord, la femme ne se rend pas compte qu'ils viennent de lui ; elle continue à frotter le carrelage avec une frénésie qui, *par son obscénité,* attire notre attention. L'homme demande à sa femme de s'enfermer à double tour. Il ne lui avait pas dit, mais il est malade. Une nuit de terreur commence. Il hurle, il cogne, elle voit sa dernière heure arriver. Il passe son bras par le carreau et lui attrape les cheveux.

Au petit matin, il gît sans connaissance. Elle l'enjambe, court rejoindre sa mère au village. Que faire puisqu'il sont mariés ? L'époux malheureux, ensanglanté, arrive sur la *place* pour s'excuser, pour s'expliquer. Une main invisible pose une chaise en plein soleil. Il s'asseoit et commence.

Quand il était bébé, une nuit, on l'a laissé dans un champ, et il s'est mis à jouer avec la lune. Depuis, chaque fois que la lune est pleine, il devient fou. Est-il vraiment coupable ? L'affaire est entendue. Dorénavant, la mère ira veiller avec sa fille dans les moments critiques, mais elle se fera accompagner par le seul homme qu'elle ait sous la main, Saro. Saro ? C'est un nom qui émoustille la jeune épouse, et lorsqu'elle le rencontre, nous apprenons qu'ils ont en commun un passé interrompu.

Le jour dit, à l'annonce de la pleine lune, tout le monde se prépare. Les époux s'apprêtent à recevoir leurs visiteurs comme des invités de marque et dressent la table. A table, on boit, on plaisante. Le mari, bon bougre, n'est pas en reste. Dès que la lune pointe son profil, la mère, peureuse, dit qu'elle va se calfeutrer dans l'étable. Saro et la jeune femme s'enferment, tandis que l'autre attend son destin de pied ferme.

Dans la maison, une délicieuse nuit d'amour s'amorce entre les amants frustrés. Dehors, les choses se passent d'autant mieux qu'il se met à pleuvoir. La pleine lune ira se faire voir ailleurs, pense son adorateur. Il peut rentrer chez lui mais, par le judas, il aperçoit robes et jupons jetés avec frénésie au pied du *lit. La douleur le rend fou. Il hurle* à la lune, et la lune revient, pleine, blanche. Dans la chambre, la femme tend ses seins à l'amant qui ne veut plus, qui entend les cris. Et nous entendons maintenant avec lui que ce sont des appels au secours.

Saro se précipite, prend le fou dans ses bras pour l'empêcher de se fracasser la tête contre les pierres. L'épouse volage reboutonne son corsage et vient à son tour. Nous savons que, désormais, chaque fois qu'il sera malade de la lune, le pauvre diable pourra compter sur sa femme.

∴

Il y a l'histoire de l'avare qui met dans sa cour la plus grosse jarre qu'on ait jamais fabriquée. Une nuit, elle se casse. On appelle le seul Sicilien à pouvoir la réparer. Il se fait prier puis accepte. L'avare, qui se méfie de la colle miracle, exige qu'on consolide les deux morceaux avec du fil de fer. L'autre, un bossu diabolique, obtempère, recoud les flancs de l'intérieur, vite fait bien fait. Et puis, quand il veut sortir, il est coincé... Moralité : la jarre sera cassée, et avec *elle la* morgue de l'avare despotique.

Il y a enfin les bergers qui veulent leur cimetière, un droit que le propriétaire des terres leur dénie. Ils manifestent sous ses fenêtres, sont dispersés par la police dans un gros bruissement d'oiseaux qu'on effraie. Les gendarmes accompagnent *les re*belles jusqu'à un enclos où leur patriarche attend la mort, assis devant sa tombe. Il surveille les opérations. Un peu plus à gauche la croix, indique-t-il d'un hochement de tête. C'est là qu'il veut être enterré, pas ailleurs, et peu importe l'interdic*tion. Au terme d'un malin* stratagème, il parviendra à ses fins. Epilogue : un certain Luigi, qui ressemble fort à Pirandello, revient dans son village natal, Girgenti. Il s'entretient avec l'apparition de sa mère décédée. Elle lui enjoint de regarder le monde avec les yeux de ceux qui ne *voient plus,* c'est-à-dire *avec* douleur, mais une douleur qui rendra les choses « *plus sacrées et plus belles* ».

Autrefois, on écoutait des histoires, puis on les a lues. Aujourd'hui, les cinéastes italiens font des films pour la télévision. Sans faiblir, des heures durant, ils racontent. Comencini a une douceur ironique. Les frères Taviani sont lyriques. Ils soulignent leurs récits d'envolées musicales et nous emportent vers une contrée sublime, celle que les cinéastes français délaissent, celle où le rêve retrouve la réalité, celle où on puise quelque chose à transmettre plus tard aux enfants, un jour où ils n'iraient pas à l'école.

CLAIRE DEVARRIEUX.

Michelangelo Antonioni : La beauté est-elle claire ?

UN juré, et a fortiori *le président du jury, ne se prononce jamais, c'est entendu, sur les films qu'il doit juger. Un président du jury a toujours l'impression qu'on veut lui tirer les vers du nez, alors il se méfie et n'accepte de parler qu'en termes généraux :* « Je constate un intérêt nouveau pour le cinéma, *dit Michelangelo Antonioni.* La dernière décennie était plus calme. A Venise, on repère certains mouvements : il y a beaucoup de films faits par des jeunes, très jeunes, peut-être pas tout à fait beaux, mais ces films rencontrent un public énorme, en majorité fait de jeunes. On me dit qu'on projette un film allemand qui dure seize heures : voilà une expérience intéressante. Je n'imagine pas ce qu'il raconte, surtout je n'imagine pas à quel public il s'adresse, sinon à celui d'un festival d'art et d'essai, mais je serais curieux de le voir. On me dit qu'il est beau.

» Le but d'un film, bien sûr, est d'être beau, selon les règles. Des esthétiques communes nous apprennent à juger les films de tous les pays. *Je suis ici en juge et ce sont* les œuvres des autres qui m'intéressent, pas les idées. Je sens les films et les réflexions qu'ils peuvent produire sur moi. Quand vous voyez un film, vous faites une expérience pesonnelle, des rapports se tissent *entre vous et ce qui* se passe sur l'écran. Il s'agit d'accueillir une image pour voir combien elle dure en vous, et si elle résiste.

» Je cherche à comprendre ce que l'auteur veut dire, ce qui n'est pas toujours très clair. Il y a des films qui sont vraiment obscurs, même s'ils sont beaux. Il n'est pas dit cependant que la beauté soit quelque chose de clair. Pour moi, par exemple, Paradjanov est un des plus grands metteurs en scène contemporains. Son film, *Couleur de grenade,* est d'une beauté extraordinaire, mais c'est une beauté tellement absolue qu'elle ne peut pas être claire, on ne comprend rien, mais elle vous prend complètement, elle vous absorbe.

Evidemment, on ne voit pas de pareils films à Venise, mais, théoriquement, je m'efforce de voir si un film est beau, en oubliant le contenu. La beauté idéale d'un film est celle qui entre dans mes yeux, par sa forme, et ensuite laisse tomber son contenu une fois qu'elle a pénétré. Si je ne trouve pas une expression formelle à une certaine thématique, la thématique ellemême ne me touche pas.

» Je n'arrive pas complètement à m'oublier. Mon plaisir a lieu pendant le tournage, quand je mets l'œil dans la caméra et que je fabrique l'image. Le travail qu'on fait en écrivant un script est toujours quelque chose d'imprécis, ce n'est que la prévision d'une image ou d'une série d'images. Si on ne cherche qu'à réaliser ce qu'on avait prévu, on ne produit que des imitations de ses pensées, ce qui est dangereux au cinéma. J'essaie toujours d'arriver sur un tournage dans un état vierge, je ne veux pas penser à la séquence que je dois réaliser. C'est seulement ainsi qu'on arrive à créer *l'image telle qu'elle doit être* et non telle qu'on croit qu'elle aurait dû être.

» Maintenant, je voudrais faire un autre film en vidéo et je voudrais raconter une histoire qui devrait ne pouvoir se raconter qu'en vidéo. *Je ne la connais pas encore.* Je cherche l'idée qui, seule, pourra trouver son expression à travers un système électronique. La réalité est en train de changer, on le voit, et je pense que les images de cette nouvelle réalité exigent un moyen d'expression lié à l'électronique. Avec la vidéo, on peut représenter des aspects de la réalité métaphysique ou « surréelle », ce qui est pratiquement impossible avec la pellicule limitée du cinéma. La gamme que l'électronique offre est tellement infinie. Le futur du cinéma est la bande magnétique. »

Propos recueillis par
par HERVÉ GUIBERT.

LA BIENNALE

Les arts, de la sécession à la chute des Habsbourg

VIENNE autour de 1900. La ville du vieux François-Joseph, *qui n'en* finit pas de régner sur un empire en décomposition, est à la mode et fait, depuis une couple d'années, l'objet d'analyses de plus en plus serrées qui tentent de réévaluer et de préciser sa place et son rôle de creuset culturel au cœur de l'Europe. La tâche est difficile, *qui fait émerger un tel* foisonnement d'idées et de personnalités géniales, diverses, irréductibles à des schémas, voire à des vues d'ensemble, et oblige à composer avec des contradictions, ce qui n'est pas le moindre de ses attraits aujourd'hui.

L'exposition « Les arts à Vienne de la Sécession à la chute de l'empire des Habsbourg », inscrite à Venise au programme de la Biennale, versant arts plastiques *(le Monde* du 20 juin), tente le panorama pluridisciplinaire, façon Beaubourg (dont on attend en 1986 un « Vienne 1900 »). Un peu trop touffue et débordante de documents, elle nécessite beaucoup d'attention et de temps si l'on veut suivre correctement le parcours compliqué à travers les étages du palais Grassi. Au demeurant elle passionne dès l'entrée, où quelques vitrines rappellent les figures de la littérature, de la philosophie, de la musique, et de Freud, dans des décors de Klimt, dorés comme les mosaïque de Saint-Marc.

Avant d'arriver aux grands points forts – Gustave *Klimt* et Otto Wagner, Egon Schiele, Oskar Kokoschka, Josef Hofmann et Josef-Maria Olbrich, – il faut cependant traverser un purgatoire d'œuvres, parfois médiocres, mais qui montrent en partie ce à quoi les ténors de la Sécession – le versant *viennois* de l'Art Nouveau – allaient s'attaquer à partir de 1897 : *l'historicisme,* le goût bourgeois conventionnel et *confortable* qui se résumait pour les arts avant tout, en un nom : celui de Hans Makart, portraitiste en vue influencé par Rubens et Hals et décorateur des édifices de la Ringstrasse.

La carrière de Klimt est à l'image même de ce moment de transition. Artiste d'apparence sage à ses débuts et chargé de commandes officielles, sa réalisation des décorations pour la nouvelle faculté où il eut carte blanche – les autorités tablant sur *l'image d'un réaliste figuratif* qu'il avait donnée jusque-là – fit scandale. On jugea « *subversifs* » ses panneaux, où, au lieu d'allégories triomphantes, il illustra la médecine, la philosophie et les sciences en peignant des enchevêtrements de corps suspendus dans un néant insondable, une humanité entre la vie et la mort, ouvrant *par* là la voie du grand voyage intérieur dont Vienne s'est fait une spécialité. Muses tragiques dévoreuses d'enfants, furies, extases féminines, abandons, délices et hypersophistication dans l'association de l'or et de motifs décoratifs abstraits, au descriptif minutieux du velours de la chair ; sensualité et délices, érotisme... Klimt, qui rompait avec les conventions, mais pas avec le passé, allait influencer de plus jeunes artistes : Schiele et *Kokoschka,* qui retiendraient cette mise à nue provocante des corps en péril, cette humanité dévoilée, en évacuant l'esthétisme, en l'amenant vers l'expressionnisme.

Tout Klimt n'est évidemment pas dans l'exposition, mais sa présence est forte, avec des œuvres sorties des collections *privées* et publiques, et qui sont *beaucoup moins connues que le Baiser* ou la *Danaë :* des paysages impressionnistes et instantanés, des portraits, et cet étonnant bébé dont la tête émerge au sommet d'une couverture pyramidale traitée comme un patchwork.

Schiele et Kokoschka sont moins bien représentés, mais signalons que vient de s'ouvrir à Ca'Pesaro une rétrospective Schiele qui prolonge l'exposition

Vienne au tournant

Vienne. Présentée à Rome à la Bibliothèque capitoline en juillet, elle comporte cent soixante dessins et aquarelles – là où Schiele excelle – et trente et une peintures, et permet de suivre la brève et fulgurante trajectoire de l'artiste, mort de la grippe espagnole en 1918, à vingt-huit ans.

Formidable dessinateur, il met son graphisme dur, pénétrant, exacerbé, au service de la représentation de nus squelettiques, désarticulés, au regard désespérant de solitude, où les formes s'agrippent sans répit à la ligne qui les découpe dans des poses faussement abandonnées, le contraire même de la douceur errante du trait chez Klimt dans les dessins de ces mêmes années 10.

Un des intérêts de l'exposition du palais Grassi est de présenter des figures moins connues de la *Sécession comme Richard Gerstl,* qui, dans ses paysages et ses portraits de 1906-1908, a été le premier à faire le plongeon dans l'expressionnisme; ou Kolo Moser, dont les peintures témoignent de l'influence de Hodler, et les recherches graphiques, les illustrations, les *affiches,* ont contribué de près à la mise en forme de la revue *Ver Sacrum* (Printemps sacré) autour de laquelle se sont retrouvées les forces jeunes de Vienne : peintres, architectes, décorateurs, pour lesquels grand art et arts appliqués, comme partout en Europe, où un art nouveau s'épanouit, sont liés au même désir de formes inédites.

L'explosion viennoise, qui s'est faite *en décalage de quelques années* par rapport à la Sécession munichoise et aux courants analogues en Grande-Bretagne, en Belgique et en France, a assimilé très vite les apports extérieurs, brûlé les *étapes* de telle sorte qu'elle s'est moins engagée dans la folie décorative, propre à l'art 1900, pour s'orienter dans le sens d'une rigueur abstraite où le géométrique l'emporte souvent sur le motif floral, la tige et les bourgeons, et annonce, dans le *domaine des arts décoratifs,* le Bauhaus.

Parmi les tartes à la crème qui *symbolisent la Vienne du tournant* du siècle il y a la valse et le café, et pour passer de l'un à l'autre, des chaises. Au palais Grassi, on n'a pas oublié ce détail, et présenté un nombre impressionnant de fauteuils, de sièges et, d'une façon plus générale, de meubles *dont les modèles, dessinés par* les architectes eux-mêmes, ont été largement diffusés par la maison Thönet et ses cinquante et quelque succursales. Noir, élégant, le mobilier de la Sécession viennoise représente un des temps forts de l'exposition, qui *fait perdre un peu de vue les* merveilleux dessins d'architecture, projets utopiques ou réalisés.

L'itinéraire de l'architecte Otto Wagner est proche en plusieurs points de celui de Klimt. Comme le peintre, il assuma le tournant du siècle sans opérer de véritable rupture. Après des débuts marqués par un classicisme dérivé de la Renaissance toscane, il étudia le remodelage de Vienne. Nommé en 1894 à la tête d'un atelier d'architecture à l'Académie, il commença alors à penser une redéfinition de l'architecture en fonction des besoins d'une société moderne.

Le Wagner des dernières constructions de la Ringstrasse, pris entre la nostalgie d'un passé grandiose et l'obsession de la modernité, opta pour une simplicité fonctionnelle qui trouva à se réaliser au mieux dans ce jalon de l'histoire de l'architecture du vingtième siècle qu'est le bâtiment de la caisse d'épargne où il utilise le fer et le verre.

Ses élèves, Olbrich, l'auteur du palais de la Sécession, couronné par un étonnant dôme de feuil*lage doré, et d'élégants projets* jamais réalisés, et Hoffmann, l'architecte du palais Stoclet, qui nous ramène à Bruxelles et où l'on peut mesurer la *sobriété* et l'élégance raffinée des façades, participent pleinement de ce refus de masquer l'ordonnance archi*tecturale. La présence épisodique* d'Adolf Loos à Vienne – fort mal représenté dans l'exposition – n'y est pas pour rien. L'auteur du texte *Ornement et crime,* en 1908, mit ses idées en pratique deux ans plus tard avec un immeuble « sans sourcils », qui se *résume presque à une façade nue* percée de simples fenêtres.

Avec les meubles, avec l'architecture, on n'en a pas fini avec l'exposition, loin de là. Restent tous les autres arts appliqués, les objets, la verrerie, les bijoux, les affiches, les tissus, la mode, les robes à porter sans corset, *bien* sûr, qui nous replongent dans les splendeurs et les drames d'un temps où Alma Mahler incarnait la femme fatale par excellence. Et nous renvoient à ce formidable paradoxe d'une époque nostalgique d'un passé *splendide,* déchirée, tendue, malade de lucidité, qui se voit mourir et y prend plaisir avec infiniment de raffinement.

Tout ce qu'il faut pour séduire aujourd'hui et alimenter de longs débats sur la « décadence ».

GENEVIÈVE BREERETTE.

★ « Les arts à Vienne », palais Grassi, jusqu'au 16 septembre.

★ « Egon Schiele », Musée d'art moderne de Ca'Pesaro, jusqu'au 25 novembre.

SÉLECTION

CINÉMA

« Le futur est femme » de Marco Ferreri

Une femme peut-elle, par amour, confier son enfant à une autre femme qui serait une meilleure mère... Marco Ferreri manipule la réalité pour construire son propre univers, en saisissant ce qui lui sert, chez Ornella Mutti, enceinte et resplendissante, chez Hanna Schygulla, chez Niels Arestrup — couple fou d'amour. Le futur, la vie à venir vient du corps des femmes, de toute femme, puisqu'on peut être mère sans enfanter.

— ET AUSSI : *Les Nuits de la pleine lune*, d'Eric Rohmer (comment aiment les jeunes filles). *Plus fort que le diable*, de John Huston (jeu, alcool et rires). *l'Héritière*, de William Wyler (les équivoques du mélodrame), *l' Ange des maudits*, de Fritz Lang (Marlène dans un saloon).

THÉATRE

La saison à Paris

Des auteurs : Dürrenmatt *(la Panne)*, chez Silvia Monfort, Courteline *(Messieurs les ronds-de-cuir)*, à la Comédie de Paris, James Hadley Chase *(Il pleut sur le bitume)*, au La Bruyère, Feydeau *(le Dindon)*, au Palais-Royal, Racine *(Andromaque)* dans des décors aquatiques à la Bastille, Brian Friel *(Translations)*, aux Mathurins...

Des femmes : la grande Feuillère à la Comédie des Champs-Elysées dans *Léocadia*, de Jean Anouilh, Jesusas Rodriguez et les Divas de Mexico chantent *Donna Giovanni*, à la Maison des cultures du monde du 11 septembre au 20 octobre, Milva chante Astor Piazzolla aux Bouffes-du-Nord du 7 au 29 septembre en attendant le Festival d'automne qui commence le 14 septembre avec *Tango argentino*.

MUSIQUE

Dans l'Orne et à Toulouse

Dans l'Orne, depuis l'an dernier, le mois de septembre est un peu plus musical que les autres. Ainsi le 7 septembre en l'église Notre-Dame d'Alençon, l'Ensemble vocal Michel Piquemal interprétera des pièces de Brahms, Schubert et Schumann ; le 8 à 18 h 30, on découvrira un jeune violoncelliste, Dominique de Williencourt au palais d'Argentré de Sées, tandis que le soir à la cathédrale l'Ensemble orchestral de Paris se joindra à la Schola de l'Orne pour un programme de musique baroque. Enfin le pianiste Gerald Robbins célébrera en musique l'anniversaire de la bataille de Normandie le 9 septembre, au château de Carrouges (Chopin, Debussy, Gershwin, Ravel).

Piano aussi, mais à Toulouse où le Vᵉ Festival de piano aux Jacobins s'ouvrira le 11 septembre avec un récital de Jean-Louis Steuerman (Bach, Berg, Prokofiev), suivi d'un concert en duo le 13 septembre avec Bernard Job et John Patrick Millow. On pourra applaudir ensuite, notamment Georges Pludermacher (le 18), Hélène Monzalas (le 20), Deszo Ranki (le 21). Tél. : (61) 23-33-00. Piano toujours à Guebwiller où Alfred Brendel jouera le 8 septembre avec le Scottish Chamber Orchestra. Tél. : (89) 76-10-63 ; à Silvacane et à Roussillon avec le Quatuor Rosamonde les 8 et 9 septembre. Tél. : (90) 75-63-28.

EXPOSITIONS

Derniers jours

Le coup d'envoi de la rentrée des arts se fera à la mi-septembre avec la rétrospective du Douanier Rousseau au Grand Palais. En attendant on peut aller voir ou revoir pour leurs derniers jours les *Women* de Willem de Kooning et les œuvres sur papier de Chagall, au Centre Georges-Pompidou, sans oublier de passer par le trou du Forum où est évoqué le siècle de Kafka ; puis se rendre à l'ARC, pour Jean Le Gac et ses rêves de peintre, et les sculptures de l'Italien Giuseppe Penone ; se promener dans les étages du Musée des arts décoratifs où François Mathey propose, en guise d'adieux, « Sur invitation » : une sorte de Salon-panorama de l'art au présent, avec tout ce que cela comporte de bon et de mauvais ; et plonger dans les images de piété du dix-neuvième siècle, au Musée de la Seita.



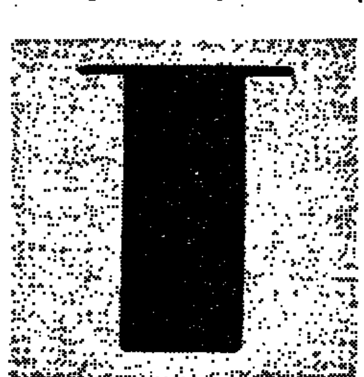
LA-BAS A

Un bras, un pas, la main, une voix,

On appelle Buenos-Aires le Paris de l'hémisphère sud. Reflet inversé, agrandi, dissemblable, où pourtant se reconnaissent des images, se retrouvent des sensations. Monde parallèle, à la jonction de la mémoire et de la fiction. Parcourir la ville de Claudio Segovia et Hector Orezzoli, recevoir sa respiration secrète, c'est explorer un souvenir, un songe dont la clef est le tango.

LES RUES descendent en angle aigu vers le bleu du port, le bleu du ciel intense et transparent, appelé « péroniste » comme au temps où Peron aimait s'auréoler de cette lumière pour haranguer la foule, et que traverse encore sa voix quand sur une place, des hommes en uniforme, entourés de petits groupes silencieux, vendent ses discours enregistrés.

ON MARCHE. Au quartier des ambassades, les maisons sont blanches. Des arbres noueux agrippent la terre de leurs racines torturées, gros doigts arthritiques. Une voiture de police qui ne fait plus peur patrouille. *« Les plus dangereux, c'étaient les autres, en civil. »* La démocratie s'inscrit sur les murs en graffitis politiques, en affiches aguicheuses qui promettent du soufre : un film de « drogue et violence », avec dans le rôle du travesti, Jean-François Casanova (de Paris, paraît-il), *la Cage aux folles* nº 1, *les Valseuses* (en espagnol : *les Choses par leur nom*), *la Livraison*, « interdit dans les pays de l'Est, dans dix-sept dictatures, autorisé par la démocratie argentine ». Première conquête de la liberté, le sexe sur pellicule, au milieu des habituels films américains, *Underfire*, *Indiana Jones et le Temple maudit*, en VO, et les succès nationaux : *Camila*, *Chicos de la guerra*.



LES CINÉMAS. Ce sont de grandes salles à l'ancienne, comme on n'en voit plus chez nous, et où font la queue une majorité d'adolescents plus gais que chahuteurs, en jeans, blousons fourrés, bottes, ici c'est l'hiver en août. Les cinémas populaires sont recentrés dans un réseau de rues piétonnes, pleines de néon et de musique, mais sans peep shows ni sex-shops. Ils alternent avec des music-halls style Concert Mayol où se jouent des revues avec meneuses, comiques, sketches grivois, danses lascives. Avec des théâtres de Boulevard affichant les succès de Broadway, et bizarrement apparaît un nom qui ramène au temps où des artistes ont dû fuir la France occupée et ont trouvé une liberté là-bas à Buenos-Aires : *la Femme de l'année*, avec un comédien qui s'appelle Jouvet (Michel).

DANS CES RUES, on trouve les grandes brasseries en longueur décorées de boiseries où se dégustent les fameuses grillades argentines, les cafés sombres et bruyants où se servent des chocolats avec des beignets, des salons de thé plus sombres encore mais à peine bruissants où sont exposés des gâteaux multicolores. Au-dessus d'une boutique Cardin, la faucille et le marteau d'une permanence communiste, des magasins débordant de vêtements, de chaussures, de fourrures, de ceintures, de sacs, de disques, de marchandises de toutes sortes, du chic, du cher et du pas cher... pas cher pour qui ? C'est la crise, non ? Les vitrines sont barrées d'un mot : *Liquidacion*, mais ça veut dire soldes. On ne voit pas de mendiants, comme à Paris, pas de « nouveaux pauvres », les voitures qui encombrent les avenues, plus larges que les Champs-Elysées, brillent, bien neuves. Il y a tant de piétons qu'on pourrait croire que la ville entière se promène.

ON MARCHE. Jusqu'à l'heure du tango dans un caf'conc traditionnel à galerie et petites tables rondes, où se tassent des touristes latinos, le consul d'Uruguay à Rome, un Allemand — le seul fabricant de bandonéons qui reste aujourd'hui. Et des Japonais. Ils sont fous de tango, viennent l'étudier à la source avant de fonder des écoles chez eux. Dans l'orchestre, il y a un Japonais bandonéiste en costume clair, épaules étroites, mode années 30, les cheveux gominés en arrière. C'est pour l'orchestre que nous sommes là, que le public est là. Pour le tango speedé, vigoureux, des hommes massifs, étirent les bandonéons avec force et le ramènent, tendrement, la tête un peu penchée en arrière, les yeux clos, à peine un sourire, cherchant en eux un secret, écoutant en eux la musique avant de la laisser chanter, dure et palpitante. Et puis ils s'épanouissent, chaleureux, reposent leurs grandes mains viriles, tout entier tendus vers le piano qui fait danser la mélodie, tandis que la basse murmure gravement et que les deux violonistes, debout, dans leur costume froissé, tirent des sons aigus qui caracolent. Puis, ils se lèvent, posent un pied sur le tabouret. Leurs mains reprennent le balancement de la musique dense, voyageante, charnelle. Ce chant d'une tristesse qui n'est pas plaintive, mais rude comme le bois des arbres, comme les visages taillés à grands traits dans la pierre et les torses épais, les cuisses larges, les épaules qui chaloupent. Six hommes debout. Ligne de glorieux machos déversant un océan de sensualité.

ON DIT que le tango a vécu ses grandes heures dans les années 40 et 50. Avant il appartenait aux gouapes et aux salons encanaillés. Avant, il y avait Carlos Gardel, ce Toulousain exilé qui est le chant de Buenos-Aires, comme Piaf est celui des rues de Paris, et dont on célèbre chaque année l'anniversaire de la mort, car cet homme est unique et sa perte irréparable. Carlos Gardel, plus grand qu'une légende. Aujourd'hui, quand on veut dire : *« A d'autres ! »*, on dit : *« Va chanter ça à Gardel »*.

Aujourd'hui encore on l'entend, lui avec les vivants. Dans les boîtes, les concerts, à la radio, chante le tango. Ce n'est plus le même, on le constate en comparaison avec les innombrables repiquages d'enregistrements anciens, et par un montage réalisé par le directeur de la cinémathèque, à la manière de *Il était une fois Hollywood*, mais les films en noir et blanc — sauf un concert de Suzanna Rinaldi et une kermesse latino — n'ont rien à voir avec les somptueuses comédies musicales.

Le Musée du cinéma, où le film nous est projeté, vient de s'installer misérablement — la crise — dans un bâtiment très froid qui ressemble à un hôpital désaffecté, avec ses longs couloirs verts écaillés. Des groupes de jeunes contemplent les affiches, les costumes sur mannequins, les caméras des origines. Il n'y a pas de salle de projection, mais un petit écran sur pied dans une pièce meublée d'une table à tréteaux et de quelques chaises. Les volets de bois tenus par des ficelles laissent passer le jour. Décor parfait pour une histoire du tango sur pellicule usée. Avec Carlos Gardel bien sûr, œil brillant, sourire irrésistible, voix lumineuse malgré les crachotements.

UN TANGO L'AUTRE, les chanteurs avancent un bras, serrent le poing, ouvrent la main, tandis que l'autre bras décrit un large demi-cercle. Ils grondent, laissent la voix s'apaiser, se couler dans une douceur rauque. On montre toujours l'effet sur l'auditoire : les rudes

CAF'CONC

Le totem du Tabaris

LE Tabaris est à Buenos-Aires ce que les Folies Bergère sont à Paris, mais les vendredi et samedi la troupe donne trois représentations, le public y est moins touristique, pas du tout sophistiqué. Des gens du cru et du coin, qui ne viennent pas en famille, car — nous sommes en pays catholique — le spectacle est interdit aux moins de dix-huit ans. Pourtant, les tableaux de danse érotique sont d'une pudeur oubliée : collants chair sous la résille pour les filles, pagnes à mi-cuisse pour les garçons, dans des pinceaux de lumière rouge qui s'éteignent complètement au moment des étreintes.

La revue n'est pas somptueuse. Les décors brillent, mais il n'y a pas de mouvements de décors. Le grand escalier est modeste, le *chorus line* ne dépasse pas la douzaine. Seulement, il y a Moria Cafan, et on ne voit pas qui, chez nous, aurait pu atteindre un tel degré d'extravagance.

Moria Cafan est immense, avec des jambes interminables, accentuées par des souliers hallucinants, de ces souliers à patins et talons de 20 centimètres sur lesquels, généralement, seuls les travestis sont susceptibles de tenir, sinon de marcher. Or Moria Cafan n'est ni un travesti ni une transsexuelle, mais une femme de naissance, jeune d'ailleurs, et plus refabriquée que Michael Jackson : le nez refait, la peau retendue, les yeux étirés, coiffée d'une perruque à la Cléopâtre qui n'essaie pas de ressembler à de vrais cheveux. Et ses seins ! des globes parfaitement sphériques, disproportionnés, immuablement immobiles, aussi excessifs que soient ses mouvements. La bizarrerie en est soulignée par les découpes pailletées les cernant et dessinant sur tout le corps des tatouages géométriques qui la transforment en totem. Ses costumes, dont elle change souvent et avec rapidité, sont des plaques étincelantes asymétriques, tenues par de larges lanières. Ses cothurnes ont des brides en serpent enroulées haut sur la jambe, ou des jambières — en paillettes — couvrant le mollet jusqu'au creux du genou.

En plus, elle est marrante, avec un côté gavroche quand elle s'adresse au public, se moquant d'elle-même, racontant ses opérations « esthétiques ». Quand elle danse, la tête enfouie sous des pendeloques, de grandes ailes tout strass d'ange baroque accrochées aux épaules...

Quelquefois, là-bas, à Buenos-Aires, nous autres Européens, on se sent chétifs, et timides.

C. G.

BUENOS-AIRES



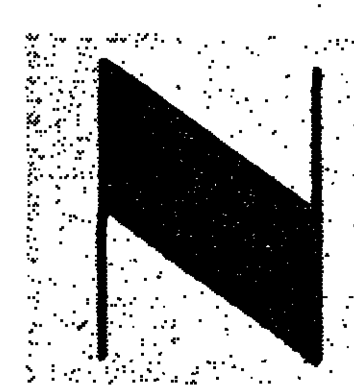


le bandonéon, une chanson



marins et ivrognes cessent de boire, chavirent de nostalgie, mal du pays, mal d'amour. Les femmes semblent regarder en elles-mêmes, abandonnées. Les yeux des mères sont embrumés de souvenirs, dans ceux des filles danse l'espoir. Est-ce qu'on peut résister à un macho qui souffre ?

LES CHANTEUSES. Il y a celles couvertes de bijoux. Elles enlacent leurs mains, enroulent leurs





voix déchirées autour d'une barbare détresse. Et puis celles de la misère, la jambe tendue dans une jupe étroite, déhanchées, tragédiennes du trottoir. Il y en a une, habillée en homme. Par sa manière, son timbre, ses yeux clairs, sa stature, elle ressemble à Fréhel – elle a eu d'ailleurs un destin parallèle. On la voit dans *Tango*, 1933, le premier parlant argentin, qui ne vaut pas grand-chose, et le chanteur non plus, joufflu, maladroit – un Tino exacerbé. Mais il y a cette Fréhel, et une Arletty à macarons et voix de citron. Les chanteuses de tango ne sont pas des couventines. Le tango aujourd'hui se chante en récital, sur grande scène à rideau rouge et dans les night-clubs, où il se danse aussi, au moins un couple en attraction. Et il y a les bals, les salons, les concours.

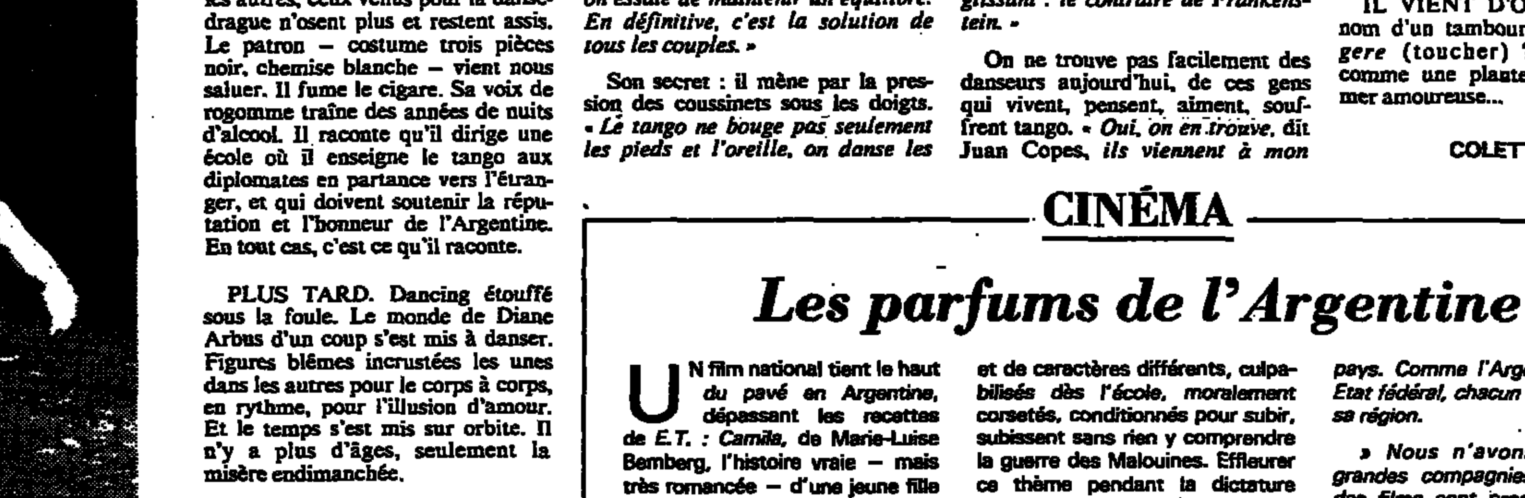
CONCOURS dans un salon aux murs vert d'eau où sont dessinées au *pochoir d'approximatives* silhouettes. Autour de la piste, les tables sont recouvertes de nappes à carreaux verts. Au fond, une scène en biais cachée par un rideau prune, poussiéreux. Le concours se fera sur disques : un tango *traditionnel et* un moderne. Vingt couples de candidats qui passent par groupes de cinq. Des jeunes, des vieux, sans mur de générations. Une femme aux cheveux blancs en débardeur lamé et dessous un soutien-gorge à baleine qui, de profil, lui fait la poitrine en flèche. Une jeune, visage fermé, lèvres minces, en minijupe plissée grise sur de longues belles jambes en collant noir. Un couple ; lui, une gueule de tous les ports, petit, brun, pantalon blanc à bretelles, blaser brique. Elle, blonde, minirobe noire sur des cuisses musclées, grandes lunettes, grands anneaux d'oreille, chapeau rouge. Ils dansent l'œil dans l'œil, nerveux, deux serpents qui se guettent pour se tuer ou se séduire. Une blonde marquée, creusée, l'air d'en avoir vu de pas drôles dans sa chienne de vie, concentrée comme sur une dernière chance. Un couple, très jeune, souple, candide. Un homme, le teint cireux qui semble enduit de fond de teint trop clair, se balance langoureux, il porte une moumoute plus blanche que ses vrais cheveux. Une timide, en jupe de ratine verte, se plie aux mains de son partenaire. Aux tables, des rangées de blondes exagérément bouclées. Une rousse rapace. Des hommes qui surveillent, plus qu'ils ne regardent. Sur la piste, les couples improvisent. On leur a dit que Claudio Segovia et Hector Orezzoli cherchent des danseurs. Ils jouent leur rêve, c'est la minute de Cendrillon. Un des danseurs a dit : « *Paris, c'est comme si Dieu s'était souvenu de nous et nous avait donné un biscuit.* » Après le concours, une danseuse du spectacle fait une démonstration éblouissante avec un très très vieux monsieur, « légende vivante », dont les mouvements sont d'une précision totale. Il se concentre pour préparer ses croisements de jambes, incroyablement rapides. Il retient son souffle, sa vie flanche, il est pâle, il joue avec la mort et se redresse vainqueur, et glisse, si gracieux. Il faut avoir tout vécu et tout dépassé de la passion et de l'ennui pour danser le tango.

TANGO DU SAMEDI SOIR. *Les dancings sont généralement* d'anciens cinémas aménagés de façon rudimentaire. Interdit de porter des baskets. Les concours ont lieu le jeudi. Salles immenses et sombres. Les femmes trop blondes *sont* assises aux *tables qui* bordent la piste. Les hommes se tiennent débout au fond près du bar. Ils oscillent d'un pied sur l'autre, les mains dans les poches. Ils boutonnent leur veston ou leur col de chemise pour aller inviter. Les couples font semblant d'être clandestins.

DES FENÊTRES AVEUGLES sont peintes sur les murs beige, marbrés en trompe-l'œil. Une demi-*heure d'orchestre typique*, une demi-heure de tango. Ce sont les vieux qui s'aventurent les premiers. Les corps obéissants des cavalières, les pas qui font chalouper les hanches, les ramènent à leur flamboyante jeunesse. Et elles, les yeux fermés, oublient la calvitie plus ou moins dissimulée de leur compagnon, elles oublient leurs rides, portent des bas fins, des souliers souples. Les hommes mettent toute leur fantaisie dans la cravate, leur orgueil sur le brillant des Richelieu noires. Pas de débraillé, pas de look loubard, même chez les jeunes. C'est général d'ailleurs, les tenues sont sobres, y compris chez les glandeurs aux portes des boîtes gay où l'on danse disco dans le noir en attendant que les travestis maison fassent leur numéro.

Les jeunes se lancent seulement quand une dizaine de couples âgés occupent le plancher. A chaque nouveau tango, pendant l'intro, ils se font face, sans parler, attendant que la musique les entraîne. Il n'y a pas de boule de cristal.

PLUS TARD. Dancing rouge foncé. L'un après l'autre, deux couples font une exhibition. Ils ont l'allure d'employés gringalets de sortie avec leur dame. Dès qu'ils dansent, ils deviennent félins, pareils à des lynx en jeu d'amour. Après eux, les autres, ceux venus pour la danse-drague n'osent plus et restent assis. Le patron – costume trois pièces noir, chemise blanche – vient nous saluer. Il fume le cigare. Sa voix de rogomme traîne des années de nuits d'alcool. Il raconte qu'il dirige une école où il enseigne le tango aux diplomates en partance vers l'étranger, et qui doivent soutenir la réputation et l'honneur de l'Argentine. En tout cas, c'est ce qu'il raconte.



PLUS TARD. Dancing étouffé sous la foule. Le monde de Diane Arbus d'un coup s'est mis à danser. Figures blêmes incrustées les unes dans les autres pour le corps à corps, en rythme, pour l'illusion d'amour. Et le temps s'est mis sur orbite. Il n'y a plus d'âges, seulement la misère endimanchée.

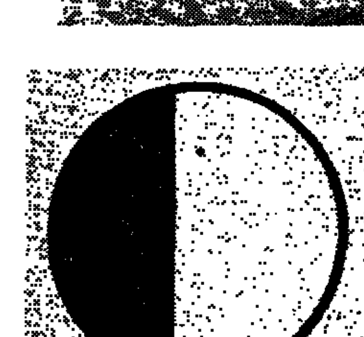
Un petit homme aux cheveux *blancs lissés, paupières enflées* derrière ses lunettes de myope, tâtonne en aveugle au bord de la piste. Il marche raide, les bras écartés, tenus par sa partenaire habillée assistante sociale, qui, de temps en temps, on *se demande pourquoi*, esquisse un pas. Des messieurs plus que mûrs enlacent des jouvencelles, des dames qui n'ont plus trente ans se pendent à des garçons aux joues encore enfantines, gauches mais gentils. La plupart sur leur visage gardent les traces d'ancêtres indiens. Bien que les Indiens forment aujourd'hui 2 % de la population, à une époque, ils ont fraternisé. Les garçons ne sont pas terribles, pas play-boys du tout, pas vraiment danseurs. Ils possèdent juste ce que peuvent attendre ces femmes trop tôt abîmées qu'une même existence pénible a uniformisées. Et celles, emperruquées, rassemblées en grappes aux tables, et qui regardent, rigides sous leur maquillage, lèvres serrées, mains crispées, chaque minute passée est perdue pour toujours, pas moins attirantes cependant que les filles pas flattées, mal fringuées mais avec soin, le regard lourd de résignation vers les hommes qui les jaugent et se penchent sur elles, épaules relevées, une main sous l'omoplate, l'autre allongée sur le côté, paume contre paume avant que les doigts s'étreignent.

LA PÉNOMBRE et la brume de surchauffe fondent les traits, on dirait la cire fondante d'un musée Grévin incendié. Descente au bar du sous-sol, enfer saumon et vert éclairé de néon blanc qui décompose les fonds de teint et l'auburn fracassant des chevelures féminines. Quelques clientes accompagnées, qui n'ont pas lésiné sur le bijou, aux tables de *marbre dont* les pieds métalliques grincent avec écho au moindre mouvement. Les garçons en veste blanche servent sodas et bières, avec la précision machinale et les gestes minimums d'une grande fatigue et d'une longue habitude. Au break, on entend se répercuter les pas qui descendent l'escalier. Les conversations saturent l'espace, les danseurs profitent de la pause pour se parler. Le tango se danse sans autre langage que celui des yeux et des corps.

ÊTRE DANSEUR de tango, ce n'est pas être un danseur à qui il arrive de danser le tango. « *Le tango n'est pas une mode, c'est un couple qui raconte ce qu'il a vécu* », dit Juan Copes. Il a exactement le physique pour jouer Macky dans *l'Opéra de quat'sous*. Il danse depuis toujours avec Maria Nieves, il a inventé un style qui s'adapte à la scène, et a réglé les chorégraphies de *Tango Argentino*.

JUAN COPES a commencé – « *tard* », dit-il, – à dix-sept ans. Il dansait sans se préoccuper avec qui, dessinait des mouvements qui le faisaient pleurer. « *On se donne, c'est comme l'amour en trois minutes ; mais on n'y va pas pour le sexe. Le sexe est la conséquence.* » Il apprend en regardant et s'inscrit dans un de ces clubs où les garçons s'exercent entre eux, histoire d'être au point pour frimer convenablement le samedi avec les filles. Dans le tango, tout vient de l'homme. Machisme. « *Mais j'ai changé ça. Avant, la femme tournait autour de l'homme comme un animal domestique. Moi, je lui ai donné une responsabilité* », dit-il, et roule le rire rocailleux de Maria Nieves. « *Je mène, ou c'est elle, ça dépend du sentiment, c'est un amour partagé, on essaie de maintenir un équilibre. En définitive, c'est la solution de tous les couples.* »

Son secret : il mène par la pression des coussinets sous les doigts. « *Le tango ne bouge pas seulement les pieds et l'oreille, on danse les*



sentiments que provoque la musique. » Elle dit : « *Je danse mes souvenirs.* » Il dit que le tango de salon est le plus difficile : juste une marche, qui doit être d'une élégance parfaite. « *Presque personne n'utilise la pointe. Mais c'est très important. Le mouvement parcourt la cheville, la jambe, la hanche, le torse, le cou, la tête. On marche en glissant : le contraire de Frankenstein.* »

On ne trouve pas facilement des danseurs aujourd'hui, de ces gens qui vivent, pensent, aiment, souffrent tango. « *Oui, on en trouve*, dit Juan Copes, *ils viennent à mon école. Le tango, comme le foot ou la politique, est un problème social argentin. Les gens qui, pendant toute leur existence, dansent le tango ne souhaitent pas devenir professionnels. C'est la thérapie de quelque chose en soi, comme la drogue ou l'alcool. Ils veulent seulement dire : à cet instant, je suis le meilleur.* »

MARIA NIEVES raconte ses quatorze ans dans les *milongas* ; les compétitions entre les différents quartiers. Ça commençait avec le tango. Les garçons qui ne dansaient pas assez bien s'alignaient, les autres choisissaient les filles capables de suivre. « *On sent bien quand le cœur bat, impossible de se tromper.* » Et le cœur aidant, ça dégénérait en bagarres au couteau, garçons et filles mêlés. Maria Nieves a terminé son show, maintenant elle va danser le tango.

IL VIENT D'OU, le mot ? Du nom d'un tambour ? Du latin *tangere* (toucher) ? De tanguer, comme une plante brassée par la mer amoureuse...

COLETTE GODARD.

CINÉMA

Les parfums de l'Argentine

UN film national tient le haut *du pavé en Argentine*, dépassant les recettes de *E.T.* : *Camila*, de Marie-Luise Bemberg, l'histoire vraie – mais très romancée – d'une jeune fille amoureuse d'un prêtre.

Cette histoire se passe au dix-neuvième siècle, dans une famille de propriétaires fonciers, riches, puissants. Le personnage de Camila se situe entre la Cathy des *Hauts des Hurlevent* et Scarlett. Ce qu'elle veut, elle l'obtient et en est punie. Elle a le coup de foudre, elle veut le prêtre, le poursuit tant et si bien qu'il cède, fuit avec elle. Le couple se cache sous un faux nom dans une campagne. Ils servent d'instituteurs. La foi trahie tourmente l'ex-prêtre. Pour échapper à une atmosphère qui devient étouffante, ils s'en vont à une réception, sont reconnus, arrêtés. Ils seront exécutés tous deux bien que Camila soit enceinte. Son tuteur, qui avait réclamé le plus dur châtiment, refuse de revenir sur sa décision.

Tourné en extérieurs, dans des paysages gracieux, illuminés de soleil, le film n'a rien de remarquable – bien qu'il ait été primé au Festival de Karlovy-Vary. La photo s'embrume dans des flous *artistiques aux couleurs instables* – mais les appareils de projection en sont peut-être cause. Le récit accumule les poncifs sans parvenir à prendre la moindre distance : une dramatique télé bien conventionnelle. Il faut chercher ailleurs les raisons du succès, à l'arrière-plan historique qui permet de traiter de questions plus ou moins actuelles, la dépendance de la femme, la rigidité de l'éducation, le pouvoir de l'Eglise, toujours omniprésente.

Attirer la sympathie vers un couple qui bafoue l'Eglise est certainement une audace. Dénoncer les contraintes de l'éducation est un combat qui touche le public. On retrouve le thème dans *Chicos de la guerra*, où l'on voit comment des jeunes gens de milieux et de caractères différents, culpabilisés dès l'école, *moralement* corsetés, conditionnés pour subir, subissent sans rien y comprendre la guerre des Malouines. Effleurer ce thème pendant la dictature était impensable.

« La censure est abolie, mais les habitudes de censure ne peuvent pas changer brusquement. Quand même, la liberté d'expression est totale, protégée par la loi. Nous vivons un moment émouvant », dit Manuel Antin, metteur en scène, directeur de l'Institut du cinéma. « *Avant*, dit-il, *c'était carrément un militaire qui tenait ce poste, généralement un aviateur, le cinéma est une activité un peu aérienne. Je ne sais pas si les réalisateurs ont gagné au change. Moi non. Avant, quand je tournais, on me flattait. Aujourd'hui, on me demande de l'argent. Et c'est la crise. Le gouvernement donne de petites sommes pour lancer des projets. En février, nous avons accordé dix-neuf crédits, une forme d'avance sur recettes, pas très importante, mais l'Etat ne prend que 3 % d'intérêts. Compte tenu des 500 % d'inflation, ce n'est rien.*

Survivre et tenir

» La sélection se fait d'abord parmi les cinéastes que nous connaissons et qui avaient dû entrer dans la clandestinité. 30 % du budget sont réservés à des premières œuvres retenues sur dossier et après une conversation avec les candidats. Je ne veux pas trop connaître le scénario, parce que je raisonnerais en cinéaste. Je me verrais derrière la caméra.

» Il faut se fier à l'intuition, les écoles de cinéma ont été fermées par les militaires. Une seule a survécu, le centre expérimental : on a toujours besoin d'un alibi. Buenos-Aires possède une école, et il y en huit dans le reste du pays. Comme l'Argentine est un Etat fédéral, chacun travaille dans sa région.

» Nous n'avons que deux grandes compagnies, le plupart des films sont produits sur des bases artisanales. La télévision ne cofinance pas. Pour l'instant. Puisqu'elle est aussi pauvre que le cinéma, les unir ne servirait à rien. En tout cas, il n'y a aucune, absolument aucune sélection idéologique. Nous voulons le plus large pluralisme. Le succès, c'est vrai, va aux films historiques, contemporains ou du passé. C'est normal, parler du pays a été si longtemps interdit. C'est comme un flacon longtemps fermé, d'où émaneraient les parfums de l'Argentine.

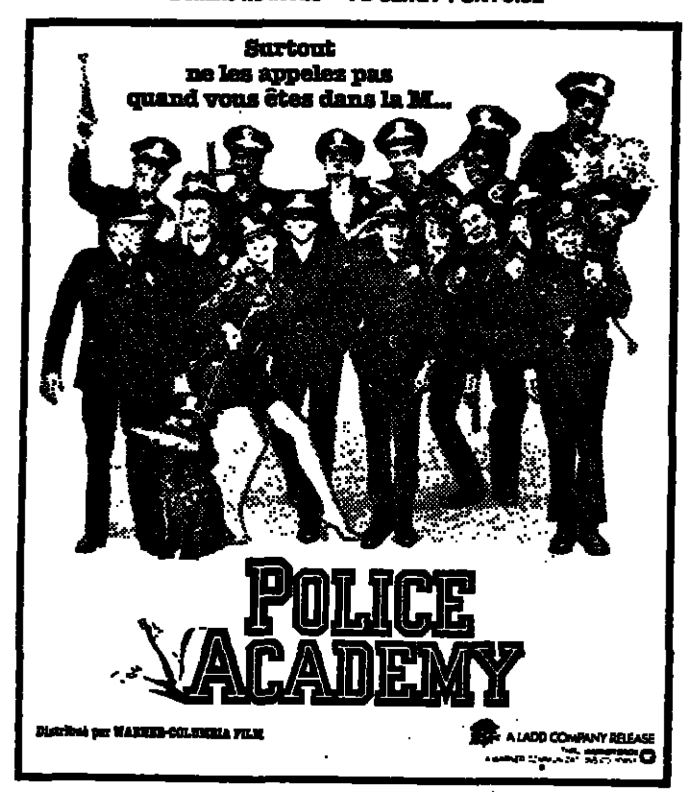
» On cherche la vérité. Pendant des années, les Argentins se trouvaient parfaits, ils disent aujourd'hui avec une certaine complaisance qu'ils ne l'étaient pas. Notre urgence, c'est la formation, le réaménagement technique. Il faut survivre et tenir, comme l'ont fait les Italiens après la guerre. Les coproductions avec l'Amérique latine seraient possibles, des contacts avec la Colombie et le Mexique ont été pris sans donner rien de concret. Chaque pays est si différent. Nous regardons plutôt vers l'Europe, l'Espagne, la France avec qui nous avons deux projets : l'Exil de Gardel, *un film de Fernando Solanas, qui a été lui-même exilé à Paris,* et Antoine, roi de Patagonie.

» L'Argentine est faite d'Européens, chacun de nous a des parents étrangers. Il y a eu deux grandes séries télévisées, une sur les émigrants juifs, une autre sur les Européens en général. Mais il n'y a jamais eu de grand mouvement autour de ça... C'est une vision du dehors. Nous sommes argentins, avec le nationalisme outré des pays neufs et nous sommes trop borgésiens pour comprendre le pourquoi des difficultés de communication. »

C. G.









EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Entrée principale : rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche.

MNAM

Visites animations régulières, sauf mardi et dimanche, à 16 h et 19 h ; le samedi, à 11 h, entrée du musée (troisième étage) : lundi et jeudi, 17 h, galeries contemporaines.

WILLEM DE KOONING. Jusqu'au 24 septembre.

MARC CHAGALL. Œuvres sur papier. Jusqu'au 8 octobre.

ALIBIS : Artschwager, Collin-Thiébaut, Fabre, Garouste, Klossowski, Longo, etc. Jusqu'au 17 septembre.

COLLECTION MAGNELLI. Arts primitifs. Jusqu'à fin septembre.

EVE SONNEMAN. Travaux photographiques 1981-1984. Jusqu'au 9 septembre.

LE SIÈCLE DE KAFKA. Jusqu'au 1er octobre.

CCI

MOBILIER NATIONAL. Vingt ans de création. Jusqu'au 24 septembre.

LES CRÉATEURS AU MOBILIER NATIONAL. Salle de documentation. Jusqu'au 24 septembre.

BPI

PLACES D'EUROPE. Histoire et actualité d'un espace public. Jusqu'au 24 septembre.

POLITIQUE/FICTION. Jusqu'au 10 septembre.

DES LIVRES POUR LES VACANCES. Bibliothèque des enfants. Piazza. Jusqu'au 1er octobre.

Musées

DESSIN ET SCIENCES. XVIIe et XVIIIe siècles. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Jaujard (260-39-26). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 13 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 24 septembre.

JEAN LE GAC – GIUSEPPE PENONE. Arc au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

LE PRINCE EN TERRE D'ISLAM CHAPITEAUX ROMANS. Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (723-36-53). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 9 F. Jusqu'à fin octobre.

JACQUES-HENRI LARTIGUE. Pages d'albums. Grand Palais, avenue Winston-Churchill (256-37-11). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 19 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 16 septembre.

IMAGES DE LA MONTAGNE. De l'artiste cartographe à l'ordinateur. Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (261-82-83). T.l.j., de 12 h à 18 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 30 septembre.

LUTÈCE-PARIS DE CÉSAR A CLOVIS. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (272-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 9 F (gratuite le dimanche). Jusqu'à fin mars 1985.

LA NOUVELLE ATHÈNES. Musée Renan-Scheffer, 16, rue Chaptal (874-95-38). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 7 F. Jusqu'en octobre.

SUR INVITATION. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (260-32-14). Sauf mardi, de 12 h à 18 h ; Sam. et dim., de 11 h à 18 h. Jusqu'au 17 septembre.

TIM, QUARANTE ANS DE POLITIQUE. Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Jusqu'au 17 septembre.

L'AUTOMOBILE ET LA PUBLICITÉ. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (246-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 15 octobre.

UN SIÈCLE D'IMAGES DE PIÉTÉ 1814-1914. Musée-galerie de la SEITA, 12, rue Surcouf (555-91-50). Sauf dimanche et jours fériés, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 15 septembre.

HOMMAGE A PAUL DELAROCHE. Musée Hébert, 85, rue du Cherche-Midi (222-23-82). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Entrée : 8 F ; Dim. : 4 F. Jusqu'au 17 septembre.

MICHEL DUFET. Musée Bourdelle, 16, rue A.-Bourdelle (548-67-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'à fin septembre.

LOUIS XIV ET L'URBANISME ROYAL PARISIEN. Archives nationales. Musée de l'histoire de France, 60, rue des Francs-Bourgeois (277-11-30). Sauf mardi, de 14 h à 17 h. Entrée : 4 F ; dim. : 2 F. Jusqu'au 31 octobre.

MONTMARTRE. Des origines à nos jours. Musée de Montmartre, 12, rue Cortot (606-61-11). De 14 h 30 à 17 h 30 ; dim., de 11 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'à fin décembre.

L'IMPRIMÉ DANS LA MODE. Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-Ier-de-Serbie (720-85-46). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 9 F. Jusqu'au 28 octobre.

LA FRANCE ET LES FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION (1944-1945). Vers une France nouvelle. Musée des deux guerres mondiales. Hôtel national des Invalides (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 13 h et de 14 h à 18 h. Dim. de 14 h 30 à 18 h. Du 11 septembre au 31 décembre.

Centres culturels

CHARLES SCHNEIDER. Verreries Schneider France de 1913 à 1940. Louvre des antiquaires, 2, place du Palais-Royal (297-27-00). Sauf lundi, de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 21 octobre.

LE PAYSAGE CANADIEN. Collection Firestone. PAYSAGES ET FLEURS DU QUÉBEC. Petits formats de W.A. Smirnoff. Centre culturel canadien, 5, rue de Constantine (551-35-73). Sauf lundi, de 10 h à 19 h. Jusqu'au 15 septembre.

TROIS ARCHITECTES FRANÇAIS : Ciriani, Gaudin, de Portzamparc. Institut français d'architecture, 6, rue de Tournon (633-90-36), sauf dim. et lundi, de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 6 octobre.

En région parisienne

BRÉTIGNY. Haussmann, Gomez Perez, Houcmant. Photographies. Centre Gérard-Philipe, rue Henri-Douard (084-38-68). Sauf dim. et lundi, de 10 à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 29 septembre.

ELANCOURT. Eaumage ; Festival d'art plastique. Centre culturel de la Villedieu (chapelle) (050-51-70). Sauf dim. et fêtes de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 septembre.

L'ISLE-ADAM. Louis-Albert Demangeon, 1909-1979. Musée Louis-Senlecq, 46, Grande-Rue. Jusqu'au 30 septembre.

NOINTEL. La sculpture est une fête. Des artistes et un château : Nointel. Château (887-45-81). Jusqu'au 16 septembre.

PONTOISE. Carlos Cairoli. Sculptures - Aurélie Nemours. Peintures. Musée Tavet-Delacour, 4, rue Lemercier (038-02-40). Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 28 octobre. — Gustave Caillebotte, 1848-1894. Musée Pissarro, 17, rue du Château (031-06-75). Sauf lundi et mardi, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 21 octobre.

ROSNY-SUR-SEINE. Lumens : Sara Holt, Jean-Max Albert. Ancien hospice Saint-Charles, 30, rue Nationale (024-91-55). Jusqu'au 30 octobre.

SOISY-SUR-ÉCOLE. Vingt-cinq sculpteurs contemporains. Verrerie d'art (499-00-03). Jusqu'au 16 septembre.

En province

AIX-EN-PROVENCE. Le Chénier. Peintures. Musée Granet, palais de Malte (38-14-70). Jusqu'au 30 septembre. — Tapisseries des anciennes et nouvelles Indes. Musée des Tapisseries, 13, rue de la Molle (21-05-78). Jusqu'au 1er octobre.

ANNECY. Quilts contemporains américains. Jusqu'au 30 septembre. — Vingt ans d'archéologie subaquatique en France. Jusqu'au 31 octobre. Musée-château (45-29-66).

ANTIBES. Picasso, tête-à-tête. La parabole du sculpteur — Jean-Michel Folon. Musée Picasso, château Grimaldi (33-67-67). Jusqu'au 30 septembre.

AUBUSSON. Poésie, roman et tapisserie : XVe-XVIIIe siècles. Musée départemental de la tapisserie, avenue des Lissiers (66-33-06). Jusqu'au 7 octobre.

AUXERRE. John Craven. Un œil du XXe siècle. Maison du tourisme, 1-2, quai de la République (52-26-27). Jusqu'au 30 septembre. — Musique et rythme. Centre culturel de l'Yonne, abbaye Saint-Germain (46-68-89). Jusqu'au 22 octobre.

AVIGNON. Un retable avignonnais de la fin du Moyen Age. Musée du Petit Palais (86-44-58). Été.

BIRON. Lumière et sons 84. Château (52-01-68). Jusqu'au 22 septembre.

BLERANCOURT. La peinture américaine dans les collections du Louvre. Musée national de la coopération franco-américaine (39-60-16). Jusqu'au 30 septembre.

BREST. Charles Estienne. Une idée de nature. Musée des beaux-arts, 22, rue Traverse (44-66-27). Jusqu'au 8 octobre.

CADILLAC. Histoires de sculptures. Château des ducs d'Epernon (62-13-03). Jusqu'au 16 septembre.

CAEN. Sempé. Théâtre municipal (86-12-79). Jusqu'au 30 septembre.

CAMBRAI. Le Nord de la France, de Théodose à Charles Martel. Hôtel de ville (83-62-31). Jusqu'au 20 octobre.

CASES-DE-PENE. Jules Olitsky. Château de Fau. Été.

CAVAILLON. Prassinos. Tapisseries. Chapelle du Grand couvent (78-10-01). Jusqu'au 16 septembre.

CHERBOURG. Jacques Deschamps. Cousages-peintures cousues, 1974-1984. Centre culturel, rue Vastel. Jusqu'au 15 septembre.

CLERMONT-FERRAND. La tête dans l'art romain et gallo-romain. Musée Bargoin, 45, rue Ballainvilliers (91-37-31). Jusqu'au 14 octobre.

CORTE. Salon international de la Fondation Michel-Ange. Casa Nia (47-03-31). Poggio de Venaco. Jusqu'au 22 octobre.

DIJON. François Rude au Musée des beaux-arts de Dijon. De Liotard à Hodler, deux siècles de dessins genevois. Musée des beaux-arts, place de la Sainte-Chapelle (30-31-11). Jusqu'au 17 octobre.

DUNKERQUE. Le mouvement et la vitesse dans l'art. Musée d'art contemporain, avenue des Bains (65-21-65). Jusqu'au 30 septembre.

GORDES. H. Birkemeyer ; J. Laube ; A. Vidal. Œuvres nouvelles. Abbaye de Senanque (72-02-05). Du 8 septembre au 15 octobre.

GRENOBLE. Nicolas de Staël, peintures et dessins. Musée, place de Verdun (54-09-82). Jusqu'au 24 septembre.

HARQUE. L'architecture de fêtes du roi Stanislas par E. Here, 1704-1755. Château (52-40-14). Jusqu'au 15 octobre.

HONFLEUR. Cappiello, caricatures et affiches. Musée Eugène-Boudin, place Erik-Satie (89-16-47). Jusqu'au 24 septembre.

LA CAVALERIE (Aveyron). Abstraction au carré. Mostra del Larzac (62-70-93). Les Infruts, sur la RN9. Jusqu'au 15 septembre.

LANGRES. Diderot et la critique de Salon, 1759-1781. Musée du Breuil de Saint-Germain, 2, rue Chambrûlard (85-08-05). Jusqu'au 15 septembre.

LA ROCHELLE. Premières acquisitions du FRAC de Poitou-Charentes. Chapelle du lycée Fromentin, rue du Collège (41-46-50). Jusqu'au 4 novembre — Maison de la culture, 4, rue Saint-Jean-du-Pérot (41-37-79). Jusqu'au 30 septembre.

LE CREUSOT. Edmond Bernard, inventeur du quotidien. Château de la Verrerie (55-01-11). Jusqu'en novembre.

LILLE. 700 000 ans de Préhistoire dans le Nord de la France. Musée de l'hospice Comtesse, 32, rue de la Monnaie (51-02-62). Jusqu'à fin décembre.

LUNÉVILLE. Trompe-l'œil. Musée-château (73-18-27). Jusqu'au 30 septembre.

LYON. Paysagistes lyonnais, 1800-1900. Musée des beaux-arts, 20, place des Terreaux (28-07-66). Jusqu'au 30 septembre. — Bertholin, Gherban, Saytour. Elac, centre d'échanges de Perrache (842-27-39). Jusqu'au 16 septembre. — Le film, reflet de sociétés. Institut Lumière, rue du Premier-Film. Jusqu'au 21 octobre.

MAILLOT-SENS. De l'étrange au merveilleux. Le temps de voir, 13, rue du Temple (65-12-14). Jusqu'au 15 octobre.

MARSEILLE. Techniques du dessin. Musée Grobet-Labadie, 140, boulevard Longchamp (62-21-82). Jusqu'au 30 septembre.

MONTAUBAN. Dado, au signe des temps. Rétrospective 1961-1984. Musée Ingres, 19, rue de l'Hôtel-de-Ville (63-18-04). Jusqu'au 30 septembre.

MOUILLERON-EN-PAREDS. La France pittoresque. Découverte du passé national en France au XIXe siècle. Musée national des Deux-Victoires (00-31-49). Jusqu'au 24 septembre.

NANCY. Le vitrail en Lorraine, du Moyen Age au vingtième siècle. Musée lorrain, chapelle des Cordeliers, Grande-Rue (32-18-74). Jusqu'au 30 septembre.

NANTES. Autour de Michel Ragon. Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau (74-53-24). Jusqu'au 15 septembre. — Joseph Stany Gauthier (1883-1969), créateur des musées du château. Musée du château, 1, place Marc-Elder (47-18-15). Jusqu'au 28 octobre.

NICE. Chagall, vitraux et sculptures. Musée national Message biblique M. Chagall, avenue du Dr-Ménard (81-75-75). Jusqu'au 8 octobre. — Helmut Newton-Alice Springs. Photographies. Musée des beaux-arts Jules-Chéret, 33, avenue des Baumettes (44-50-72). Jusqu'à fin septembre. — Picasso. Peintures et sculptures du fonds J. Picasso. Galerie des Ponchettes, 77, quai des Etats-Unis (62-31-24). Jusqu'au 16 septembre. — Vincent Bioulès. Galerie d'art contemporain, 59, quai des Etats-Unis (85-82-34). Jusqu'au 16 septembre.

NIMES. Paul Klee. Œuvres de 1933 à 1940. Musée des beaux-arts, rue Cité-Foulc (67-38-21). Jusqu'au 24 septembre.

ORLÉANS. Les peintures françaises au Museum of Art de La Nouvelle-Orléans. Musée des beaux-arts, 1, place de la République (53-39-22). Jusqu'au 15 septembre.

ORNANS. Visages, visages. Musée Courbet, 1, rue Froidière (62-23-30). Jusqu'au 28 octobre.

LE PETIT-COURONNE. Un certain Monsieur de Corneille. Maison des champs de P. Corneille, 502, rue Pierre-Corneille. Jusqu'au 4 novembre.

POITIERS. Camille Claudel. Rétrospective. Musée Sainte-Croix, 3 *bis*, rue Jean-Jaurès (41-07-53). Jusqu'au 16 septembre.

PONT-A-MOUSSON. Images de prémontrés. Centre culturel de l'abbaye des prémontrés (81-10-32). Jusqu'au 30 septembre.

LE PUY-EN-VELAY. Le Puy-en-Velay au seizième siècle - L'allergie. Musée Crozatier jardin H.-Vinay (09-38-90). Jusqu'au 30 septembre.

QUIMPER. Charles Cottet, 1863-1925. Musée des beaux-arts, 40, rue de la Mairie (95-45-20). Jusqu'au 30 septembre.

RATILLY. Charles Marq. Peintures. Château. Jusqu'au 16 septembre.

REIMS. L'homme de la dissemblance : sculpture cardinale à sept éléments. Palais du Tau, 2, place du Cardinal-Luçon (47-74-39). Jusqu'au 25 octobre.

RENNES. Adolphe Beaufrère, gravures. Musée des beaux-art, 20, quai Emile-Zola (30-83-87). Jusqu'au 30 septembre.

RIOM. Donation Prelle et peinture contemporaine. Musée F. Mandet, 14, rue de l'Hôtel-de-Ville (38-18-53). Jusqu'au 21 octobre.

ROANNE. La bande dessinée entre au musée. Musée Joseph-Dechelette, 22, rue Anatole-France (71-47-41). Jusqu'au 30 septembre.

ROUEN. Choix de dessins français du dix-septième siècle. Collection du musée. Musée des beaux-arts, 26 *bis*, rue Thiers (71-28-40). Jusqu'au 7 octobre. La peinture d'inspiration religieuse à Rouen au temps de Pierre Corneille, 1606-1684. Eglise Saint-Ouen. Jusqu'au 7 octobre.

SAINT-MALO. La découverte du monde, cartographes et cosmographes. Musée-château (56-41-36). Jusqu'au 16 septembre. — Jacques Cartier, le pilote du pays de Canada. Chapelle Saint-Sauveur (56-24-68). Jusqu'au 1er octobre.

SAINT-PAUL-DE-VENCE. Chagall, rétrospective de l'œuvre peint. Fondation Maeght (32-81-63). Jusqu'au 15 octobre.

SAINT-TROPEZ. Les peintres fauves de Provence. Musée de l'Annonciade (97-04-01). Jusqu'au 1er octobre.

SALAGON. La terre et le sacré ; les protections religieuses en Haute-Provence (1850-1950). Prieuré de Salagon à Mane (75-19-93). Jusqu'au 30 septembre.

STRASBOURG. Strasbourg à l'affiche, 1890-1930. Musée historique, pont du Corbeau (32-25-63). Jusqu'au 16 septembre. — Faïences populaires lorraines en usage en Alsace. Musée alsacien, 23, quai Saint-Nicolas (35-55-36). Jusqu'au 25 novembre.

TANLAY (Yonne). Alberto Giacometti : dessins, gravures, lithographies. Souvenirs d'un musée à la campagne : Ancy-le-Franc, 1965-1981. Château (52-26-27). Jusqu'au 30 septembre.

TARASCON. Grandville : fleurs animées. Cloître des Cordeliers, place F.-Mistral (91-00-07). Jusqu'au 30 septembre. — M. Frydman : Hauts-reliefs, peintures et sculptures. Château du roi René. Jusqu'au 30 septembre.

TARBES. Fumio Otani, sculptures. Serre du jardin Massey. Jusqu'au 31 octobre.

TOULON. Pierre Dmitrienko. Présences. Robert Jacobsen. Parcours. Musée, 113, boulevard du Général-Leclerc (93-15-54). Jusqu'au 30 septembre.

TOULOUSE. Le musée des Augustins, 1969-1984. Nouvelles acquisitions. Musée des Augustins, 21, rue de Metz (23-55-07). Jusqu'au 30 octobre.

TOURCOING. Architecture du centre ville : 1711-1984. Musée, 2, rue Paul-Doumer. Jusqu'au 15 octobre.

VALENCE-SUR-BAISE. La peinture de langue d'oc, de 1700 à 1735. Centre culturel de l'abbaye de Flaran (28-50-19). Jusqu'au 30 septembre.

VASCŒUIL. Hommage à Jean Lurçat. Château. Jusqu'au 11 novembre.

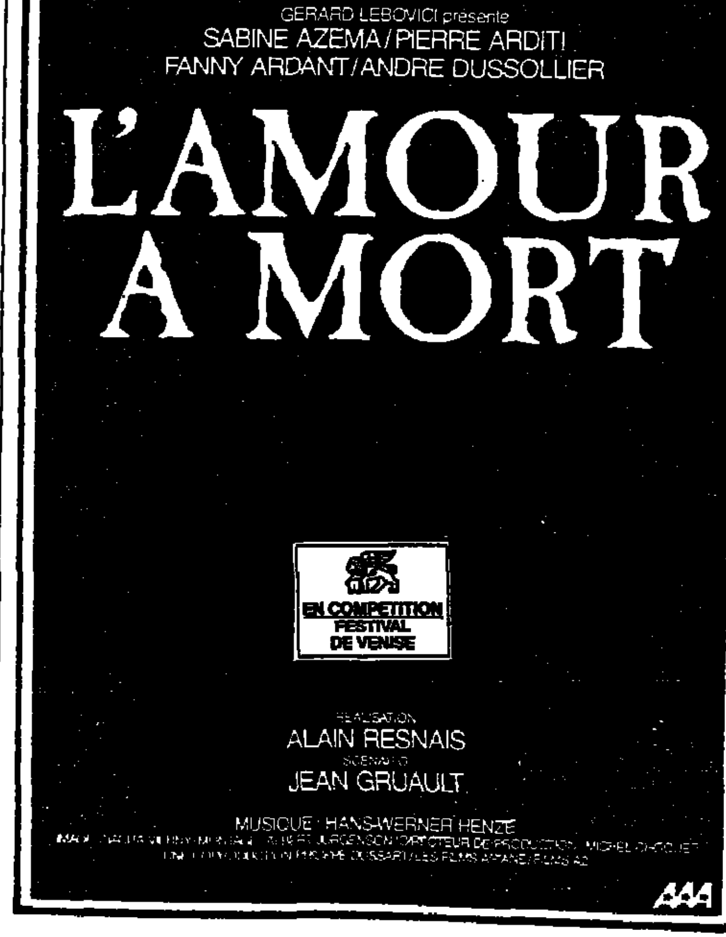
VÉZELAY. Hélion. Œuvres du legs Zervos. Salle gothique de la Mairie (33-23-69). Jusqu'au 14 octobre.

VILLENEUVE-LES-AVIGNON. « Dédale 84 », 2e Biennale des métiers d'art. La Chartreuse (25-05-46). Jusqu'au 16 septembre.

VILLEURBANNE. Jeunes artistes français : Bourget, Dauriac, Fancon, Friedman, Guinochet, Kranth, Leccia, Varini, Verjux. Le Nouveau Musée, 11, rue du Docteur-Dolard (84-55-10). Jusqu'au 20 septembre.









THEATRE

Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.

Les salles subventionnées

BEAUBOURG (277-12-33) (Mar.) : Concerts-animations : le 5, à 16 h : Jeffrey Grice; Cinéma-vidéo : les 5, 6,7, 8, 9, 10, à 13 h : Maraton, de B. Postnikoff; 16 h : Samson François joue le Concerto nº 2 de Chopin, de C. Santelli; 19 h : The Secret Agent, J. Ochs; les 7 et 9, à 21 h : le Procès, de O. Welles; le 8, à 21 h, et le 9, à 18 h 30 : le Château, de R. Noelte; les 8 et 10, à 18 h 30 : la Métamorphose, de I. Dvorak; le 10, à 21 h : Kafka et le cinéma, de H. Zischler; Théâtre-danse : les 5, 6, 7, à 20 h 30, le 8, à 16 h et 20 h 30, le 9, à 16 h : l'Artiste du jeûne, par le Box Théâtre de Jérusalem; les 5 et 6, à 21 h : les Contes de Franz, par M. Bloch. et A. Nouss.

CARRÉ SILVIA MONFORT (531-28-34) (Dim. soir et lundi) : les 5, 6, 7, 8, 11, à 20 h 30; le 9 à 16 h : la Panne.

Les autres salles

A DEJAZET (887-97-34), ven., sam., lun. 21 h, dim. 16 h : les Macloma.

ANTOINE-S. BERRIAU (208-77-71) (D. soir, L.), 20 h 45, dim. 15 h : Nos premiers adieux.

ARTS-HÉBERTOT (387-23-23) (J., D. soir), 20 h 30, mat. mar. et dim. 15 h : le Nouveau Testament.

ASTELLE-THÉATRE (238-35-53) ven., sam. 20 h 30 : l'Amour en visite à l'école des veuves ; mer., jeu. 20 h 30 : le Malentendu ; mar. 20 h 30 : les Bonnes.

BASTILLE (357-42-14), 21 h : *Andromaque (à partir du 11)*.

BOUFFES PARISIENS (296-60-24) (D. soir, L.), 21 h, dim. 15 h : Madame, pas dame.

THÉATRE A. BOURVIL (373-47-84) (D. L.), 21 h 15 : Y'en a marr...ez vous ?

C3B (524-48-42) (Mer., J., L., Mar.), 21 h : la Brasserie du bonheur.

COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41) (Mer., D. soir), 21 h, sam. 17 h 30, dim. 15 h 30 : Reviens dormir à l'Elysée.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-37-21), 21 h : Léocadia (à partir du 11).

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11) (D. soir, L.), 20 h 30, mat. dim. 15 h 30 : Messieurs les ronds de cuir.

DÉCHARGEURS (236-00-02) (D.), 21 h : Château de carton (à partir du 8).

DIX HEURES (606-07-48) (D.) 20 h : Histoire de clowns ; 21 h : l'Ours ; 22 h : la Mouche et le Pantin.

EDOUARD VII (742-57-49) (D. soir, L.), 20 h 30, sam. 18 h et 21 h 30, dim. 15 h : Désiré (à partir du 7).

ESSAION (278-46-42) (D., L.), 21 h : Tranche de coste ; 21 h : le Journal de Marie Bashkirtseff.

GAITE-MONTPARNASSE (322-16-18), 20 h 45 : Grand-père (à partir du 11).

HUCHETTE (326-38-99) (D.), 19 h 30 : la *Cantatrice chauve* ; *20 h 30 :* la Leçon ; 21 h 30 : Bonjour Prévert (dern. le 8).

LA BRUYÈRE (874-76-99) (D. soir, L.), 21 h, mat. dim. 15 h : Il pleut sur le bitume.

LUCERNAIRE (544-57-34) (D.), I. *18 h 30 :* Pas ; *20 h 15 :* le Sang des fleurs ; 22 h 30 : Hiroshima, mon amour. II. 18 h 30 : la Voix humaine ; 20 h 15 : Journal intime de Sally Mara ; 22 h 15 : *Du côté de chez Colette.*

MICHEL (265-35-02) (D., L.), 21 h 15, sam. 18 h 30 et 21 h 30 : On dînera au lit.

MICHODIÈRE (742-95-22) (D. soir, L.), 21 h, dim. 15 h 30 : J'ai deux mots à vous dire.

MOGADOR (285-28-80), 20 h 30 : Cyrano de Bergerac (à partir du 11).

MONTPARNASSE (320-89-90) (D. soir, L.), 20 h 30, mat. dim. 16 h : la Salle à manger.

NOUVEAUTÉS (770-52-76) (D. soir, J.), 20 h 30, mat. dim. 15 h 30 : l'Entourloupe.

PALAIS-ROYAL (297-59-81) (D. soir, L.), 20 h 45, dim. 15 h 30 : le Dindon.

PÉNICHE THÉATRE (245-18-20) (Dim.), 21 h : le Principe de solitude (à partir du 11).

PRÉSENT (203-02-55) (D. soir, L.), 20 h 30, mat. dim. 17 h : les Fantastiques *aventures du comte de Saint-Germain* (à partir du 7).

SAINT-GEORGES (878-63-47) (D., J.), 21 h, sam. 18 h : Théâtre de Bouvard.

THÉATRE D'EDGAR (322-11-02) (D.), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h, sam. 22 h et 23 h 30 : Nous on fait où on nous dit de faire.

THÉATRE NOIR (346-91-93), le 7 à 20 h 30, le 8 à 16 h et 20 h 30 : Théâtre de Loug Guépard.

THÉATRE 3 SUR 4 *(327-09-16)* (D.), 20 h 30 : Psy cause toujours.

TOURTOUR (887-82-48) (D.), 20 h 30 : Vie et Mort de Pier Paolo Pasolini.

VARIÉTÉS (233-09-92) (D., L.), 20 h 45, sam. 18 h 45 et 21 h 30 : le Bluffeur.

OPERA

MAISON DES CULTURES DU MONDE (544-72-30), Mer., V., S., Mar., 20 h 30 : Donna Giovanni (Théâtre *chanté*) (à partir du 11).

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35) (D.), 21 h : Laisser chanter les clowns ; 22 h 15 : le Président.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84) (D.) I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 + sam., 24 h : les Sacrés Monstres ; II. 21 h 30 : Deux pour le prix d'un ; 22 h 30 : Limite !

CAFÉ DE LA GARE (278-52-51) (D.), 20 h 30 : l'Apologue.

CAFÉ D'EDGAR (322-11-02) (D) I. 20 h 15 + sam., 23 h 45 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours ; II. *20 h 15* : Imprévu pour un privé ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), 20 h 15 : Ça balance pas mal ; 21 h 30 : le Bel et la Bête ; 22 h 30 : Fais voir ton cupidon.

PATACHON (606-90-20) (Mar., Mer.), 20 h, mat. dim. 15 h : F. Godard ; (Mar.), 22 h : Patachanson.

PETIT CASINO (278-36-50) (D.), 21 h : Il n'y a pas d'avion à Orly ; 22 h 15 : Attention, belles-mères méchantes.

SENTIER DES HALLES (236-37-27) (D., L.), 20 h 15 : Les dames de cœur piquent ; 21 h 30 : la Folle Nuit érotique de Juliette et Roméo.

SPLENDID SAINT-MARTIN (208-21-93) (D., L.), 20 h 15 : J. Villeret (dern. le 8).

TINTAMARRE (887-33-82) (D., L.), 20 h 15 : Phèdre ; 21 h 30 : Le cave habite au rez-de-chaussée.

VIEILLE GRILLE (707-60-93) (D., L.), 20 h : Petitelle.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h, dim. 15 h 30 : On perd les pétales.

DEUX ANES (606-10-26), (mer.), 21 h :, mat. dim 15 h 30 : l'Impôt et les Os.

La danse

COUR DE LA MAIRIE DU IVe (278-60-56), ven., sam., dim. 21 h : Ballets historiques du Marais.

Spectacle d'eau

ESPLANADE DE LA DÉFENSE, Fontaine Agam (979-00-15), ven., sam. 21 h 30 : Daphnis et Chloé.

Opérettes

POTINIÈRE (266-44-16) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 15 h : le Roi-Cerf.

Le music-hall

BOBINO (322-74-84), 20 h 30 : Hourra papa (à partir du 11).

BOUFFES DU NORD (239-34-50), (D.) 20 h 30 : Milva et Astor Piazzolla (à partir du 7).

CAVEAU DES OUBLIETTES (354-94-97), 21 h : Chansons françaises.

DAUNOU (261-69-14) (mer., D. soir), 21 h ; dim. 15 h 30 : From Harlem to Broadway.

GOLESTAN (542-78-41), ven., sam., dim., 19 h : les Mille et une nuits.

LUCERNAIRE (544-57-34) (D.), 22 h : A. Tome, 21 h : Serge Korval (à partir du 10).

OLYMPIA (742-25-49), les 6, 7, 8, 21 h : Dick Annegarde; à partir du 11 : William Sheller.

ZENITH (245-44-44), 20 h 30 : France Gall (à partir du 11).

MUSIQUE

Les concerts

MERCREDI 5

Sainte-Chapelle, 18 h 45 et 21 h : Ars antiqua de Paris (Musique à la Cour de Bourgogne, airs de Cour).

Eglise Saint-Médard, 21 h : G. Fumet, trio à cordes Stajic (Mozart).

JEUDI 6

Eglise Saint-Médard, 21 h : voir le 5.

VENDREDI 7

Eglise Saint-Médard, 21 h : voir le 5.

SAMEDI 8

Sainte-Chapelle, 19 h : Ensemble G. Binchois, dir. : D. Vellard (cantilations et chants ornés dans le répertoire grégorien et ambrosien).

DIMANCHE 9

Chapelle Saint-Louis-de-la-Salpêtrière, 16 h 30 : P. Caire (Buxtehude, Scheidt, Pachelbel, Guilmant).

Eglise Saint-Louis-des-Invalides, 17 h : F. Desenclos, P. Moussy (Cimarosa, Franck, Vierne, Stamitz).

Eglise réformée de l'Etoile, 20 h 30 : orchestre symphonique de jeunes en Ile-de-France, dir. : M. Durand (Berlioz, Brahms, *Beethoven*).

MARDI 11

Eglise Saint-Séverin, 21 h : M. Frasca-Colombier, M. Langot (Beethoven, Brahms, Franck).

EN RÉGION PARISIENNE

GENNEVILLIERS. – Salle des fêtes (799-33-92), le 6 à 20 h 30 : Torekves, Huarasina, Molihua.

NANTERRE. – Salle des Congrès (721-61-60), le 6 à 21 h : Molihua, chants et danses de Mongolie, Renaissance.

PALAISEAU. – Salle G. Vinet, le 6 à 20 h 30 : Amparo Ochoa, Olsava, ensemble de danse de RDA.

ROMAINVILLE. – Palais des fêtes (845-19-83), le 6 à 20 h 30 : P. Smeritchina.

VERSAILLES. – Cathédrale Saint-Louis, le 8 à 20 h 30 : Orchestre symphonique de jeunes en Ile-de-France, dir. M. Durand (Berlioz, Brahms, Beethoven).

Jazz, pop, rock, folk

BERCY (341-72-04), le 11 à 20 h : ACDC.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), *21 h 30 : G. Collier's London All* Stars (jusqu'au 6) ; les 7 et 8 : Ch. Slide Sextet ; les 9, 10 et 11 : Bert De Kort Quartet.

CHAPELLE DES LOMBARDS (357-24-24), les 6, 7 et 8 à 22 h : Manigua.

CITHEA (357-99-26) (sauf le 9), 20 h : la Folie des grandeurs ; le 7 à 20 h : Métro reggae.

NEW MORNING (523-51-41), les 7 et 8 à 21 h 30 : Colin Walcott, Jim Pepper, Coco JP, Brice Oukasse ; le 11 : Arthur Blythe Quartet.

PALAIS DES CONGRÈS (758-21-35), le 11 à 20 h 30 : The Crusaders.

PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30, le 6 : Quintette de Paris ; le 7 : Timpan Stompers ; le 8 : Métropolitan JB ; le 11 : Alligator JB.

PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : Marc Ducret, Antoine Hervé, P. Caratini.

STUDIO BERTRAND (783-64-66), 20 h 30, le 7 : Hermanou Essi, Souzy Kasseya ; les 8 et 9 : S. Kasseya (le 9 + Jeunes talents).

TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (260-44-21) (D.), 23 h : O. Piro, D. Arboleda, L. Cruz.

FESTIVALS

FESTIVAL ESTIVAL DE PARIS (549-14-83)

Musée Carnavalet, le 5 à 18 h 30 : H. Smith, W. Knijken (Frescobaldi, Simpson, Kuhnel, de Virée, Couperin).

Station Auber-RER, le 7 à 16 h 30 : Ensemble de cuivres Pro Musica (Susato, Joplin, Gervaise).

Eglise Saint-Germain-des-Prés, le 7 à 20 h 30 : K. Koto (Bach, Ballif, Franck, Messiaen).

Bateaux-Mouches, le 8 à 15 h 30 : Ensemble de cuivres Pro Musica (Sperr, Grieg, Adson).

Eglise Saint-Merri, le 8, à partir de 15 heures : Ensemble Isengrin, B. Schlosberg, Quintette vocal Musicantes ; à partir de 20 heures : Ensemble Vetera et Nova. Orchestre de chambre musique oblique. B. Halska et L. Cabasso. K. Ergüner ; le 9, à partir de 15 heures : Ensemble Ayawaska. T. Chagnot, ensemble Ars Antiqua ; à partir de 20 heures : Fl. Bellon, M.-C. Guichet. A. Hort, M.-F. Giret. F. Daverio. Quintette à vent Cantabile.

Unesco, le 10 à 20 h 30 : Orchestre de Paris. Dir. : Cl. Bardon (Beethoven, Ballif, Berlioz).

Sorbonne, Amphi Richelieu, le 11 à 18 h 30 : Duo Cobre-Exerjean (Auric, Poulenc, Tailleferre, Milhaud).

En région parisienne

XVIe FESTIVAL DE SCEAUX (660-07-79)

Orangerie du château : le 8, à 17 h 30 : A. Queffelec (Beethoven) ; le 9, à 11 h : Quatuor de flûtes dryades (Berthomieu, Castérède, Doppler, Ibert, Bach, Vivaldi) ; à 17 h 30 : Duo R. Loewenguth-L. Wright, A.-Cl. Villars, J. Borsarello (Fauré, Mozart) (+ à 15 h 30, extraits commentés du concert).

FÊTE DE L'HUMANITÉ

LA COURNEUVE, les 8 et 9

Grande Scène, le 8 : 15 h : les Rois fainéants ; 15 h 45 : Corazon rebelle ; 16 h 45 : P. Akendengue ; 17 h 45 : Little Bob Story ; 20 h 30 : J. Guidoni ; 21 h 30 : Nina Hagen. – Le 9, à 14 h 15 : Zaka Percussions ; 15 h : C. Magny, B. Wooton ; 17 h 30 : Renaud ; 21 h : Septième symphonie de Mikis Theodorakis ; 22 h 30 : Feux d'artifice. – **Cité Internationale**, le 8 : 11 h 45 : Ensemble national de danse (RDA) (+ le 9, à 17 h 30) ; 12 h 30 : Chants et danses de Mongolie (+ le 9, à 16 h) ; 13 h : Amparo Ochoa (Mexique). (+ le 9, à 17 h) ; 13 h 30 : Zagore (Bulgarie) (+ le 9, à 20 h 45) ; 14 h 30 : Les Filaos (la Réunion) ; 15 h : Gruppo Emiliano (Italie) ; 15 h : Frères Wissotski (Pologne) (+ le 9, à 10 h) ; 16 h 30 : la Principal del Rossello (France) ; 17 h 15 : Free Ka (Antilles) ; 18 h : Luzmilla Carpio (Bolivie) ; 18 h 45 : Amicale de Bruz (France) ; 19 h 30 : Molihua (Chine) (+ le 9, à 19 h) ; 20 h 15 : Ballets occitans ; 21 h 15 : Renaissance (Yougoslavie) (+ le 9, à 12 h 15) ; 22 h : Olsava (Tchécoslovaquie) (+ le 9, à 14 h 15). – Le 9, 11 h 30 : la Miramontesa (France) ; 13 h : Chai Yam (Cambodge) ; 15 h : Kakoli (Inde) ; 15 h 30 : Peru Inka (Pérou) ; 18 h 15 : Diata-Diata (Zaïre) ; 19 h 45 : Smeretchina (URSS) ; 22 h : Torekves (Hongrie). – **Espace Midi**, le 8, à 21 h : Nougaro Trio ; 23 h : Jaurès la voix, d'A. Benedetto ; le 9, à 12 h 30 : M. Pérone ; à 18 h : Compagnie B. Lubat. – **Espace Nord** : le 8, à 12 h 30 et 18 h : Traction à vent ; 13 h 30 : Groupe Sens ; 15 h : Frères Gueugnot ; 16 h 30 : Groupe Doc ; 19 h 30 : Groupe Alcool ; 21 h : Rachid Bahri ; le 9, à 12 h 30 : Dr Jazz ; 15 h : R. Contteure ; 17 h 30 : Yvan Dautin.

En province

AQUITAINE

Musique en côte basque (59) 51-19-95.

BAYONNE, Salon de l'Hôtel de Ville, le 6 à 21 h 15 : O. Charlier, D. Hovora (Beethoven, Brahms, Fauré).

BIARRITZ, Casino Bellevue, le 7 à 21 h 15 : F. Maggio-Ormezowski, B. Lunetta (Beethoven, Kodaly).

ANGLET, église, le 8 à 21 h 15 : Orchestre régional de Bayonne côte basque. Dir. : D. Dechico (Mozart, Bach, Schubert).

NORMANDIE

SEPTEMBRE MUSICAL DE L'ORNE (33) 26-11-36.

ALENÇON, église Notre-Dame, le 7 à 21 h : Ensemble vocal M. Piquemal (Rossini, Brahms, Schubert, Schumann).

SEES, Palais d'Argenté, le 8 à 18 h 30 : D. de Williencourt (Bach, Kodaly), **Cathédrale**, le 9 à 10 h 30 : G. Trouvé (Franck) ; le 8 à 21 h : Ensemble orchestral de Paris. Dir. : J.-P. Wallez (Bach, Vivaldi).

FRANCHE-COMTÉ

BESANÇON, XXXVIIe Festival (81) 80-73-26, **Palais des Sports**, le 5 à 20 h 30 : Orchestre de Paris. Dir. : Cl. Bardon (Mozart, Beethoven).

LANGUEDOC-ROUSSILLON

SAINT-GUILHEM LE DESERT, église (67) 63-14-99, le 8 à 21 h : J. Roncairol (Maîtres français des XVIIe et XVIIIe siècles).

MIDI-PYRENEES

FESTIVAL BACH (63) 61-27-07.

AUSSILLON, église, le 7 à 21 h : Orchestre régional de Clermont-Ferrand (Mendelssohn).

ROQUECOURBE, Temple, le 8 à 21 h : Ensemble vocal du cercle musical d'Auvergne (Bach) (+ le 9, Castres, Notre-Dame de la Platée).

PROVENCE - COTE D'AZUR

ROUSSILLON, Festival des Amis de la musique du Luberon (90) 75-63-28), **Eglise**, le 9 à 20 h 30 : Quatuor Rosamonde (Beethoven, Debussy, Schubert) (+ le 8 à 20 h 30, à l'abbaye de Silvacane).

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES



Club du Monde des Spectacles

Réservation

Club du Monde des spectacles — N° — Nom : — Adresse : — Expire le :

Liste des Spectacles

Location réservée aux adhérents du Club du Monde des Spectacles

Renseignements : 281.26.20

Date choisie — Nombre de places.

- Don Giovanni, de Mozart, mise en scène : J. Rodriguez, du 13/09 au 20/10, Maison des cultures du monde, 46 F au lieu de 60 F.

Léo Ferré, les 2 et 3/10, Olympia, 77 F au lieu de 90 F.

- Jethro Tull, le 17/09, 21 h, Zénith, 75 F au lieu de 85 F.
- G. Leonhardt (clavecin), A. Bijlsma, F. Bruggen (Bach, Corelli), le 9/10, 20 h 30, Théâtre des Champs-Elysées, 113 F au lieu de 140 F, 70 F au lieu de 85 F.
- Claude Nougaro, le 28/09, 21 h, Théâtre Romain-Rolland de Villejuif, 55 F au lieu de 70 F.
- Le principe de solitude, de Marc Guyon, mise en scène : R. Rodriguez, du 10/09 au 27/10, 21 h (sf D.), Péniche-Théâtre, 56 F au lieu de 70 F.
- Les Solistes de l'Orchestre de Paris, avec D. Barenboïm (Mozart), le 7/10, 11 h. ● Quatuor Suk de Prague (Beethoven, Dvorak), le 14/10, 11 h ; M. Maisky, M. Labèque (Mendelssohn, Bach, Debussy), le 21/10, 11 h ; Quatuor Vermeer de Chicago, le 28/10, 11 h, Th. du Rond-Point, 44 F au lieu de 50 F.
- Les Temps difficiles, d'E. Bourdet, mise en scène : P. Dux, avec G. Tréjean, J.-P. Cassel, Judith Magre, Martine Sarcey, Christiane Minazzoli, à partir du 21/09 jusqu'au 13/10, les mar., mer., jeu., ven., 20 h 30, sam. 17 h 30, Th. des Variétés, 150 F au lieu de 175 F.
- Odéon, L'Illusion, de Corneille, mise en scène : G. Strehler, du 30/10 au 31/12, ts les soirs (sf dim. soir, lun. et le 7/11), 70 F au lieu de 84 F. Abonnement à trois spectacles : l'Illusion, l'Heureux Stratagème (14/03 au 14/04) ; Il y a cent ans... Victor Hugo (19/04 au 15/05), 175 F au lieu de 189 F.
- Comédie-Française, La Critique de l'Ecole des femmes. L'Ecole des femmes, de Molière, mise en scène : J. Rosner, les 20 et 30/09, 20 h 30, Cinna, de Corneille, mise en scène : J.-M. Villégier, le 23/09, 14 h 30, le 24/09, 20 h 30, le Misanthrope, de Molière, mise en scène : J.-P. Vincent, le 23/09, 20 h 30, 70 F au lieu de 93 F.
- Gaveau, Valentina Diaz-Frenot, piano (Scarlatti, Beethoven, Chopin, Ravel, Albeniz) le 20/09, 20 h 30, 77 F au lieu de 90 F.
- L'Echarpe rouge, de Vitez/Aperghis, les 18, 19, 20, 23, 24, 26 et 27/10, 18 h 30, Théâtre national de Chaillot, 70 F au lieu de 90 F.
- Il pleut sur le bitume, de J.-H. Chase, Théâtre La Bruyère, à partir du 1/9 (sf le 6), 80 F au lieu de 110 F.
- Cie Renaud-Barrault, Th. du Rond-Point, Savannah Bay, de M. Duras, le 25-09, 20 h 30, 75 F au lieu de 90 F ; Angelo, Tyran de Padoue, de V. Hugo, le 18-09, 20 h 30, 75 F au lieu de 90 F ; les Oiseaux, d'après Aristophane, mise en sc. : J.-L. Barrault, musique de G. Auric, le 10-11, 20 h 30 ; le 11-11, 15 h, 80 F au lieu de 90 F ; Cinq Nô modernes, de Y. Mishima, mise en sc. : M. Béjart, les 16, 17, 18-01-85, 80 F au lieu de 90 F. Salle Obscure, de P. Philippe, les 29-09, 20 h 30, le 30-09, 15 h, 50 F au lieu de 70 F ; Oh ! les beaux jours, de S. Beckett, les 31-10, 1, 2, 3, 4-11, 20 h 30, 56 F au lieu de 70 F ; Compagnie, de S. Beckett, avec Pierre Dux, du 18-11 au 15-12, 20 h 30, tls soirs, 58 F au lieu de 70 F.
- Popeck, les 19, 25, 26, 27, 28, 29, 30-09, Olympia, 80 F au lieu de 90 F.
- Gilbert Bécaud, les 4-10 et du 10 au 28-10, Olympia, 80 F au lieu de 90 F.
- La Périchole, de J. Offenbach, mise en scène : J. Savary, les 25-09, 7-12, 20 h 30 ; le 28-10, 14 h 30, théâtre des Champs-Élysées, 173 F au lieu de 210 F, 157 F au lieu de 190 F, 133 F au lieu de 160 F.
- King Lear, de Shakespeare, par le Footsbarn Theatre, les 2, 3, 4, 5/10, TEP, 48 F au lieu de 65 F.
- Othello, de Shakespeare, mise en scène : Ch. Collin, les 6, 8, 9, 10/11, TEP, 48 F au lieu de 65 F.
- Le Grand Magic Circus (L'histoire du cochon qui voulait maigrir pour épouser cochonnette), les mer. à 14 h et 16 h 30, sam. et dim. 14 h, Th. Mogador (à partir du 28-11), 63 F au lieu de 75 F.
- Le Dindon, de G. Feydeau, mise en scène : Jean Meyer, avec J.Piat, P. Mondy, les 11, 12 et 13, 18, 19, 20/09, 20 h 45, Théâtre du Palais-Royal, 150 F au lieu de 180 f.
- Nos premiers adieux, avec R. Pierre et J.-M. Thibault, ts les soirs (sf V., S.), Théâtre Antoine, 100 F au lieu de 150 F.
- Gala « Nuit de l'Amitié », avec G. Lenorman, le 17/12, 20 h 30, Palais des congrès, 160 F au lieu de 190 F, 140 F au lieu de 170 F.
- Les Enfants terribles, de J. Cocteau, mise en scène : J.-Ch. Barbaud, ts les soirs (sf D.), à partir du 14/09, 20 h 30, Théâtre du musée Grévin, 58 F au lieu de 76 F.
- Le Nouveau Testament, de S. Guitry, mise en scène : J.-L. Cochet les 12, 14, 19, 22, 26/09, 21 h ; 30/09, 15 h, Arts-Hébertot, 104 F au lieu de 130 F.
- SUR PRÉSENTATION DE LA CARTE A L'ENTRÉE. Au New Morning, réduction de 10 F (jusqu'à 6 personnes). Au Studio Bertrand, 18 F au lieu de 25 F (pour 2 personnes, sf sam.-dim.). Au Studio des Ursulines, 20 F au lieu de 28 F (pour deux personnes). Au Denfert, 18 F au lieu de 25 F (pour deux personnes) sf fêtes et veilles de fêtes. A l'Action République, 18 F au lieu de 23 F (pour 2 personnes).
- Lundis musicaux de l'Athénée : Leyla Gencer, le 22-10, 110 F au lieu de 150 F ; Simon Estes, le 29-10, 80 F au lieu de 100 F ; T. Zylis Gara, le 19-11, 110 F au lieu de 150 F ; E. Wiens, le 26/11 ; C. Barbaux, le 3/12 ; S. Jerusalem, le 10/12 ; St-Burrows, le 17/12 ; M. Zimmermann, le 7/01/85 ; 80 F au lieu de 100 F ; J. Norman, le 12/11, 185 F au lieu de 210 F.
- Chantal Goya, le 28/10, 17 h 30, le 7/11, 14 h, le 16/12, 17 h 30 (Palais des Congrès) ; 98 F au lieu de 110 F.
- Cirque de Moscou, le 24-11, 14 h et 21 h ; le 25-11, 17 h 30 ; le 28-11, 14 h ; le 29-11 et 30-11, 20 h 30, Palais des sports. 120 F au lieu de 150 F, 95 F au lieu de 120 F.
- Cyrano de Bergerac, mise en sc. : J. Savary (Th. Mogador), 140 F au lieu de 160 F. – A partir du 11/09 – tous les soirs (sf Dim. soir).
- Avant-première Johnny Hallyday, le mercredi 7 novembre (Zénith). 125 F au lieu de 160 F, 105 F au lieu de 150 F, 75 F au lieu de 120 F, 65 F au lieu de 100 F.

Pathé-Cinéma : chèques cinéma (51 écrans Paris-périphérie), Lille, Lyon, Marseille, Orléans, Tours (sf. du sam. 18 h au dim. 18 h, veilles de fêtes et fêtes). 110 F (les cinq chèques), 220 F (les dix).

Réservation dans la limite des places disponibles. Indiquez les dates et le nombre de places choisies. Pour réserver, téléphonez-nous et confirmez par écrit avec un chèque sous 48 heures, ou bien retournez-nous directement ce bulletin de location avec votre chèque. (Les prix indiqués comprennent les frais de location.)

Réservation

Nom ______ Prénom ______

Rue ______ N° ______ Ville ______

Code postal ______ N° Carte Club ______

Chèque joint à l'ordre de CAMERA PRESS. Retournez ce bulletin-réponse avec votre chèque et une enveloppe timbrée au tarif lettre à Camera Press du Monde des Spectacles, 94, rue Saint-Lazare 75009 Paris.

Adhésion au Club

A retourner au journal LE MONDE, service publicité, 5, rue des Italiens 75009 Paris.
Je désire recevoir la Carte du Club du Monde des Spectacles et je joins 100 F français par chèque ou mandat-lettre à l'ordre du journal "Le Monde".

Nom ______ Prénom ______

Rue ______ N° ______ Ville ______

Code postal ______ N° tél. ______

LM

CINÉMA

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

MERCREDI 5 SEPTEMBRE

15 h, Gribiche, de J. Feyder ; 19 h, les Cinq Dernières Minutes, de G. Amato ; hommage à A. Resnais : 21 h, Loin du Vietnam, de J. Ivens, A. Varda, W. Klein, A. Resnais, J.-L. Godard, C. Lelouch ; La guerre est finie, sketch de A. Resnais.

JEUDI 6 SEPTEMBRE

15 h, Une femme pour une nuit, de M. Camerini ; 19 h, Lutte sans merci, de Ph. Leacock ; hommage à A. Resnais : 21 h, l'An 01, de A. Resnais, J. Doillon et J. Rouch ; Je t'aime, je t'aime, sketch de A. Resnais.

VENDREDI 7 SEPTEMBRE

15 h, l'Amant de Lady Chatterley, de M. Allégret ; 19 h, Chef de réseau, de A. de Toth ; 21 h, hommage à A. Resnais : Stavisky.

SAMEDI 8 SEPTEMBRE

15 h, Gaspard de Besse, de A. Hugon ; 17 h, Anno Uno, de R. Rossellini ; 19 h, People will talk, de A. Santell ; 21 h : hommage à A. Resnais : Providence.

DIMANCHE 9 SEPTEMBRE

15 h, Ma pomme, de M.-G. Sauvajon ; 17 h, Picnic, de J. Logan ; 19 h, Beau Masque, de B. Paul ; 21 h, hommage à A. Resnais : Mon oncle d'Amérique.

LUNDI 10 SEPTEMBRE

Relâche.

MARDI 11 SEPTEMBRE

15 h, Garou-Garou le passe-muraille, de J. Boyer ; 19 h, Liaisons secrètes, de R. Quine ; 21 h, hommage à A. Resnais : La vie est un roman.

BEAUBOURG (278-35-57)

MERCREDI 5 SEPTEMBRE

15 h, Monte là-dessus, de F. Newmeyer et S. Taylor ; cinéma japonais : 17 h, les Demi-Frères, de M. Ieki ; 19 h, Kiku et Isamu, de T. Imai.

JEUDI 6 SEPTEMBRE

15 h, le Roi des cinglés (Silence, on tourne !), de C. Bruckman ; cinéma japonais : 17 h, La tristesse est aux femmes, de K. Shindo ; 19 h, Rafale de neige, de K. Kinoshita.

VENDREDI 7 SEPTEMBRE

15 h, le Figurant, de E. Sedgwick ; cinéma japonais : 17 h, Tendre et folle adolescence/Mon frère cadet, de K. Ichikawa ; 19 h : les Lanternes, de T. Kinugasa.

SAMEDI 8 SEPTEMBRE

15 h, The Cameraman, de E. Sedgwick ; 17 h, la Taverne de la Jamaïque, d'A. Hitchcock ; cinéma japonais ; films historiques : 19 h, le Héros sacrilège, de K. Mizoguchi ; 21 h, Cinq Hommes d'Edo, de D. Ito.

DIMANCHE 9 SEPTEMBRE

15 h, Sa dernière culotte, de F. Capra ; 17 h, le Rite, de I. Bergman ; cinéma japonais : films historiques : 19 h, Hors-la-loi, de H. Inagaki ; 21 h 30, les Lucioles, de H. Gosho.

LUNDI 10 SEPTEMBRE

15 h, l'Athlète incomplet, de F. Capra ; 17 h : De la veine à revendre, de A. Munk ; 19 h, cinéma japonais ; films historiques : Histoire de Shiro Amakusa, le révolté, de N. Oshima.

MARDI 11 SEPTEMBRE

Relâche.

LES FILMS NOUVEAUX

L'AMOUR A MORT, film français d'Alain Resnais : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) : Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

C'EST LA FAUTE A RIO, film américain de Stanley Donen, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC Ermitage, 8e (359-15-71). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) : UGC Boulevard, 9e (246-66-44) : UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; UGC Convention, 15e (828-20-64).

LE FUTUR EST FEMME, film italien de Marco Ferreri, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) : UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) : UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) : 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LA GARCE (*), film français de Christine Pascal : Forum, 1er (297-53-74) ; Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33) ; Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Gaumont Colisée, 8e (359-29-46) : Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; 7 Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

HOTEL NEW HAMPSHIRE, film américain de Tony Richardson, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44).

POLICE ACADEMY, film américain de Hugh Wilson, v.o. : Forum, 1er (297-53-74) : Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 3 Parnassiens, 14e (320-30-19). – V.f. : Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) : La Bastille, 12e (307-54-40) ; Nation, 12e (343-04-67) : Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Fauvette, 14e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) : Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94).

PRIS AU PIÈGE, film américain de Gus Trikonis, v.o. : Paramount Odéon, 6e (325-59-83). – V.f. : Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

LE TARTUFFE, film français de Gérard Depardieu : Forum, 1er (297-53-74) : Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Olympic Saint-Germain, 5e (222-87-23) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

TIR A VUE (*), film français de Marc Angelo : Forum, 1er (297-53-74) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) : Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) : Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) : Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) : Passy, 16e (288-62-34) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01).

LE VOYAGE, film français de Michel Andrieu : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Le Balzac, 8e (561-10-60) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Montparnasse, 18e (606-34-25).

Les exclusivités

A COUPS DE CROSSE (Franco-Esp.), (*), (v.f.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-71-08) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Images, 18e (522-47-94).

A LA POURSUITE DU DIAMANT VERT (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) : Mistral, (539-52-43) : Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94).

ALSINO Y EL CONDOR (Nicaragua, v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01), Hsp.

ANGEL (A.), (*), (v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33) ; UGC Ermitage, 8e (359-15-71).

LE BAL (Fr.-It.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (h. sp.), 14e (321-41-01).

LE BON ROI DAGOBERT (Franco-It., v.f.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

LES BRÉSILIENNES DU BOIS DE BOULOGNE (Fr.) (**) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

BUSH MAMA (A., v.o.) : Républic Cinéma, 11e (805-51-33).

CANNON BALL II (A., v.f.) : Gaîté Rochechouart, 9e (878-81-77).

CARMEN (Esp., v.o.) : Calypso, 17e (380-03-11).

CARMEN (Franco-It.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

CONAN LE DESTRUCTEUR (A.), (v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC Ermitage, 8e (359-15-71) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Grand Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Bastille, 12e (307-54-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Nation, 12e (343-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

CONTRE TOUTE ATTENTE (A., v.o.) : George V, 8e (562-41-46).

LA DÉESSE (Indien, v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32) ; Cinoches, 6e (633-10-82).

DORTOIR DES GRANDES (Fr.) (**) : Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

EMMANUELLE IV (**) (V. Ang., V.f.) : George-V 8e (562-41-46). – V.f. Arcades, 2e (233-54-58).

ET VOGUE LE NAVIRE (It., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71).

L'ÉTOFFE DES HÉROS (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (723-69-23).

LA FEMME PUBLIQUE (*) (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82).

FORT SAGANNE (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Club de l'Étoile, 17e (380-42-05).

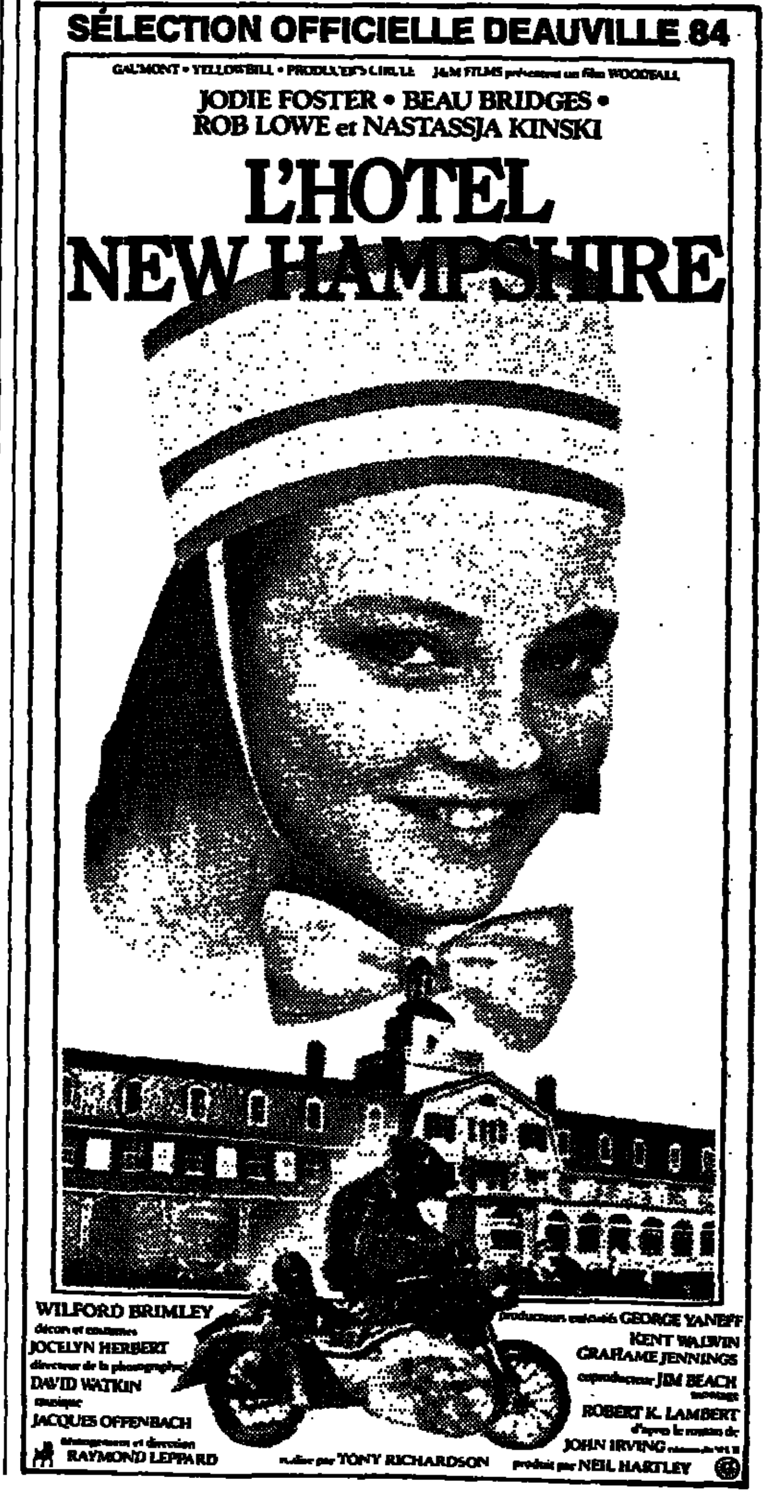
LA FRANCE INTERDITE (**) (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).

FRANKENSTEIN 90 (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; George V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

LES GRANDES VACANCES DE DONALD (A., v.f.) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; George V, 8e (562-41-46) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

HISTOIRE D'O N° 2 (Fr.) (**) : George V, 8e (562-41-46) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Miramar, 14e (320-89-52).

En VO : UGC BIARRITZ – ST-GERMAIN VILLAGE
CINÉ-BEAUBOURG – 14JUILLET BEAUGRENELLE
EN VF : UGC OPÉRA – UGC BOULEVARD – UGC MONTPARNASSE





IL ÉTAIT UNE FOIS EN AMÉRIQUE (A., v.o.) : UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70).

LISTE NOIRE (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

LOCAL HERO (Brit., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

LES MALHEURS DE HEIDI (A., v.f.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

NOTRE HISTOIRE (Fr.), Calypso (Hsp), 17e (380-03-11).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.), Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Elisées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06).

PARIS VU PAR... (20 ans après) (Fr.) : Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38).

PAVILLONS LOINTAINS (Ang., v.o.) : UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23). – V.f. : UGC Boulevard, 9e (246-66-44).

PINOT SIMPLE FLIC (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

LA PIRATE (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

PRÉNOM CARMEN (Fr.) : Grand Pavois (h. sp.), 15e (554-46-85).

ROAR (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Lumières, 9e (246-49-07) ; Bastille, 12e (307-54-40) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

SIGNE LASSITER (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (359-41-18).

LA SMALA (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; UGC Normandie, 8e (359-41-18) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

STAR WAR LA SAGA (A., v.o.) : la Guerre des étoiles, l'Empire contre-attaque, le Retour du Jedi : Escurial, 13e (707-28-04).

SUDDEN IMPACT (A., v.o.) (*) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; George-V, 8e (562-41-46) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

TOOTSIE (A., v.o. et v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LA TRACE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

LA TRICHE (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

LA ULTIMA CENA (Cub.) : Denfert, 14e (321-41-01).

UN AMOUR DE SWANN (Fr.) : Calypso, 17e (380-03-11).

UN BON PETIT DIABLE (Fr.) : Calypso, 17e (380-03-11).

UNDER FIRE (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Biarritz, 8e (723-69-23). – V.f. : Gaité Boulevard, 2e (233-67-06).

ULTIME VIOLENCE (A., v.f.) (*) : Gaité Boulevard, 2e (233-67-06).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08).

UN HOMME PARMI LES LOUPS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (755-63-42).

VIVA LA VIE (Fr.) : *UGC Biarritz, 8e (722-69-23).*

VIVE LES FEMMES (Fr.) : UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).

V'LA LES SCHTROUMPFS (A., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) (h.sp.) ; Calypso, 17e (380-30-11) (h.sp.).

XTRO (Angl., v.f.) (*) : Lumière, 9e (246-49-07).

YENTL (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45). – V.f. : UGC Opéra, 2e (261-50-32).

ZOLOCK (POURQUOI L'ÉTRANGE M. ZOLOCK S'INTÉRESSAIT-IL TANT A LA BANDE DESSINÉE ?) (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

Les grandes reprises

ALEXANDRE NEWSKY (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).

ALIEN (A., v.o.) (*) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14) ; Denfert, 14e (321-41-01).

L'ANGE DES MAUDITS (A., v.o.) : Action Rive gauche, 5e (329-44-40).

L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS (A., v.o.) : Boîte à films (H.sp.), 17e (622-44-21).

ANTONIO DAS MORTES (Bré., v.o.) : Républic Cinéma, 11e (805-51-33).

L'ARNAQUE (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

LES ARISTOCHATS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (755-63-42).

L'ASSASSINAT DE TROTSKY (A., v.o.) : Panthéon, 5e (354-15-04).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

BARBEROUSSE (Jap., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

BARRY LYNDON (Angl., v.o.) : André Bazin, 13e (337-74-39) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).

BLADE RUNNER (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71). – V.f. : Opéra Night, 2e (296-62-56).

BLANCHE-NEIGE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (755-63-42).

BLOW UP (A., v.o.) : Reflet Quartier Latin, 5e (326-84-65).

CITIZEN KANE (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-03-11).

CORRESPONDANT 17 (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25).

DÉLIVRANCE (A., v.o.) (*) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

DE L'OR EN BARRE (Ang., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30).

LE DERNIER TANGO A PARIS (It., v.o.) (**) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bost.-A.) : George V, 8e (562-41-46). – V.f. : Impérial, 2e (233-56-70).

DITES-LUI QUE JE L'AIME (Fr.) : Ciné 13 Première, 18e (259-62-75).

LES DIX COMMANDEMENTS (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93).

LA DOLCE VITA (It., v.o.) : Olympic, 14e (545-35-38).

DON GIOVANNI (It., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50).

EL (Mex., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

EMMANUELLE (Fr.) (**) : Paramount City, 8e (562-45-76).

L'ÉNIGME DE KASPAR HAUSER (All., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

EXCALIBUR (A., v.o.) : Parnassiens, 14e (329-83-11).

FAME (A., v.o.) : Action Rive gauche, 5e (329-44-40).

LE FAUX COUPABLE (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

LA FÉLINE (Tourneur 1942), (v.o.) : 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15).

LA FEMME A ABATTRE (A., v.o.) : Action Lafayette, 9e (329-79-89).

LA FILLE DE RYAN (Ang., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04) ; UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).

FENÊTRE SUR COUR (A., v.o.) : Reflet Quartier latin, 5e (326-84-65).

FRITZ THE CAT (A., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).

LE GUÉPARD (It., v.o.) : Olympic Marilyn, 14e (545-35-38).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

HAIR (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

L'HÉRITIÈRE (A., v.o.) : Reflet Médicis, 5e (633-25-97) ; *Mac-Mahon, 17e (380-24-81).*

HIROSHIMA MON AMOUR (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99).

L'HOMME AU COMPLET BLANC (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07).

L'HOMME QUI EN SAVAIT TROP (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17).

IL BIDONE (It., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

IMMACOLATA ET CONCETTA (It., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr.) (**) : Parnassiens, 14e (329-83-11).

KAGEMUSHA (Jap., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37).

LAWRENCE D'ARABIE (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

LILI MARLEEN (All., v.o.) : Rivoli, 4e (272-63-32).

LA LOI DU SILENCE (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Balzac, 8e (561-10-60).

LA MAIN AU COLLET (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Lincoln, 8e (359-36-14). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50)) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

MAIS QUI A TUÉ HARRY ? (A., v.o.) : Logos, 5e (354-42-34) ; UGC Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

MANHATTAN (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

MEAN STREETS (A., v.o.) (*) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).

MERLIN L'ENCHANTEUR (A., v.f.) : Napoléon, 17e (755-63-42).

MEURTRE D'UN BOOKMAKER CHINOIS (ex-LE BAL DES VAURIENS) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68).

METROPOLIS (All.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (Angl., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).

MONTY PYTHON, LA VIE DE BRIAN (Ang., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38).

ORANGE MÉCANIQUE (A., v.f.) (**) : Français, 9e (770-33-88).

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14).

PARIS VU PAR (1964) (Fr.) : Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38).

LE PIGEON II (HOLD-UP A LA MILANAISE) (It., v.o.) : Logos I, 5e (354-43-34).

PINK FLAMINGOS (A., v.o.), (**) : Movies, 1er (260-43-99).

PLUS FORT QUE LE DIABLE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30).

QUERELLE *(All., v.o.) (**) : Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38).*

RASHOMON (Jap., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

LE RETOUR DE MARTIN GUERRE (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82) ; Ranelagh, 16e (288-64-44).

LE SALON DE MUSIQUE (Ind., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).

LES SEIGNEURS DE LA ROUTE (ex-LA COURSE A LA MORT DE L'AN 2000) (A., v.f.) (**) : Maxéville, 9e (770-72-86).

LA SOIF DU MAL (A., v.o.) : Parnassiens, 14e (320-30-19).

SUEURS FROIDES (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30).

TAXI DRIVER (A., v.o.) (**) : Boîte à *films, 17e (622-44-21).*

TCHAO PANTIN (Fr.) : Cinéma Présent, 19e (203-02-55).

THE BLUES BROTHERS (A., v.o.) : UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).

THE ROSE (A., v.o.) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14).

THE SERVANT (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

TO BE OR NOT TO BE (Lubitsch), (A., v.o.) : Saint-André des Arts, 6e (326-48-18).

TRISTANA (Fr., It., Esp.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; 14-Juillet Parnasse, 14e (326-58-00).

TUEUR A GAGES (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (329-11-30).

UNE ÉTOILE EST NÉE (A., v.o.) (vers. intégr.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

LA VIE D'ARCHIBALD DE LA CRUZ (Mex., v.o.) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91).

VICTOR VICTORIA (A., v.o.) : Reflet Quartier Latin, 5e (326-84-65).

VIVRE ET LAISSER MOURIR (A., v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; – V.f. : Montparnos, 14e (327-52-37).

WEST SIDE STORY (A., v.o.) : Balzac, 8e (561-10-60).

Les festivals

ERIC ROHMER : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77), mer., sam. : la Femme de l'aviateur ; jeu., dim., mar. : le Beau Mariage ; ven., lun. : Pauline à la plage.

ERIC ROHMER : ELOGE A LA RIGUEUR : Denfert, 14e (321-41-01), mer., sam., dim. : Perceval le Gallois ; jeu., dim., mar. : la Collectionneuse ; ven., mar., mer. : le Genou de Claire ; mer., sam., lun. : l'Amour l'après-midi ; lun. : la Marquise d'O ; mar. : la Carrière de Suzanne ; ven., dim., jeu., sam., lun. : la Femme de l'aviateur.

L'ETE DES STARS (v.o.) : Richard Geere : t.l.j. sf mar. : A bout de souffle made in USA ; American Gigolo ; Officier et Gentleman.

FANTASTIQUE, FICTION (v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36), ven. : Repulsion (**) ; ven., sam. : Salo ou les 120 journées de Sodome (**) ; ven., sam. : l'Exorciste (**) ; sam. : Pulsion (**) ; ven., sam. : Au-delà du réel (*).

FOLIES CRIMINELLES (v.o.) : Olympic Marylin, 14e (545-35-38), mer., jeu. : Scarface ; ven. : Chien enragé ; sam. : la Vengeance est à moi ; dim. : les Tueurs de la lune de miel ; lun., mar. : Péché mortel.

HITCHCOCK (v.o.) : Action Lafayette, 9e (329-79-89), mer., ven., dim., mar. : les Oiseaux ; jeu., sam., lun. : Psychose.

HOMOSEXUALITÉ *(v.o.) : Ciné Beaubourg*, 3e (271-52-36) : dim., lun., mar. : Sébastiane ; Querelle ; Flesh ; dim., lun. : l'Homme blessé ; Outrageous.

MARX BROTHERS (v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07), ven. : la Soupe au canard ; dim. : les Marx au grand magasin ; jeu. : Une nuit à l'Opéra ; lun. : Plumes de cheval ; mer., mar. : Monkey Business.

LE ROMAN DU CINEMA : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19), tlj sf. jeu. : le Cameraman ; tlj : Scarface ; l'Atalante ; l'Ange bleu ; tlj sf. mer. ; Boudu sauvé des eaux ; mer., jeu. : la Nuit du carrefour.

NUIT FELINE (v.o.) : Septième Art Beaubourg, 4e (278-34-15), sam. : la Féline ; la Malédiction des hommes-chats ; l'homme-léopard.

PROMOTION DU CINEMA (v.o.), Studio 28, 18e (606-36-07), mer. : Mes chers amis no 2 ; jeu. : Underfire ; ven. : Utu ; sam. : les Moissons du printemps ; dim., mar. : Mais qui a tué Harry ?

Les séances spéciales

L'AGE D'OR (Fr.), Templiers, 3e (272-94-56), dim., 20 h 45 ; sam., 18 h 40.

AGUIRRE, LA COLÈRE DE DIEU (All., v.o.), Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), mer. 18 h, sam. 19 h 20, dim. *15 h 30, mar. 22 h, ven. 13 h 50.*

LE MONDE DES ARTS

CINEMA

AMERICAN GIGOLO (*) (A., v.o.), Châtelet Victoria, 1er (508-94-14), 15 h + sam. 0 h 30.

A NOS AMOURS (Fr.), Templiers, 3e (272-94-56), dim. 22 h 15.

BARBEROUSSE (Jap., v.o.), Saint-Lambert, 15e (532-91-68), 18 h 30; mar. 20 h.

CASANOVA (de Fellini) (It., v.o.), Templiers, 3e (272-94-56), mer., jeu., ven. 22 h 15, dim. 18 h 40.

CHARIOTS DE FEU (Brit., v.o.), Boîte à Films, 17e (622-44-21), 20 h 20.

LE CHATEAU DE L'ARAIGNÉE (Jap., v.o.), Saint-Lambert, 15e (532-91-68), mer. 21 h 15, ven. 18 h 45, lun. 17 h, mar. 18 h.

LA DAME DE SHANGAI (A., v.o.), Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 12 h et 24 h.

LE DERNIER MÉTRO (Fr.), Templiers, 3e (272-94-56), sam. 19 h 45.

DERSOU OUZALA (Sov., v.o.), Saint-Lambert, 15e (532-91-68), jeu. 16 h 45, dim. 18 h 45.

LE FACTEUR SONNE TOUJOURS DEUX FOIS (A., v.o.), Calypso, 17e (380-30-11), 22 h 15.

GEORGIA (A., v.o.), Studio Bertrand, 7e (783-64-66), 21 h 45, (sauf D.) dim. 14 h 30.

GERTRUD (Dan., v.o.), Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), jeu. 21 h 30.

HAMMETT (A. v.o.), Templiers, 3e (272-94-56), 22 h 15.

IDENTIFICATION D'UNE FEMME (It., v.o.), Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), dim. 21 h.

LES JOUEURS D'ÉCHECS (Ind., v.o.), Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36), dim., mar. 11 h 55.

LETTRES D'AMOUR EN SOMALIE (Fr.), Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23), 12 h.

LE LÉZARD NOIR (Jap., v.o.), Septième Art Beaubourg, 4e (278-34-15), ven., 24 h.

MACADAM COW-BOY (A., v.o.), Studio Galande, 5e (354-72-71), 14 h.

LE MYSTERE PICASSO (Fr.), Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36), mar. 11 h 50.

MISTER ARKADIN (A., v.o.), Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77), 12 h et 24 h.

NEXT STOP, GREENWICH VILLAGE (A., v.o.), Movies, 1er (260-43-99), 12 h 10.

PLAYTIME (Fr.), Templiers, 3e (272-94-56) sam., dim. 15 h 30.

POSSESSION (**) (Ang., v.o.), Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 12 h et 24 h.

LA PRISE DU POUVOIR PAR LOUIS XIV (Fr.), Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36), lun., mar. 11 h 40.

QUI A PEUR DE VIRGINIA WOOLF (A., v.o.), Châtelet Victoria, 1er (508-94-14), 13 h + ven. 0 h 10.

SUZANNE SIMONIN, LA RELIGIEUSE DE DIDEROT (Fr.), Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), lun. 15 h 40.

LE TAMBOUR (All., v.o.), Républic Cinémas, 11e (805-51-33), sam. 15 h 30, dim. 13 h 30.

LA TRAVIATA (It., v.o.), Studio Galande, 5e (354-72-71), 16 h.

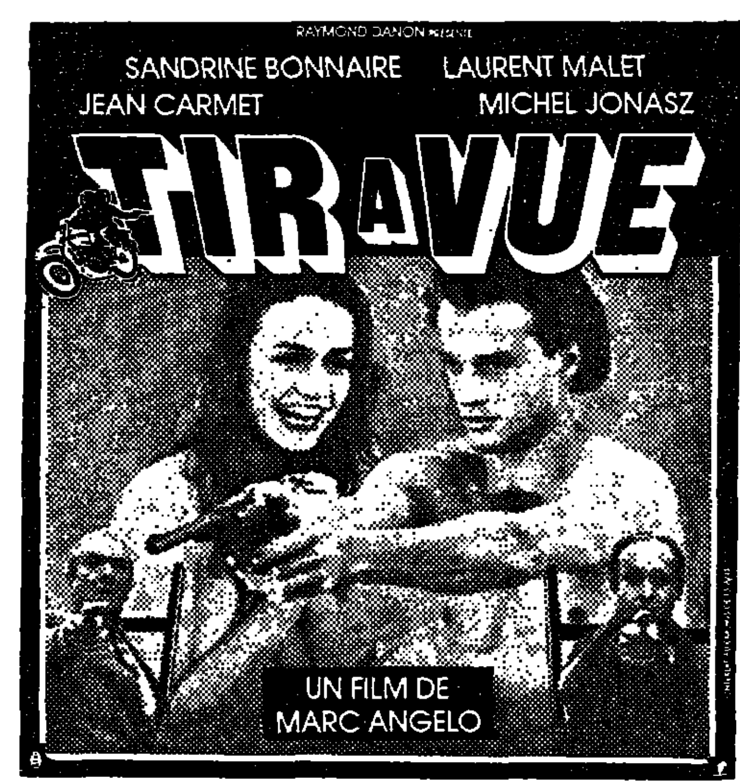
LES UNS ET LES AUTRES (Fr.), Châtelet Victoria, 1er (508-94-14), 19 h.

VIVRE VITE (**) (Esp., v.o.), Républic Cinémas, 11e (805-51-33), jeu., mar. 22 h.

VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (*) (A., v.o.), Boîte à films, 17e (622-44-21), 21 h 15.

ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.), Républic Cinémas, 11e (805-51-33), mer., jeu., dim., lun., mar. 16 h, ven., sam. 18 h.

ZELIG (A.), Rivoli-Beaubourg, 4e (272-63-32), 14 h 15.







COMMUNICATION

LES TECHNOLOGIES DE LA COMMUNICATION EN URSS

II. – *La logique du collectivisme*

par ALAIN LE DIBERDER et FRANCIS WASSERMAN (*)

Le retard pris par l'Union soviétique, en particulier dans le domaine du téléphone, peut compromettre son développement vers une société où les techniques de la communication vont jouer un rôle croissant (*le Monde* du 5 septembre). Mais les choix à faire sont aussi idéologiques.

L'opportunité de développer une technologie sera appréciée par les responsables soviétiques selon trois grands critères : l'intérêt de ce développement pour la collectivité, les capacités techniques et économiques du pays dans le domaine considéré, et enfin le danger plus ou moins grand que la technologie considérée fait courir à l'organisation socio-politique du pays.

Le scénario le plus probable à moyen terme est celui du maintien des conditions présentes. Il se caractérise par la persistance d'une certaine croissance, dans le cadre d'une économie planifiée assez rigide et d'un système politique relativement dur. Ce scénario, en ce qui concerne la communication, peut être qualifié de « développement contrôlé ». En effet, il représente la position moyenne entre un scénario de « repli » (crise économique prolongée dans un contexte de planification rigide avec un régime politique durci), où le sort fait aux nouvelles techniques de communication serait de les limiter au minimum, et un scénario d'ouverture de type « hongrois » (croissance économique maintenue avec libéralisation des systèmes économique et politique), qui, au contraire, pourrait les favoriser.

Plusieurs situations communes à ces scénarios existent. Ainsi, presse et radio semblent, dans tous les cas, assurées de leur développement. De même, les efforts à consentir, à moyen terme, pour la robotique, la télévision, l'informatique classique, les banques de données et le câble simple apparaissent comme une constante. Ils sont d'ailleurs déjà confirmés par certaines orientations de la planification :

● En matière de robotique, les besoins de l'URSS sont estimés à 400 000 unités en 1990. Le retard technologique sur l'Occident est de cinq à dix ans. Le plan robotique 1981-1985 prévoit l'installation de 40 OOO robots (dont 12 000 programmes), le parc prévu pour 1990 étant de 120 000 robots et manipulateurs. Selon certains experts, l'URSS serait déjà, en parc installé, au troisième rang mondial environ et pourrait passer en tête du classement.

● Pour les banques de données, le programme GASNTI 1981-1985 prévoit le raccordement à des systèmes d'informations industrielles et techniques sur le réseau PB 200, avec des terminaux de type telex. A la fin de 1983, une vingtaine de grandes villes étaient déjà interconnectées.

● Un programme d'expériences de câblage par fibres optiques en vraie grandeur vient d'être lancé à Moscou, et devrait être étendu à d'autres villes : Kiev, Riga, Gorki, etc.

● Le développement de l'informatique lourde se poursuit. En 1983, l'URSS comptait plus de trois mille centres de calcul.

● La *télévision* permet une couverture presque totale du territoire (80 % de la population peut recevoir les deux chaînes « nationales », et 95 % l'une des deux). Une quinzaine de chaînes régionales en langue locale existent dans diverses républiques de l'URSS, et des expériences de télévision locale sont en cours.

● Les efforts concernant les satellites se poursuivent activement

Ébauches de développement

A l'opposé, des techniques comme le radiotéléphone, le vidéodisque, le courrier électronique, la carte à mémoire – et, dans une moindre mesure, la photocopie, le câble interactif, les répondeurs et les jeux vidéos, – semblent devoir être systématiquement exclus du développement effectif de la communication en URSS à moyen terme.

Les différences entre scénarios font ressortir plusieurs points sensibles, c'est-à-dire des techniques dont le développement reste en suspens. Il s'agit du téléphone, des micro-ordinateurs, des cassettes audio et vidéo, du cinéma. Plusieurs faits témoignent d'ébauches de développement de ces techniques « sensibles » :

– Les appels d'offres récents de pays de l'Est en matière de téléphone auprès de firmes occidentales ;

– L'apparition, en 1983, d'une première série de 1 000 micro-ordinateurs AGATHA, copiés, semble-t-il sur l'APPLE II. L'installation annoncée de 5 000 micro-ordinateurs dans les écoles d'ici à 1990 confirme la timidité de cet effort ;

– Le lancement récent du magnétoscope Electronika VM12, à un prix prohibitif, dans un nombre très réduit de points de vente, et sans la fourniture de cassettes préenregistrées.

L'enjeu économique

Plusieurs enjeux de taille sont associés à ces technologies en suspens : la micro-informatique en tant qu'outil de productivité, de décentralisation et d'évolution des modes de vie, le téléphone en tant qu'infrastructure de base. Les trois quarts environ des technologies envisagées ici dépendent fortement de ce dernier. Si la quasi-inexistence du téléphone grand public devait se prolonger, alors on se dirigerait sans doute vers les scénarios de « repli » ou au mieux de « développement contrôlé ». Au contraire, un effort de rattrapage du niveau occidental en matière de téléphone serait un sérieux indice d'ouverture vers un scénario de type « hongrois ». En d'autres termes, c'est le téléphone qui peut être la clé la plus pratique pour comprendre vers quoi s'oriente l'URSS. Les discussions récentes au sein du COCOM, au sujet de la fourniture de matériels de commutation aux pays de l'Est, peuvent être interprétées dans ce sens.

Cependant, même en limitant certaines techniques jugées subversives et en prenant la juste mesure de ses capacités de développement, l'URSS devrait rester dans la course et ne pas voir son retard par rapport à l'Occident devenir insupportable. Ce retard lui offre un vaste champ d'action, alors que le système socio-politique semble tout à fait capable d'offrir à la population des « gadgets » de communication sur le modèle occidental, mais en nombre limité.

Plus que les communications inter-individuelles, la « communication économique », et donc le mode d'organisation de l'économie devraient être les véritables enjeux de ces nouvelles technologies. Pourtant, il est probable que le développement, grâce aux communications, du travail à domicile ou de l'enseignement assisté par ordinateur, par exemple, ne se fera pas de la même façon en URSS et en Occident.

S'agit-il d'un nouveau retard destiné à être progressivement comblé ou de l'amorce d'une véritable divergence ? La réponse est d'autant moins aisée que l'analyse qui vient d'être menée conduit à se poser certaines questions sur les nouvelles technologies de communication dans les pays occidentaux eux-mêmes. N'y exagère-t-on pas l'ampleur de la diffusion de ces techniques à partir de réalisations pilotes peut-être sans lendemain (Biarritz) ou de produits demeurant pour l'instant d'une diffusion confidentielle (vidéodisque) ? Nos systèmes sociaux sont-ils aussi inertes vis-à-vis des technologies de communication que semble l'être la société soviétique ? Sur quoi porte réellement la révolution de la communication que l'on nous annonce : la productivité économique, l'apparition d'activités nouvelles, l'évolution des modes de vie individuels, ou le fonctionnement global de la société ?

FIN

(*) Respectivement chargé de recherches et directeur d'études au Bureau d'informations et de prévisions économiques (BIPE).

LE LANCEMENT DE CANAL PLUS

Jour J moins 60 : la grille

Ce n'est pas encore le programme complet de Canal Plus, mais, déjà, son squelette précis : des petites cases horaires jaunes, vertes et bleues, où viendront ensuite s'inscrire des noms, des titres. A première vue, c'est très complexe tant il est vrai que la nouvelle chaîne mélange habilement le cinéma permanent, la télévision classique et la radio en images. Clé de cette architecture, le cinéma est le produit d'appel privilégié, chaque soir à 20 h 30 ou 22 h 30. L'abonné de Canal Plus pourra enchaîner deux ou trois films par jour, quatre même durant les nuits du vendredi et du samedi.

Abondance, donc, mais aussi liberté, puisque chaque film sera diffusé cinq fois en trois semaines à des heures différentes. Ainsi, le *Danton* de Wajda est programmé le 13 novembre à 20 h 30, le 15 à 9 h, le 18 à 11 h, le 23 à 14 h, le 25 à 22 h et le 26 à 9 h. Cette multidiffusion concerne aussi les trois séries américaines que l'on verra en début de soirée les mercredi, vendredi et samedi, mais aussi l'après-midi ou en matinée.

Au réveil, Canal Plus mise sur un rythme radiophonique rapide qui marie informations en direct de la salle de rédaction, météo, gymnastique, dessins animés, musique et horoscope tandis que Michel Denisot reçoit des invités sur le plateau de la tour Olivier-de-Serres. A 13 heures, priorité au jeu qui devrait, grâce au « sponsoring », être plus alléchant que ceux des chaînes publiques. A 18 heures, alors que TF 1, Antenne 2 et FR 3 se préparent à la course quotidienne à l'audience, Canal Plus joue la jeunesse et les clips avec une émission d'Antoine de Caunes.

C'est ensuite l'heure du feuilleton brésilien, remplacé en janvier par une production française commandée par la chaîne, avant que, face aux actualités régionales, ne s'ouvre la « vitrine » de Canal Plus, diffusée sans codage, et consacrée à un magazine du spectacle, coproduit avec Sygma.

L'équipe de rédaction de Canal Plus, dirigée par Jean-Louis Burgat, Erik Gilbert et Frédérik Boulay, interviendra une dizaine de fois sous forme de flashes d'information. Le reste est plus classique avec des émissions pour enfants le mercredi et le samedi matin, des documentaires de voyage, d'évasion et sur le cinéma. Signalons que le dimanche à 19 heures, Canal Plus fera une concession à la politique en retransmettant le « Club de la presse » d'Europe 1. Enfin, cette chaîne sans publicité s'offre le luxe d'un magazine hebdomadaire sur la publicité, réalisé avec *Stratégies*.

Un projet de journal

Avec ses vingt heures d'émissions quotidiennes, Canal Plus pose un redoutable problème d'information. Les hebdomadaires de télévision étudient de nouvelles formules pour accueillir la programmation de la quatrième chaîne sans s'alourdir de trop de pages supplémentaires mais les millions de spectateurs des chaînes publiques restent prioritaires sur les deux cent mille premiers abonnés de Canal Plus. Inquiets de voir l'information sur leurs programmes réduite à la portion congrue, les responsables de la chaîne payante ont d'abord pensé à informer directement leurs abonnés sous la forme d'un petit guide hebdomadaire, comme cela se fait aux Etats-Unis.

Le projet, trop onéreux, a été abandonné. Le groupe Havas préfère aujourd'hui la solution d'un magazine indépendant de la chaîne. « *Le lancement d'un tel magazine,* explique M. André Rousselet, président de Havas et de Canal Plus, *ne sera décidé qu'à la fin de l'année si la couverture de Canal Plus par la presse se révèle insuffisante. Ce n'est en aucun cas un instrument de pression envers les magazines spécialisés, mais une simple mesure d'anticipation naturelle, vu l'enjeu décisif de la quatrième chaîne pour le groupe Havas. En tout état de cause, Havas n'éditera pas ce journal. Il trouvera d'autres partenaires intéressés par l'aventure.* »

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

LA RENTREE A LA TELEVISION

Le diable sur l'écran

Si l'on regarde bien, FR 3 à 18 h 30 est occupée à mijoter ses plats régionaux sans s'occuper du reste, quand, à la même heure, TF 1 et Antenne 2 livrent cette rentrée une partie serrée. Torpilles, bataille navale. Tous les coups sont bons. A 19 h 40, la guerre est cruelle, Collaro Cocorico tente de couler Bouvard Bouddha. Un peu plus tôt, le canal qui mène au journal de 20 h est miné, dès 18 h 30, avec « Magic-Hall », sur la première, qui tentera de faire sauter la sacro-sainte émission de la deuxième, « Des chiffres et des lettres ».

Dure tâche. Seul un magicien expert en manipulation d'explosifs sera, semble-t-il, à la hauteur. Majax, l'homme au regard de marbre, l'homme d'« Abracadabra », de « Passe-Passe », Majax le Niçois aux mains volantes, est le seul, dit-on, à pouvoir inquiéter le grand Max Favalelli et ses acolytes.

Majax, c'est d'abord magique, ensuite c'est « Magic-Hall », un petit magazine de l'insolite, du brusque étonnement. « Magic-Hall » sera donc avant tout un jeu extravagant. Des spectateurs, présents sur le plateau, et un invité-vedette essaieront de percer un mystérieux « truc » proposé par le divin Majax. Les antiques tours de prestidigitation, les colombes émergeant d'un chapeau, la fameuse malle à double fond, tout cela n'épate plus personne. Alors le merveilleux sera d'autant plus surprenant qu'il jaillira dorénavant du quotidien. Dansez bouteille, valsez crayon autour d'un sculpteur de bulles de savon, ou d'un champion de yoyo.

Mais, attention, Majax n'est pas venu tout seul. Il sera accompagné par le professeur Gaëtan Bloom, expert dans l'art des machines infernales. Ce dernier sera le contrepoint de maître Majax. Bloom se produira en compagnie de son invention, une machine monstrueuse, dont les tuyaux et systèmes d'horlogerie « bidouillés » ont la capacité de fabriquer des emballages étranges, de tricoter des vêtements marrants, d'alchimiser l'eau en vin, ou encore de pondre des œufs cubiques. Le diable fait son entrée au petit écran. Imaginez !

MARC GIANNESINI.

★ « Magic-Hall », à partir du lundi 10 septembre, à 18 h 30.

LES GRILLES D'AUTOMNE A LA RADIO

Europe 1 : l'information d'abord

Sur Europe 1, la rentrée 1984 est un peu un pélerinage aux sources. Il y aura bientôt trente ans, en effet, ce poste dit périphérique (son émetteur est en Sarre) lançait un nouveau style radiophonique fondé largement sur l'information. Considérant qu'avec cette seconde partie du septennat de François Mitterrand risque de s'ouvrir une période intense d'activité politique – préparation, notamment, aux législatives du printemps 1986, – Europe 1 a choisi d'augmenter le nombre des rendez-vous quotidiens des auditeurs avec des éditorialistes.

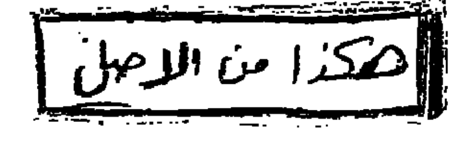
Chaque matin, du lundi au vendredi, après Guy Thomas (7 h 15), on peut aussi entendre tour à tour, depuis le 3 septembre, Serge July, Alain Duhamel et Jean Matouk (7 h 25) qui précèdent Frédéric Grendel (7 h 50) et l'inamovible et talentueux Jean Boissonnat (7 h 55).

Jean-Pierre Elkabbach reprend contact avec l'actualité depuis son « départ » d'Antenne 2, en présentant et commentant chaque jour – aux côtés de Guillaume Durand – les grands titres de la tranche 18-20 heures. MM. Jean Daniel, Olivier de Rincquesen interviendront comme auparavant au cours de cette session d'information lancée en avril dernier. Dans les journaux, Alain Duhamel et Yvan Levaï rejoindront Gérard Carreyrou pour faire les commentaires.

En ce qui concerne les programmes, la grille mise en place en avril dernier reste inchangée, avec les vedettes-maison, Michel Drucker, Pierre Bellemare, Mme Soleil, Jean-Loup Lafont et Christian Morin. Cependant, tous les jours de 13 h 30 à 14 heures, Pierre Bellemare présente une nouvelle série d'émissions, « Au nom de l'amour », au cours desquelles il raconte l'histoire d'hommes et de femmes dont le destin a été infléchi par l'amour sous toutes ses formes : amour-passion, amour filial ou amour de la patrie. Cette émission se prolongera sur FR 3 à partir du 29 septembre à 20 h 30.

C. D.

● *Un administrateur général à « France-Soir ».* – M. Jacques Hersant, PDG de Presse Alliance, société éditrice de *France-Soir*, a nommé M. Michel Javelle administrateur général du quotidien de la rue Réaumur. M. Javelle, ancien directeur général de l'imprimerie Sirlo *(le Figaro)*, après avoir été en poste à l'imprimerie du groupe Hersant de la Plaine-Saint-Denis, avait été chargé de la coordination des imprimeries de province dépendant du groupe avant de devenir directeur technique de *France-Soir* en 1983. Le poste d'administrateur général de ce journal, précédemment inoccupé, fait de lui le numéro deux de *France-Soir*.



مكان الاصل

RADIO-TÉLÉVISION

Mercredi 5 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Série : Dallas.
Chaque membre du clan est à présent en mesure d'établir son bilan. Lequel ?

NUIT D'ÉTÉ DE L'INA.
21 h 25 Vidéoflashes.
21 h 30 New-York, New-York, a big apple.
Reportage musical sur la Zulu Nation new-yorkaise, de F. Pain.
La Zulu Nation new-yorkaise avec ses musiques, graphistes. Des images mixées entre elles, rythmées aux tempos du rap.
22 h Télévision de chambre : l'Homme à la valise.
De C. Akerman.
Dans un appartement, un homme s'incruste. Deux acteurs : le metteur en scène, et Jeffrey Kime, l'intrus. Un dialogue réduit à sa plus simple expression, des bruits. Une idée astucieuse, mais le temps d'un sketch aurait suffi.
22 h 55 Portrait : Serge Lutens. Réal. G. Hervé.
Un photographe maquilleur, coiffeur ou décorateur qui s'est exclusivement consacré à embellir et célébrer la femme.
23 h 20 Stations. Feuilleton vidéo de Bob Wilson : l'eau.
23 h 35 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Magazine : L'heure de vérité.
De F.-H. de Virieu, réal. J.-L. Leridon.
M. Laurent Fabius, premier ministre, répond aux questions d'A. du Roy et d'Alain Duhamel, d'Antenne 2, et de Michel Tardieu, directeur de la rédaction du Nouvel Economiste.
21 h 55 Le petit théâtre.
« Lettres d'une mère à son fils », de M. Jouhandeau, avec M. Maréchal et la voix de M. Renaud.
Un télégramme vient d'apprendre à Marcel Jouhandeau la mort de sa mère. L'écrivain se remémore son enfance, son adolescence, sa vie... La caméra tourne autour de Marcel Maréchal en train de lire les lettres. Emotion, raffinement, pureté.
22 h 25 Documentaire : la Part du hasard.
De P. Bokanowski, prod. INA, participation du ministère de la culture. Avec le peintre Henri Dimier.
L'émission propose « une communication directe avec les œuvres en train de se réaliser ». Un peintre, Henri Dimier, commence un tableau. Quelques coups de crayons, légers, aériens... un peu de hasard, et la couleur. Une leçon de peinture.
23 h 20 Journal.
23 h 40 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Ring-Parade : Cadence 3.
Variétés, de G. Lux et L. Milcic.
Avec Patrick Sébastien, un amuseur public, imitateur.
22 h Série : Opération Open.
Dernier épisode. La rivière du milieu, de S. Ganzl. Avec J. Dalric, B. Allouf...
Eric et Simon Dexter, envoyés en mission dans le parc de Tunturipuisto, au nord-est du cercle polaire en Finlande, découvrent une centaine de poissons morts dans un lac. Pollution ou massacre ? Enquête en cours.
22.50 Journal.
23.10 Prélude à la nuit.
Mélodies, de Poulenc, par B. Ringeissen, piano, et J.-C. Benoit.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Musique : Steve Lacy Sextet (concert de jazz donné au cloître du Palais Vieux, à Avignon). Avec I. Aebi, chant et violon, S. Potts, saxophone alto, O. Johnson, batterie, Avenel, contrebasse.
22 h 30 Nuits magnétiques : made in Luxembourg ; Hexagone New Wave.

FRANCE-MUSIQUE

20 h Soirée lyrique (donnée le 15 mai 1984 au Grand Théâtre de Lille) : *le Retour d'Ulysse dans sa patrie*, de Monteverdi, par la Grande Ecurie et la Chambre du Roy, dir. J.-C. Malgoire ; chef de chants : M. Giardelli ; sol. : E. Guillaume, J. Elwes, G. de Mey, D. Visse, P. Cantor, M. Laplenie, I. Honeyman...
23 h 20 Les soirées de France Musique : Eric Satie, entre *la poire et le fromage.*

Jeudi 6 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 30 TF 1 Vision plus.
11 h 50 Quarante ans déjà.
12 h Bonjour, bon appétit.
12 h 30 Cocktail maison.
13 h Journal.
13 h 30 Série : La petite maison dans la prairie.
14 h 20 Objectif santé.
15 h 30 Quarté. En direct de Vincennes.
16 h Abbayes de France : Mortemer.
16 h 15 Histoire sans parole : Détour à l'école.
16 h 30 Croque-vacances.
17 h 50 Une aventure de Phil Perfect.
18 h 15 Ceux qui se souviennent.
Avant 36, chronique de la mémoire.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Cocoricoboy.
20 h Journal.
20 h 35 Variétés : Nana Mouskouri.
Des extraits du récital au théâtre antique de l'Acropole d'Athènes. Le retour de Nana sur la scène le 23 juillet dernier.
21 h 35 Magazine de l'information : Infovision.
De R. Pic, M. Albert et J. Decornoy.
Sous ce titre, se cachent les anciens « Mardi de l'information ». Au sommaire de ce premier numéro : déminage en mer Rouge ; les élections en Afrique du Sud ; les nouveaux pauvres ; le Chili de Pinochet ; Taiwan : vie et mort des supertankers ; sextonic.
22 h 50 Journal.
23 h 5 Vivre en poésie.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 ANTIOPE.
12 h Journal (et à 12 h 45 et 18 h 40).
12 h 5 Muppets Show.
12 h 30 Feuilleton : Les amours des Années folles.
13 h 35 Série : Mannix.
14 h 25 Aujourd'hui la vie.
Sur les traces de Jacques Brel (rediff.)
15 h 30 Série : Akagera.
15 h 55 Sports été. *Cyclisme : le Tour de l'avenir.*
18 h Récré A 2.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 35 Expression directe : CFDT, APPCI.
20 h Journal.

Soirée américaine.

20 h 35 Club des télévisions du monde (CBS) : Calamity Jane.
Téléfilm de J. Goldstone. Avec J. Alexander, F. Forrest.
En 1870, Martha Jane Cannary, surnommée « Calamity Jane », rencontre Wild Bill Hickock. De leur liaison naît une fille, mais il refuse d'épouser Martha. Déchirée entre son amour pour sa fille et son incapacité à l'élever seule, elle la laisse adopter par un couple d'aristocrates. Les années passent et Hickock est tué au cours d'une partie de poker. Un western.
22 h 15 Téléfilm : L'avion qui tomba du ciel.
Réal. H. et P. R. Fine. Avec Bill Kurtis.
Le 4 avril 1979, le vol 841 de la TWA, un Boeing-727, avec quatre-vingt-neuf personnes à bord, chute en quelques secondes sans faire de victimes. Miracle ! La commission d'enquête ne put conclure à une défaillance technique, et engage la responsabilité de l'équipage...
23 h 15 Journal.
23 h 35 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

19 h 3 Jeu littéraire : Les mots en tête.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Fête de la vigne à Dijon.
19 h 55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.
20 h 5 Les jeux.
20 h 35 Téléfilm : Un cochon s'en va-t'en guerre.
D'après D. Dhan, réal. E. Itzenplitz. Avec W. Moser, H. Bergmann, P. Brombacher.
Près de Roppenheim en Alsace, des soldats français et allemands ont pris position des deux côtés du Rhin. Hormis des tirs sporadiques, il ne se passe rien sur le front, les Allemands chassent le sanglier, les Français la truite. Echange de prisonniers. Mais l'interdiction de tirer du côté allemand est levé, la guerre reprend.
22 h 5 Journal.
22 h 20 Document : Le temps du houblon.
De J.-M. Chotteau, réal. B. Claeys.
A l'ombre des champs de houblon sont réunis conteurs, chanteurs, musiciens. Avec Ronny Coutteure, Julos Beaucarne, des groupes de danseurs de Steenwerck
22 h 40 Prélude à la nuit.
« Capriccio espagnol », de Rimski-Korsakov, par l'Orchestre philharmonique des Pays de la Loire, dir. M. Soustrot.

FRANCE-CULTURE

7 h Matinales, Louis Chevalier, historien de Paris dont on n'a plus de traces.
7 h 30 Revue de presse.
8 h Les chemins de la connaissance : l'héritage ; à 8 h 33, le rêve dans l'Antiquité ; à 8 h 50, La cité des songes.
9 h 5 *Matinée de la littérature* : la semaine du livre français en Suède.
10 h 30 Le cri du homard.
10 h 50 Musique : Marions-les ! Ou la musique et le mariage dans le monde (et à 14 h 50).
12 h 5 Nous tous chacun : l'année du bac.
12 h 45 Panorama : Angleterre.
13 h 30 Peintres et ateliers.
14 h 10 Un livre des voix : *Aurélia*, de France Huser.
16 h 3 Méridiennes : adresse aux vivants ; à 16 h 10, Mediator ; à 16 h 55, Persona ; à 17 h 30, Partition.
18 h 30 Bonnes nouvelles, grands comédiens : *la Révélation*, de Hubert de Luze, lu par Judith Magre.
19 h 25 Jazz à l'ancienne.
19 h 30 Les progrès de la biologie et de la médecine : la bio-éthique.
20 h Les enjeux internationaux.
20 h 30 Nouveau répertoire dramatique : *Fêtes*, d'Odile Ehret, avec B. Dautun, A. Dussolier, M. Rayer...
22 h 30 Nuits magnétiques : made in Luxembourg ; Hexagone New Wave.

FRANCE-MUSIQUE

2 h Les nuits de France-Musique : les enfants.
7 h 7 Petit matin : œuvres de J.-S. Bach, Monteverdi, Haydn, Barta, Rossini ; à 8 h 7, Franck, Poulenc, Debussy, de Falla.
9 h 5 Le matin des musiciens : Mélimagomelos, petit carnaval de musiques narratives ou descriptives.
12 h 5 Concert : œuvres de Glinka, Prokofiev, Tchaïkovski, par le Nouvel Orchestre philharmonique.
13 h 45 Hamac.
14 h 4 Repères contemporains : Xavier Darasse, Francis Miroglio, Michel Philippot.
15 h Carte blanche à... Le dernier voyage de Carl Maria von Weber. Œuvres de Morlacchi, Dragonetti, Moscheles, Romberg, Haydn...
18 h 5 L'héritage d'Arthur Schnabel.
19 h Le temps du jazz : les femmes vocalistes ; à 19 h 30, A l'ombre des chefs-d'œuvre du jazz.
20 h Concours international de guitare.
20 h 30 Concert (Festival de Salzbourg, donné le 24 août 1984 au Mozarteum) : *Quatuor à cordes nº 15 K 421*, de Mozart ; *Quatuor à cordes nº 3*, de Bartok ; *Quatuor à cordes nº 13 D 804*, de Schubert, par le Quatuor Alban Berg.
22 h Les soirées de France-Musique : petite anthologie schubertienne.

LE CARNET DU Monde

Mariages

– Le docteur Antoine R. CARMI
et
Mlle Isis A. DALATI,
architecte,

ont l'honneur d'annoncer leur mariage, qui sera célébré le samedi 8 septembre, à 16 h 15, en l'église Saint-Dominique.

18, rue de la Tombe-Issoire,
75014 Paris.

Décès

– Les familles Bac et Cohen ont le regret d'annoncer le décès de

Mme Serge BAC,
née Rose Halpern,

survenu, le 30 août 1984, en son domicile à Paris-18e.

– Le département d'économie politique de l'université Paris-VIII,
Le CIAL (Centre d'information et de recherche sur l'Amérique latine),
font part du décès de

M. Sergio CAJARVILLE,

survenu le 31 août 1984.

Les obsèques ont eu lieu mercredi 5 septembre.

– Mme Jean Arrighi de Casanova,
ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur
Jean ARRIGHI de CASANOVA,
médecin honoraire des hôpitaux,

à Montpellier, le 30 août 1984.

Selon sa volonté, les obsèques se sont déroulées dans la plus stricte intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

6, clos Larnac,
34590 Marsillargues.

– Mme Nazélie Fourtune,
son épouse,
Laurent et Paul,
ses enfants,
M. et Mme René Fourtune,
ses parents,
M. et Mme Louis Fourtune
et leurs enfants,
Mme Marie-Thérèse Serout,
M. René Vital
et ses enfants,
M. et Mme Boghos Malkhassian
et leur fils,
Mme Loucine Malkhassian,
Toute sa famille et ses amis,
ont la grande douleur de faire part de la disparition de

Yves FOURTUNE,
ingénieur en chef
des ponts et chaussées,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

survenu, le 3 septembre 1984, à l'âge de cinquante ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 7 septembre, à 14 heures, en l'église Saint-Séverin, Paris-5e, suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse.

Ni fleurs ni couronnes, mais des dons pourront être adressés à la Maison de la culture arménienne, 17, rue Bleue, Paris-9e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

5, rue du Conventionnel-Chiappe,
75013 Paris.

– Sophie Charpentier,
Son fils Charles Ivernel,
M. et Mme Jacques Ivernel
et leurs enfants,
Le docteur et Mme Gilles Charpentier
et leur fils,
ont la douleur de faire part du décès de

Stéphane IVERNEL,

survenu le 29 août 1984.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale, le 1er septembre 1984, en la basilique Saint-Rémi de Reims.

4, rue de Pouilly,
51100 Reims.
4, rue Edeline,
92210 Saint-Cloud.
13, avenue des Martyrs-de-la-Résistance, 08200 Sedan.

– On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 25 août 1984, de

M. Eugène KOCH.

Les obsèques ont été célébrées le 28 août en l'église Sainte-Ségolène à Metz.

De la part de
Mme Georgette Koch,
Marie-Paule et Mohamed Taarji,
Ségolène et Claude Demougin,
Michel Koch,
Béatrice et Yves Brodbag,
Gaëlle et Thomas, leurs enfants,
Et Jean-Yves Tilliette,
Ainsi que de toute la famille.
9, rue de la Glacière, 57000 Metz.
5, rue Antoine, 57000 Metz.
104, rue du Théâtre, 75015 Paris.
Presbytère de Retonfey,
57200 Retonfey.
40, avenue du Général-Sarrail,
51000 Châlons-sur-Marne.
Via Baccina, 67, 00184 Rome.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde *», sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.*

– M. et Mme Jean-Philippe Labat,
Le docteur et Mme Jacques Malbran.
ses enfants,
Corinne et Isabelle,
ses petites-filles,

ont la tristesse de faire part du décès de

Mme René LABAT,
née Yvonne Germain,

survenu à Bayonne, le 29 août 1984.

L'inhumation a eu lieu à Bayonne dans la stricte intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, rue Charbonnel,
75013 Paris.

– M. et Mme Cyril X. Latty.
M. et Mme Lionel X. Latty,
Mlle Laurence Latty,
M. et Mme Christian-Xavier Latty,
Mlle Carine Latty,
Mlle Inès Latty,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Xavier LATTY,
née Christiane Noël-Laval-Farradeske,

leur mère et grand-mère,

survenu en son domicile, à Paris, 32, boulevard de Courcelles, le 1er septembre 1984, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse a lieu en l'église Saint-Charles de Monceau, à Paris, 22 *bis*, rue Legendre (17e), le mercredi 5 septembre, à 16 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Mme Monique Lachaussée,
sa fille,
M. Henri Lachaussée,
son gendre,
Patrick Lachaussée,
Ingeborg Lachaussée-Muller
et leur fils Sébastien,
Isabelle Lachaussée,
Lucile Lachaussée,
ses petits-enfants et arrière-petit-fils,

font part du décès subit de

Mme Joseph LELAQUET,
née Hardeman,

survenu le 27 juillet 1984, à l'âge de quatre-vingt-sept ans, et rappellent à votre souvenir son époux, le

général Joseph LELAQUET,
commandeur de la Légion d'honneur,

décédé le 5 mai 1968.
36, avenue de La Motte-Picquet,
75007 Paris.

– Jean-François,
son époux,
Stéphanie, Matthieu, Timothée,
ses enfants,
Jean et Marie-Thérèse Leruste,
Jacques-Marie et Suzanne Garnier,
Pierre et Monique Garnier,
Georges et Louise Garnier,
Jean-Marie et Christiane Garnier,
leurs enfants et petits-enfants,
Robert et Suzanne de Montvalon,
Henry et Yveline de Montvalon,
Pierre et Elisabeth de Montvalon,
Jean-Claude et Christiane Guian,
leurs enfants et petits-enfants,
annoncent que le 4 septembre 1984

Monique de MONTVALON,
née Garnier,

a quitté dans la foi ce monde qu'elle a tant aimé pour entrer dans la tendresse de Dieu.

Elle avait quarante-huit ans.

Sa famille et ses amis se réuniront dans la prière à la messe qui sera célébrée, à 8 h 30, le vendredi 7 septembre *en l'église Saint-Jacques du Haut-Pas,* 252, rue Saint-Jacques, Paris-5e.

97, boulevard saint-Michel,
75005 Paris.

– *Mme Gaston Palewski,*
Le comte et la comtesse Hélie de Pourtalès,
Le comte et la comtesse Guy de Bagneux,
Le comte et la comtesse Charles-Maurice de Pourtalès,
Mme Jean-Paul Palewski
et ses enfants,
Mme Champion
ont la douleur de faire part du décès, survenu dans sa quatre-vingt-quatrième année, de

***M. Gaston* PALEWSKI,**
grand-croix de la Légion d'honneur,
compagnon de la Libération,
membre de l'Institut,
ancien ministre d'Etat,
ancien président
du Conseil constitutionnel,
président
de l'Institut Charles-de Gaulle,
président de l'Association France-Italie,
président du comité français
pour la sauvegarde de Venise,
vice-président du conseil artistique
des Musées nationaux.

Les obsèques auront lieu le vendredi 7 septembre, à 10 h 30, à Saint-Louis des Invalides.

1, rue Bonaparte,
75006 Paris.

– M. Geoffroy de Courcel,
vice-président,
Et les membres de l'Institut Charles-de Gaulle
ont la douleur de faire part du décès de leur président,

Gaston PALEWSKI,
compagnon de la Libération,
ancien directeur
du cabinet du général de Gaulle
à Londres, Alger et Paris,
ancien ministre d'Etat,
ancien président
du Conseil constitutionnel.

5, rue de Solférino,
75007 Paris.
(Le Monde du 5 septembre.)

– Nous apprenons le décès, survenu le 4 septembre à Grasse (Alpes-Maritimes), du

général de corps d'armée
Jean PIATTE.

Les obsèques auront lieu vendredi 7 septembre à Grasse.

[Né le 20 février 1900 à Sussac (Haute-Vienne), engagé volontaire en 1918, major de sa promotion de Saint-Cyr (1919-1921), il avait servi en Syrie et au Maroc avant de commander, en 1940, le 9e BCA et les services du corps expéditionnaire en Norvège.

Il délivra Montbéliard en 1944 et après avoir été chef d'état-major du premier corps d'armée pendant les campagnes d'Allemagne et d'Italie, il est, en 1956, chef d'état-major de l'armée de terre. Représentant de la France au groupe permanent du pacte Atlantique-Nord de 1956 à 1958, il est, ensuite, jusqu'en 1960, commandant des réserves stratégiques.

Titulaire de la croix de guerre 1939-1945 et des TOE, le général Piatte était grand-officier de *la Légion d'honneur.*]

– Le président,
Le bureau
Et les membres du comité de direction du Cercle républicain

ont le profonde douleur de faire part de la perte cruelle qui les atteint en la personne de

M. Robert POULAINE,
président d'honneur
du Cercle républicain,
maire adjoint honoraire
du 16e arrondissement,
officier de la Légion d'honneur,
médaillé militaire,
croix de guerre 1914-1918 et TOE,
croix de guerre 1939-1945,
médaille de la Résistance,

survenu le lundi 3 septembre 1984.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 7 septembre, à 10 h 30 précises, en l'église Notre-Dame de l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, 75016 Paris, suivie de l'inhumation au cimetière parisien de Saint-Ouen.

5, avenue de l'Opéra,
75001 Paris.

[Né le 31 mai 1889 à Villers-Cotterets (Aisne), Robert Poulaine débute dans le journalisme à « la Petite République » en 1912. Mobilisé pendants la guerre 1914-1918, il reprend ses activités au « Petit Parisien », puis au « Petit Journal » avant d'entrer au « Temps », en 1924, comme reporter spécialiste de politique extérieur et de l'Extrême-Orient en particulier.

Suite à l'occupation allemande de 1940, Robert Poulaine entre dans la Résistance. Chef adjoint, sous le nom de Marbœuf, du réseau « Les Ardents », il attache ses pas, en 1944-1945, aux troupes du général Kœnig et publie un journal destiné à son armée et aux habitants des territoires qu'elle occupe. les dernières années d'activité de Robert Poulaine sont largement consacrées au Cercle républicain.]

– Mme Pierre Quatremarre,
née Sundt,
son épouse,

M. et Mme Sicre,
M. et Mme Nemeth,
M. et Mme Colmant,
M. et Mme Varnoux,
M. et Mme Chelly,
M. et Mme Raymond Quatremarre,
ses enfants,
Agnès, Cédric, Arnaud, Marika, Fabien, Benjamin, Axelle, Céline, Aurélien,
ses petits-enfants,
Et toute sa famille,
ont la grande douleur de faire part du décès de

M. Pierre QUATREMARRE
administrateur civil hors classe,
sous-directeur honoraire
au ministère des affaires sociales
et de la solidarité nationale,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,
chevalier de la Santé publique,

survenu brutalement le 1er septembre 1984.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 7 septembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre de Montrouge, place Victor-Basch, Paris-14e.

16, rue Ernest-Cresson,
75014 Paris.

– Mme Annette Thibault,
M. et Mme Jean Thibault,
M. et Mme Jacques Doleans,
M. et Mme Philippe Thibault,
M. et Mme Jean-Luc Thibault,
ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve Marie-Thérèse THIBAULT,
née Pesson,

survenu le 31 août 1984, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Les obsèques auront lieu le jeudi 6 septembre, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame de Vincennes.

42, avenue du Général-de Gaulle,
94300 Vincennes.

Messes anniversaires

– Pour le premier anniversaire du rappel à Dieu de

l'ingénieur général
de l'armement (GM)
Robert CAMELIN.

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

Une messe sera célébrée à sa mémoire le mardi 11 septembre, à 18 heures, en l'église Notre-Dame-de-Grâce (rue de l'Annonciation, 75016 Paris).

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

– Université Paris-II, vendredi 14 septembre, salle des Conseils, à 15 h 30, Mme Garaud, née Edith Llorca : « L'administration coloniale monarchique : la Guadeloupe (1674-1789) ».

INFORMATIONS « SERVICES »

JEUNES

Médiascope pour les dix-treize ans

« J'aime », « je déteste ». La mode est aux sondages express où l'on dit sur le vif ce qui vous passe par la tête ou par le cœur. Plus simple qu'un questionnaire, plus rapide que le téléphone, le médiascope se présente comme une boîte noire équipée d'une manette et d'un curseur. Confiée aux spectateurs d'un film ou d'une émission télévisée, elle leur permet d'exprimer immédiatement leur sentiment. Cet « applaudimètre silencieux » imaginé par Denis Muzet est d'un maniement enfantin. Le spectateur pousse le levier si l'image lui plaît et le tire dans le cas contraire. Un micro-ordinateur synthétise l'ensemble des informations ainsi recueillies et fournit instantanément la cote d'amour de la séquence en cours, sous la forme d'une courbe, sorte d'encéphalogramme étalonné de 0 à 10.

L'appareil, déjà utilisé auprès du public adulte lors de débats politiques télévisés, vient d'être mis entre les mains d'une cinquantaine d'enfants de dix à treize ans par le mensuel *Voir* (1). Un film, des clips et des publicités télévisées ont été soumis au référendum permanent que rend possible le médiascope. Les résultats ont été analysés et complétés par une série de questions. Puis, l'opération a été renouvelée auprès de cinquante parents d'enfants de dix à treize ans.

Le fossé des générations est nettement matérialisé sur le graphique final, mais pas toujours aussi profondément qu'on pourrait s'y attendre. Les enfants ont vite fait de qualifier de «ringards» les goûts télévisuels de leurs parents, alors que ces derniers sont parfois bien plus «branchés» qu'il n'y paraît. Le célèbre clip de Michael Jackson intitulé *Thriller* obtient une note moyenne de 7,7 sur 10 chez les jeunes (seule *la Guerre des étoiles*, de George Lucas, obtient un meilleur résultat), mais 5,9 tout de même chez les parents, qui ne semblent pas apprécier les séquences d'horreur. Les deux courbes suivent des cheminements à peu près parallèles : adultes et enfants réagissent simultanément et dans le même sens.

Mais rien ne va plus entre eux lorsque la «médiascopie» s'applique aux films publicitaires destinés aux jeunes. Les dix-treize ans n'aiment pas les leçons de morale et n'apprécient guère que l'on s'empare de leur langage. Ils tirent ensemble sur la manette (c'est-à-dire qu'ils désapprouvent) en visionnant pour la centième fois la conclusion anti-alcoolique du spot dont la formule a pourtant fait mouche cette année : *«Un verre ça va, trois verres, bonjour les dégâts.»* Les parents, les mères en particulier, se régalent, dans le même temps, heureux sans doute d'avoir retenu une expression typiquement «jeune».

Autre surprise, l'émission quotidienne d'Antenne 2 «Téléchat» est souverainement dédaignée par les jeunes spectateurs à qui elle est censée s'adresser. Coqueluche des critiques de télévision, cette séquence est jugée trop enfantine par les dix-treize ans qui refusent de considérer son humour au second degré.

Un autre malentendu concerne la publicité. Les parents semblent surestimer la fascination qu'elle exerce sur leurs enfants. Ces derniers ne renoncent pas à leur esprit critique en regardant la «pub», surtout lorsqu'elle s'adresse à eux, la jugeant négativement dès qu'ils pensent être trompés ou sermonnés. Les dix-treize ans estiment, en outre, que la publicité est trop envahissante et préféreraient davantage de dessins animés, de vidéo-clips et de westerns à la télévision.

PHILIPPE BERNARD.

(1) *Voir-Télérama*, n° 6, septembre 1984; 129, boulevard Malesherbes, 75017 Paris.

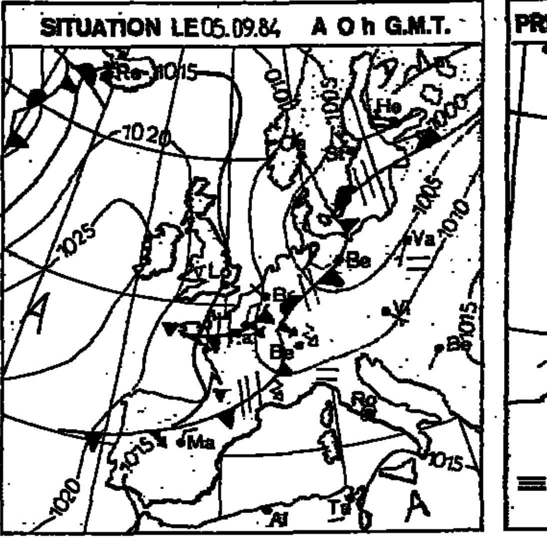
JOURNAL OFFICIEL

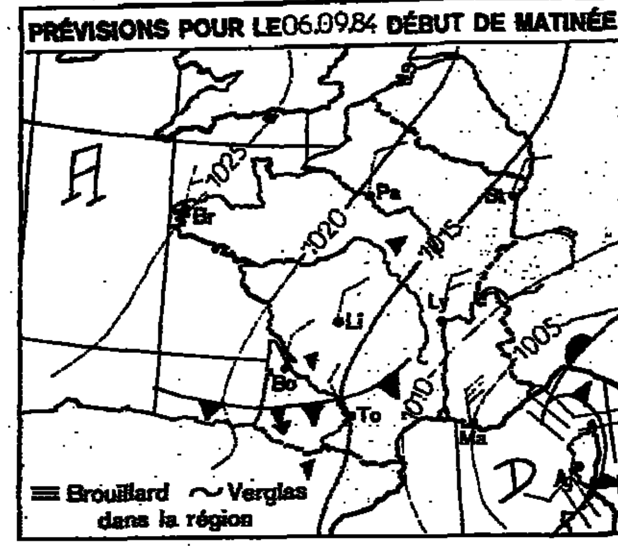
Sont publiés au *Journal officiel* du mercredi 5 septembre :

DES DÉCRETS

- Rendant applicables dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances certaines dispositions du code du travail.
- Modifiant le décret du 28 septembre 1974 relatif aux modalités de fixation des cotisations dues par les assurés obligatoires du régime d'assurance-maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles.

MÉTÉOROLOGIE





Evolution probable du temps en France entre le mercredi 5 septembre à 0 heure et le jeudi 6 septembre à 24 heures.

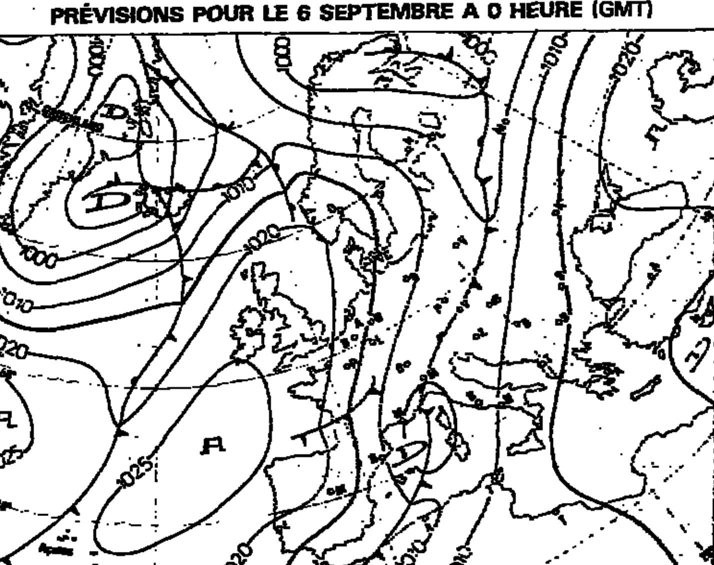
La perturbation qui a commencé à traverser le pays mardi se déplace vers le Sud-Est. Elle est suivie d'air frais en surface, avec une goutte froide en altitude qui engendrera de l'instabilité et provoquera sur l'est du pays un rabattement de la perturbation.

Jeudi, le temps très nuageux avec pluies abondantes lié à la perturbation s'étendra le matin de la Corse – avec quelques orages – à la Provence-Côte d'Azur et aux Alpes, puis l'après-midi du nord des Alpes au nord-est en s'enroulant autour de la goutte froide. Sur le nord-ouest de la France, le temps sera nuageux le matin, puis des éclaircies parfois belles se développeront. Ailleurs, la nébulosité sera importante et l'instabilité se manifestera par des averses fréquentes. Le mistral et la tramontane soufflant dès le matin seront forts.

Les températures minimales en baisse seront de 7 à 9 degrés de la Bretagne à l'ouest du Bassin Parisien et au Nord, 10 à 12 degrés du Sud-Ouest, au nord des Alpes, 15 à 17 degrés de la Corse au sud des Alpes, 9 à 11 degrés dans le Nord-Est. Les maxima également en baisse atteindront 18 à 20 degrés sur le quart sud-ouest, 20 à 22 degrés sur les régions méditerranéennes, 16 à 18 degrés ailleurs.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 5 septembre à 8 heures, de 1013,5 millibars, soit 760,2 mm de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 4 septembre; le second le minimum de la nuit du 4 au 5 septembre) : Ajaccio, 26 degrés (maximum); Biarritz, 25 et 17; Bordeaux, 25 et 13; Bourges, 21 et 12; Brest, 18 et 10; Caen, 19 et 12; Cherbourg, 17 et 11; Clermont-Ferrand, 26 et 11; Dijon, 27 et 13; Grenoble-St-M.-H., 30 et 16; Grenoble-St-Geoirs, 27 et 14; Lille, 19 et 10; Lyon, 28 et 14; Marseille-Marignane, 26 et 18; Nancy, 21 et 10; Nantes, 21 et 13; Nice-Côte d'Azur, 26 et 19; Paris-Montsouris, 19 et 12; Paris-Orly, 20 et 11; Pau, 26 et 15; Perpignan, 28 et 15; Rennes, 20 et 11; Strasbourg, 27 et 12; Tours, 16 et 11; Toulouse, 28 et 16; Pointe-à-Pitre, 31 (maxi.).



Températures relevées à l'étranger : Alger, 31 et 17 degrés; Amsterdam, 20 et 7; Athènes, 31 et 16; Berlin, 24 et 13; Bonn, 21 et 6; Bruxelles, 19 et 9; Le Caire, 32 et 19; îles Canaries, 27 et 22; Copenhague, 13 et 9; Dakar, 30 et 27; Djerba, 30 et 20; Genève, 28 et 14; Istanbul, 26 et 17; Jérusalem, 27 et 16; Lisbonne, 27 et 18; Londres, 16 et 7; Luxembourg, 17 et 8; Madrid, 34 et 17; Montréal, 19 et 8; Moscou, 21 (maximum); Nairobi, 25 et 13; New-York, 19 et 16; Palma-de-Majorque, 31 et 16; Rio-de-Janeiro, 23 (maximum); Rome, 26 et 17; Stockholm, 10 et 8; Tozeur, 32 et 22; Tunis, 32 et 23.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

CHASSE

La saison qui va s'ouvrir sera assez bonne dans l'ensemble

Selon le Comité d'information chasse nature, la saison qui s'ouvre (les ouvertures vont avoir lieu du 9 septembre au 7 octobre) semble devoir être « assez bonne ». Il faut, en fait, apprécier avec une certaine prudence l'enquête menée chaque année par les chasseurs sur l'état du gibier car, autant les comptages sont aisés en ce qui concerne les grands animaux, autant l'évaluation du gibier de plaine et des oiseaux migrateurs est difficile et peut varier d'un territoire à l'autre. Quoi qu'il en soit on peut, en gros, estimer que la situation des populations de lièvres et de lapins est bonne dans son ensemble, comme celle du chevreuil partout en grosse augmentation.

Ces excellents résultats sont dus à une gestion intelligente des cheptels et à une régénération des espèces. Pour les plus grands animaux, les populations sont stables tant pour les cervidés que pour les animaux de montagne. Quant aux sangliers, la saison s'annonce bonne avec de fortes augmentations de populations tant en plaine, Beauce et Sologne, que dans les massifs du Midi.

Notons, à propos du sanglier, que cette année « le petit livre vert », qui accompagne le permis de chasser, est précisément consacré à cet animal.

Côté « plume », la saison s'annonce moins brillante, notamment pour le faisan naturel qui a beaucoup souffert d'un printemps froid et humide. Même situation pour le canard Colvert qui s'est établi dans notre pays.

On note pour la perdrix un mieux, mais, là encore, il faut être prudent car la situation peut évoluer d'un territoire à l'autre, le temps n'étant pas le seul facteur de succès ou d'insuccès. Il faut aussi compter avec les dégâts dûs aux traitements agricoles.

M. Jacques Hamelin, le président des Fédérations de chasseurs, a donné, d'autre part, des informations sur les initiatives prises par les chasseurs pour préserver les habitats de la faune sauvage. La Fondation, créée en 1983 à ce propos, qui est financée par les chasseurs eux-mêmes, vient de faire l'acquisition de 450 hectares autour du lac de Grand-Lieu (Loire-Atlantique), un site exceptionnel sur la route de migration des oiseaux aquatiques. Dans les Landes, une cinquantaine d'hectares de zones humides nommées « barthes » ont également été achetés par la Fondation, le long de l'Adour.

EN BREF

RÉTROMANIE

DÉPISTAGE DES FAUX. – Pour permettre aux amateurs d'antiquités d'apprécier les meubles authentiques et d'éviter les copies, le CICMA (Centre d'initiation à la connaissance des meubles anciens) organise des stages pratiques à partir de septembre prochain : ébénisterie d'art, restauration, marqueterie, vernis au tampon, dépistage des faux. Le prochain stage aura lieu du 10 au 22 septembre (et non pas à partir du 3 septembre, comme précédemment annoncé).

★ **CICMA, 12, rue Desaix, 75015 Paris. Tél. : (1) 273-02-05 ou (1) 783-71-14.**

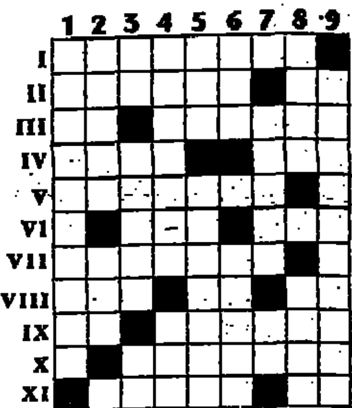
STAGES

CROIX-ROUGE. – La Croix-Rouge française organise des stages de formation débouchant sur le diplôme d'Etat. Ils auront lieu du 13 au 19 octobre : BNSSA secourisme aquatique ; du 22 au 26 octobre : brevet national de secourisme; du 28 octobre au 2 novembre : mention ranimation; du 12 au 16 novembre : secourisme rural; du 17 au 23 novembre : monitorat national de secourisme; du 26 au 30 novembre : brevet national de secourisme : du 3 au 9 décembre : premiers secours en milieu sportif; du 10 au 15 décembre : mention ranimation; du 17 au 21 décembre : brevet national de secourisme.

★ **Centre permanent de formation l'Albaron, Croix-Rouge française, rue de l'Isle, B.P. 40, 73500 Modane. Tél. (79) 05-18-33.**

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3791



HORIZONTALEMENT

I. Quand on s'y rend, on n'en revient généralement pas. – II. On la préfère en déshabillé et non maquillée. Au doigt des fées. – III. Préposition. Source d'étude pour Haroun Tazieff. – IV. S'il est bien élevé, ce ne peut être que par civilité. En considérant sa conduite, le nom de sa mère n'eut aucune influence sur elle. – V. Figure à deux foyers. – VI. Ravit. Terre grecque. – VII. Arrangement pour concert. – VIII. Possessif. Note. Mineur, il peut sortir de la fosse. – IX. Personnel. Gouverneur au service d'une petite reine. – X. Sac au cours duquel les pirates remplissent les leurs. – XI. Qui, très attachée à quelque chose, fait difficilement un pas en avant. Préposition.

VERTICALEMENT

1. Se déchaînent après s'être d'abord enchaînés. – 2. Qu'on peut acheter, mais qu'on ne saurait louer. Sauveur d'espèces. – 3. Symbole. En mer comme en ville, leur entourage est très agité. Participe passé. – 4. Masque de Sire. Localise un « feu ». – 5. Il arrive pour envoyer tout le monde au bain. L'un peut osciller, l'autre contient une pièce oscillant régulièrement. – 6. Les pairs ne lui pardonnèrent pas son impair. Celle de la manufacture est plus rapidement faite que celle de l'atelier. – 7. Saint, à Rome. Pour un oui ou pour un non. – 8. Théâtre de la première mesure d'expulsion. Les faux frères n'y sont pas admis. – 9. Utilisent le super pour les transports.

Solution du problème n° 3790

Horizontalement

I. Ecossaise. – II. Casier. Os. – III. On. Tris. – IV. Notes. Ere. – V. Onanisme. – VI. Scribes. – VII. Te. A.R. – VIII. Sue. Omaha. – IX. Environ. – X. Rail. Ida. – XI. Une. Star.

Verticalement

1. Economiser. – 2. Canon. Unau. – 3. Os. Tastevin. – 4. Silence. Ile. – 5. Se. Sir. Or. – 6. Art. Siamois. – 7. Rembrandt. – 8. Soirée. Aa. – 9. Esse. Sial.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 7 SEPTEMBRE

« L'église Saint-Germain l'Auxerrois », 15 heures, devant l'église (Mme Brossais).

« L'imprimerie de presse », 15 heures, 98, rue Réaumur (M. Gazquez-Roméro).

« Musée Nissim de Camondo », 15 heures, 63, rue Monceau, Mme Hulot (Caisse nationale des monuments historiques).

« Le Panthéon de Soufflot », 14 heures, sur les marches (D. Bouchard).

« Faubourg Saint-Honoré », 14 h 30, métro Chambre-des-Députés (les Flâneries).

« Nouvelle Athènes », 15 heures, 16, rue Chaptal (Mme Hager).

« Salons de l'Hôtel-de-Ville », 14 h 15, place de l'Hôtel-de-Ville (P.-Y. Jaslet).

« Tombeaux de musiciens célèbres », 14 heures, 16, avenue Rachel (V. de Langlade).

« Le cœur de Paris », 15 heures, 10, rue Saint-Martin (Paris Autrefois).

« Montmartre », 14 h30, métro Lamarck-Caulaincourt (Paris pittoresque et Insolite).

« Le Palais de Justice », 14 h 30, métro Cité (M. Pohyer).

« Le Père-Lachaise », 15 heures, entrée boulevard de Ménilmontant (Paris et son histoire).

« Place des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

Les affaires reprennent!

BOCK - Bureau. Structure pin massif non traité. Plateau stratifié vert. Hauteur réglable 100×65 **590F**

PENNA - Carton ondulé. Motifs gris et rouge diff. modèles à partir de **6F**

CHRIS - Panneau d'affichage en liège 95×64 **75F**

GLOBAL Lampe de travail. Noire ou blanche **398F**

FLIT - Panier mural, tôle laquée rouge **32F**

ALEX Plateau aggloméré. 150×80 **175F**

PENNA - Bloc-note. **16F**

FLIT Serre-livres. 2 pièces. Tôle chromée ou laquée rouge **16F**

ALEX - Plateau aggloméré. 120×80
TED - Tréteaux, tube d'acier. Plusieurs coloris l'ensemble **195F**

FRASSE - Tréteaux, tube d'acier. Noir ou blanc **240F** la paire

ZORILLA - Porte-rouleau de papier à dessin. Pin non traité **50F**

PLUS - Lampe de travail en métal. Plusieurs coloris **40F**

FLIT Porte-crayons en tôle. Laqué rouge ou blanc **32F**

SNACK - Carton ondulé. Rouge ou bleu. Diff. modèles à partir de **8F**

COBUS - Tableau noir. 120×80 **58F**

BOJ - Combinaison bureau, aggloméré laqué blanc avec porte rouge, jaune ou bleue **495F**

LIVO - Chaise de bureau en tube d'acier laqué bleu **178F**

PENNA Trombone rouge **14F** les 3

Doyle Dane Bernbach

Finies les vacances! Les enfants retrouvent l'école, les copains de classe, et, hélas, (mais c'est un mauvais moment à passer) les devoirs. Quelqu'un a dit qu'il n'y avait pas de bon ouvrier sans bon outil. Il aurait pu dire de même pour l'écolier. Le bureau agréable, fonctionnel et la chaise confortable, la lampe qui éclaire bien (attention leurs yeux!), vous les trouverez chez IKEA.

Du porte-crayons jusqu'au tableau noir, tout y est, dans le magasin IKEA. Tout pour rendre la vie agréable aux futures élites de la nation. Et rien qui puisse effrayer le porte-monnaie de leurs chers parents.

C'est bien simple: aller chez IKEA, ça donne envie de reprendre ses études!



Ils sont fous ces Suédois

IKEA ÉVRY: Z.I. LE CLOS-AUX-POIS, LISSES. AUTOROUTE DU SUD, SORTIE ÉVRY-LISSES. TÉL. (6) 497.65.65. LUN. MAR. MER. VEN: 11-20 H - JEU: 11-22 H - SAM: 10-20 H - DIM: 11-19 H RESTAURANT - PARADIS D'ENFANTS.
IKEA BOBIGNY: CTRE CIAL BOBIGNY 2. TÉL. (1) 832.92.95. LUN. MAR. MER.: 11-20H - JEU. VEN.: 11-22H - SAM: 9-20H. IKEA LYON: CTRE CIAL DU GRAND VIRE, VAULX-EN-VELIN. TÉL. (7) 879.23.26. LUN. VEN.: 11-20H - SAM.: 9-20H

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	90,00	106,74
DEMANDES D'EMPLOI	27,00	32,02
IMMOBILIER	60,00	71,16
AUTOMOBILES	60,00	71,16
AGENDA	60,00	71,16
PROP. COMM. CAPITAUX	177,00	209,92

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col*	Le mm/col. TTC
OFFRES D'EMPLOI	51,00	60,48
DEMANDES D'EMPLOI	15,00	17,79
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

GROUPE TRES IMPORTANT

Recherche pour sa Direction des Affaires Sociales

ADJOINT AU DIRECTEUR DU DEPARTEMENT RELATIONS INDUSTRIELLES (H/F)

Votre formation juridique et votre expérience de la fonction personnelle vous ont permis d'être reconnu comme un bon spécialiste des relations du travail.

Après une dizaine d'années de pratique, vous souhaiterez orienter votre carrière vers l'aspect plus stratégique de la négociation sociale au niveau d'un groupe industriel et commercial développant des technologies de pointe.

Nous vous offrons l'opportunité d'assister notre Directeur des Relations Industrielles dans l'élaboration de la politique et de la stratégie de détection et de résolution des tensions sociales.

Vous aurez également un rôle d'expert pour conseiller les Directeurs du Personnel des unités décentralisées dans l'approche juridique et stratégique des négociations.

La rémunération prévue ne saurait être inférieure à 260.000 F.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo récente et rémunération actuelle à nº 7303 PUBLIFOP, 29, Rue Bleue 75009 PARIS qui transmettra

BANQUE NATIONALISEE recherche pour PARIS et BANLIEUE la collaboration de plusieurs

CADRES DE BANQUE (classe V à VII) expérimentés

Les candidats ayant une bonne expérience de l'exploitation bancaire, s'intégreront très rapidement au sein d'une équipe dynamique. Ils sont appelés à assumer à brève échéance des responsabilités importantes dans le réseau, à la direction d'une agence ou d'un groupe d'agences.

Nous vous remercions d'adresser une lettre manuscrite (CV, photo et prétentions) en rappelant la référence 50722 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris qui fera suivre en toute discrétion.



emplois régionaux

120 km Ouest de Paris

Animer les Services Administratifs et Comptables d'une PMI intégrée dans un groupe très dynamique

Nous sommes filiale autonome d'un important groupe industriel privé français, nous employons 130 personnes. Nous fabriquons et distribuons des appareils d'éclairage. Notre chiffre d'affaires est en progression régulière, 40 % prévu pour 1984. Nous souhaitons accueillir le responsable de nos services administratifs et comptables.

Intégré à l'équipe de direction et en accord avec les procédures du groupe, il anime et supervise les services de comptabilité générale et analytique et d'administration du personnel, il prépare et suit les budgets, il effectue le reporting auprès de la société-mère. Il participera à la mise en place de l'informatique et deviendra l'interface avec les utilisateurs. Ce poste de généraliste convient à un ESC ou à un universitaire de niveau DECS, ayant 3 à 5 ans d'expérience de préférence en milieu industriel, familiarisé avec l'outil informatique et désireux de prendre en charge l'ensemble des tâches de gestion administrative d'une PMI.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature en indiquant vos prétentions sous référence 0030 AMEP PA, 37, rue du Général-Foy, 75008 PARIS.

SOCIÉTÉ BONNET
Filiale du Groupe THOMSON

Leader dans son domaine de fabrication et commercialisation d'équipements frigorifiques grandes et moyennes surfaces.

recherche pour son unité située à **HENDAYE**

UN INGÉNIEUR

qui sera responsable du bureau d'études-dessin

- le candidat aura **un minimum de 3 à 5 ans d'expérience** qui lui permettront d'animer un bureau d'études de projeteurs et dessinateurs.
- **Réfrigération ou thermique sont des connaissances nécessaires**
- C.A.O. - G.P.A.O.
- Métaux en feuilles font partie des connaissances souhaitables.

Envoyer C.V. et prétentions à :

Société BONNET,
Service du Personnel
B.P.106 - **64700 HENDAYE**

NICE, ÉCOLE DE FRANÇAIS pr adultes étrangers recherche

PROFESSEUR

exp. pratique VIF et DVV exigée, parlant bien l'anglais, plein temps, poste permanent. Ecrire sous le nº T 068.062 M RÉGIE-PRESSE 7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

URGENT

SOCIÉTÉ DE COSMÉTIQUES HAUT DE GAMME recherche

AGENTS COMMERCIAUX

NORD/PAS-DE-CALAIS
RÉGION PARISIENNE
NORMANDIE-BRETAGNE
— Formation assurée.
— Commission élevée.

Se présenter mercredi 12 sept. HOTEL NORMANDIE 7, rue de l'Echelle, 75001 Paris de 9 h 30 à 16 h ou écrire à STÉ ORNIS, 13, place de la Comédie, 34000 MONTPELLIER.

Vilmorin

recherche pour PARIS un

Ingénieur technico-commercial

qui se verra confier rapidement des responsabilités variées au sein de la Boutique principale - CA 16 M.F. - 25 personnes.

Adjoint du Responsable, le candidat disposant d'une formation en horticulture ou agronomie, devra être capable d'assurer un rôle de conseil auprès de la clientèle "amateur" et de mener des actions dans des domaines divers - gestion, animation de personnel, ventes, achats...
Ce poste, évolutif au sein de l'entreprise, conviendrait à un candidat même débutant, justifiant de qualités de contact et d'une aptitude au travail d'équipe.

Les dossiers de candidature détaillés doivent être adressés, sous référence **318 M**, à **VILMORIN**, La Ménitré, 49250 BEAUFORT-EN-VALLÉE.

Nous sommes plus nombreux
Nos activités se développent
Voici notre nouvelle adresse.

15 rue du Louvre 75001 Paris
Tél (1) 236.11.79

Olivier Chaumette - Véronique Bompy - Arnaud de Menditte - Etienne Simonnet
Christian Hollevoet

OC conseil
Ressources humaines

Société d'ingénierie 220 personnes, filiale Société Nationale des Poudres et explosifs, recherche

INGENIEUR DE PROJETS

débutants ou 3 à 5 ans d'expérience, pour assurer la conception et la réalisation d'ateliers de fabrication de type chimique et de type mécanique.

Connaissances en ingénierie souhaitées.

Des déplacements de courte durée en France sont à prévoir.

Ce poste est à pourvoir à Paris 12ème.

Adresser CV. lettre manuscrite et photo sous réf. 98791 à Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra 75040 Paris cedex 01, qui tr.

Société d'importation et de Négoce de Matière Première Agro-Alimentaire
recherche pour Paris

EXÉCUTANT CONFIRMÉ HF

Poste exigeant :
- parfaite connaissance des contrats de base
- pratique de la langue anglaise
- capacité de contacts et de travail en équipe

Envoyer C.V., photo, prétentions sous référence 79102 M à BLEU Publicité 17, rue Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX

emplois internationaux

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET D'INGÉNIERIE INFORMAT. (740 personnes)

partenaire d'un groupe industriel de taille internationale

recherche pour la

R.F.A.

INGÉNIEURS INFORMATICIENS

2 à 5 ans d'expérience.

Spécialistes des microprocesseurs, en particulier du matériel INTEL, et ayant réalisé des développements systèmes sur 8085, 80186, 8051.

Ces ingénieurs, seront intégrés dans des équipes franco-allemandes de développement de matériel de télécommunications.

— Anglais indispensable.
— Allemand apprécié.

Env. c.v., photo et prétent. à nº 4.087, Publicités Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 Paris.

AT 21

Société spécialisée dans l'assistance informatique recherche pour son service technique

TECHNICIEN DE MAINTENANCE

Formation électronique débutant ou confirmé (connaissance Gamme Texas Instrument souhaitable)

Env. c.v., prét. et lettre man. à RÉGIE-PRESSE sous nº T 068.128 M 7, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

INSTITUT SUPÉRIEUR PRIVÉ recherche pour année universitaire 84/85

PROFESSEURS

dans les domaines :
— PSYCHO-SOCIOLOGIE ;
— ÉCONOMIE ;
— COMPTABILITÉ (DECS).

Adresser c.v. + lettre manuscr. + coordonnées téléphoniques sous nº 10.264 à PIERRE MULOT PUBLICITÉ 39, rue de l'Arcade, 75008 Paris

Rép. et discrétion assurées.

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE

recherche pour missions de Révision et de Conseils PME

1 ASSISTANT
CONFIRMÉ
1 C.S. + expérience 1 à 2 ans minimum.

1 ASSISTANT
DÉBUTANT
D.E.C.S.

Envoyer c.v. et prétentions ELBAUM FIDUCIAIRE 115, r. Cardinet 75017 PARIS.

Groupe chimique français opérant au niveau international recherche

CHEF DE DÉPARTEMENT

— Formation grande école, ENSIA ou chimie.
— 5 à 10 ans d'expérience industrielle.
— Il sera responsable du développement du marché des produits chimiques spéciaux s'adressant :
• Aux industries alimentaires ;
• A l'agriculture au niveau européen puis mondial ;
— Langue anglaise.

Env. c.v. et prét. s/réf. 4296 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02 qui tr.

Pour constructeur informatique

INGÉNIEUR
INFORMATICIEN en procédure de télécomm.

2 INGÉNIEURS
LOGICIELS expérimentés.

1 INGÉNIEUR
LOGICIEL connaissant assembleur et OS de base et environnement support technique.

1 INGÉNIEUR
ÉLECTRONICIEN connaissant technique numérique.

Tél. pour R.-VS 784-74-52.

Hebdomadaire professionnel et technique

RÉDACTEUR H./F.

Bonne formation générale. Capacité d'adaptation pouvant voyager dans l'Hexagone. Réelle puissance de travail. Bur. quart. CHPS-ÉLYSÉES

Env. c.v. et photo sous réf. 98.858 à Contesse Pub., 20, av. Opéra 75040 Cedex 01.

SOCIÉTÉ DE FORMATION (quartier BOURSE) recherche pour interventions ponctuelles cession 84/85

PROFESSEUR DE VENTE

ayant pratiqué plusieurs années dans la vente de services. Expér. dans la FORMATION de JEUNES VENDEURS souhaitée. Sérieuses références exigées. Adr. C.V. + photo nº 68.658, PUBLICITÉ ROGER BLEY, 101, r. Réaumur, 75002 Paris.

CENTRE DE FORMATION recherche

ANIMATRICE

ANGLOPHONE ayant bonne maîtr. du français pour poste à temps complet à MONTPELLIER. Formation préalable : 1 mois à Paris. PROFIL : Formation universitaire littéraire, linguistique, psychologique. Age 25/30 ans. Excellente présentation. Exper. d'animation de groupe. Goût du jeu dramatique. Personnalité extravertie, dynamique. Env. lettre manuscr. + C.V. sous nº 1.790 à PRAIRIAL, 47, rue des Tournelles, 75003 Paris, qui transmettra.

J. F. cherche étudiante pour s'occuper 4 heures par jour de son fils, 2 ans, en échange chambre individuelle à Jussieu. Écr. s/nº 6.657 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ORGANISME FORMATION PARIS recherche

PROFESSEURS VACATAIRES

en comptabilité et analyse financière (expérience)

Adresser c.v. et prétentions sous nº T 068.108 M 7, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

INSEAD

INSTITUT EUROPEEN D'ADMINISTRATION DES AFFAIRES

FONTAINEBLEAU
recherche

CONTROLEUR DE GESTION EXPERIMENTE

pour adjoint direct à son Directeur Administratif et Financier.

Forte personnalité - esprit d'initiative - volonté d'aboutir - aptitude à travailler en contexte multiculturel.

Formation supérieure (école de commerce, maîtrise de gestion + D.E.C.S. complet...). Plusieurs années d'expérience du contrôle de gestion. Solide expérience informatique : maîtrise d'outils tels IFPS, MULTIPLAN, DBASE II ou APL, souhaitable.

Anglais indispensable.

Adresser C.V., photo et prétentions à :
Patrice TRIAUREAU - bd de Constance
77300 FONTAINEBLEAU Cédex.

CABINET DE RÉVISION

Membre d'une association internationale de firmes d'Audit
recherche

CHEFS DE MISSION

et
JEUNES DIPLOMÉS

(H.E.C., ESSEC, ESC, équivalent)

Les chefs de mission auront une expérience de 3 ou 4 ans dans un milieu international. Les jeunes diplômés seront titulaires du D.E.C.S. avec ou sans expérience professionnelle. La connaissance de l'anglais est indispensable.

Adresser c.v. sous nº T 066.966 M **RÉGIE-PRESSE** 7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

VOUS ETES ATTIRE PAR

L'INFORMATIQUE

FAITES AVEC NOUS UNE CARRIERE

D'INFORMATICIEN

Nous sommes une Société Parisienne de Services et Ingénierie en Informatique et recherchons de **JEUNES COLLABORATEURS** ayant plusieurs années d'études supérieures, dégagés des obligations militaires et libres rapidement.

Il n'est pas nécessaire d'avoir des connaissances en informatique, les candidats engagés étant formés intégralement par la société.

Adresser lettre avec CV détaillé + photo sous réf. 98419 A à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui trans.

Revue presse spécialisée

JOURNALISTE ÉCONOMISTE

pour collaboration à la pige. Envoyer lettre + c.v. à RÉGIE-PRESSE sous nº T 068.126 M 7, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

ENSEIGNANT

Temps plein, niv. Bac tech. ou BTS AT 1 à AT 3, 5 a. mini exp. industrielle. Formation pédagogique assurée par nos soins en vue enseig. niv. CAP, BEP électromécanique, automatismes et électronique de puissance et contrôle grandeur physique.

Adr. c.v. à M. le Directeur, réf. à centre d'enseignement professionnel pour adultes 5-7, rue des Noyers, 93300 Aubervilliers.

SOCIÉTÉ PRESTATIONS DE SERVICES recherche

CHEF COMPTABLE

pour comptabilité générale analytique informatisée. Téléphone : 776-27-62.

GÉNIE CIVIL NUCLÉAIRE

Société de Services recherche

INGÉNIEUR TRÈS EXPÉRIMENTÉ

— Etudes calculs, B.A. et B.A.P. ;
— Au moins 10 ans d'expérience professionnelle ;
— Dont 5 ans en calculs par méthodes modernes ;
— Connaissance B.A.E.L. ;
— Domaine : situations accidentelles hypothétiques ;
— Lieu de travail : banl. sud de Paris.

Tél. 687-25-72 poste 139 pour informations réciproques.

INGÉNIEURS EXPLOITATION
niveau MIAGE pour gestion ressource logiciel OS/CVS

ANALYSTES PROGRAMMEURS
DUT-MIAGE
IBM 43-41, PL1.
MICRO/CPM, Basic.
PDP 11, RSX 11 M micro assembleur TIM-ETT

1, rue Rossini, Paris-9e. Métro Richelieu-Drouot. Téléphone : 246-61-72.

Ville de Dammarie-lès-Lys (77) recherche

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

ou Cadre pouvant prétendre à ces fonctions titulaire d'une licence ou maîtrise de Droit public ou Sciences économiques.

Solides connaissances demandées en gestion financière et comptabilité M 12. Connaissances et expériences en informatique appréciées.

Adresser candidatures à M. le Maire, Secrétariat général, 77190 DAMMARIE-LÈS-LYS.

secrétaires

Recherchons PARIS - LA DÉFENSE

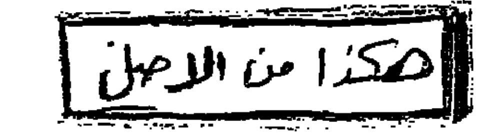
SECRÉTAIRE

PARFAITEMENT BILINGUE ANGLAIS
Exp. 4 années minimum.
Tél. 776-27-62 Mme IGIER.

Entreprise travaux Expositions à VANVES-92. Proximité Mº Plateau-de-Vanves/Malakoff recherche

SECRÉTAIRE BILINGUE ANGLAIS

Ayant au minimum niveau BAC et expérience professionnelle de 7 ans pour rédaction courrier, dactylographie, classement et suivi dossiers services commercial et technique. Env. lettre manuscrite avec C.V. et prétentions à : nº M 078.141 BLEU, 17, rue Lebel, 94307 Vincennes, Cedex qui transmettra.



OFFRES D'EMPLOIS

GÉRER, DÉVELOPPER ET FIDÉLISER

C'est votre projet professionnel en tant qu'

EXPLOITANT ENTREPRISES

Votre formation ITB, votre connaissance du marché et vos qualités de contact font de vous un conseiller efficace et compétent adapté au service personnalisé d'un établissement bancaire privé.

Nous vous confierons la direction de guichets sous le regard d'un responsable de l'agence-mère.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sous réf. 10449, à PLAIN CHAMPS, 37, rue Froidevaux, 75014 PARIS, qui transmettra.

Assistante de Recherche
recrutement de cadres dirigeants

Spécialisé en recrutement de cadres dirigeants par approche directe, notre Cabinet, en fort développement, souhaite intégrer une nouvelle assistante de recherche. Bras droit d'un de nos consultants, elle aura en charge l'ensemble des opérations de documentation, identification, approche téléphonique et information des candidats potentiels, ainsi que la gestion matérielle des recrutements. De formation supérieure (Bac + 3 ou 4), plutôt jeune (23 ans environ), elle saura mettre la main à la pâte (ex: dactylographie de rapports) et faire preuve d'un bon sens de l'organisation et d'excellentes qualités de contact.

Envoyez votre C.V. à **G.F.C. Transearch**
350, rue de Vaugirard 75015 Paris

BORDAS DUNOD GAUTHIER-VILLARS

recherche pour le département SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

EDITEUR H/F

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé de formation technique supérieure souhaitant être formé aux métiers de l'édition :
- définition et évolution du marché
- recherche et examen de manuscrits
- mise en fabrication, bons à tirer, etc.

Une préférence sera donnée à un candidat ayant une ou deux années d'expérience en industrie.

Adresser CV à Denise Hirlemann
11, rue Gossin,
92543 Montrouge Cedex

CONTESSE

Grande Ecole

Particulièrement dynamique, notre PME du secteur agro-alimentaire est en très forte expansion. Notre Président recherche un jeune diplômé d'une grande école de commerce capable d'assurer avec lui, gestion et développement. Après une première expérience professionnelle, vous êtes rompu aux techniques comptables, financières

Gestionnaire

et informatiques. Vous serez amenés par vos connaissances marketing et vos aptitudes relationnelles à participer étroitement à toutes les phases de notre progression rapide et motivante. Lieu de travail : Paris Sud.

Si ce challenge vous intéresse, merci d'adresser votre C.V. sous la Réf. 41228G à notre Conseil Gérard PONT 15, Rue du Louvre PARIS 1er chargé de cette recherche dans la plus totale discrétion.


nervet pont conseil

Curriculum

Groupe de presse en expansion (Paris-8e)
Filiale d'un groupe international

recherche

UN ASSISTANT DU CONTROLE DE GESTION

qui sera chargé de l'élaboration des états mensuels et des budgets prévisionnels pour l'ensemble de nos activités.

Ce poste s'adresse à un jeune candidat de niveau école de commerce et/ou DECS, justifiant d'une expérience d'un à trois ans acquise dans un poste similaire ou en cabinet d'audit.

Il devra être particulièrement qualifié en comptabilité et faire preuve d'une bonne capacité d'analyse.

La pratique de l'anglais est indispensable.

Envoyer lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions à

RÉGIE-PRESSE T 68.007 M

7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

représentations offres

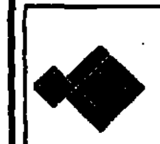
BLOUSON DE CUIR
— véritable agneau —

Importante société espagnole recherche

REPRÉSENTANT
- Introduit dans la mode.
- Visitant boutiques.
- Solides références.

Contacter la Chambre de Commerce Espagnole à Paris le 5 et 6 septembre. Tél. 742-45-74, Télex 212259.

formation professionnelle



INSTITUT NATIONAL d'INFORMATIQUE de GESTION

propose aux

JEUNES DIPLOMÉS
(Ing. - E.S.C. - Maît. Univ.)

et CADRES EXPÉRIMENTÉS
Formation d'un an (octobre à juillet) de

CONCEPTEURS DE SYSTÈMES INFORMATIQUES DE GESTION

Dernière sélection le 12 septembre 1984

INIG, 37, quai de Grenelle, 75015 Paris
Téléphone : 578-61-52.



DÉPARTEMENT ÉTUDES ET
FORMATION

Programmes nationaux et internationaux.
Formation professionnelle en 10 mois 1/2 d'analyste-programmeur.
Matériel utilisé : gros système IBM + gamme Micros. Format. : spécialistes de pédag. active. Intervenants internationaux. Assist. et cons. intern. en logic.
T. : 723-55-18. Adresse : 38, rue de Bassano, 75008 Paris. Métro Étoile-George-V.

Formation Professionelle agréée CPE

ANALYSTES PROGRAMMEURS
- OPTION GESTION.
- OPTION INDUSTRIE (Electronique - Micro)

PROGRAMMEURS

CENTRE INTERNATIONAL DE TRAITEMENT INFORMATIQUE

COURS DU JOUR ET DU SOIR
Inscriptions - Tests pour sessions de sept. et oct. 1984.
DÉBUT COURS DE SOIR : 14 SEPTEMBRE.
205-24-63 / 241-83-83.

DEMANDES D'EMPLOIS

CADRE COMMERCIAL 32 a., école des cadres, 7 a. exp. dans multinat. ccial exports marketing, rech. sit. dans PME, de préf. Paris prov., étrang. Désirant dével. potentiel ccial. Grande dispo. Tél. (1) 525-06-16 après 20 h. M. CHEVALLIER. Ecrire 48, bd Exelmans 75016 Paris.

H., 41 ans, rédacteur journaliste, sérieuses références (secrétariat de rédaction, lecture de textes, mise en pages), intéressé par l'actualité du spectacle (cinéma) et des arts en général, ch. sur Paris emploi stable et original dans revue, édition ou domaine proche. Ecr. s/nº 3.900 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Ing., formation agro-alimentaire, 28 ans, exp. R et D. études prospectives marketing, displ. novembre, ét. ttes propositions. Paris RP ou étr. Tél. (3) 946-00-62, répondeur.

PHYSICIEN ALLEMAND
Tri (Fr./angl. cour.), expér. commerce franco-allemand, connais. nucl./informatique, recherche emploi en France.
Ecr. s/nº 3.888 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Prof. certifié de français parlant espagnol, italien, un peu l'anglais, cherche place prof., gouvern., dame de compagnie de famille française ou étrangère. Tél. 16 (67) 68-44-46, H. R.

Mining, petroleum companies, universities and enterprises, yon need a GEOLOGIST with an INTERNATIONAL background USA, GULF, ALGERIA, call : (98) 70-73-86

PÉDICURE-PODOLOGUE, D.E., ch. remplacement ou vacation, départ. 75-78-91-92. Tél. 064-95-71 apr. 19 h. ; 461-84-01, p. 419 (h.b.) ou éc. Marc FERRÈRE, 14, pl. du Sancerrois, 78310 Maurepas.

ASSISTANTE de direction
cclale et financière
20 ans exp., gestion, statistiques, chiffres.
Rech. poste motivant et d'initiatives.
Ecr. s/nº 6.656 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

F. quarantaine sciences Po, rompue à la vente et à la gestion du personnel matrimonial préférentiel. Anglais courant.
Ecrire à RÉGIE-PRESSE sous nº T 068.123 M
7, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

J.F. 18 ans, niv. Bac G1, not. all., débutante, cherche emploi SECRÉTAIRE STÉNODACTYLO, quartier Saint-Lazare ou banlieue Mantes-Argenteuil. Ecrire sous nº T 257 M RÉGIE-PRESSE 7, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

Femme 47 ans, assistante commerciale, import export, anglais, espagnol, dynamique, disponible voyages, recherche poste responsabilités. Téléphone : 734-02-10.

EXPORT MANAGER
37 a., angl., all. cour., exp. vte, animation et vte, création rés. franchises, implantations filiales. Libre rapidement. PERRON, 63, rue du Maréchal-Foch, 78600 Maisons-Laffitte.

J.F. ANALYSTE PROGRAMMEUR
2 ans d'expérience
H.B. 66 COBOL DM 4 cherche place évolutive région Cergy. Ecrire sous le nº T 068.124 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J.F. CADRE CLASSE V, exp. confirmée, clientèle particul. ch. poste resp. Toulouse. Ecrire à RÉGIE-PRESSE sous nº T 68.065 M
7, r. de Monttessuy, 75007 Paris.

Vidéo-reporter (prise de vues, spectacles, cérémonies, clip). France, étr. (67) 30-46-96.

INFORMATICIEN
(45 ans)
16 ans chez constructeur mini-informatique, sér. réf., cherche emploi ou responsable produit.
M. Bertrand Michel,
26, bd du Ru, 95590 Presles.
Téléphone : 034-21-24.

J.F. 24 ans. DECS. 2 ans d'expérience, cabinet expertise, cherche emploi à LIBREVILLE Gabon. Disp. de suite. Tél. :16 (1) 283-18-43.

PROF. dipl., expér. anglais, russe, ch. poste, région indif. Tél. 567-19-17 (15 h-17 h).

Français, 33 ans, enthousiaste et motivé, facultés d'adaptation et de communication, esprit d'initiative, sens des affaires, expérience différents secteurs d'activités en Afrique francophone, Gabon, RUC, RCI, Togo, Benin, Canada, US, Amérique du Sud.
Souhaiterait changement d'environnement. Recherche responsabilités, activités diverses, auprès homme d'affaires haut niveau. Soucieux de trouver une assistance souple et intelligente, pratique et fiable. Eloignement indifférent.
Tél. : 562-72-97 ; 506-69-29.

propositions diverses

Les possibilités d'emplois à l'ETRANGER sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM) B.P. 291 — 09 PARIS.

L'État offre des emplois stables, bien rémunérés, à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C 16) B.P. 402 — 09 PARIS.

Élève 3e cycle, violon conservatoire national, Paris, 20 ans. Moyens financiers modestes. Pour concours internationaux, emprunterais à mécène violon (un ou deux ans). Assurances et garanties morales. Tél. : (43) 84-21-10 de 9 h à 12 h. Ecr. s/nº 8 324 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

AVENDRE
Talbot Horizon SPL, 7 cv, 77 000 km, mod. 80 1re main, très bon état, couleur noir, jantes larges alu., auto-radio. Prix : 20 000 F.
Tél. : 434-22-17 avant 13 h.

de 8 à 11 C.V.

71 500 F R 18 Turbo - Fév. 84 sépia métal. verni, int. sépia, direct. assist., gl. teint. et fermet. électr., ordi. bord, jantes alu, pns P6, pr. m. 2 200 km. Nivet Daniel, tél. bur. 609-50-37, dom. (3) 051-23-33.

L'immobilier

appartements ventes

7e arrdt

DUROC
Studion kitchenette, bains. Calme. Clair. 260.000 F. GARBI - 567-22-88.

10e arrdt

PLACE FRANZ-LISZT
Dans imm. Pierre de Taille. 4 P. tt cft, 96 m² - 282-03-50.

GARE DE L'EST. 705-39-10, 90 m² à rén., 2 entr. palières. Prof. libérale. 750.000 F.

12e arrdt

RUE DE LYON
Angle Daumesnil dans très bel imm. P. de T. Pptaire vd 4 P. tt cft, 100 m² - 282-03-50.

AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE, GD 2 PIÈCES clair, calme TT CONFT, état neuf, 325.000 F. Usage mixte. 722-78-99.

PR. PLACE DAUMESNIL
dans immeuble en rénovation
- STUDIO TOUT CONFORT, MEZZANINE, POUTRES.
- 2 PIÈCES TOUT CONFORT, CARACTÈRE, POUTRES.
- DOUBLE LIVING + CHAMBRE, TT CFT, TERRASSE.

PROPRIÉTAIRE 634-13-18.

13e arrdt

TOLBIAC
2 Pièces, entrée, cuisine, bains. Ref. neuf. Imm. Pierre de T. 260.000 F - 526-99-04.

15e arrdt

DANS IMMEUBLE NEUF
329, RUE LECOURBE
RESTE A VENDRE
UN APPT 3 PIÈCES
au 1er ét. (poss. profes. libér.)
PRIX : 948.900 F.
Sur place jeudi 14 à 19 h.
CECOGI : 575-62-78.

16e arrdt

AV. MARÉCHAL-MAUNOURY
Appt gd stand. 3e ét., 358 m² + balcon + parking et service.
TÉL. : 225-67-02.

17e arrdt

A SAISIR ÉTOILE
2 P. DUPLEX 680.000
Sur place jeudi 13 h à 15 h
18, RUE DES ACACIAS.

19e arrdt

IMM. 1974, 4 pces, 88 m² + garage, très clair, très calme. 650.000 F.
206-88-30 après 19 h 30.

20e arrdt

AUTOUR D'UN PATIO
MAISON — LOFT
300 m² + jdin 75 m². A aménager, charme, 644-53-90.

appartements achats

Recherche 1 à 2 P., PARIS, préf. 5e, 6e, 7e, 12e, 14e, 15e, 16e avec ou ss travaux. PAIE CPT chez notaire. 873-20-67, même le soir.

MESSAGE URGENT
« POUR CLIENTS SOLVABLES, JE RECHERCHE A PARIS, MAISONS PARTICULIÈRES, APPARTEMENTS 3 A 8 P. PIED-A-TERRE ».
Ttes propos. à transmettre SANS ENGAGEMENT A SERGE KAYSER (1) 329-60-60.

Paie comptant chez Notaire appts ou pav. avec ou sans confort. 277-04-93.

locations non meublées offres

Paris

LOCATIONS DISPONIBLES
Paris-Banlieue
C.L.P.
807-05-46
68, rue du Chemin-Vert, 75011 PARIS.
Métro Saint-Ambroise.

504-20-00 Ce numéro de TÉLÉPHONE vous informe 24 h sur 24 h de nombreuses offres de locat. de l'ASSOCIATION FRANÇAISE DES PROPRIÉTAIRES
3, rue Montevideo, PARIS-16e.

locations non meublées demandes

Paris

ASSOCIATION d'étudiants recherche chambres, studios 2 et 3 pièces.
Téléphoner au 260-98-86.

Pour PERSONNEL ET DIRECTEURS MUTÉS
IMPORTANT
Groupe Bancaire rech. APPTS 2 à 8 P. VILLAS Paris et environs. 504-01-34 - Réf. J.M.

Région parisienne

Étude cherche pour CADRES villas ttes banl. loyer garanti. 889-89-66 - 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE
Pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par Stés ou Ambassades. 285-11-08.

EMBASSY-FRANCE
8, av. Messine, 75008 PARIS
APPARTEMENTS STANDING UNIQUEMENT.
562-78-99.

bureaux

Locations

BUREAUX MEUBLÉS
ou votre adresse à Paris
SODEC SERVICES
Champs-Élysées : 723-55-47.
Nation : 341-81-81.

VOTRE SIÈGE A PARIS 17e
Domiciliation RM - RC SARL
Constitution Sté 763-47-14.

CHAMPS-ÉLYSÉES
Bureaux équipés avec services ou votre siège social. Tél., Télex, secrétariat, salles de réunions av. vidéo, bar, etc. Locat. courte ou longue durée.
ACTE - 562-66-00.

A PART. de 90 F PAR MOIS. Domiciliations RC. RM. SARL. INTER DOM. Tél. 340-68-50.

Votre siège à PARIS RC. RM. A PART. DE 90 F MENSUELS. Tél. 541-32-02 - 10 h-19 h.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM.
Constitution de Sociétés.
Démarches et tous services.
Permanences téléphoniques.
355-17-50.

RECHERCHE
TOUTES SURFACES
Locations sans pas-de-porte.
AG. MAILLOT 293-45-55.
Spécialiste bur. depuis 1961.

chasse-pêche

A VENDRE bungalow pêche bois traité marine, meublé, ponton neuf, tonnelle (terrain, action de pêche à l'année), à Beaulieu, 10 km après Provins, 2 km avant Nogent-sur-Seine. Prix : 20.000 F.
Tél. 419-58-70 ap. 20 heures.

boutiques

Ventes

GARE DE LYON
dans imm. P. de T. pptaire vend murs
CAFÉ - BRASSERIE
154 m² + ss-sol 70 m² + premier 40 m². - 282-03-50.

fonds de commerce

Ventes

Vends CINEMA 580 places, recette 27.000 F hebd. plein centre gde ville Côte-d'Azur. Ecrire Havas. B.P. 346. 06072 NICE CEDEX. Réf. : 0887.

immeubles

Paris-18e, s/voie privée, petit imm. occupé + 3 logts libres de 2 P., cft. 600.000 F., direct pptaire : 260-29-61.

propriétés

Ferme rén./encl. 7.000 m², gds chênes, pl. camp. MOISSAC (T.-G.). A 62. 300.000 F. T (61) 24-09-58.

LOT. Deux maisons restaurées, cuisine aménagée, confort, sur 3 hectares, bois, source. PX 750.000. Tél. (65) 31-86-83.

Hauteurs d'Evian
Prop. récente. Belle vue sur lac et mont., 120 m² habit., r.-d.-c. + 4 chbres poss. étage. Grand garage sous-sol, caves, buanderie, t. b. jardin 2.100 m² avec mazots. Condit. intéres. cause départ. Pour inform. tél. le soir. 16 (1) 745-83-21.

Vds propriété dans le Lauragais. 50 km de Toulouse, 35 km de Carcassonne, 85 ha d'élev. et polycult. av. sources. Bâtiments d'élev. de porc, engraiss. et matern. Ecurie, hangars (2), matériel agri., maison d'habitation, tout confort (5 pièces). Tél. M. GIMELLO, 16 (68) 60-40-76.

1/4 d'heure Paris-Nord et Ouest par autoroute, belle maison récente 170 m², cadre de verdure exceptionnel 1 ha, près équitation, tennis. Prix 1.300.000 F.
Tél. : 873-18-45 matin et soir.

villas

Villa sur colline, 2 ha, piscine, 8 P., 2 cuis., 3 s. de bs, dép., 2.600.000 F. HUGOUNENQ, 83260 LA CRAU. T. (94) 66-70-81.

PARTICULIER cherche
VILLA
AVEC GRAND TERRAIN
Site pittoresque et tranquille, près de la mer, entre MONACO et CANNES.
Ecrire s/nº 10.479 à IVA SA. Case post. CH-8.032 ZURICH.

viagers

F. CRUZ 266-19-00
8, rue La Boétie-8e.
Px rentes indexées garanties. Étude gratuite discrète.

Ach. appt libre ou occupé Paris ou près Paris si mº. Ecr. Leroy, 11, rue Primatice. 337-97-07.

VIAGER libre Pont de Neuilly, 11e ét., superbe appt, vue panoramique sur verdure et Paris, grd stand. 131 m² + loggia 16 m² + chbre de serv. 15 m² à l'ét. Park. en sous-sol. Comptant 800.000 F. Rente mensuelle 5.525 F. Ce jour 6 sept. de 14 à 16 heures.
11-15, Quai Paul-Doumer, Courbevoie.

LA QUALITÉ D'AUTREFOIS
LE CONFORT D'AUJOURD'HUI
centre de BOURG LA REINE (92)
ville résidentielle

Proximité immédiate de tous commerces
R.E.R. autobus
dans petits immeubles de luxe
prestation de qualité
reste 5 appartements :

2 pièces et 4 et 5 pièces duplex
PRIX IMBATTABLES - PRÊT CONVENTIONNÉ
SIFIF 547.60.50

l'agenda du Monde

Particuliers

(offres)

VEND : salle à manger ; rustique, style monastère orme massif.
BUFFET 220, 4 portes, 4 tiroirs.
TABLE : 220-70, pieds monastère, 2 bancs, 220 x 40.
Chambre à coucher rustique, orme massif. Lit 140, 2 tables de nuit. Armoire penderie 3 portes.
Tél. : 893-86-65 après 19 h.

Bijoux

ACHAT OR
BIJOUX ANCIENS
Brillants — débris or
PAUL TERRIER, 225-47-77.
35, rue du Colisée, 75008.
Mº St-Philippe-du-Roule.

COMPTOIR FRANÇAIS
ACHÈTE COMPTANT BEAUX BIJOUX ANCIENS et DÉBRIS OR, OR DENTAIRE HORLOGERIE, LETTRES et
TIMBRES-POSTE
TÉL. 227-40-54 +
14, bd Courcelles, Mº Villiers.

BIJOUX ANCIENS
BAGUES ROMANTIQUES
se choisissent chez GILLET
19, rue d'Arcole, 4e. 354-00-83
ACHAT BIJOUX OR-ARGENT
Métro : Cité ou Hôtel-de-Ville.

Cours

BÉNÉVOLEMENT
séance de conversation en angl., ts niv. et angl. d'aff. Tél. 919-41-92.

Moquettes

A SAISIR
MOQUETTE 100 %
Pure laine WOOLMARK.
Prix posée 90 F le m².
TÉL. 658-81-12.

MOQUETTES 1er CHOIX
100.000 m².
Tous types et coloris.
Prix entrepôt, pose assurée.
757-19-19.
BINEAU MOKET'S.

Répondeurs téléphoniques

Répondeurs téléphoniques interrogation à distance. Prix très intéressants. Tél. : 589-77-97

Santé

RHUMATISMES
Soins par méthodes naturelles. Diététique, plantes, homéopathie, hydrothérapie.
Cures de 21 jours. 6.900 F, rembt Sécurité sociale partiel. Poss. séjour au cœur du Périgord vert de château XVIIe, médecin, infirmière-kiné.
CALME, DÉTENTE.
Domaine de LA CHABRERIE.
24460 Château-Lévêque.
T. (53) 46-34-91.

Le Monde

économie

SOCIAL

LE PLAN DE FORMATION DES JEUNES

M. Fabius veut atteindre les objectifs fixés par M. Mauroy

Au moment même de la rentrée scolaire, le gouvernement de M. Fabius va être en mesure de lancer un plan de formation pour les jeunes de seize à vingt-cinq ans qui devrait, en année pleine, offrir de 750 000 places à 765 000 places de stages.

La réunion, le 31 août, de la commission permanente du Conseil supérieur de la formation professionnelle a permis d'avancer dans cette direction. Les partenaires sociaux (patronat et syndicats) y ont, en effet, confirmé leur volonté de tout faire pour permettre la réalisation de l'accord conventionnel du 26 mai 1983 sur la formation alternée dans les entreprises, qui devrait dégager 100 000 places de stages d'ici à la fin 1984 et qui prévoit un objectif annuel de 300 000 places ensuite. L'ensemble des textes nécessaires à cette mise en œuvre, que tout le monde s'accorde à considérer urgente, sont maintenant pratiquement prêts et devraient donc devenir applicables dans les toutes prochaines semaines.

Reste, en fait, à régler le délicat problème technique de la mutualisation des cotisations de 0,1 % et de 0,2 %, dont les partenaires sociaux souhaitent la défiscalisation et qui doit faire l'objet d'une adaptation aux règles administratives, le principe étant lui même admis.

Les partenaires sociaux, y compris la CGT, qui n'était pas signataire de l'accord d'origine, doivent se retrouver le 7 septembre pour accepter le montage juridique que leur propose le ministère du travail.

Si cette dernière étape est franchie, plus rien ne s'opposerait à ce que l'ensemble du dispositif jeune entre dans une phase active. Ce qui permettrait à M. Laurent Fabius de démontrer que la priorité qu'il entend donner à la formation correspond à la réalité.

En fait, le successeur de M. Mauroy reprend, pour ce dossier, l'essentiel des mesures annoncées à l'occasion du conseil des ministres exceptionnel du 13 juin dernier, qui avait été consacré à la lutte contre le chômage. A l'époque, M. Mauroy lui-même ne faisait d'ailleurs que remettre en ordre des programmes déjà en cours ou des décisions récentes (*le Monde* du 15 juin et du 24 juillet), comme celle qu'il avait été amené à prendre en tranchant en faveur du CNPF et des syndicats dans le différend qui les opposait au ministre de la formation professionnelle, M. Marcel Rigout, à propos, justement, de la formation alternée.

La seule différence notable entre les deux projets réside en effet dans les chiffres d'objectifs – 750 000 à 765 000 pour M. Fabius, 715 000 pour M. Mauroy, – qui s'explique par la réintroduction des contrats emploi-formation réservés aux jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans, qui sont appelés à disparaître si le succès des stages en entreprise se confirme.

Sinon, le dispositif est le même. L'Etat poursuit l'ensemble de ses programmmes, qui devraient accueillir environ 425 000 jeunes, dont 70 000 maintenus dans le système scolaire, 130 000 en apprentissage, 115 000 en stages seize-dix-huit ans, 30 000 en stages «jeunes volontaires», 80 000 en stages jeunes diligentés par l'AFPA et le FNE et, enfin, 15 000 à 20 000 en stages de mise à niveau prévus par l'ANPE.

A cet effort renouvelé en faveur de la formation, devrait donc désormais s'ajouter celui des entreprises en application de l'accord conventionnel signé par les partenaires sociaux. Si l'on ne pense pas que, dans un premier temps, ce nouveau dispositif permettra d'accueillir 100 000 jeunes d'ici à la fin 1984, on espère bien que l'objectif de 300 000 en rythme annuel sera atteint dès 1985.

En tout état de cause, les pouvoirs publics et les partenaires sociaux ont décidé d'en suivre de près l'évolution. Des bilans périodiques, dont le premier sera fait en octobre prochain, permettront d'observer sa «montée en puissance». De même, on a bien l'intention de juger à leurs résultats les contrats emploi-formation-production imaginés par M. Jack Ralite, dont l'initiative, à l'époque, avait parfois été contestée.

A. Le.

M. Akka Ghazi confirme sa candidature comme représentant des Marocains en France

M. Akka Ghazi, secrétaire de la CGT à l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois, nous a confirmé, mardi 4 septembre, qu'il venait de poser sa candidature aux prochaines élections législatives dans son pays, c'est-à-dire au Maroc. Deux postes de député «extérieur» sont en effet prévus pour la représentation des migrants marocains de France : l'un pour la région sud, l'autre pour la région nord. M. Ghazi est candidat pour cette dernière région, sur la liste du parti socialiste marocain, l'Union socialiste des forces populaires (USFP).

«Je n'entends pas faire une carrière politique, nous a déclaré M. Ghazi. *Mon seul but est de servir les travailleurs marocains en France. C'est l'USFP qui m'a fait cette proposition, et j'ai accepté immédiatement, en espérant que l'occasion me sera donnée d'aider plus encore mes camarades immigrés à régler leurs problèmes de travail à l'étranger. Mais il y a bien sûr d'autres dossiers : les problèmes de logement, de cohabitation, de sécurité des familles maghrébines en France. Pour ma part, je me réjouis que le roi ait permis l'accès des représentants des travailleurs à l'Assemblée nationale marocaine. Bien sûr, j'espère être élu. Mais ce sont les travailleurs qui décideront.»*

Le mandat de «député des migrants» aura une durée de six ans, et son détenteur n'est pas obligé de résider au Maroc. En principe, ces députés «extérieurs», au nombre de six en Europe, ne seront tenus d'assister, à Rabat, qu'aux sessions parlementaires traitant des problèmes économiques et sociaux qui impliquent l'émigration. – J.B.

Creusot-Loire : les syndicats restent mobilisés

La mobilisation est toujours aussi grande au Creusot, où trois mille personnes se sont rendues, à l'appel de l'intersyndicale (CGT, CFDT, CGC), pour une réunion d'information dans la cour de la mairie, les résultats de l'entretien, qui avait eu lieu le matin, avec M. Louis Gallois au ministère de l'industrie et du redéploiement industriel devant être communiqués aux salariés de l'entreprise.

Les syndicats se sont félicités *« de la volonté des pouvoirs publics d'engager le dialogue »*, mais sont déçus par les résultats de ce premier entretien. *« Il est clair que le projet Fives-Lille a l'accord des pouvoirs publics. M. Gallois a, d'autre part, affirmé que le projet des repreneurs était le seul connu actuellement et qu'aucune décision ne pouvait être prise avant le 17 septembre, date à laquelle les actionnaires de Creusot-Loire doivent élire un nouveau conseil d'administration. »* Les syndicats ont donc appelé les salariés à *« rester mobilisés pour faire pression »*.

L'intersyndicale a proposé aux manifestants d'occuper symboliquement la mairie. Cette proposition a été rejetée, les participants préférant une action plus «musclée» ; certains proposèrent même de retourner occuper le TGV. La CGT proposa alors de se rendre à la société Framatome pour *« interroger la direction sur ses projets en ce qui concerne la reprise de Creusot-Loire »*. Après une brève discussion avec le directeur de Framatome, M. Jean Dollet, celui-ci a promis une réponse du PDG de l'entreprise pour ce mercredi.

Vers 16 h 30, les syndicats demandaient la dispersion de la manifestation, appelant les salariés à préparer une *« mobilisation générale »* pour jeudi 6 septembre, lors de la rencontre au Creusot entre les repreneurs, les représentants des pouvoirs publics, les directeurs des entreprises de Creusot-Loire et les élus locaux. Les syndicats ont enfin demandé aux Creusotins de téléphoner ce mercredi à l'émission « L'heure de vérité », où M. Laurent Fabius est invité, afin de *« bloquer le standard »*.

● **FO demande une relance des négociations collectives.** – A l'issue de sa réunion de *« rentrée »* le 3 septembre, le bureau confédéral de FO *« a décidé de recommander à l'ensemble des organisations FO de demander au gouvernement, aux directeurs des entreprises nationalisées et aux groupements patronaux, l'ouverture ou la réouverture des négociations salariales. Le bureau confédéral a en effet constaté la paralysie progressive de la négociation collective et l'aggravation du tassement du pouvoir d'achat. La persistance d'une telle situation est d'autant plus inacceptable qu'elle contribue à la montée du chômage »*. Par ailleurs, FO a lancé, le 3 septembre, un journal quotidien par téléphone baptisé *Téléfo* (540-43-23), qui donnera en trois ou quatre minutes ses prises de positions et ses commentaires sur l'actualité du jour.

INAUGURATION DES NOUVEAUX LOCAUX CONFÉDÉRAUX DE LA CFDT A BELLEVILLE

La CFDT a procédé le 4 septembre à l'inauguration de ses nouveaux locaux confédéraux au 4, boulevard de La Villette à Paris (19e).

M. Pierre Hureau, secrétaire national et trésorier de la CFDT, a rappelé, au cours d'une conférence de presse, que l'installation d'une partie des services confédéraux dans ses précédents locaux de la rue Cadet, en 1977, devait être suivie dans un délai de cinq à dix ans, d'une opération immobilière plus importante. *« D'une superficie de 10 700 m² utiles*, a indiqué M. Hureau à propos du nouveau siège de Belleville, *cet immeuble regroupe l'ensemble des secteurs d'activité et des services de la confédération disposés sur un rez-de-chaussée plus huit niveaux plus deux sous-sols. »*

M. Hureau a ajouté que le coût de l'immeuble s'élevait à 102 millions de francs (8 940 francs le m²). Le financement a été assuré à 60 % par l'autofinancement : 26,2 millions de francs provenant de l'immeuble de la rue Cadet et 34,8 millions d'une cotisation spéciale payée par tous les adhérents depuis 1977. L'emprunt auprès des banques s'est donc élevé à 40 % soit 41 millions. *« Ces emprunts*, a précisé M. Hureau, *contractés sur une durée de vingt ans seront remboursés grâce à la cotisation du fonds immobilier. L'Etat n'a apporté, directement ou indirectement, aucune aide, sauf l'exonération de la redevance pour création de bureaux : 1 197 000 francs, soit 1 % du coût de l'opération. Les emprunts consentis par les établissements bancaires l'ont été avec la garantie de la Ville de Paris. Mais celle-ci a, en retour, tenu à se couvrir en prenant une hypothèque de premier rang sur l'immeuble, dont le coût s'est élevé à 593 000 francs réduisant de moitié l'exonération de la redevance. »*

M. Hureau, comme devait le faire ensuite M. Edmond Maire, exposé historique à l'appui, a souligné que ce nouvel immeuble est situé *« dans l'un des hauts lieux du Paris populaire et révolutionnaire »*, un lieu où la CFDT s'estime à sa place puisqu'il *« fut toujours un lieu de regroupement des exclus, des exilés, des déshérités de toutes races, de tous pays »*.

Quand la CGT cherche un écho

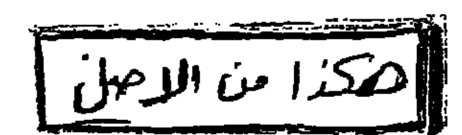
En appelant à l' *« action massive, résolue, unitaire »*, en affirmant qu' *« il n'y a pas d'autre voie que la lutte »*, la commission exécutive de la CGT, qui vient de se réunir, annonce-t-elle une véritable offensive ? Elle paraît en effet répondre à ceux, qui, comme *le Figaro* la veille, prêtaient plutôt à cette centrale une stratégie de *« guérilla »*, en raison de l'impossibilité de mouvements d'ensemble dans l'état actuel de démobilisation des salariés. Mais on ne discerne pas encore dans le communiqué de la commission exécutive l'écho des trompettes de Jéricho.

Certes, la CGT y marque vigoureusement ses critiques : *« mécontentement et inquiétude face au recul du pouvoir d'achat » ; « inquiétude et colère devant le chômage qui grandit », « indignation et inquiétude (...) devant l'abandon de productions, la fermeture d'entreprises, une rigueur de plus en plus austère »*... Mais elle reprend largement les thèmes développés par M. Henri Krasucki, son secrétaire général, au cours de sa conférence de presse de rentrée, le 22 août (*le Monde* du 24 août). Le communiqué suit même d'assez près les termes employés par ce dernier à propos de la modernisation, nécessaire mais qui *« ne peut en aucun cas rejeter les hommes au chômage »*

D'autre part, l'invite à l'action reste de caractère très général, elle ne comporte ni programme précis ni manifestations. Si, au même moment, les fédérations CGT de la fonction publique lancent une Journée d'action pour le 18 septembre, afin d'obtenir l'ouverture de négociations salariales dans ce secteur, elles ne font que prendre au mot M. Le Garrec qui avait annoncé la reprise des négociations en septembre. Et cette Journée prendra *« les formes que décideront les personnels »*, ce qui n'est pas compromettant.

Aussi, le communiqué de la commission exécutive de la CGT, loin d'être une déclaration de guerre, paraît répondre à un double objectif. Après deux affaires importantes, où la mobilisation des salariés a été très inégale – forte au Creusot, faible à Aulnay, – il veut rappeler la ligne générale et les revendications de la CGT, et inviter à nouveau à la mobilisation, en durcissant, en espérant un écho et en accentuant l'analyse faite deux semaines plus tôt par M. Krasucki : *« Il n'est pas possible que l'occasion historique de changer vraiment les choses passe sans que le poids des travailleurs ait vraiment été mis dans la balance. »*

G. H.



CONJONCTURE

SELON LE CNPF

Les choses vont mieux qu'avant mais moins bien qu'ailleurs

Le paysage économique français n'est sans doute pas pour rien dans l'« *effet de grâce* » que semble connaître M. Fabius. Il n'est que de lire l'analyse de la conjoncture faite par le CNPF pour s'en assurer : cela va mieux. Souvent grincheux le patronat est bien obligé de le reconnaître même si les inquiétudes subsistent.

Le ralentissement de l'inflation, faible en 1983, s'est accentué en 1984, et « *le différentiel d'inflation avec les pays étrangers se réduit* ». Même si la différence du rythme d'inflation entre la France et l'Allemagne – notre premier client et fournisseur – reste « *gênante* ». Le CNPF ne serait cependant pas lui-même s'il se contentait de ce simple constat. Il *souligne donc que « la France est le seul des grands pays industriels à lutter contre l'inflation par le contrôle des prix »*.

La situation des entreprises n'est pas mauvaise non plus. Alors qu'en Allemagne fédérale, aux Etats-Unis, au Japon et au Royaume-Uni la croissance du salaire horaire s'accentue ou stagne, on constate en France « *une nette décélération des salaires* », même si leur progression demeure supérieure à celle de ces pays.

Quant à la marge des entreprises, elle s'est redressée. Tant l'excédent brut d'exploitation (valeur ajoutée des entreprises diminuée des charges sociales et des impôts liés à la production) que leur épargne brute se sont relevés en 1983 pour se rapprocher de leur niveau de 1979, l'avant second choc pétrolier. De plus en 1984, si l'on en croit la direction de la prévision, l'excédent brut d'exploitation, à 24,8 %, devrait atteindre son plus haut niveau depuis dix ans, même si « *pour l'instant, l'amélioration prévue en 1984 ne se constate pas encore à travers les enquêtes de conjoncture de l'INSEE* ».

Le niveau d'autofinancement est aussi élevé (supérieur avec 69,6 % à ce qu'il était en 1979), mais il faut avouer que le recul de l'investissement explique largement cette situation. Contrairement à ce que soutenait l'administration et M. Delors, l'amélioration de l'investissement productif (+ 2 % en volume, selon les estimations pour 1984) n'est pas encore sensible. Et les enquêtes auprès des fédérations professionnelles font état de prévisions beaucoup plus pessimistes que celles de l'INSEE. De quoi être inquiet pour l'avenir. D'autant que sur les quatre dernières années, alors que l'investissement productif a presque stagné en France (+ 2 %), il a progressé de 8 % en Allemagne fédérale, de 10,9 % aux États-Unis, et de 19 % au Japon.

Ce ne sont pas les seules inquiétudes : la croissance la plus faible des grands pays industrialisés, des pertes d'emplois de plus en plus substantielles dans l'industrie (208 000 en 1984, après 106 300 en 1983) et peu de gain de compétitivité en matière de commerce extérieur (alors que les importations américaines en provenance de l'OCDE augmentaient de 30 % l'an en dollars, celles en provenance de la France ne progressaient que de 10 % l'an en dollars depuis le début de l'année). Bref, un bilan modéré qui pourrait se résumer par « ça va mieux qu'avant mais moins bien qu'ailleurs ». Et, en filigrane, l'idée que le rétablissement des grands équilibres ne suffira pas si des mesures volontaristes ne sont pas prises. « *L'on se rapproche de l'Italie et de la Grande-Bretagne*, dit-on au CNPF, *quand on espérait être amaré à l'Allemagne fédérale.* »

Hausse des prix de détail en juillet : + 0,7 %

	Variation (en %) au cours			
	des 12 derniers mois (juillet 84/juillet 83)	des 6 derniers mois (juillet 84/janvier 83)	des 3 derniers mois (juillet 84/mars 83)	du dernier mois (juillet 84/juin 84)
• ENSEMBLE	+ 7,5	+ 3,7	+ 1,7	+ 0,7
• ALIMENTATION (y compris boissons)	+ 9,3	+ 3,8	+ 1,8	+ 0,7
Produits à base de céréales	+ 7,7	+ 3,1	+ 0,5	+ 0,1
Viandes de boucherie	+ 5,4	+ 1,4	+ 1,6	+ 0,4
Porc et charcuterie	+ 8,2	+ 5,3	+ 4,6	+ 2,6
Volailles, lapins, gibiers, produits à base de viande	+ 8,8	+ 0,4	– 0,7	– 0,6
Produits de la pêche	+ 9,3	+ 4,5	+ 2,3	+ 0,9
Laits, fromages	+ 7,7	+ 4,5	+ 2,4	+ 1,1
Œufs	+ 9	– 4	– 7,2	– 3,4
Corps gras et beurres	+ 16,8	+ 4,4	+ 1,2	+ 0,9
Légumes et fruits	+ 18,3	+ 6,7	+ 2,9	+ 1,1
Autres produits alimentaires	+ 8,8	+ 4,4	+ 2,4	+ 0,7
Boissons alcoolisées	+ 4,6	+ 2,7	+ 0,9	+ 0,1
Boissons non alcoolisées	+ 13,6	+ 7,7	+ 3,2	+ 0,9
• PRODUITS MANUFACTURÉS	+ 7	+ 3,6	+ 1,3	+ 0,5
1) Habillement et textiles	+ 10	+ 4,4	+ 1,6	+ 0,3
Vêtements de dessus	+ 9,6	+ 4,5	+ 1,4	+ 0,1
Autres vêtements et accessoires	+ 10,8	+ 4,6	+ 1,7	+ 0,5
Articles chaussants	+ 9,3	+ 3,5	+ 1,4	+ 0,3
Autres articles textiles	+ 10,5	+ 5	+ 2	+ 0,5
2) Autres produits manufacturés	+ 6,3	+ 3,4	+ 1,2	+ 0,5
Meubles et tapis	+ 6,1	+ 3,2	+ 1,2	+ 0,4
Appareils ménagers électriques et à gaz	+ 5,5	+ 2,2	+ 1	+ 0,3
Autres articles d'équipement du ménage	+ 8,7	+ 4,5	+ 1,8	+ 0,5
Savons de ménage, produits détersifs et produits d'entretien	+ 5,9	+ 3	+ 1,4	+ 0,7
Articles de toilette et de soins	+ 4,9	+ 2,8	+ 0,8	+ 0,3
Véhicules	+ 6,9	+ 4,8	+ 2	+ 1,5
Papeterie, librairie, journaux	+ 7,7	+ 4,2	+ 1,6	+ 0,6
Photo, optique, électro-acoustique	+ 3	+ 1,8	+ 0,8	+ 0,2
Autres articles de loisir	+ 7,2	+ 3,5	+ 1,5	+ 0,4
Combustibles, énergie	+ 7,1	+ 4,4	+ 1,9	+ 1,6
Tabacs et produits manufacturés divers	+ 4,7	+ 0,7	– 1,2	– 2,2
• SERVICES	+ 6,8	+ 3,8	+ 2,4	+ 0,9
Services relatifs au logement	+ 7,7	+ 3,8	+ 1,4	+ 1,1
dont : loyers	+ 7,4	+ 3,4	+ 1,3	+ 1,3
Soins personnels, soins d'habillement (1)	+ 6,7	+ 3,3	+ 1,7	+ 0,4
Services de santé	+ 3,6	+ 3,6	+ 3,6	+ 0,8
Transports publics	+ 6,8	+ 3,3	+ 2	+ 0,2
Services d'utilisation de véhicules privés (2)	+ 6	+ 4,5	+ 1,8	+ 1
Hôtels, cafés, restaurants, cantines	+ 7,4	+ 3,8	+ 2,6	+ 0,8
Autres services (3)	+ 7,7	+ 3,8	+ 2,9	+ 0,9

L'indice de l'INSEE, calculé sur la base 100 en 1980, s'est inscrit en juillet 1984 à 149,8 contre 148,8 en juin.

(1) Le poste « soins personnels, soins d'habillement » comprend notamment les dépenses de ressemelage, blanchissage, nettoyage, teinturerie, mais aussi les dépenses de coiffure.

(2) Réparations automobiles, parkings, stations-service, péage sur autoroutes, etc.

(3) Postes et télécommunications, frais d'enseignement (scolarité, mais aussi auto-écoles), spectacles, vacances, sports, camping, locations d'appareils, frais de réparation des appareils électro-acoustiques, tirage des films, redevance TV, etc.

AFFAIRES

Le remplacement de M. Parayre par M. Calvet à la tête de Peugeot

Accorder les faits à la réalité du pouvoir

M. Jean-Paul Parayre a démissionné, le 4 septembre, de la présidence du directoire de Peugeot SA. Il y est remplacé par M. Jacques Calvet, qui conserve, en outre, la présidence d'Automobiles Citroën, mais délaisse celle d'Automobiles Peugeot. Un prochain conseil d'administration de la firme de Sochaux, le 24 septembre, nommera son successeur, et M. Jean Boillot, actuellement vice-président et chargé de l'intérim, pourrait bien être celui-là.

La famille Peugeot, principal actionnaire du groupe, a donc décidé d'accorder les faits à la réalité du pouvoir, qui était clairement dans les mains de l'ancien président de la BNP depuis bien des mois. M. Parayre, en réclamant une mise au net en juillet d'abord, puis en convoquant le conseil de surveillance du 4 septembre au début du mois d'août, savait bien qu'il se sabordait. Il n'avait pourtant guère connu l'échec, ce brillant polytechnicien propulsé en 1977 à la tête du premier groupe privé français à quarante ans à peine.

Après un rapide passage au service des ponts dont il est ingénieur, il va, de 1967 à 1970, voguer de cabinet ministériel en cabinet ministériel, conseiller technique de M. Jacques Chirac d'abord, de M. François-Xavier Ortoli ensuite. C'est ce dernier, alors ministre du développement industriel et scientifique, qui le nommera en décembre 1970 à la direction de la construction mécanique et électrique et de l'électronique. A ce poste, il sera l'un des principaux acteurs du rapprochement Peugeot-Citroën. M. Gautier, alors patron de Peugeot, peut juger des qualités de ce jeune homme bien sous tous rapports, l'engager en 1974 et le prendre pour successeur en 1977.

Dans un communiqué publié le 4 septembre, le conseil de surveillance dit « *la contribution essentielle que M. Parayre a apportée au groupe, dans tous les domaines, et spécialement dans celui de la politique industrielle et de modèles où les actions engagées portent dès maintenant leurs fruits* ». Eloge pas seulement formel à celui qui a mis au point une banque d'organes (moteurs et boîtes de vitesses) qui *alimente Peugeot et Citroën, et* qui a contribué au succès de la 205, de la BX et des modèles futurs.

Mais M. Parayre insiste surtout, « *pour sa défense* », sur l'environnement dans lequel il a dû travailler (difficultés pour licencier, blocage des prix, etc.) et sur la restructuration déjà engagée (*55 000 suppressions d'emplois* dont 35 000 en France dans le groupe entre 1978 et 1981). Car son bilan chiffré n'est guère brillant ; les parts de marché *gagnées par l'absorption de* Chrysler-Europe ont été intégralement perdues, et l'endettement bancaire du groupe dépasse 26 milliards de francs. M. Parayre, *cependant, restera chez* Peugeot comme administrateur.

Alors que le sort de l'automobile se jouait plus sur le plan politique qu'industriel, M. Jacques Calvet, homme de caractère et de décision, ne pouvait qu'apparaître comme l'homme idoine. De plus, son protestantisme ne pouvait pas déplaire à la famille Peugeot. *Dans la tourmente* financière, il a la confiance des banquiers, ce qui est un atout considérable. Mais aura-t-il assez celle de la famille pour l'amener à *ouvrir le capital du groupe automobile* ? De cela dépend, pour partie, l'avenir de Peugeot à l'orée d'un choix entre poursuite du développement ou repliement.

BRUNO DETHOMAS.

Nestlé propose 3 milliards de dollars pour acheter Carnation

Le groupe alimentaire suisse Nestlé envisage d'acheter aux Etats-Unis le groupe Carnation, dont le siège est à Los Angeles. Un accord a été conclu entre les conseils d'administration des deux sociétés. La transaction s'élèverait à 3 milliards de dollars. *Pour fixer les esprits*, ce serait la deuxième plus importante acquisition effectuée aux Etats-Unis par une société européenne, la plus importante étant l'achat de Texas Gulf par ELF-Aquitaine pour 4,3 milliards de dollars.

L'offre de Nestlé aux actionnaires de Carnation, 83 dollars par titre, est jugée intéressante par les analystes financiers. La société de Vevey est assurée pour le moment de l'accord de la famille Stuart, propriétaire avec 27 % des parts de Carnation. Si l'opération est menée à terme, elle ne sera effective qu'avec l'avis favorable des autorités américaines. Celles-ci avaient, conformément aux objectifs de la législation antitrust, refusé à Nestlé la reprise d'une société de verres de contact, le laboratoire Cooper Vision.

Carnation est une société alimentaire spécialisée dans les produits laitiers, qui représentent 40 % de son chiffre d'affaires (3,4 milliards de dollars), les produits culinaires, les boissons en poudre et les aliments pour animaux de compagnie, secteur en forte expansion et dans lequel Nestlé n'était pas implanté.

Pour les autres produits, la firme de Vevey considère surtout la comptabilité des marchés, c'est-à-dire la possibilité pour Nestlé qui n'y réalise que le cinquième d'un chiffre d'affaires de 11,5 milliards de dollars, d'accroître son influence aux Etats-Unis. Elle s'y emploie depuis longtemps. De cette volonté était d'ailleurs née une rumeur autour de Beatrice Foods, un des grands de la distribution alimentaire, dont les actions étaient très recherchées au début de 1984.

On prête à Nestlé l'intention de placer Carnation sous le contrôle de son holding américain qui abrite déjà Stouffer (aliments congelés et hôtellerie), Libby Mc Neil and Libby (conserves de viande et jus de fruit) et, depuis 1979, Beech Nut (aliments infantiles).

Les activités de Nestlé aux Etats-Unis ont été gênées par un boycottage qui a duré quatre ans, lancé par les mouvements de consommateurs hostiles à la politique de Nestlé dans *le tiers-monde. Cette politique ayant* été réformée, ce boycottage fut levé en janvier dernier. Avec Carnation, sur le marché américain et à l'exportation, où le groupe de Los Angeles réalise 27 % de son chiffre, Nestlé peut reprendre sa marche en avant. Il lui faudra selon les experts financiers améliorer le contrôle financier et les performances économiques de Carnation qui ont tendance à décliner ces dernières années, l'accroissement annuel des activités n'étant estimé qu'à 8 % pour 1985 contre 11 à 12 % auparavant. Le chiffre d'affaires stagne depuis trois ans, et le profit net est passé de 172 millions à 195 millions de dollars.

Par comparaison, alors que le chiffre d'affaires de Nestlé a très peu augmenté pendant la même période (de 11,4 à 11,5 milliards de dollars), le profit net est passé de 397 millions à 519 millions de dollars. Les réserves financières de Nestlé et son crédit auprès des banques américaines devraient faciliter encore les ambitions que continue d'afficher pour les années à venir sur le marché américain la firme originaire de Suisse, pays où, par parenthèse, elle ne réalise que 2 % de ses ventes.

LE GROUPE HOTELIER ACCOR RACHÈTE L'ORGANISATEUR DE VOYAGES AFRICATOURS

Le premier groupe français d'hôtellerie et de restauration, Accor (Sofitel, Novotel, Mercure, Ibis, Jacques Borel, Ticket-Restaurant) renforce son implantation dans le tourisme en rachetant l'organisateur de voyages Africatours. 51 % du capital de celui-ci deviendront, d'ici à la fin de l'année, la propriété de la Société d'investissement et d'expansion touristique (SIET), filiale du groupe Accor à 55 % et du Crédit mutuel de l'Artois et de la Picardie à 45 %.

La percée d'Accor dans le tourisme semble être plus le fruit d'*opportunités que d'une stratégie*. La SIET avait déjà regroupé les agences Novotour et Albatros, ainsi que l'organisateur de voyages STT-Jet Evasion. Avec le renfort d'Africatours, spécialiste de l'Afrique, le nombre des acheteurs de circuits et de séjours fabriqués par les sociétés du groupe approcherait trente mille. Même s'il place SIET parmi les vingt premiers organisateurs de voyages français, ce volume d'affaires reste insuffisant pour assurer la rentabilité de l'ensemble. Des réorganisations – sinon de nouveaux rachats – sont donc à l'ordre du jour.

• **Jeumont-Schneider va signer un accord avec Wang.** – Jeumont-Schneider, constructeur d'équipements téléphoniques, va signer avec Wang, fabricant américain de matériel de bureautique, un accord de coopération technique qui permettra aux appareils de Wang de converser entre eux au travers des autocommutateurs de Jeumont-Schneider. La société française devrait signer des accords similaires avec DEC et IBM. Les autocommutateurs doivent désormais, connecter des terminaux et non plus seulement des téléphones.

MONNAIES ET CHANGES

Le dollar au-dessus de 9 F

(Suite de la première page.)

Sur le seul poste des importations de pétrole, l'élévation de 8 F à 9 F du cours du dollar représente 1,5 % d'inflation supplémentaire en année pleine, comme le soulignait Alain Vernholes dans *le Monde* du 4 septembre. Pour les pays fortement endettés, et la France en fait désormais partie, la charge de remboursements s'en trouve alourdie d'autant. Pour les pays industrialisés, notamment européens, l'attrait du dollar-roi, couplé avec les taux d'intérêt les plus élevés de la planète (en réel, c'est-à-dire inflation déduite), exerce un attrait irrésistible sur les *capitaux « voyageurs » en direction* des Etats-Unis. Cet attrait est encore accentué, s'il est possible, par la suppression de la retenue à la source de 30 % sur les revenus des capitaux prêtés aux *Etats-Unis* par les étrangers, qui pourrait attirer 50 milliards de dollars supplémentaires. Elle exerce des effets assez dévastateurs sur la balance des paiements des pays en question, qui tentent, en vain, de lutter. L'Allemagne par exemple envisage de supprimer, elle aussi, sa retenue à la source (de 25 %).

A intervalle régulier, des voix s'élèvent pour exiger des mesures de représailles, telles qu'une taxation des « *évasions* » de capitaux ou un *contrôle des transferts* vers l'étranger. La France ne cesse de réclamer un renforcement du rôle de l'ECU, monnaie de « *rechange* ». Mais le front européen se trouve fissuré du *fait de réticences* de l'Allemagne fédérale, inébranlablement fidèle au libéralisme, viscéralement hostile aux contrôles et fondamentalement opposée à l'extension du rôle de l'ECU, qui alourdirait ses responsabilités en cas de difficultés de ses partenaires du système monétaire européens. (ce qui ne peut être exclu).

Du côté des pays en voie de développement, notamment ceux d'Amérique latine, qui, au lendemain de la conférence de Carthagène, en juin dernier, protestaient vigoureusement contre la hausse des taux américains et du dollar, une grande et surprenante discrétion est actuellement observée : il est vrai que les Etats-Unis, par banque interposée, sont en train de leur accorder un très large rééchelonnement de leurs dettes.

Ajoutons, enfin, – et ces pays le reconnaissent publiquement, notamment le Brésil – que l'énorme accroissement des importations des Etats-Unis, avec pour conséquence un creusement vertigineux du déficit commercial américain (14 milliards de dollars en juillet et probablement 130 milliards de dollars en 1984, tous records pulvérisés) représente *une contribution appréciable* à leur redressement, ce qui n'est pas contestable.

Tout compte fait, néanmoins, la hausse du dollar et des taux américains coûte très cher aux partenaires des Etats-Unis. Mais force est de reconnaître que toutes les contre-attaques ont lamentablement échoué. Il va donc falloir attendre 1985. Au lendemain de l'élection présidentielle outre-Atlantique, quel que soit le candidat élu, les impôts seront très probablement augmentés pour réduire le déficit budgétaire, ce qui allégera la pression sur les marchés financiers. L'expansion de l'économie a toute chance de se ralentir, atténuant les besoins de financement des entreprises. *Enfin, l'ampleur* du déficit de la balance des paiements américain et le gonflement de son endettement international pourraient, éventuellement, commencer à inquiéter. Faute de pouvoir agir, on peut toujours rêver.

FRANÇOIS RENARD.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	9,0200	9,0260	– 110	– 60	– 190	– 125	– 560	– 385
$ can.	6,9425	6,9500	– 100	– 40	– 185	– 100	– 500	– 340
Yen (100)	3,7000	3,7200	+ 0	+ 0	– 10	+ 0	– 15	+ 0
DM	3,0670	3,0705	+ 140	+ 170	+ 270	+ 315	+ 750	+ 870
Florin	2,7185	2,7220	+ 100	+ 130	+ 200	+ 250	+ 575	+ 680
F.B. (100)	15,2280	15,2400	– 80	+ 0	– 100	+ 30	– 250	+ .160
F.S.	3,6645	3,6705	+ 180	+ 220	+ 350	+ 410	+ 1050	+ 1195
L (1 000)	4,9725	4,9800	– 200	– 140	– 350	– 260	– 1100	– 900
£	11,5960	11,6075	– 35	+ 30	– 65	+ 45	+ 30	+ 300

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	11 5/8	12 1/8	11 3/4	12 1/8	11 11/16	11 1/4	12 1/16	12 11/16
DM	5	5 3/4	5 1/16	5 11/16	5 1/8	5 5/8	5 9/16	6 1/8
Florin	5 7/8	6 3/8	6 13/16	6 7/16	6	6 9/16	6 5/16	7
F.B. (100)	11 1/8	11 7/8	10 7/8	11 1/2	10 7/8	11 1/2	11	11 3/4
F.S.	3 13/16	4 3/16	4 5/16	5	4 7/16	5 3/16	4 3/4	5 1/4
L (1 000)	14 3/8	15 1/8	14 1/4	15 1/16	14 3/8	15 1/16	15	16
£	10 7/8	11 1/8	10 7/8	11 1/4	10 7/8	11 1/4	10 7/8	11 1/4
F. franç.	10 1/2	11 1/4	10 3/4	11 1/4	10 7/8	11 1/2	10 3/4	12 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

ÉNERGIE

LA RÉORGANISATION DES CHARBONNAGES DE FRANCE

Une révolution qui risque de n'être pas tranquille

La direction générale des Charbonnages de France devait soumettre, ce mercredi 5 septembre, aux organisations syndicales un projet de réorganisation de l'entreprise, élaboré pendant l'été par un groupe de 200 cadres sur la base des décisions adoptées le 20 juin par les directions des différents établissements (*le Monde* daté 8-9 juillet). La réunion promet d'être houleuse. La CGT et la CFDT ont déjà vivement critiqué la réorganisation proposée, qui, assurent-elles, conduira, au mépris des lois, à une suppression de l'identité et de l'autonomie des bassins et à un groupement *de facto* des pouvoirs entre les mains de la direction générale.

Surtout, cette réorganisation se situe clairement dans les perspectives fixées par le plan d'entreprise sur cinq ans (1984-1988) adopté en mars dernier par le conseil d'administration (*le Monde* du 3 et daté 4-5 mars 1984), lesquelles viennent d'être précisées et chiffrées dans un document d'une centaine de pages remis récemment aux syndicats. Bien qu'il reprenne des chiffres déjà largement évoqués — 30 000 suppressions d'emploi, soit 6 000 par an d'ici à 1988, arrêt d'un certain nombre d'exploitations, notamment dans le Nord-Pas-de-Calais, et production réduite de 18 à 11 ou 12 millions de tonnes, — ce document, fixant le détail des mesures envisagées bassin par bassin, a manifestement provoqué un choc au sein de l'entreprise.

Ces perspectives chiffrées dans le cadre de deux hypothèses (haute et basse) laissent en effet peu de place à l'espoir. Elles montrent que, même après une réduction aussi drastique que prévu des effectifs et de la production, les résultats de CdF, à l'issue de la période, resteront largement déficitaires avant aide de l'Etat, et que seule la réalisation de trois conditions permet d'espérer atteindre les objectifs fixés à l'entreprise :

● Limitation du nombre des exploitations, impliquant l'arrêt total de l'extraction dans le Nord-Pas-de-Calais et les exploitations du Centre-Midi autres que celles de Provence et de l'Aumance (dans le Bourbonnais).

● Effort important de productivité et maîtrise complète des coûts de personnel et de main-d'œuvre, maintenus à leurs niveaux de 1983.

● Une évolution de l'environnement économique favorable.

Ce n'est qu'à ces conditions que CdF peut espérer revenir à un équilibre d'exploitation après subventions, le déficit avant aide de l'Etat se situant en 1988 dans une fourchette de 5,85 à 7,75 milliards de francs, et le résultat brut d'exploitation des houillères variant de + 300 millions à — 1,6 milliard de francs (contre — 1,5 à — 1,8 milliard en 1985).

Dans cette perspective peu encourageante, la réorganisation interne prévue apparaît sans doute indispensable — le maintien de structures et de modes d'organisation hérités d'un temps où CDF employait dix fois plus de personnel ne peut durer, — mais d'autant plus douloureuse qu'elle concrétise en quelque sorte le changement de nature de l'établissement. L'extraction de la houille, but principal jusqu'ici et raison d'être des Charbonnages, et autour de laquelle toute l'organisation était articulée, devient selon ce schéma une « unité d'exploitation » parmi d'autres, à côté de la commercialisation, des activités de développement (ingénierie, industrialisation, affaires et négoce international, informatique, recherche), et des activités constituées en sociétés distinctes car ne répondant plus à la vocation principale de l'entreprise (gestion du patrimoine immobilier) ou devant être sorties du groupe (transports routiers, etc.). En outre, les fonctions jusqu'ici éclatées entre les différentes houillères de bassin et l'établissement central sont regroupées et organisées en unités de services (gestion du personnel, gestion financière et juridique, services techniques, plans et études économiques, communication, etc.).

En clair, les bassins, jusqu'ici autonomes, deviennent, selon ce projet, des unités chargées pour l'essentiel d'assurer l'extraction, promise à un déclin rapide, la quasi-totalité des activités d'avenir étant concentrées au niveau parisien avec des « antennes locales ».

Cette réorganisation, si elle est appliquée intégralement — les premières nominations devraient intervenir dès le 1er octobre, — implique un bouleversement total des habitudes et des modes de fonctionnement de l'entreprise. Elle touche directement la plupart des salariés indirects, dont le nombre devrait fortement diminuer — bien que le projet ne précise pas les conséquences sur les effectifs des réorganisations prévues, — et devrait entraîner bon nombre de mutations, reclassements, etc.

On comprend que l'émotion soit grande, non seulement parmi les ouvriers et employés, mais aussi chez les cadres moyens et surtout supérieurs, directement touchés. Ainsi M. Bayle, directeur général adjoint, a-t-il, le 1er août, demandé à faire valoir ses droits à la retraite, regrettant le manque de concertation entre la direction générale, les cadres et les partenaires sociaux de l'entreprise. La direction générale, de plus en plus isolée, est ainsi placée au pied du mur : elle doit en effet absolument forcer le mouvement si elle veut faire entrer dans les faits le plan qu'elle a eu tant de mal à faire approuver. Avec un risque : que le calme social relatif observé jusqu'ici, en dépit des mesures annoncées, ne résiste pas à l'épreuve des faits...

VÉRONIQUE MAURUS.

LE PRIX DE L'ESSENCE ORDINAIRE BAISSERA DE 1 CENTIME PAR LITRE LE 12 SEPTEMBRE

Les prix des carburants ne devraient subir le 12 septembre que de légères variations, en application de la formule automatique de fixation des prix, qui chaque mois permet de répercuter dans les tarifs intérieurs les évolutions des cours internationaux des produits pétroliers et des cours du dollar.

Le prix du supercarburant en région parisienne ne changera pas, à 5,44 F par litre, celui de l'essence ordinaire diminuera de 1 centime par litre, à 5,10 F, et celui du gazole augmentera de 2 centimes, à 4,04 F par litre.

LA LIBYE DIMINUE SA FISCALITÉ PÉTROLIÈRE

La Libye a réduit de 3 dollars par baril la taxation appliquée aux compagnies opérant sur son territoire, a-t-on appris dans les milieux pétroliers à Paris. Le prix de revient du pétrole libyen serait ainsi désormais fixé à 27,40 dollars par baril (taxes comprises), contre un prix officiel du brut libyen de 30,40 dollars par baril, et un prix moyen pondéré de 29,95 dollars estimé par l'Agence internationale de l'énergie, au second trimestre 1984. La Libye, membre de l'OPEP, a vu sa production diminuer récemment et descendre en dessous de son quota de 1,1 million de barils par jour (1 million de barils par jour équivaut à 50 millions de tonnes par an). Par ailleurs, selon des sources italiennes, la libye aurait conclu avec l'Italie un accord de compensation permettant le règlement en pétrole brut d'une partie des dettes contractées auprès d'entreprises italiennes. Cet accord porterait sur 300 millions de dollars (2,7 milliards de francs). La livraison de 1,2 million de barils de brut libyen par mois pendant huit mois (soit 1,31 million de tonnes au total) à l'Agip italienne.

L'Iran, également membre de l'OPEP, a fortement réduit ses ventes pour des raisons techniques, — le terminal de Kharg, par où transitent 90 % de ses exportations, a dû subir des travaux qui ont limité ses capacités de chargement — et commerciales — arrêt des rabais consentis jusque-là aux acheteurs.

Les exportations iraniennes devraient toutefois reprendre en septembre après être tombées en août à 1 million de barils par jour, soit environ la moitié de leur niveau normal. L'Iran aurait l'intention, selon des sources maritimes dans le Golfe, d'augmenter les enlèvements à partir de son second terminal, situé dans l'île de Lavan, à 300 kilomètres environ au sud de Kharg, et beaucoup moins exposé aux attaques de l'aviation irakienne.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Cabinet de Me André J. GUIBERT
avocat à la Cour d'appel de PARIS
52, bd Malesherbes, 75008 PARIS

Par jugement rendu le 5 janvier 1983 par la 17e Chambre du Tribunal correctionnel,

MM. FERRAND et LECAVELIER et Mme ESMENARD, née Michèle DESHAYS, éditeurs des Editions *ALBIN MICHEL*, ont été déclarés coupables du délit de diffamation publique envers un particulier pour avoir accusé M. Antoine *MELERO*, partie civile, dans le livre *Aux ordres du SAC* :
- d'être un homme sans foi ni loi ;
- d'avoir été mêlé étroitement à des affaires d'attentats ;
- d'avoir participé à un attentat à l'explosif contre Jean-Marie LE PEN ;
- d'être un ancien de la « Main rouge » chargé de liquider les partisans de l'indépendance du Maroc ;
- d'avoir été mêlé à l'affaire LEMAIGRE-DUBREUIL ;
- d'avoir été mêlé à un trafic de fausse monnaie.

De telles imputations portent incontestablement atteinte à l'honneur et à la considération de la partie civile, les prévenus n'ayant pas hésité à écrire puis à les publier en les présentant comme véridiques des faits particulièrement graves dont ils ont été incapables de rapporter la preuve.

Une telle attitude dénotant un défaut d'objectivité caractérisé excluant la bonne foi.

Pour extrait.

AGRICULTURE

APRÈS L'ARRESTATION DU PRÉSIDENT DE LA FFA

Sur la piste des inséminateurs sauvages

Toulouse. — Inculpés et écroués à la prison Saint-Michel de Toulouse pour « *détention d'explosifs et tentative de destruction d'immeuble* », M. Alexis Arette ainsi que trois militants de la Fédération française de l'agriculture (FFA) doivent être entendus ce mercredi 5 septembre par le juge d'instruction chargé de cette affaire.

C'est le 29 août dernier que deux membres de la FFA étaient interpellés, aux alentours de minuit, à quelques centaines de mètres de la maison de M. Dominique Manent, maire de Clarac (Haute-Garonne) et administrateur de la coopérative d'insémination artificielle Mida-Test. Agissant probablement sur la foi d'informations précises, les gendarmes surprenaient les deux hommes alors qu'ils changeaient les plaques minéralogiques de leur véhicule, dans lequel se trouvaient des mèches lentes et des bidons d'essence.

Les deux agriculteurs passaient rapidement aux aveux. Ils voulaient faire sauter la maison de M. Dominique Manent, « *pour protester contre le monopole de l'insémination artificielle en France* ». Du même coup, ils dénonçaient le président national de la FFA, M. Alexis Arette, ainsi que son trésorier. Lors de la perquisition au domicile des deux syndicalistes, à Conchez-de-Béarn (Pyrénées-Atlantiques),

De notre correspondant

les enquêteurs découvraient divers explosifs.

L'arrestation du président national de la FFA a soulevé immédiatement une protestation de ce syndicat minoritaire (*le Monde* du 4 septembre). Mais, au-delà du fait divers, elle a mis en lumière les sourdes luttes qui agitent les milieux de l'élevage, tout cela sur fond politico-syndical.

Il y a d'abord, dans cette histoire, la personnalité du président national de la FFA. Ancien membre de l'OAS, c'est un homme bouillant qui ne fait pas mystère de ses idées d'extrême droite. Poète à ses heures et militant de la tradition béarnaise, ce personnage au verbe haut et au geste agressif est à la tête d'une organisation qui a obtenu 5,95 % aux élections à la chambre d'agriculture de la Haute-Garonne.

Et puis M. Dominique Manent, maire socialiste de Clarac, responsable de plusieurs organismes agricoles, membre de la FNSEA et administrateur de la coopérative Mida-Test, au sein de laquelle il s'occupe du secteur lait et élevage : un vrai notable, un homme qui, au dire de ses détracteurs, « *fait la pluie et le beau temps dans le département* ». Maire de Clarac depuis cent cinquante ans par père et aïeyks interposés, à la tête d'une prospère exploitation de quatre-vingts hectares, M. Dominique Manent irrite certains. Pour faire respecter la loi de 1966, et plus précisément les décrets d'application de 1974 sur la qualité des semences de reproducteurs, l'homme de Mida-Test a plusieurs fois fait appel à la justice. C'est que la tentation est grande, pour certains agriculteurs (1 % environ de la profession), de passer par des circuits parallèles d'insémination, mis en place par des coopératives « sauvages », comme les appelle M. Manent. Il est vrai que le marché de la reproduction est important : 70 % des inséminations sont artificielles. Elles ont permis en quelques années d'améliorer grandement la qualité de l'élevage français, et ce grâce, ou malgré, un monopole de fait exercé par quelques grosses coopératives. Mida-Test, par exemple, intervient sur les régions Aquitaine et Midi-Pyrénées.

M. Dominique Manent n'est pas contre la concurrence, « *à condition qu'elle soit saine* ». Et, selon lui, ce ne serait pas le cas actuellement, d'où ses interventions auprès des pouvoirs publics pour faire cesser l'activité des inséminateurs « sauvages ». En Haute-Garonne, l'empêcheur d'inséminer normalement s'appelle M. Jean-Claude Broquère, un agriculteur qui exerce en franc-tireur, ce qui lui a valu au printemps dernier la saisie de son matériel. L'homme s'affirme salarié d'Agri-Sem, une association de producteurs béarnais bien décidée à contourner le monopole de Mida-Test. A la tête de ce groupe, Jean Arette, un cousin d'Alexis. Agri-Sem, qui se procure les semences auprès d'une coopérative non agréée installée à Lavoux dans le département de la Vienne, aurait ainsi à son service deux autres inséminateurs « sauvages », dans les Pyrénées-Atlantiques et dans les Hautes-Pyrénées.

Mais, quels que soient les enjeux économiques, comment un syndicaliste de renom peut-il tomber dans le militantisme explosif, et surtout pourquoi ? Si la personnalité du président de la FFA peut donner un début de réponse à la première question, c'est du côté de la Vienne qu'il faut peut-être chercher la réponse à la deuxième. On dit en effet que la coopérative « sauvage » installée dans ce département était disposée à régulariser sa situation, ce qui du même coup aurait privé Agri-Sem de ses semences. L'attentat n'aurait alors eu d'autre objectif que de faire échouer d'éventuels contacts avec les pouvoirs publics, désireux de mettre de l'ordre dans ce secteur. Les intérêts économiques d'Agri-Sem et les ambitions syndicales de la FFA se complètent d'autant mieux que les deux organisations sont dirigées par le clan des Arette.

GÉRARD VALLÈS.

ÉTRANGER

L'ÉTAT ITALIEN EMPRUNTE 500 MILLIONS DE DOLLARS SUR LE MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

L'Italie a officiellement signé, mardi 4 septembre, le premier emprunt effectué en son nom propre sur le marché international des capitaux, sous la forme d'une émission de 500 millions de dollars d'obligations, à taux flottant, pour une période de quinze ans. Cet emprunt est destiné à financer des aides publiques à la reconstruction des zones d'Italie du centre-sud sinistrées par le séisme qui avait fait trois mille morts en novembre 1980, et à reloger les habitants de Pouzzoles (20 kilomètres de Naples), contraints à l'évacuation par un soulèvement du sol.

C'est la première fois que le nom de la République italienne apparaît dans un emprunt international. Jusqu'à présent, l'Etat italien laissait aux divers groupes publics (IRI, ENI, chemins de fer, électricité...) le soin de pourvoir eux-mêmes à leurs besoins en financement. « *Cette procédure nouvelle tend à mieux contrôler l'endettement extérieur de l'Italie et à servir de référence pour les autres prêts négociés par des opérateurs italiens* », a déclaré M. Goria, ministre du Trésor lors d'une conférence de presse.

La signature de l'accord intervient au lendemain du relèvement d'un point (à 16,50 %) du taux d'escompte. Le gouvernement de la Banque d'Italie, M. Carlo Azeglio Ciampi, a exclu, lors de cette même conférence de presse, que cette décision ait été motivée par des pressions sur la lire. — (*AFP*.)

EXCÉDENT COMMERCIAL DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Les pays en développement non pétroliers ont enregistré un excédent commercial de 7,5 milliards de dollars au premier trimestre de l'année, contre un excédent de 4,7 milliards lors du trimestre précédent en raison principalement d'une réduction de 9,5 % de leurs importations, révèlent des statistiques publiées, mardi 4 septembre, par le Fonds monétaire international.

Ces mêmes statistiques indiquent, d'autre part, que le déficit commercial des pays industrialisés a atteint 49,9 milliards de dollars au premier semestre de l'année, contre 27,4 milliards lors de la même période de 1983, et ce en raison d'une progression de 11,3 % de leurs importations.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● **Réorganisation chez Thomson.** — M. Gomez, PDG de Thomson, poursuit la réorganisation de son état-major. M. Noël Goutard vient d'être nommé directeur général du groupe Thomson SA, et conserve par ailleurs la direction de la branche industrie et ingénierie (Sodeteg, Thomson-Lucas, Thomson cuivre, etc.). MM. Alain Bougault et Henri Stark sont nommés directeurs généraux adjoints de Thomson-CSF et prennent en charge la direction de la branche équipement et systèmes (armements). M. Jacques Noëls est nommé directeur de la branche composants en remplacement de M. Stark.

● **Vallourec s'associe à Sumitomo pour investir aux Etats-Unis.** — La société Vallourec, premier producteur de tubes d'acier en France, vient d'annoncer la création d'une association, Joint venture, dénommée VAM-PTS, avec le groupe japonais Sumitomo à Houston (Texas). Le capital de cette société sera détenu pour 51 % par Vallourec Industries (filiale de Vallourec), 34 % par SMI Oil Field Services Inc. (filiale de Sumitomo Metal Industries) et 15 % par SC Pipe and Service (filiale de Sumitomo Corporation). La nouvelle société fabriquera, sous licence exclusive de Vallourec, le joint VAM utilisé pour les puits de pétrole ou de gaz en environnements critiques, corrosifs et offshore. —

Énergie

● **Un nouveau gisement pétrolier en Sibérie.** — Un nouveau gisement de pétrole a été découvert dans la région de Tyumen, en Sibérie occidentale, a annoncé, le 4 septembre, la *Pravda*. On ignore la taille de ce gisement, qui pourrait, selon l'organe de presse, devenir bientôt un important centre de production.

Étranger

● **Belgique : 12,5 % de la population active au chômage.** — Le chômage en Belgique a, en août, augmenté de 0,8 % (en chiffres bruts) par rapport à juillet, et de 2,5 % par rapport à août 1983. La Belgique comptait au 31 août 523 776 chômeurs indemnisés, soit 12,5 % de la population active. Le taux de chômage était, en août, nettement plus élevé chez les femmes (17,9 %) que chez les hommes (9,1 %). Parmi les chômeurs, 30 % étaient des jeunes de moins de vingt-cinq ans. — (*AFP*.)

Transports

● **Un léger mieux pour El Al.** — Pour la première fois depuis six ans, la compagnie aérienne israélienne El Al a réalisé un bénéfice d'exploitation de 14,4 millions de francs (1,6 million de dollars) au cours de l'exercice 1983-1984. Ce résultat favorable se change en un déficit de 126 millions de francs (14 millions de dollars) après paiement des frais financiers. En effet, El Al a dû faire face à plusieurs exercices déficitaires ainsi qu'à une grève de quatre mois en 1982-1983, et son endettement s'élève aujourd'hui à plus de 3 milliards de francs (340 millions de dollars).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BANQUE WORMS

Les pourparlers engagés entre la Banque Worms et la Société Séquanaise de Banque, toutes deux nationalisées par la loi du 11 février 1982, ont abouti à un accord de principe dont leurs conseils d'administration ont été saisis au cours de leurs réunions exceptionnelles du 4 septembre 1984.

Aux termes de cet accord, dont les modalités d'application ne sont pas toutes définitivement arrêtées, les deux banques fusionneront rétroactivement au 1er janvier 1984 ; la nouvelle société, qui portera le nom de Banque Worms, et dont les fonds propres seront voisins de 1 milliard de francs, fera partie du groupe de l'Union des Assurances de Paris, auquel appartient déjà la Société Séquanaise de Banque.

Cette association entre le premier groupe français d'assurances, qui réalise à l'étranger près du quart de son chiffre d'affaires consolidé, et la troisième banque d'affaires française permettra, dans le respect de l'identité des deux maisons, de réaliser entre elles une collaboration efficace et originale.

La Banque Worms aura, dans l'intérêt de ses actionnaires et celui de sa clientèle, toute latitude pour développer ses activités tant dans son rôle de banque d'affaires, s'appuyant sur un département financier actif, que dans ses relations commerciales avec les entreprises, les institutionnels et les particuliers.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

4 septembre

Toujours bien disposé
Baisse des mines d'or

Pour cette deuxième séance de la semaine, les valeurs françaises ont été, à nouveau, bien orientées, avec une hausse moyenne de 0,2 %.

En revanche, les violentes émeutes qui ont éclaté dans les cités noires d'Afrique du Sud (voir en première page) ont provoqué une baisse sensible des cours des mines d'or qui ont fléchi de 4 % à 6 %.

Les cours du métal ont également fléchi en raison de la nouvelle poussée du dollar sur les marchés des changes (au voisinage de ses cours record à Paris, plus de 8,95 F) : sur le marché de Londres, l'once de métal est revenue de 346,20 dollars à 341,75 dollars.

A la Bourse de Paris, la légère avance enregistrée, avec un volume d'affaires relativement médiocre, a masqué des variations plus accentuées.

Au chapitre des hausses, Roussel-Uclaf s'est distingué avec une avance de 7 %, suivi par Primagaz (+ 6,7 %), LGIP (+ 6 %). Application du Gaz (+ 5,5 %). Radiotechnique a encore gagné 4 %, après sa progression de 6 % la veille.

Au chapitre des baisses, le bâtiment a reperdu une partie de ses gains précédents, notamment l'Auxiliaire d'Entreprise (– 2,8 %). Tandis que les Pétroles BP cédaient près de 3 %, de même que la Compagnie du Midi.

Les professionnels, notamment les gérants de portefeuille, presque tous revenus de vacances, après avoir pris le vent, estiment que la Bourse de Paris pourrait persister dans ses bonnes dispositions dans les semaines qui viennent.

Sur le marché parisien de l'or, les cours se sont confirmés à la tendance observée à l'étranger, le lingot perdant 550 F à 98 900 F, le napoléon, actuellement insensible, ne variant guère à 605 F (– 1 F).

Le dollar titre a légèrement fléchi à 10,10 F-10,13 F, malgré la hausse du dollar commercial.

NEW-YORK

En repli

Au lendemain d'une journée de clôture, consacrée à célébrer la fête du travail, la Bourse de New-York a effectué un repli mardi, ainsi qu'en témoigne l'indice Dow Jones des valeurs industrielles, en repli de 12,03 points, à 1 212,35 à l'approche de la clôture, alors que le Dow Jones avait gagné à peine un point le vendredi précédent. Les baisses l'ont emporté sur les gains dans des proportions de trois contre un, et le volume des échanges a atteint 62,11 millions d'actions, contre 57,46 millions à la précédente séance.

A l'évidence, les incertitudes qui continuent à peser sur l'évolution des taux d'intérêt aux Etats-Unis – de plus en plus nombreux, les observateurs pensent que ces taux vont remonter légèrement au cours des prochains mois – ont à nouveau refroidi l'atmosphère à Wall Street. Dès le début des transactions, ces préoccupations se sont manifestées après le renchérissement constaté sur le loyer de l'argent lorsque le taux des fonds fédéraux est remonté à 11 3/4 %, alors qu'il se traitait à 11 5/8 % précédemment. Par ailleurs, tout en prenant acte du ralentissement de l'activité économique, les investisseurs ont été un peu surpris par l'annonce d'une augmentation de 0,7 % au mois de juillet des dépenses de constructions aux Etats-Unis. En tête des valeurs les plus actives de la séance de mardi, avec 1,11 million de titres échangés, Carnation, qui vient d'être absorbée par Nestlé, a gagné quatre points, à 79 1/2.

VALEURS	Cours du 31 août	Cours du 4 sept.
Alcoa	35 3/4	35 1/8
A.T.T.	19 1/8	18 7/8
Boeing	53 1/2	52 1/4
Chase Manhattan Bank	42 1/4	42 1/8
Du Pont de Nemours	50	49 1/2
Eastman Kodak	75 1/8	74 7/8
Exxon	43	43
Ford	42 7/8	43 1/8
General Electric	56 5/8	56
General Foods	58 1/4	58 1/8
General Motors	73 1/2	73 1/8
Goodyear	27 1/4	26 7/8
I.B.M.	123 3/4	122 3/8
I.T.T.	27	26 1/2
Mobil Oil	29 5/8	29 3/8
Pfizer	35 7/8	35 1/4
Schlumberger	48 1/4	47 1/4
Texaco	36	35 5/8
U.A.L. Inc.	37 3/4	37 1/2
Union Carbide	54 5/8	54 1/2
U.S. Steel	24 3/4	23 5/8
Westinghouse	26 1/4	25 3/4
Xerox Corp.	38 3/8	37 1/2

LA VIE DES SOCIÉTÉS

MERLIN-GERIN. – Le rachat de la société italienne Magrini Galileo, le 23 août dernier, par Merlin-Gerin, filiale du groupe Empain-Schneider (*le Monde* du 25 août), permet à celle-ci d'envisager de nouvelles possibilités sur les marchés internationaux.

Les parts de marché de la société italienne complètent en effet favorablement celles de Merlin-Gerin et placent celui-ci parmi les cinq premiers constructeurs mondiaux de matériel électrique de très haute et moyenne tension, estime la direction. Les secteurs rachetés, pour un montant d'environ 380 millions de francs, avaient réalisé un chiffre d'affaires de 500 millions de francs en 1983, pour des effectifs de mille cinq cents personnes, sept cents ayant été licenciées auparavant.

La société française a souscrit à 80 % du capital de la Société nouvelle Magrini Galileo (100 millions de francs), les 20 % restants relevant du secteur public italien.

TIFFANY. – Propriété du groupe Avon Products depuis 1979, la célèbre entreprise de joaillerie américaine Tiffany and Co a été rachetée récemment, pour 135,5 millions de dollars, par des investisseurs privés conduits par la direction de Tiffany. Selon l'Arabian Investment Banking Corporation, des investisseurs du Moyen-Orient sont intéressés par une participation dans l'entreprise, qui a réalisé un chiffre d'affaires de 125 millions de dollars en 1983.

La participation américaine, et celle de la direction de Tiffany en particulier, resterait nettement majoritaire, les investisseurs du Moyen-Orient ne détenant qu'une minorité. La vente sera achevée à la mi-octobre.

Les participations seront placées au niveau international par Invest-Corp, tandis que Lehman Brothers, qui représente les nouveaux investisseurs, sera chargée des actions aux Etats-Unis.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 29 déc. 1983)

	3 sept.	4 sept.
Valeurs françaises	115	115,3
Valeurs étrangères	93,1	92

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1981)

	3 sept.	4 sept.
Indice général	173,2	173,2

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets privés du 5 septembre ..... 10 3/4 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	4 sept.	5 sept.
1 dollar (en yens)	242,80	243,90

BOURSE DE PARIS Comptant 4 SEPTEMBRE

Actions au comptant

Étrangères

SECOND MARCHÉ

Hors-cote

SICAV 4/9

◆ : Prix précédent.

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1710	4,5 % 1973	1698	1699	1697	– 0 05
2700	Essilor	2800	2770	2770	[illegible]

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 4/9	Cours des billets aux guichets – Achat	Cours des billets aux guichets – Vente
Etats-Unis ($ 1)	8 913	8 955	8 660	9 080
ECU	6 871	6 872	....	....
Allemagne (100 DM)	306 860	306 860	293	313
Belgique (100 F)	15 225	15 229	14 600	15 700
Pays Bas (100 fl.)	272 070	271 990	260	280
Danemark (100 krd)	84 330	84 400	79	79
Norvège (100 k)	107 090	107 100	103	110
Grande-Bretagne (£ 1)	11 634	11 604	11 050	11 950
Grèce (100 drachmes)	7 677	7 685	6 900	8 400
Italie (1 000 lires)	4 965	4 969	4 700	5 200
Suisse (100 fr.)	367 700	367 320	356	377
Suède (100 krs)	106 720	106 760	101	108
Autriche (100 sch)	43 680	43 670	42 800	44 800
Espagne (100 pes.)	5 388	5 397	5 100	5
Portugal (100 esc.)	5 865	5 880	5 100	6 300
Canada ($ can 1)	6 877	6 906	6 610	6 950
Japon (100 yens)	3 676	3 681	3 530	3 890

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 4/9
Or fin (kilo en barre)	99400	98750
Or fin (en lingot)	99450	98900
Pièce française (20 fr)	606	605
Pièce française (10 fr)	419	.....
Pièce suisse (20 fr)	581	575
Pièce latine (20 fr)	566	564
Souverain	721	720
Pièce de 20 dollars	4005	4095
Pièce de 10 dollars	2060	2060
Pièce de 5 dollars	1255	.....
Pièce de 50 pesos	3800	3800
Pièce de 10 florins	591	592

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

ÉTRANGER

POLITIQUE

SOCIÉTÉ

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

ÉCONOMIE

A B C D . F G H

AU CONGRÈS DES SYNDICATS BRITANNIQUES

Le leader travailliste prend ses distances à l'égard du syndicat des mineurs

De notre envoyé spécial

Brighton. – Le rendez-vous était déjà fixé et le voilà annulé. Après une journée de confusion et une succession d'informations contradictoires, on a appris, mardi 4 septembre après-midi, à Brighton, au congrès du TUC que les dirigeants des charbonnages et ceux du syndicat des mineurs ne se rencontreraient pas cette semaine.

Si l'on ne se faisait guère d'illusions sur les chances de succès de cette reprise des pourparlers, il apparaît que M. Arthur Scargill, président de l'Union nationale des mineurs (NUM) et M. Ian MacGregor, président des charbonnages, n'ont même pas pu s'entendre sur la rédaction de l'ordre du jour. Le premier ne veut pas qu'il soit expressément question de fermeture de puits pour des *« raisons économiques »*, alors que pour le second il s'agit de l'objet essentiel de la discussion. Les deux hommes n'ont cessé d'échanger des accusations de mensonge et de se rejeter la responsabilité de cette annulation. Cependant, ce n'est vraisemblablement que partie remise, car des deux côtés les pressions sont de plus en plus fortes pour que les négociations, plusieurs fois suspendues, aboutissent enfin après six mois de conflit. La Bourse de Londres a subi, mardi, une sensible baisse des cours à la suite de ce nouvel incident.

Il est probable que MM. Scargill et MacGregor ont voulu chacun se livrer à une ultime manœuvre pour ne pas donner l'impression de céder et tenter d'arriver à la table de négociations dans la meilleure position possible. Tous deux continuent d'affirmer qu'ils sont prêts à discuter *« à tout instant »*.

L'effervescence à propos de la remise en cause des pourparlers aura quelque peu atténué la portée du discours prononcé mardi après-midi par le leader du Parti travailliste, M. Neil Kinnock devant l'assemblée des syndicats. Pourtant, cette intervention du chef de l'opposition restera l'un des éléments moteurs du congrès et plus encore un moment important de sa carrière. Il vient d'affirmer sa personnalité et la plupart des commentateurs de la presse, même conservatrice, le remarquent.

Depuis que M. Kinnock a été élu voici moins d'un an à la tête du Labour ce parti a opéré un net redressement. Mais on a souvent reproché à M. Kinnock de n'être pas toujours à la hauteur de sa tâche, d'être parfois trop effacé, sinon indécis, alors qu'il a affaire à très forte partie face à Mme Thatcher. Depuis le début du conflit des houillières on déplorait qu'il n'ait pas exprimé clairement sa position. On le savait, tout comme M. Len Murray, secrétaire général du TUC – plutôt réservé à l'égard du « jusqu'auboutisme » de M. Scargill, mais il s'était gardé de dire son sentiment sur cette grève qui suscite la controverse dans l'ensemble du mouvement syndical et travailliste. Or, mardi, M. Kinnock a tout à coup répondu à une attente jusque-là déçue. Il s'est en effet prononcé alors que les circonstances étaient particulièrement délicates. La veille, M. Scargill, malgré les réticences de nombreux syndicalistes, avait eu incontestablement la vedette et remporté un franc succès. Le congrès s'était laissé aller à une manifestation d'unité apparente pour ne pas faire étalage de ses dissensions. M. Kinnock n'en a pas moins dit ce qu'il pensait, sans égards pour M. Scargill et ses partisans. Il a fait ce que M. Murray n'avait pas osé, à la fois une mise au point et un rappel à l'ordre.

Une mise en garde à M. Scargill

Certes, il a fait le procès de cinq ans de gouvernement Thatcher. Il a en particulier souligné les dommages à long terme que cause le *« chômage de masse »* dans la société britannique, et il a déclaré que le conflit des mineurs était à ce sujet exemplaire. Mais, avec habileté, M. Kinnock a indirectement critiqué la conduite de la grève et lancé un avertissement à tout autre syndicat qui pourrait être tenté de faire cavalier seul, comme c'est le cas de la NUM.

« Nous devons défendre cette cause, a dit M. Kinnock, *mais sans violence (...), celle-ci détourne l'attention des points essentiels du conflit. La violence a donné au gouvernement le seul os qu'il puisse ronger. »* On n'avait jamais entendu une pareille condamnation des exactions commises sur le front des piquets de grève. M. Kinnock a ajouté que la violence fournissait des arguments aux *« ennemis »* du mouvement syndical qui prétendent que celui-ci *« essaie de prendre le pouvoir par d'autres moyens que ceux de la démocratie parlementaire. (...). Cela est terriblement faux. »* Et c'est là que le leader du Parti travailliste a rappelé à l'ordre M. Scargill et ses fidèles, sans les nommer. *« Ce congrès*, a-t-il dit, *a toujours affirmé que le syndicalisme existait pour changer les conditions* [de vie et de travail] *et que ce sont les élections générales – et seulement les élections générales – qui peuvent changer le gouvernement. »*

Le nouveau dirigeant du TUC

M. Kinnock ne pouvait pas mieux dire qu'à son avis il ne faut pas renverser les rôles entre syndicat et parti et que c'est le Parti travailliste, même s'il est historiquement l'émanation du TUC, qui doit mener le combat politique. Le leader du Labour faisait ainsi savoir à M. Scargill que, s'il a obtenu la vedette lors de cette assemblée des syndicats, il ne l'aura pas lors du congrès du Parti travailliste, le mois prochain. Toute la salle s'est levée pour applaudir. M. Scargill s'est levé lui aussi, mais à l'évidence sans aucun enthousiasme.

Dans un vote sans surprise, le congrès a ensuite élu le nouveau secrétaire général du TUC, M. Norman Willis, cinquante et un ans. Celui-ci était jusqu'à présent l'adjoint de M. Len Murray, qui, à soixante et un ans, a décidé – notamment pour raisons de santé – de prendre sa retraite à la fin des travaux du congrès. Bien que la gauche du mouvement ait gagné quelques sièges supplémentaires au comité directeur (confirmant ainsi un glissement prévisible), l'aile droite, à laquelle appartiennent MM. Willis et Murray, conserve la majorité.

M. Willis a reçu plus de sept millions de mandats contre deux et demi pour son adversaire, M. David Lea (l'ensemble des syndicats affiliés au TUC compte près de dix millions d'adhérents). La candidature du nouveau secrétaire général était soutenue par des organisations de toute tendance, y compris le syndicat des mineurs. Dans les couloirs du congrès, on dit que M. Willis pourrait être plus sensible que M. Murray à l'avis de l'aile gauche du TUC dans certaines occasions. Mais comme on pouvait s'y attendre, M. Willis a laissé entendre que sa politique ne se distinguerait guère de celle de M. Murray.

FRANCIS CORNU.

Sur le vif

Pédés

Moi, je vais vous dire, les tabous, au fond, ça a du bon. Prenez les gays. Ils sont venus plaider leur cause, mardi soir, aux « Dossiers de l'écran », avec une assurance, une désinvolture, une légèreté ! Ma parole, ils ont l'air de croire que c'est arrivé, que ça baigne, qu'on respecte leur différence, qu'on les accepte sans problème. Quel problème, d'ailleurs ? Il n'y en a pas. Il n'y en a plus. Etre homo c'est comme être hétéro, sauf que c'est mieux.

C'est exactement ce qu'on écrivait, nous, pendant les années 70, tout au long de la formidable campagne menée par les médias en faveur des minorités, celle-là en particulier. Enorme effort d'éducation destiné à éclairer l'opinion, à la gagner, à l'obliger à mettre ses craintes, ses dégoûts et ses moqueries dans sa poche avec son mouchoir par-dessus. A l'époque, pas un journaliste, pas un écrivain n'aurait osé publier les lignes très lucides, très fouillées que Sollers a consacrés à Barthes dans son dernier bouquin, *Femmes*. Moi, quand j'ai lu ça, je suis tombée les bras en croix.

La prosmicuité, le prosélytisme, la pédérastie, personne n'en parlait. Pas question. On aurait eu l'air de quoi ? D'un facho, rétro, macho. Et puis il y a eu « Les trottoirs de Manille ». Vous vous souvenez de cette émission sur la prostitution enfantine aux Philippines. Elle a fait date. Et puis il y a eu le SIDA et des tombereaux d'articles médicaux sur le comment et le pourquoi de cette maladie sexuellement transmissible.

Et puis, bon, après tout, s'il n'y a plus d'interdit, pourquoi ne serait-il pas permis de dire que les femmes sont connes, que les nègres sont paresseux et que les pédés, ou c'est des cuirs ou c'est des folles. Aux Etats-Unis, où les bien-pensants ont repris du poil de la bête, on ressent déjà les effets de ce retour de bâton. Et la France suit, ne vous y trompez pas.

Alors, excusez-moi, il serait quand même temps de regarder les choses en face et d'appeler un chat un chat.

Ce n'est pas en écartant d'un geste négligent ou en faisant semblant d'ignorer les questions, pas seulement obtuses, qui s'abattaient sur le standard de SVP – SIDA, drague obsessionnelle, petits garçons – qu'on rassurera les gens. D'accord, côté hétéros, il y a des coureurs, des pervers et des malades. Mais n'essayez pas de nous faire gober que, côté homos, tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil. C'est absurde. Au lieu de nous convaincre, ça nous braque.

CLAUDE SARRAUTE.

LES ÉCHANGES ENTRE LA FRANCE ET LA RDA

Mme Cresson a signé un accord-cadre d'une durée de cinq ans

De notre envoyé spécial

Leipzig. – *« Pour prouver aux Soviétiques qu'ils n'ont pas de relations privilégiées avec leurs cousins de l'Ouest, les Allemands de l'Est veulent développer leurs relations commerciales avec la France. »* Au ministère du redéploiement industriel et du commerce extérieur, on estime que *« la période est favorable »* pour les exportateurs français.

La RFA est, pour l'instant, le premier client et le premier fournisseur occidental de la RDA, avec des échanges dans les deux sens supérieurs à 15 milliards de francs (auxquels il faut ajouter quelque 5 milliards de francs d'échanges avec Berlin-Ouest). La France s'est classée en 1983 au troisième rang après l'Autriche, avec des exportations et des importations vers la RDA de 2 milliards de francs. La différence est de taille. Néanmoins la RDA a réduit de 21 % au premier semestre de 1984 ses achats en RFA, tandis qu'ils augmentaient de 48 % en France. Un signe du rééquilibrage que souhaiterait Berlin-Est, estime-t-on à Paris.

Mme Cresson a signé, à Leipzig, le 4 septembre, un *« programme de coopération économique et technique »* avec son homologue est-allemand. Il s'agit de porter à 7,5 milliards de francs les échanges dans les deux sens en 1990. Cette signature intervient à l'orée du plan quinquennal 1985-1990 de la RDA ; la France serait le seul pays occidental à bénéficier d'un tel accord-cadre à long terme. Au cours de sa visite, le ministre français a également assisté à la signature de trois contrats. Le premier porte sur la fourniture de sept cent cinquante wagons par les sociétés Norfer et Fauvet-Girel, dont le montant est de 250 millions de francs. Le second concerne la firme Cellier qui livrera des équipements de production de film polyester (77 millions de francs). Le troisième est un accord de coopération passé par Technip. Mme Cresson a voulu voir également un signe de la bienveillance de la RDA à l'égard de la France dans le fait que deux médailles d'or de la Foire de Leipzig ont été attribuées à deux voitures françaises, la R 25 de Renault et la 205 de Peugeot.

Si la symbolique politique est importante, il reste que les plans à cinq ans sont rarement respectés. La pression soviétique sur la RDA peut, il est vrai, offrir un certain nombre d'opportunités aux firmes françaises. Mais, de part et d'autre du rideau de fer, on cherche à l'évidence à maintenir des relations privilégiées entre Allemands. Il faut simplement savoir le nier. La langue de bois est utilisée aussi dans les relations économiques.

É. L. B.

Un général ouest-allemand est chargé des affaires nucléaires de l'OTAN

Bruxelle, (AFP). – Pour la première fois dans l'histoire de l'alliance atlantique, un général ouest-allemand, Heinz-Joachim Mack, s'est vu confier, mardi 4 septembre, la responsabilité des affaires nucléaires de l'OTAN par le commandant en chef des forces alliées en Europe, le général américain Bernard Rogers.

La désignation du général Mack, annoncée à Casteau par le porte-parole du SHAPE, met fin à une tradition – non écrite, mais à ce jour scrupuleusement respectée, – qui écartait tout officier ouest-allemand des responsabilités nucléaires directes de l'OTAN.

Le poste confié au général Mack, relèvent toutefois les observateurs, n'implique en aucun cas qu'il puisse avoir accès à la mise à feu nucléaire en cas de conflit, celle-ci ne pouvant être prise qu'au plus haut niveau politique inter-allié, et, en fait, par le président américain. Selon le porte-parole du SHAPE, *« l'adjoint allemand au commandant en chef des forces alliées en Europe a le rôle d'assister et d'informer le commandant en chef sur les affaires nucléaires et sur les autres questions qui ont trait au développement, à la mise en place et a l'emploi des forces combattantes pour la défense du commandement allié en Europe »*.

Le commandant en chef des forces alliées, qui a toujours été un Américain, confiait jusqu'à présent ces responsabilités à un adjoint britannique (le dernier en date étant l'airchief-marshall Peter Terry), tandis que son adjoint ouest-allemand était cantonné aux questions de logistique et d'infrastructure, de gestion des stocks et de voies de communications.

Avant sa nomination à ce nouveau poste, le général Mack avait déjà travaillé à un échelon élevé du SHAPE, à la planification nucléaire et opérationnelle des unités de combat.

Le numéro du « Monde » daté 5 septembre 1984 a été tiré à 469 370 exemplaires

SELON LA DIRECTION DE CITROËN

Le travail a repris normalement à l'usine d'Aulnay-sous-Bois

Selon la situation de Citroën, l'usine d'Aulnay-sous-Bois fonctionnait normalement ce mercredi matin 5 septembre, la CGT se bornant, pour sa part, à constater que *« certains salariés »* avaient repris le travail. La direction précise que tous les ateliers ont commencé à tourner dès l'ouverture de l'établissement, à l'exception de la section de ferrage, qui avait été la seule en activité mardi. Du fait d'un surplus de production, le travail devait reprendre plus tardivement dans cet atelier.

Pour le reste, la rentrée avait eu lieu sans incidents et une trentaine d'ouvriers licenciés qui se trouvaient devant les grilles à l'aube sont partis vers 7 h 30, les responsables cégétistes leur donnant rendez-vous le vendredi 7 septembre – et non le 5 septembre, comme nous l'avons indiqué par erreur dans nos précédentes éditions – pour une nouvelle réunion à la bourse du travail de Saint-Denis.

Il s'agit, selon M. Akka Ghazi, secrétaire de la section CGT de Citroën-Aulnay, de *« déterminer les formes d'action »* face aux décisions patronales. La CGT réclame toujours des éclaircissements sur le contenu des stages de formation qui seront proposés aux travailleurs licenciés et sur leurs débouchés.

Une réunion à ce sujet était prévue ce mercredi en fin de matinée à la préfecture de la Seine-Saint-Denis entre les partenaires sociaux et la direction départementale de la main-d'œuvre.

Par ailleurs, après les incidents survenus vendredi dernier à l'usine d'Aulnay, la Ligue des droits de l'homme a protesté contre l'intervention des forces de police à l'encontre de militants syndicaux, en particulier de M. Akka Ghazi, et contre *« la mise en place de dispositifs de filtrage humiliants pour les travailleurs, déjà gravement menacés dans leur emploi »*.

La Ligue des droits de l'homme tient enfin à rappeler que les restructurations industrielles en cours *« rendent plus nécessaire que jamais le plein exercice des droits syndicaux »*. Quant à la CSL, elle accuse une fois de plus la CGT de porter *« la seule responsabilité »* d'une *« explosion sociale »* éventuelle, qui pourrait déboucher sur *« la fermeture pure et simple de l'entreprise »*.

M. Bérégovoy appelle les banques nationalisées à prendre « les mesures de rationalisation qui s'imposent »

M. Pierre Bérégovoy, qui recevait, le mardi 4 septembre, les présidents des quelque quarante banques et compagnies financières nationales, a précisé à cette occasion les objectifs qu'il assignait au secteur bancaire, compte tenu du *« rôle primordial »* qu'il est appelé à jouer dans un contexte de réduction des besoins de financement publics, seul moyen d'*« obtenir une croissance durable sans inflation »*.

Rappelant la hausse progressive de l'intermédiation financière (1) au cours des dix dernières années, accompagnée *« d'une croissance rapide des frais généraux qui a pesé fortement sur les coûts »* (en dix ans ils se sont accrus de plus d'un point par rapport au montant des capitaux utilisés : 4,5 % en 1981 contre 3,7 % en 1972), le ministre de l'économie, des finances et du budget a estimé que cet accroissement était excessif. *« La hausse des coûts du système bancaire entraîne un alourdissement des charges financières des particuliers et des entreprises qui pèse sur l'économie et augmente les charges liées aux bonifications d'intérêts et au financement de la dette publique. Ainsi s'opère un transfert de charges qui nourrit l'inflation »*, estime le ministre.

Invités à obtenir *« une meilleure connaissance des coûts »* de leur établissement et à prendre *« les mesures de rationalisation qui s'imposent »* grâce à des outils adaptés (comptabilité analytique, contrôle effectif de gestion, procédure budgétaire précise...), les dirigeants de ces banques et compagnies financières ont également été incités à *« saisir les possibilités qu'offre la mise au point de nouvelles technologies pour préparer les réorganisations nécessaires, améliorer les services rendus aux clients et développer de nouvelles activités »*.

L'accent a également été mis sur la nécessité de *« veiller à l'adéquation permanente de la situation des effectifs aux besoins réels de l'établissement »* et sur la nécessité *« d'une meilleure coordination avec d'autres établissements »* de façon à éviter *« tout double emploi ou surenchère inutile »*.

Autant de mesures qui devraient permettre une évolution des frais généraux inférieure à celle de l'inflation et qui devront se traduire *« dans les trois mois »* par des propositions précises qui devront être soumises dans ce délai aux autorités de tutelle, l'objectif étant d'assurer à chaque établissement *« une rentabilité lui permettant de couvrir ses risques, de servir une rémunération convenable à ses actionnaires* [l'Etat, NDLR] *et de financer le développement de son activité »*, a souligné M. Bérégovoy.

(1) L'intermédiation financière est, *grosso modo*, la différence entre le coût de l'argent collecté et la rémunération des sommes prêtées. Elle est considérée par les économistes comme le prélèvement effectué par les banques sur l'économie.

● *New-Delhi* a rejeté, mardi 4 septembre, l'ultimatum des militants sikhs enjoignant à l'armée de se retirer avant le 30 septembre du Temple d'or d'Amritsar, au Pendjab, occupé depuis trois mois, a-t-on indiqué mardi, de source officielle. Cet ultimatum avait été lancé à l'occasion de la Convention mondiale des Sikhs qui avait réuni, dimanche à Amritsar, plusieurs dizaines de milliers de fidèles.

